

Défense de faire la paix

L'actualité vient de fournir deux exemples de dictateurs qui ont quitté le pouvoir dans des conditions relativement paisibles. L'Irlande n'en est pas plus tranquille de constater que ce sont deux hommes de paix qui viennent de subir la loi de la terreur. Après Olof Palme, dont le meurtre reste inexplicable, c'est un autre partisan du dialogue, un pragmatique, qui vient d'être assassiné en la personne de Zafer Al Masri, maire de Naples, la plus importante ville palestinienne dans les territoires occupés. Cet assassinat, revendiqué par les groupes extrémistes d'Aboon Nidal et de Georges Habache, a valeur de symbole : c'est une nouvelle victoire sanglante pour tous ceux qui, parmi les Arabes du Proche-Orient, ont choisi de dicter leur loi par la terreur à une population palestinienne au nom de laquelle ils prétendent abusivement parler.

Zafer Al Masri avait plus d'un titre pour affirmer qu'il représentait de façon tout à fait légitime la population des territoires occupés. Il avait en effet le très rare privilège d'être à la fois soutenu par la Jordanie, par Israël et par l'OLP, du moins par les partisans de M. Arafat au sein de la centrale palestinienne. Mais surtout, bien que nommé par les autorités militaires israéliennes, il n'avait rien d'un « fantôme » et jouissait de la sympathie de l'immense majorité des habitants de Naples : une ville pourtant réputée pour la vigueur de ses sentiments nationalistes. Cet ensemble de qualités faisait évidemment de Zafer Al Masri une cible privilégiée pour les extrémistes palestiniens et pour les gouvernements qui les encouragent. Aux yeux des partisans de la politique du pire, l'existence des modérés comme Zafer Al Masri ou Issam Sartout, abattu au Portugal il y a trois ans, est insupportable du seul fait qu'ils acceptent la réalité de l'Etat hébreu, entendent dialoguer avec lui et remettre aux oubliettes la rhétorique de la « lutte armée ».

Pour le premier ministre israélien, le meurtre de Zafer Al Masri est un grave échec. La nomination de maires arabes en Cisjordanie constitue la clé de voûte du programme de transfert de pouvoirs cher aux travaillistes. Inscrite dans une stratégie d'ouverture en direction de dirigeants palestiniens locaux, la nomination de M. Zafer Al Masri devait servir de précédent et, aux yeux du gouvernement, réduire l'omnipotence de l'OLP. Le pouvoir devait engager cette semaine des négociations avec les candidats aux fonctions de maire dans trois autres grandes villes de Cisjordanie. Ceux-ci ne vont-ils pas déclarer forfait ?

D'une façon générale, le drame de Naples ne peut qu'inciter à la prudence tous les interlocuteurs potentiels d'Israël et rendre encore plus aléatoire toute annonce de négociation. Et bien sûr, il renforce en Israël même tous ceux qui se refusent au moindre dialogue avec les Palestiniens. Le général Sharon ne vient-il pas d'appeler à une amnésie pure et simple des territoires occupés par Israël ?

L'assassinat de dimanche est, enfin, un revers sérieux pour le roi Hussein de Jordanie. La disparition du maire de Naples intervient au moment précis où le souverain — qui vient de rompre ses pourparlers politiques avec l'OLP — appelle les Palestiniens à se choisir d'autres dirigeants, autrement dit à compter sur une nouvelle génération de responsables, celle-là même qu'incarnerait Zafer Al Masri.

(Lire nos informations page 4.)

LES INCONNUES DE LA COHABITATION

M. Mitterrand n'exclut pas de remettre en jeu son mandat

Au cours de sa dernière intervention avant le scrutin législatif, le président de la République a indiqué que, au lendemain des élections, il choisirait « une personnalité de la majorité pour conduire le gouvernement ».

« Le président de la République nomme qui il veut, mais il doit se placer en conformité avec la volonté populaire », a-t-il précisé. M. Mitterrand a également insisté sur sa volonté de ne pas être, en cas de cohabitation, « un président au rabais ».



Se démettre, plutôt que se soumettre ! « Je préférerais renoncer à ma fonction plutôt qu'à mes compétences de ma fonction. Je ne serais pas un président au rabais. » Voilà M. Barre satisfait : M. Mitterrand envisage de devenir... bariste ; au point d'évoquer — pour la première fois — un possible départ de l'Elysée avant le terme institutionnel de 1988. Voilà M. Chirac prévenu. A trop vouloir maîtriser le président,

à gagner... une présidence ; laquelle aurait toutes les chances, à une date rapprochée, d'être favorable à M. Barre.

Cette mise en garde fut, à coup sûr, le point fort d'une intervention qui devait être, à l'origine, centrée sur les dangers de la cohabitation. Mais la forme choisie — celle d'une conversation serrée avec Yves Mourou — ne correspondait ni au

moment de la campagne (qui demandait sans doute un minimum de dramatisation) ni au message — bref — que le président voulait délivrer. Ce décalage s'explique sans doute par le refus du chef de l'Etat d'assumer complètement le « moi ou le chaos » cher au général de Gaulle.

JEAN-MARIE COLOMBANI
(Lire la suite page 6.)

Point de vue

La culture au sérieux

par MICHEL GUY (*)

Le ministre de la culture a eu beaucoup d'argent. Il est actif. Il a donc beaucoup fait, mais à tout prendre, c'est la moindre des choses. Et pourtant, commençant par les imprécations de Mexico contre l'impérialisme artistique américain, ce lustre culturel s'achève sur les pelouses de Disneyland, la télévision de M. Berlusconi et une sixième chaîne consacrée aux vidéoclips anglo-saxons.

Singulier parcours où les actions marginales l'ont trop souvent emporté sur l'essentiel, et l'improvisation sur la réflexion. Annoncez chaque jour une nouvelle entreprise exige sans nul

doute de l'imagination, entreprendre des travaux démesurés implique sans conteste une forte volonté, encore faut-il que ces actions soient utiles et ne puissent pas, pour être accomplies, dans les finances du ministère dont on a la charge. Que vaut, en effet, un nouvel opéra à la Bastille si les enseignements musicaux sont négligés ?

Cinq ans de politique médiatique, au demeurant fort réussie, ont atteint leur limite et brouillé la vue. A trop vouloir suivre la cuisine, et la chapellerie, on a oublié quels étaient, en 1986, les devoirs fondamentaux de l'Etat en matière culturelle. A cette culture incoûtablement étalée, nous préférons des actions en profondeur.

L'Etat ne doit pas être tout. Chacun sait quels sont les incon-

venients et tout-à-fait les dangers de sa toute puissance. Une part importante de l'initiative et de l'action doivent en effet revenir, dans l'affirmation de leur pleine autonomie, aux collectivités locales. Il convient également de permettre au secteur privé d'apporter son appui à des actions qu'il entend librement soutenir. Il n'en reste pas moins que l'Etat a des missions fondamentales à accomplir. Elles doivent désormais constituer la principale préoccupation de l'indispensable ministère de la culture créé par le général de Gaulle et André Malraux.

D'abord le patrimoine. Il ne peut plus être la Cendrillon de notre politique culturelle.

(Lire la suite page 15.)

M. Ingvar Carlsson est désigné pour succéder à Olof Palme

Le Parti social-démocrate a choisi le vice-premier ministre et ministre de l'environnement pour occuper les fonctions du chef du gouvernement assassiné à Stockholm.

PAGE 2

Les ordinateurs devront « parler européen »

Pour lutter contre l'hégémonie de l'anglais, l'Europe veut fabriquer ses propres machines linguistiques.

PAGE 14

Le rétablissement financier du Venezuela

En trois ans, le président Lusinchi a mis en œuvre une transformation complète du mode de vie de ses concitoyens, sans affrontements politiques ou sociaux.

PAGE 42

Le congrès du PC soviétique

L'efficacité, leitmotiv des discours...

PAGE 3

Le conflit du Sahara occidental

Le Polisario compte plus sur la diplomatie que sur les armes pour s'imposer.

PAGE 5

Le Monde

ÉCONOMIE

La démocratisation dans les entreprises publiques
La chronique de Paul Fahra

Pages 35 à 38

Etranger (2 à 5) • Politique (6 à 10) • Société (12 et 14) • Culture (15) • Communication (19) • Sports (34) • Économie (39 à 43)

Programmes des spectacles (16) • Radio-télévision (17) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (17 et 18) • Carnet (18) • Annonces classées (20 à 33)

L'« AFFAIRE FLICK » EN RFA

Les inquiétudes du chancelier

L'« affaire Flick » continue de tenir le devant de la scène politique et médiatique en RFA. Après les déclarations de l'ancien comptable du groupe financier devant le tribunal de Bonn, plutôt favorables à l'ancien ministre de l'économie, le comte Otto Lambsdorff (« le Monde » du 1^{er} mars), c'est au tour du pré-

sident du Parti social-démocrate, M. Willy Brandt, d'être sur la sellette. Le journal « Welt am Sonntag » révèle dans son édition du 2 mars que celui-ci, comme le chancelier Helmut Kohl, fait l'objet de plaintes d'accusations d'avoir menti à la commission d'enquête sur les dons illégaux du groupe Flick à son parti...

Le chancelier Kohl sera-t-il la prochaine victime du « scandale Flick », cet interminable feuilleton du financement illégal des partis politiques par le puissant groupe industriel dirigé par Friedrich-Karl Flick ?

Après le comte Otto Lambsdorff, ministre libéral de l'économie, et M. Rainer Barzel, président chrétien-démocrate du Bundestag, contraints à la démission après avoir été convaincus d'avoir touché des enveloppes remises par le fondé de pouvoir de la firme, M. Eberhard von Braunschweig, le chancelier lui-même se trouve dans une situation inconfortable.

Et pourtant, dans un premier temps, M. Kohl semblait s'être tiré au mieux de son passage devant la commission parlementaire d'enquête constituée pour éclaircir l'affaire. Poussé dans ses retranchements par le député des Verts, Otto Schily, il avait déclaré tout ignorer des activités d'une

association charitable, la Staatsbürgerliche Vereinigung, par laquelle transitaient en réalité des fonds destinés à alimenter les caisses des partis politiques et notamment celles de la CDU. De même, il avait nié avoir reçu, le 6 décembre 1977, une enveloppe contenant la somme de 30 000 Deutschmarks.

Depuis, M. Otto Schily ne cesse de proclamer que le chancelier a menti, et qu'il est bel et bien entré en possession de cet argent. L'enveloppe aurait été remise en mains propres à sa secrétaire personnelle, Mme Juliane Weber, collaboratrice de longue date de M. Helmut Kohl. Cette dernière jouant un rôle majeur dans l'entourage du chancelier, il était difficile de croire que M. Kohl n'ait pas été mis au courant de cette remise de fonds.

La plainte pour faux témoignage déposée par M. Otto Schily devant les parquets de Bonn et de

Coblence a provoqué — fait unique dans l'histoire de la RFA — l'ouverture d'une information contre un chancelier en exercice.

Il n'en fallait pas plus pour que se mettent à courir à Bonn les rumeurs les plus contradictoires. Selon certains dirigeants de la CDU, dont la presse rapporte les propos, l'affaire, cette fois-ci, serait « sérieuse » et pourrait mettre en danger l'avenir politique du chancelier. On en serait même, si l'on en croit der Spiegel, à réfléchir dans les cercles dirigeants chrétiens-démocrates sur le meilleur scénario de remplacement de M. Helmut Kohl avant les élections législatives de 1987...

La chancellerie a jugé l'évolution de la situation suffisamment sérieuse pour lancer une contre-attaque en direction de l'opinion publique en RFA et à l'étranger.

LUC ROSENZWEIG

(Lire la suite page 3.)

EUROPE

RFA

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES AU SCHLESWIG-HOLSTEIN

Pertes sensibles des chrétiens-démocrates et des libéraux

De notre correspondant

Bonn. — Les élections des partis politiques, ouest-allemands, étaient occupées lundi matin 3 mars à analyser à la loupe les résultats des élections municipales de dimanche dans le Land de Schleswig-Holstein, où les partis de la coalition au pouvoir ont subi un échec sensible. Non seulement les chrétiens-démocrates du chancelier Kohl sont obligés de constater une défaite plus importante que prévue, mais les libéraux sont loin du compte et disparaissent de la plupart des municipalités.

Malgré leur caractère local, ces élections avaient valeur de test au niveau national. C'était la première occasion de prendre le pouls de l'électorat avant les élections régionales qui doivent se dérouler cette année en Basse-Saxe et en Bavière et avant les législatives de janvier 1987. La tentative des partis de la coalition de capitaliser sur la reprise de l'économie pour exploiter en leur faveur le regain d'optimisme sensible dans l'opinion publique n'a pas eu les résultats escomptés. Dans les quatre grandes villes du Land, le Parti social-démocrate a été capable de reconquérir les sièges perdus en 1982. A Kiel, la capitale, il obtient à lui seul 50,4 % des voix, contre 41,4 % en 1982. Avec 7,4 % des voix, les Verts font mieux que doubler leur résultat de 1982 (3,1 %) et s'affirment comme la troisième force politique du Land.

Dans un Land fortement agricole, dont la structure industrielle a souffert de la crise des chantiers navals,

la campagne électorale avait été dominée par les problèmes du chômage et de la réforme du Marché commun agricole, ainsi que par des problèmes d'environnement.

S'ils demeurent la première formation politique dans l'ensemble de la région avec son total de 44,2 % des voix contre 40,3 % aux sociaux-démocrates, les chrétiens-démocrates subissent par rapport à 1982 une perte de 3,9 points. L'explication savamment distillée depuis le début de l'année par les stratèges du parti en prend un rude coup. D'autant qu'avec le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, comme président de la CDU régionale, ils y disposaient d'une personnalité de premier choix pour épauler le ministre-président, M. Barschel. Pour les barons du parti, la tentation va être grande (comme l'année dernière après la retentissante défaite de la CDU en Rhénanie du Nord-Westphalie) de faire reporter la faute sur le chancelier Kohl lui-même.

L'insatisfaction à l'égard du chancelier est en effet réapparue ces dernières semaines avec une rapidité surprenante à la suite des nouveaux rebondissements de l'affaire Flick. La crainte des barons du parti ne vient pas tant du SPD que de la difficulté éprouvée par la chancellerie à transformer une évolution économique favorable en rente de situation pour la CDU. Ce malaise n'a pas en jusqu'à présent d'effets décisifs sur la base du parti, où la popularité d'Helmut Kohl reste importante. Rien ne dit toutefois qu'il en

sera toujours ainsi. L'avenir personnel du chancelier reste, au moins jusqu'aux élections régionales de Basse-Saxe, le 15 juin prochain, à la merci d'impondérables.

HENRI DE BRESSON.

LE PRÉSIDENT VON WEIZSACKER ET L'HONNEUR DU PEUPLE ALLEMAND

Bonn. — Le président de la RFA, M. Richard von Weizsäcker, a demandé, dimanche 2 mars, aux juifs de pardonner un récent socle d'antisémitisme en RFA.

Dans un discours prononcé à Dülmen, à l'occasion de la Semaine de la fraternité, il a déclaré que les récentes déclarations d'hommes politiques « ne correspondaient pas à notre vision d'un humanisme populaire et démocratique, notre vision de l'histoire, et avec l'honneur de notre peuple ».

Le président fédéral tenait ainsi à se démarquer des propos teintés d'antisémitisme tenus récemment par un député CDU, M. Hermann Fellner, et des déclarations de M. von Spee, maire d'une petite commune de Westphalie, contrainct à la démission pour avoir suggéré que l'on « supprime un juif riche » pour boucler le budget de sa municipalité. — (AP, Reuters.)

L'« AFFAIRE FLICK »

Les inquiétudes du chancelier

(Suite de la première page.)

Le porte-parole de la chancellerie, M. Friedrich Ott, a réuni tout exprès les correspondants de la presse internationale à Bonn pour leur expliquer que l'ouverture d'une information par le parquet de Coblençe contre le chancelier ne signifiait pas que ce dernier était coupable, arguant du fait que « 80 % des dossiers traités par les parquets aboutissent à un classement sans suite ».

Le secrétaire général de la CDU, M. Heiner Geissler, dans son zèle à défendre M. Kohl, a eu un mot fort malheureux dont tout le pays se gausse. Au cours d'un débat télévisé face à M. Otto Schily, il a en effet déclaré que le chancelier avait pu avoir, au cours de sa longue complicité devant la commission d'enquête, un moment de « blackout » au lieu de dire « un moment d'inatten-

tion ». Les réponses du chancelier, transcrites dans le procès-verbal de son audition, sont en effet pour le moins ambiguës et, en tout cas, laissent planer un doute sur l'usage qu'il aurait fait des 30 000 deutschmarks reçus le 6 décembre 1977, ce « don de la Saint-Nicolas » dûment consigné dans le carnet du fondé de pouvoir du groupe Flick.

La chancellerie semble pour l'instant sur la défensive : tant que durera l'enquête du parquet de Coblençe, et à plus forte raison si les juges de Bonn suivent leur exemple, il sera difficile d'apaiser les doutes qui s'insinuent dans l'esprit même des partisans du chancelier. Les plus inquiets sont ceux qui ont à faire face dans les prochains mois à une échéance électorale. C'est le cas de M. Ernst Albrecht, ministre président de Basse-Saxe, qui livre un

combat difficile pour conserver, en juin prochain, la majorité dans son Land, et celui de M. Franz Josef Strauss, qui ne tient pas du tout à mener une campagne électorale en Bavière, au mois de décembre prochain, parasitée par les « affaires » de la capitale fédérale.

Et pourtant, jusqu'à ce nouveau rebondissement de l'affaire Flick, le chancelier Kohl pouvait envisager avec confiance les prochaines élections législatives : la reprise économique, la stabilité des prix, la baisse du chômage, plaident en faveur d'une reconduction de l'actuelle coalition. En tout état de cause, le temps judiciaire n'étant pas celui de la politique, l'affaire peut encore connaître de nombreuses péripéties, dont M. Kohl peut attendre le meilleur comme le pire.

LUC ROSENZWEIG.

Irlande du Nord

LA GRÈVE GÉNÉRALE DES PROTESTANTS

Les dirigeants unionistes sont soumis à la pression de la base

De notre correspondant

Londres. — Dès la première heure, lundi 3 mars, les unionistes d'Irlande du Nord ont entamé une grève « générale » de vingt-quatre heures, nouvelle étape de leur mouvement de protestation contre l'accord anglo-irlandais dont ils réclament l'annulation. Des coupures d'électricité ont eu lieu en début de matinée. Dans la nuit, la police a dû intervenir en de nombreux endroits pour démanteler des barrages sur les routes et empêcher une paralysie complète, au moins dans les secteurs protestants, mardi matin, plusieurs centaines de manifestants ont provoqué de sérieux incidents, mettant le feu à des dizaines de voitures dans Shankill Road, principale artère du quartier protestant de Belfast. Des pierres et des cocktails molotov ont été lancés contre les véhicules de la police, qui n'a pas riposté.

A l'origine du projet, voici quelques semaines, il s'agissait de franchir un nouveau pas dans l'escalade pour un « ultime » avertissement au gouvernement de Londres. Pour les chefs de file unionistes, ce devait être un test avant d'envisager plus précisément les prochaines phases de la campagne de « désobéissance

civile » dont ils menacent M^{me} Thatcher depuis novembre, un moyen de mesurer les possibilités de mobilisation de la communauté protestante.

Mais, en quelques jours, la manifestation a pris un autre aspect assez inattendu, celui d'une lutte d'influence au sein du camp unioniste. Il est de plus en plus évident que M^{me} Thatcher n'est pas près de céder. Si cette grève doit être une épreuve, elle le sera davantage pour les dirigeants de la majorité protestante.

Le malaise s'est révélé au grand jour le 25 février, quand M. James Molyneux et le pasteur Ian Paisley, les leaders des deux principaux partis unionistes, ont subi un humiliant désaveu de la part de leur état-major. Ils ont été accusés de s'être montrés trop conciliants à l'égard de M^{me} Thatcher qu'ils venaient de rencontrer. Les éléments les plus durs ont obligé MM. Molyneux et Paisley à déclarer qu'il s'agissait plus question de dialoguer avec Londres. En réalité, les partisans d'une action plus musclée estiment que les « politiques » mènent une campagne inefficace parce qu'ils ont « trop » le souci de rester dans la légalité. On a remarqué ces derniers jours que MM. Molyneux et Paisley ont multiplié les appels pour mettre en

garde les militants unionistes contre des incidents violents durant la grève. Ceux qui dirigent le mouvement unioniste depuis des années se comportent comme s'ils craignaient d'être dépassés par plus intransigeants qu'eux.

M. Molyneux, notamment, appréhende que les extrémistes ne soient tentés de jouer la politique du pire et de provoquer des incidents graves pour obliger la population « loyaliste » à choisir son camp.

FRANCIS CORNU.

DIPLOMATIE

Une lettre de M. Lange à M. Dumas. — Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a adressé le 26 février dernier une lettre de protestation à M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, dans laquelle il déplore les difficultés créées par les autorités françaises aux importateurs de cerelles de mouton en provenance de son pays. « Je ne puis que supposer que ces mesures ont été prises délibérément, dans le but de signifier le mécontentement de la France » après la condamnation des faux époux Turange, écrit M. Lange.

LE XXVII^e CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

Tous les orateurs plaident pour « l'efficacité »

De notre correspondant

Moscou. — Le premier ministre soviétique, M. Nicolas Ryjkov, devait développer ce lundi 3 mars à la tribune du XXVII^e congrès le thème de « l'accélération du développement économique et social de l'URSS d'ici à l'an 2000 ». Il est persuadé — comme M. Gorbatchev — qu'il existe des « réserves » inexploitées, surtout en matière de productivité, et qu'il est donc possible de hâter le mouvement. La croissance oscille officiellement bon an mal autour de 3 % (les estimations occidentales font état d'un maigre 0,5 % annuel en termes réels, depuis au moins dix ans).

M. Gorbatchev et Ryjkov veulent retrouver le rythme de 5 % qui était — Soviétiques et Occidentaux sont d'accord pour une fois sur ce point — celui des années 50. M. Ryjkov devait donc critiquer indirectement la baisse inévitable du taux de croissance pendant l'ère brejnévienne. Mais il n'ignore pas qu'il ne peut aller trop loin dans la dénonciation de cette période révolutionnaire. M. Sergueï Maniakine, premier secrétaire du parti pour la région d'Omsk, en Sibirie, a fait l'année dernière à la veille du week-end, « L'histoire ne pardonnera pas le retard que certains ministères ont pris pendant seize ans dans les cadences de dévelop-

pement économique du pays », a-t-il cru bon d'affirmer à la tribune du congrès.

M. Gorbatchev a créé un petit incident de séance en l'interrompant : « Sergueï Iossifovitch, l'histoire peut-être pas, mais nous, nous leur pardonnons. » Evident, M. Maniakine a balancé : « J'ai beaucoup réfléchi à la façon d'exprimer cela. L'histoire... » M. Gorbatchev l'a de nouveau coupé : « Nous observons nous aussi l'histoire depuis quinze ans » (1). Le premier secrétaire d'Omsk a repris le fil de son discours, glissant une remarque sur le ravitaillement et, de façon plus générale, sur ce qui est offert aux consommateurs dans sa région : « L'approvisionnement des Sibériens est inférieur par tête d'habitant au niveau moyen de l'ensemble de la Fédération de Russie » (laquelle comprend la Sibirie), a-t-il affirmé. Il a ajouté : « Il serait plus juste de lâcher un gros juron à ce propos mais, à ce que je vois, on ne peut pas le faire à la tribune du congrès... »

« Le profit »

M. Vsevolod Mourashkovsky, premier vice-président du conseil des ministres, président du comité d'Etat à l'agriculture (Gosagroprom) récemment créé, et surtout

compagnon de très longue date (depuis Stavropol) de M. Gorbatchev, s'est également livré au plaisir de la critique du passé. Il l'a fait sans courir le risque d'être interrompu : il connaît le numéro un depuis le milieu des années 50... La Pravda de ce lundi 3 mars publie l'intégralité de son propos : il faut mener « une lutte hardie contre la morgue et l'optimisme béat (...). Plusieurs régions en Russie, en Sibirie, en Ukraine, en Kazakhstan, ont vu leur production agricole diminuer pendant les cinq dernières années (...). Certains responsables connaissent mal les méthodes de gestion économique ». La voie de l'avenir est toute tracée pour l'orateur. Il est nécessaire d'« améliorer » les connaissances des cadres dans ce domaine. Et surtout « il faut utiliser de façon efficace des leviers tels que les prix, le profit, la rentabilité ». Les mots-clés de ce XXVII^e congrès en matière économique ont été lâchés. Mais il ne s'agit, pour l'instant encore, que de discours.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) M. Gorbatchev a également interrompu un orateur qui faisait preuve d'une flagornerie trop insistante à son égard en lui demandant de cesser de décliner à tous les cas le nom du secrétaire général.

A TRAVERS LE MONDE

AUSTRALIE

Abolition des derniers liens juridiques avec Londres

Sydney. — Rien n'empêchera plus désormais l'Australie de devenir une République indépendante avec son propre président élu. Si tôt arrivée, dimanche 2 mars, à Canberra, capitale fédérale, la reine d'Angleterre et... d'Australie et... d'un coup de plume, abolit les derniers vestiges de colonialisme qui assujétissaient encore l'Australie à la couronne d'Angleterre.

L'Australie Act 1986, signé par la reine, rend nulles, en particulier, deux clauses juridiques qui liaient l'Australie à la Grande-Bretagne, et qui étaient les derniers reliques constitutionnelles de la dépendance de l'ancienne colonie. Mais, pour l'instant, Elizabeth II demeure reine d'Australie, les partisans de la proclamation d'une République ne représentant, selon les derniers sondages, que 30 % des personnes interrogées. — (Corresp.)

TUNISIE

Un dirigeant de l'UGTT privé de son passeport

M. Taleb Bacouch, membre du bureau exécutif de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), s'est vu retirer, sans explication, son passeport par les autorités tunisiennes alors qu'il se trouvait à l'aéroport en partance pour Rome, où il devait assister au congrès de la Confédération générale italienne du travail.

De même, M. Serge Adde, membre de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, a été « débarqué » mercredi du vol Tunis-Air sur Paris alors que l'avion était prêt à décoller. Fouillé et interrogé pendant deux heures par la police, qui est restée bredouille, M. Adde a dû attendre le vol suivant pour gagner Paris.

Cette étrange affaire survient quinze jours après l'interdiction, pour la première fois, de la tenue d'un meeting de la Ligue des droits de l'homme à Tunis. On s'interroge dans la capitale tunisienne sur ces atteintes aux libertés qui interviennent sans qu'aucune explication ne soit fournie par les autorités.

Georges DUBY
Guillaume le Maréchal
ou
Le meilleur chevalier du monde

folio histoire

192 pages - 24 F

مكتبة الأصيل

PROCHE-ORIENT

L'ASSASSINAT DU MAIRE DE NAPLOUSE

Amertume et colère chez les Palestiniens

De notre correspondant

Jérusalem. - La Cisjordanie est en état de choc. L'émotion et la colère ont saisi les Palestiniens de l'intérieur après l'assassinat, dimanche 2 mars, de M. Zafer Al Masri, introducteur de Naplouse. Il y a eu, dans les dix semaines, les Arabes des territoires occupés ont perdu l'un de leurs dirigeants les plus en vue, un homme jeune, brillant et courageux, celui sans doute parmi les notables dont l'avenir semblait le plus prometteur.

Il était environ 8 heures, dimanche, au cœur de Naplouse, lorsque M. Zafer Al Masri, qui venait de garer sa voiture et conversait avec un négociant avant de rejoindre son bureau municipal, fut abattu de trois balles de 7,65 dans le dos. L'assassin parvint à prendre la fuite et à se perdre dans les ruelles de la vieille ville. Le maire succombait peu après, lors de son transport à l'hôpital.

Dès l'annonce de sa mort, une lourde tristesse tombait sur Naplouse. Des centaines de personnes se rassemblaient à l'hôpital puis au domicile de la victime, les commerçants se mettaient spontanément en grève et des drapeaux noirs étaient hissés sur les balcons en signe de deuil. L'armée israélienne imposait un couvre-feu partiel et dressait des barrières aux sorties de la ville. Naplouse tout entière s'immobilisait dans un recueillement silencieux. Au cours du conseil des ministres dominical à Jérusalem, M. Shimon Peres affirmait que son gouvernement « n'avait fait en œuvre pour appréhender et juger les meurtriers ». Les funérailles de M. Al Masri devaient constituer lundi le plus important des rassemblements populaires autorisés depuis 1967.

Deux organisations palestiniennes ont revendiqué l'assassinat. Dans une communication transmise à Radio-Monte-Carlo, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) qui dirige M. Georges Habbache, affirme que M. Al Masri a connu le sort de « quiconque devient un partenaire de la conspiration jordanienne ».

« L'assassinat vise à créer une alternative à l'OLP dans les territoires occupés ». A Damas, le groupe Abou Nidal (FPLP-Commandement révolutionnaire) assure pour sa part avoir organisé le meurtre en coopération avec deux autres factions palestiniennes. « Cet attentat contre un traître, ajoute-t-il, est un avertissement à Yasser Arafat, au roi Hussein et au Mossad » (les services secrets israéliens).

Zafer Al Masri, « agent sioniste », l'accusation stupide autant qu'insultante, était du plus puissant clan de Naplouse et père de trois enfants, ce technicien formé à l'université américaine de Beyrouth incarnait, à quarante-quatre ans, l'archétype d'une nouvelle génération de Palestiniens, pragmatiques et lucides. C'était un personnage attachant, discret et courtois. Son réalisme sobre et direct tranchait sur la rhétorique stérile des camps comme sur la désétude souvent désemparée des vieux notables. On le classait, à juste titre, dans le camp des « pro-jordanien ». Son neveu, Iaher, est le chef de la diplomatie hachémite et son demi-frère, Hikmat, vice-président du Sénat à Amman. Mais il refusait cette étiquette et a toujours rendu loyalement hommage à l'autorité de l'OLP. Président de la chambre de commerce de la ville la plus peuplée de Cisjordanie - cent vingt mille habitants - il était peu marqué politiquement. Il fut le premier adjoint de l'ancien maire, M. Bassam Chaaka - devenu ensuite un pro-syrien inconditionnel - jusqu'à la chute de son conseil municipal par l'autorité d'occupation, en mars 1982.

Une immense popularité

Depuis cette date, quatre villes de Cisjordanie - Naplouse, Ramallah, Hébron et El-Bireh - étaient gérées par des gouverneurs militaires. Les Israéliens souhaitaient de longue date se débarrasser de ce fardeau municipal encombrant. L'immense majorité des habitants de Naplouse désirait, elle aussi, voir l'occupant quitter la mairie. Le 6 novembre dernier, M. Al Masri, fort de l'appui

d'Amman, signifiait à Israël que la chambre de commerce était prête à prendre la relève pour une durée d'un an. Il fut nommé maire le 26 novembre et prit ses fonctions le 19 décembre. Les Arabes de Naplouse reprirent en main leur ville avec joie et soulagement. M. Al Masri fut vraiment « porté » à la mairie par une lame de fond populaire. M. Chaaka lui-même, hostile à cette initiative, reconnaissait être ultra-minoritaire. Quelques cinq cents employés municipaux en grève depuis quatre ans mirent fin à leur mouvement. A écouter Zafer Al Masri exposer ses projets avec la force tranquille de l'évidence - relancer l'économie locale, rouvrir une banque, contenir le chômage, moderniser les services municipaux - on oubliait qu'il avait pris un gros risque, qu'il était devenu un « homme à abattre ».

M. Shmuel Goren, coordonnateur des activités israéliennes dans les territoires, a indiqué, dimanche, qu'il avait prévu à deux reprises des risques encourus et lui avait offert une protection. Mais M. Al Masri savait qu'en acceptant des gardes du corps israéliens il se serait compromis aux yeux de la population.

L'OLP avait d'abord marqué un temps d'arrêt avant de cautionner l'action de M. Al Masri. M. Farouk Kaddoumi allant même jusqu'à condamner « ses tractations suspectes ». Convincre de sa bonne foi et mesurant l'ampleur de son audience populaire, la centrale avait ensuite clairement soutenu. Dans un communiqué publié dimanche à Tunis, l'OLP rend hommage à « ce martyr dont la mort s'inscrit dans une chaîne de combats criminels commis par l'ennemi sioniste ».

Sa ligne de conduite nationaliste était irréprochable. Refusant de se laisser manipuler par Jérusalem, qui souhaitait à terme faire de lui un concurrent de l'OLP, M. Al Masri avait pris soin de « dépolitiser » au maximum son initiative. « Ma nomination n'a rien à voir avec le processus de paix », soulignait-il. C'est un simple retour à la normale. Notre gestion est transitoire. Ce n'est pas une solution idéale. C'est un simple retour à l'absence de nouvelles élections. Il avait récemment pris position publiquement contre le projet gouvernemental de délégation de pouvoirs aux municipalités de Cisjordanie.

En Cisjordanie et à Gaza, l'armée rendue à l'ennemi. Chacun défendait un crime destiné à briser l'unité du peuple palestinien et l'amertume est très vive chez les nationalistes modérés, partisans d'une négociation avec l'Etat hébreu.

Des hommes comme Hana Siniora ou Faez Abou Rahmei, présents pour faire partie d'une délégation jordanienne, qui n'est plus aujourd'hui d'actualité - ont toute raison de se croire à leur tour menacés.

J.-P. LANGELLIER.

La guerre du Golfe

DURS COMBATS DANS LE KURDISTAN IRAKIEN

Téhéran et Bagdad ont fait état, dimanche 2 mars, de durs combats dans les montagnes du Kurdistan irakien, dans le nord du pays, tandis que la situation sur le front sud, autour du port de Fao, semblait stabilisée. La télévision iranienne a montré les troupes de la République islamique à portée de fusil d'une ville de montagne qu'elle a présentée comme étant Chahr, en plein Kurdistan irakien. Selon Téhéran, des combattants séparatistes kurdes irakiens se sont joints à l'offensive iranienne en attaquant de nuit la route reliant Chahr à Souleimanyeh.

Sur le front sud, à l'embouchure du Chatt-el-Arab, la contre-attaque irakienne contre les forces iraniennes, retranchées dans le port pétrolier désaffecté de Fao, a semblé marquer un temps d'arrêt. Bagdad n'ayant fait état dimanche d'aucune progression de ses troupes. L'avance de trois colonnes blindées irakiennes aurait été bloquée par les mauvais temps et le terrain boueux.

D'autre part, un hélicoptère iranien a été abattu dimanche dans le golfe, au large de Qabir, un pétrolier turc, l'Atlas-1, faisant un mort et deux blessés parmi l'équipage. Enfin, deux blessés iraniens transférés dans des hôpitaux suisses sont décédés des suites de brûlures provoquées, selon Téhéran, par les armes chimiques qu'utiliseraient Bagdad. (AFP, Reuters, AP)

PARIS ENQUÊTE SUR LA LIVRAISON D'ARMES FRANÇAISES A L'IRAN

Les services du premier ministre ont ouvert une enquête sur l'affaire du *Nicole*, ce cargo chargé d'armements prétendument destinés au Portugal, au Brésil et à la Thaïlande et qui, selon les *Lloyd's*, s'est rendu directement de Cherbourg au port irakien de Bandar-Abbas. Selon le service de presse du premier ministre, jamais il n'a été donné d'aval à l'exportation de matériel sensible pour une destination comme celle-ci, mais une enquête a été ouverte pour savoir s'il y a eu effectivement déournement de trafic. Matignon s'est refusé à tout autre commentaire.

Les assureurs londoniens *Lloyd's* (le *Monde* du 1^{er} mars et daté 2-3 mars) ont indiqué que le cargo, baptisé *Nicole*, appartenait à une société qui quitte Cherbourg le 8 août 1985 et avait mouillé à Bandar-Abbas le 23 octobre, après avoir fait escale à Las Palmas (aux Canaries). Puis le cargo est repassé par Aden (Soudan) et Le Pirée (Grèce) pour revenir à Cherbourg le 28 décembre.

(Matignon dispose en principe des moyens de l'inspecter en temps voulu de l'absence de réception des cargaisons dans les ports concernés, puisque les conseils en poste doivent accuser réception de tout bateau transportant du matériel sensible. S'agit-il, en fait, d'un détournement de trafic ou de destination ?)

SCIENCES PO

Cycle de conférences sur l'environnement international

Le Service de Formation continue de l'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS organise à partir du lundi 7 avril prochain un cycle nouveau de 12 conférences sur le thème : "L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL".

Etat actuel et perspectives d'évolution". S'adressant à un large public, le programme portera notamment sur les relations Est-Ouest, la France en Europe, les problèmes allemands, la situation en Europe du Centre-Est, l'Europe à 12, les tiers-mondes dans la crise internationale, le mouvement communautaire international, les nouveaux rapports de force en Asie du Sud et du Sud-Est, les conflits du monde arabe, la Chine et le Japon sur la scène internationale.

Assurées par les spécialistes du Centre d'Etudes et de recherches internationales de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, ces conférences auront lieu de 18h30 à 20h30 le lundi.

Renseignements et inscriptions préalables : Service de Formation continue de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris - 215, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS - Tél. : (1) 42.80.39.50

AFRIQUE

LA VISITE DE M. GUY PENNE EN OUGANDA

Paris souhaite renouer des relations normales avec Kampala

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - M. Guy Penne, conseiller du président de la République pour les affaires africaines, a été reçu, le samedi 1^{er} mars à Entebbe, par M. Yoweri Museveni, le nouveau chef de l'Etat ougandais, auquel il a remis un message écrit de M. François Mitterrand. La dernière visite dans cet ancien protectorat britannique d'un responsable de haut rang - M. Jean-François Poncet, alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères - remonte au début des années 70, à l'époque d'Iddi Amin Dada.

Au cours de cette rencontre, qui a duré une heure et demie, M. Museveni a souligné que la France défendait les intérêts de l'Ouganda au sein des différentes instances internationales comme la Communauté économique européenne (CEE) ou le Club de Paris. Il s'est enquis de la situation au Tchad et du rôle qu'il pourrait éventuellement jouer pour ramener la paix. M. Penne, pour sa part, a notamment exprimé le désir de Paris de reprendre des relations normales avec Kampala et d'entendre avec bienveillance les demandes d'aide économique qui lui seraient soumises.

Après la signature, en mai 1983, d'un protocole financier - le troisième depuis la chute d'Amin Dada en avril 1979 - qui portait sur un montant de 50 millions de francs, essentiellement affecté à la réhabilitation des chemins de fer, aucun autre n'avait été négocié, en raison de la violation des droits de l'homme par le régime de M. Milton Obote. Hors protocole, le groupe CIT-Alcatel avait cependant gagné l'appui d'offres pour la construction d'un central téléphonique à Kampala : un contrat de 100 millions de francs.

L'espoir d'une normalisation politique a encouragé plusieurs gouvernements à reprendre ou à augmenter leur aide économique à l'Ouganda. C'est ainsi que la visite-éclair de M. Penne a été précédée, en février, par celles de M. Lynda Chalker, secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, chargée des questions africaines, et de M. Francesco Forte, sous-secrétaire d'Etat italien, délégué aux interventions extraordinaires dans les pays du tiers-monde. De son côté, l'Allemagne fédérale a annoncé le

débloqué de certains crédits, tandis que la CEE s'est dite prête à participer au financement d'un « plan de réhabilitation » dont les autorités de Kampala viennent d'évaluer le montant à environ 200 millions de dollars.

« Durs combats » dans le nord

Pendant ce temps-là, l'Armée nationale de résistance (NRA) continue sa progression vers le nord du pays pour en chasser les anciennes troupes gouvernementales qui s'y sont retranchées sans le commandement du général Basilio Olor Okello. Après de « durs combats », elle s'est récemment rendue maîtresse du pont de Kamuma sur le Nil et de la ville de Lira, chef de M. Obote. Son objectif est maintenant de s'emparer de Gulu et de Kitgum, où ses adversaires, qui semblent avoir forcé la population locale à se ranger à leurs côtés, ont réaffirmé leur intention de se battre jusqu'au dernier.

Dans une « proclamation », M. Museveni a désigné le Conseil national de la résistance comme l'autorité suprême en Ouganda et limité à quatre ans la durée de son gouvernement provisoire. Il a, d'autre part, annoncé la création d'un comité chargé de réviser la Constitution et a nommé des administrateurs à la tête de vingt-quatre des trente-trois districts du pays. Un « code de conduite » a été imposé aux soldats de la NRA, qui leur interdit notamment de consommer de l'alcool et d'avoir des « relations illégitimes » avec des femmes aussi longtemps que la guerre de « libération » ne sera pas finie.

JACQUES DE BARRIN.

ASIE

Philippines

M^{me} Aquino rétablit l'« habeas corpus »

Prenant la parole pour la première fois en public depuis la chute de M. Marcos, la présidente Aquino a annoncé, dimanche 2 mars à Manille, devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes, le rétablissement de l'« habeas corpus » et des mesures contre la corruption. Au cours du même rassemblement, le cardinal Sin, primat de l'Eglise catholique philippine, a mis en garde l'assistance contre toute « euphorie prématurée », avertissant que « la révolution populaire était loin d'être terminée ».

Les nouvelles autorités ont, par ailleurs, ordonné la libération de 480 détenus politiques sur 484. Les quatre restant, dont les dossiers sont en cours d'examen, sont des dirigeants du PC insurgé (MM. José Maria Sison, Bernabe Buscayno, Ruben Alegre et Alexander Beraudo). M. Sison a déclaré que, de toute façon, la fin de l'insurrection armée par les communistes serait liée à l'adoption d'une réforme agraire par le nouveau régime. Ce lundi, quatorze policiers et un sergent ont été tués au cours du premier affrontement sérieux avec la guérilla communiste depuis la chute de M. Marcos. Treize policiers et huit passagers civils d'un autobus ont

été également blessés. Une soixantaine de maquisards de la nouvelle armée populaire avaient dressé une embuscade à une patrouille des forces de sécurité dans la province centrale d'Albay.

Entre-temps, vingt-trois généraux liés à l'ancien régime ou commandants de régions dont la loyauté est jugée douteuse ont été mis à la retraite. Des groupes armés de partisans de M. Marcos circulaient, en effet, encore en province, notamment dans l'île sucrière de Negros, chef de M. Eduardo Cojuangco, milliardaire en fuite et principal allié de l'ancien président.

De leur côté, les dirigeants de la communauté musulmane du sud des Philippines ont assuré M^{me} Aquino de leur soutien tout en réclamant une autonomie régionale.

Enfin, Manille étudie les mesures pour empêcher le dictateur déchu de dissiper aux Etats-Unis des biens estimés à plusieurs millions de dollars et propriété de l'Etat philippin. Selon le *Mail on Sunday*, hebdomadaire britannique, les Marcos auraient investi quatorze millions de dollars en Grande-Bretagne. (AFP, AP, Reuters.)

Avec Delta Air Lines Paris-Atlanta, sans escale et 100 villes en correspondance aux U.S.A.

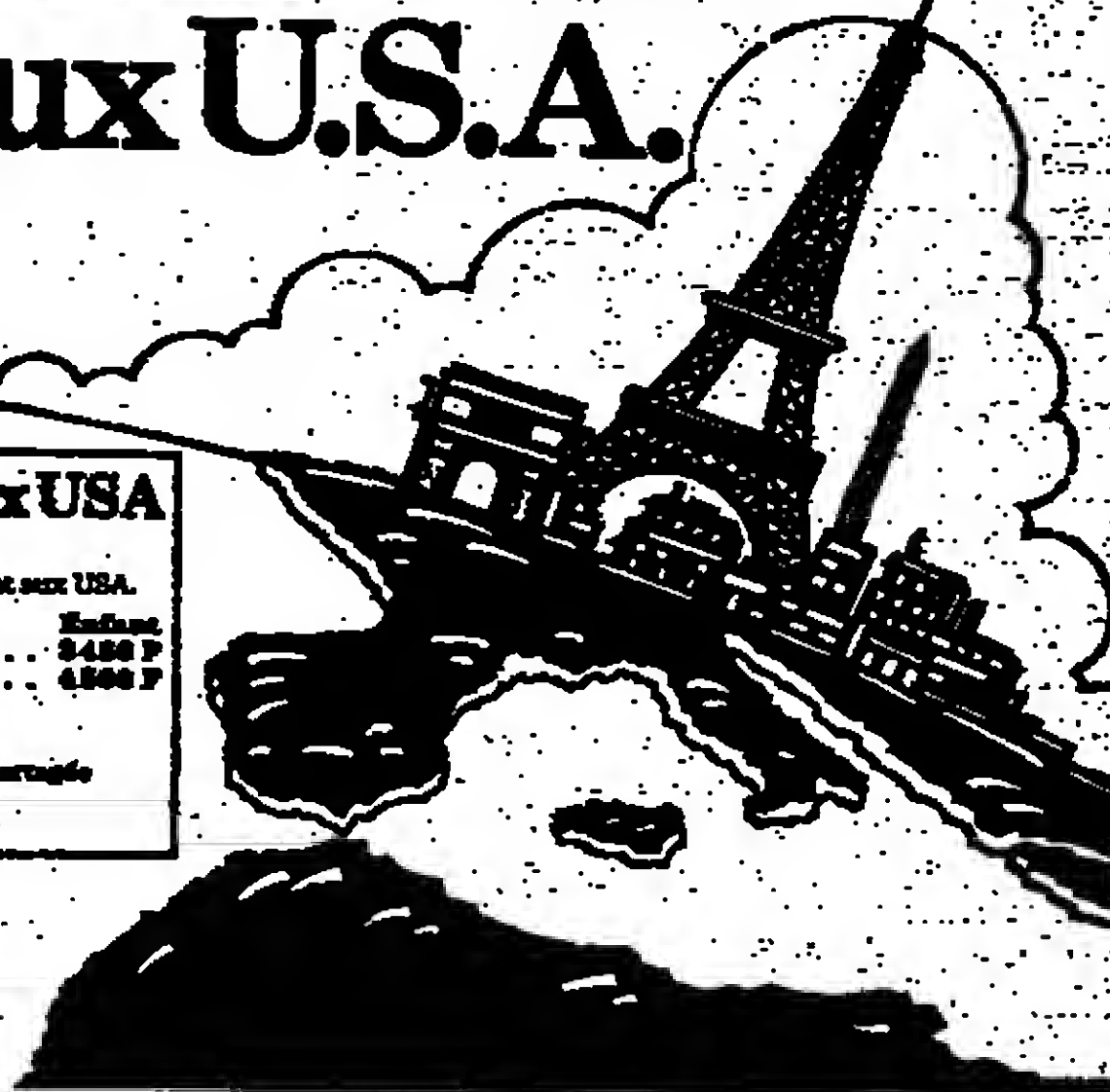


De New York au Texas, de la Floride à la Californie, Delta vous emmène presque partout aux USA, y compris vers les principaux centres d'affaires et touristiques. L'agence Delta est au 24, boulevard des Capucines, 75009 PARIS. Tél. : (1) 43.35.40.80.

Offre spéciale pour vos vacances aux USA

(en collaboration avec Cindao)
Voyez vos Delta plus vite, plus facilement, plus sûrement pour aller (ou revenir) partout aux USA.
Prix par personne (hors taxes, hors repas, hors bagages) :
Paris (Paris, New York, Los Angeles, San Francisco, Honolulu, etc.) : 4200 F.
Californie (San Francisco, Los Angeles, San Diego, etc.) : 4500 F.
Demandez notre programme détaillé à votre agence de voyages ou à Delta.
Tél. : (1) 43.35.40.80.
*Offre de prix pour voyages de 2 semaines, comprenant avion + voiture partagée par 4 personnes.
Suppl. de 200 F.A. 875 F selon destination de 10 mai au 30 septembre.

DELTA : GETS YOU THERE®



Le trésorier compte plus que sur les armes po...

LES PONTS DES LES CHES

Quatre Face au Except

seurs du Monde...
vous êtes au...
s, lundi, mardi...
manquez pas les...
niers débats...
Gilbert Den...

AFRIQUE

DIX ANS APRÈS LA PROCLAMATION DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE

Le Polisario compte plus sur la diplomatie que sur les armes pour s'imposer

De notre envoyé spécial

Tindouf. — « L'idée de tenir un sommet maghrébin à quatre sans les belligérants impliqués dans le conflit du Sahara occidental nous paraît utile et nécessaire. Une telle réunion peut convaincre les deux parties de parvenir à une solution pacifique qui permettrait à son tour la tenue d'une session à six », a déclaré le président de la République arabe sahraoui démocratique (RASD), M. Mohamed Abdelaziz, au cours d'une conférence de presse, samedi 1^{er} mars, au terme de deux jours de cérémonies célébrant la proclamation de la RASD le 27 février 1976.

Le front légèrement dégarni, portant petit bonnet noir, et vêtu d'un tricot vert olive sans signes distinctifs, M. Mohamed Abdelaziz a répondu trois heures durant aux questions de près de cent cinquante journalistes venus des quatre coins du monde. En se référant fréquemment à la résolution 104 adoptée le 11 juin 1983 par l'Organisation de l'unité africaine, il a insisté sur la nécessité de négociations directes entre le Front Polisario et le gouvernement marocain. « Les négociations sont inévitables et inéluctables, a-t-il dit, car une solution militaire est plus que difficile, voire impossible », avant d'ajouter : « Notre guerre avec la Mauritanie nous a montré qu'il est inutile de chercher à écraser

un peuple. (...) Les luttes de libération se terminent toujours autour d'un tapis vert. »

La diplomatie est du reste le terrain sur lequel la RASD remporte le plus de succès. Elle est vice-présidente de l'OUA et soixante-trois pays l'ont reconnue. Plus de cinq cents personnes ont été, avec les Sahraouis, le dixième anniversaire de sa proclamation. Des délégations de tous horizons et de tous niveaux — gouvernements, partis politiques, syndicats, associations de solidarité — ont assisté à ce que M. Henri Sahy, député européen (français), chargé de l'information au sein du groupe socialiste, a qualifié d'« événement international de grande importance ». Le défilé militaire n'avait rien d'une parade de gendarmes. Par rapport au nombre de Sahraouis, que M. Abdelaziz, pour la première fois en concordance avec les estimations internationales, considère « dépasser le quart de million », ce défilé a paru gigantesque.

Accablés par les femmes vêtues de melhafe, l'habit traditionnel, bleu et rose, au son des « youyou », les soldats de l'ALPS (Armée de libération populaire sahraoui) ont fait forte impression. Plusieurs milliers d'entre eux, hommes et femmes parfois confondus, ont défilé deux heures et demie durant, dans des uniformes impeccables et des alignements presque tirés au cordeau.

Évolution française ?

M. Abdelaziz n'a pas manqué d'épingler l'Espagne et la France dans son discours. « La responsabilité de l'Espagne dans la guerre contre le peuple sahraoui est lourde », a-t-il déclaré. « Nous nous étonnons, a-t-il poursuivi, — de la persistance du soutien du gouvernement français à la guerre d'Hassan II au moyen d'aide militaire, économique et technique », car « cela est contraire au droit international

et aux liens d'histoire et de géographie qui existent entre notre région et la France et qui exigent de cette dernière d'œuvrer au rétablissement de la paix conformément aux principes du respect des frontières héritées au lendemain de la colonisation ».

En dépit de ton, la critique à l'égard de Paris semble plus nuancée qu'auparavant. Certes, M. Abdelaziz considère toujours que la position des socialistes français était plus claire quand ils étaient dans l'opposition, car ils prônaient alors le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui et s'opposaient à la guerre. Il a cependant remarqué que « dans un livre récent, le président François Mitterrand, exprimant ce qui pourrait être la profondeur de sa pensée, tient à ce que le peuple sahraoui jouisse de ses droits » (1).

M. Montaron, directeur de Témoignage chrétien et ami de longue date du Polisario, a vu M. Mitterrand avant de se rendre à Tindouf. Il a également rencontré le président de la RASD et lui a remis l'ouvrage du chef de l'Etat français, attirant son attention sur ce passage. M. Montaron était-il porteur d'un autre message ? En rapportera-t-il un à M. Mitterrand qu'il viendrait à son retour ? En tout cas, sa démarche aura conforté les certitudes des Sahraouis qui croient que l'avenir de la RASD passe désormais par l'Occident. Une rencontre aurait en lieu récemment avec des responsables américains, et un groupe de travail Polisario-socialistes européens est d'ores et déjà créé. Il doit se réunir jeudi prochain pour commencer à élaborer un projet de résolution sur le Sahara occidental, que les députés socialistes comptent faire adopter à Strasbourg avec l'appui des communistes et des écologistes.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) Il s'agit de l'ouvrage *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, paru récemment chez Fayard.

LES POINTS DANS LES POCHE

The why behind the who, what and when.

Your weekly view from London of World Affairs, Finance, Science.
LE POURQUOI DU COMMENT. LES GENS, LES ÉVÉNEMENTS ET L'ÉPOQUE.
DE LONDRES, CHAQUE SEMAINE, VOTRE APERÇU SUR LES AFFAIRES DU MONDE, DE LA FINANCE, DE LA SCIENCE.

TOUTES PRÉPAS
sciences-po
2 centres : Neuilly et Quartier latin
CEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 47-45-09-19

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
SCIENCES

Quatre "Face au Public" Exceptionnels.

Lecteurs du Monde, la politique vous intéresse, donc vous êtes aussi auditeurs de France Inter.

Alors, lundi, mardi, mercredi et jeudi à 19 h 20, ne manquez pas les 4 prochains "Face au Public", derniers débats avant les législatives 86 animés par Gilbert Denoyan.

France inter
la politique entre les oreilles

Jean LECANUET
lundi 3 mars
19 h 20

Jacques TOUBON
mardi 4 mars
19 h 20

Lionel JOSPIN
mercredi 5 mars
19 h 20

Georges MARCHAIS
jeudi 6 mars
19 h 20

هكذا من الأصل

كذا من الأصل



politique

LA DERNIÈRE INTERVENTION DE M. MITTERRAND AVANT LE 16 MARS

« On ne m'entendra plus », a assuré M. François Mitterrand, le dimanche 2 mars, lors d'une conversation d'une heure avec Yves Mourouet sur TF1, pour la troisième édition de l'émission *Ça nous intéresse*, monsieur le président.

Le chef de l'État n'interviendra donc plus d'ici au 16 mars. A l'occasion de sa dernière prise de parole pendant la campagne des élections législatives, à la veille de l'ouverture de la campagne présidentielle, M. Mitterrand a notamment déclaré :

« Je préférerais renoncer à mes fonctions que renoncer aux compétences de ma fonction » ; « On ne pose pas de conditions au président de la République ».

On ne pose pas de conditions ! ; « J'assume mes responsabilités et je les assumerai quelle que soit la majorité politique et quels que soient les événements. Bref, je remplis mon mandat ».

« Quelles que soient les hypothèses (...), je dois, et je le fais, laisser le gouvernement gouverner » ; « Si les électeurs ont désigné une majorité claire, dont les contours seront précis, mon devoir est de chercher à désigner comme premier ministre une personnalité sortant de ce milieu » ; « Le premier ministre s'organise avec les différentes formations de sa majorité pour savoir comment il peut gouverner ».

« Je pense qu'il est assez de Français de tout les bords qui sont prêts à m'aider pour que la direction du pays ne soit pas candidate à lue et à l'ère (...). »

Je suis sûr qu'il y a beaucoup de Français qui ne veulent pas qu'on tombe soit dans le désordre, soit dans la dispute inutile ; « Français, ne soyez pas injustes » avec la « majorité de progrès » qui a été « courageuse » !

« Je préférerais renoncer à mes fonctions que renoncer aux compétences de ma fonction »

En conclusion de l'émission « Ça nous intéresse », dimanche soir 2 mars sur TF1, M. François Mitterrand a ainsi résumé le message qu'il voulait adresser aux Français : « Je pense qu'il est assez de Français de tous les bords qui sont prêts à m'aider pour que la direction du pays ne soit pas candidate à lue et à l'ère (...). »

« Je ne demande pas qu'on accorde au président de la République des pouvoirs qui n'ont pas été reconnus par la Constitution, comme cela a été le cas si souvent jusqu'ici. Les Français ont besoin d'un chef de l'État qui assure la continuité des institutions, qui assure la permanence de ce qu'il y a de meilleur et de plus profond dans le pays. Ils en ont besoin. Et je suis là pour cela. Je m'efforce - croyez-moi, je défends quelquefois mes idées avec passion - je m'efforce de préserver à l'égard de chacun, comme à l'égard de tous, l'intimité et le respect qui leur sont dus. Seulement, voilà, évitons les dangers inutiles. C'est tout ce que je veux dire ; et quand je suis là pour dire que la majorité a bien travaillé, c'est un devoir que je remplis. Je suis sûr que, au-delà des frontières de ceux qui vont voter pour ceux qui se présentent, je suis sûr qu'il y a beaucoup de Français qui ne veulent pas qu'on tombe soit dans le désordre, soit dans la dispute inutile. (...) »

« Le désordre institutionnel n'est pas annoncé par moi, mais par bien des dirigeants de l'opposition qui s'adressent à moi dans des termes et

d'une façon qui ne sont pas - convenables... »

« Moi, je suis de la France. Je ne dis pas : je suis la France ; je suis de la France. Je crois en la France. Toutes mes pensées, toutes mes façons d'être, toutes mes sensations, toutes mes vibrations, elles sont de la France. Et je veux que la France réussisse. J'ai tout fait pour cela et je voudrais que cela continue. Voilà, c'est tout. »

« On ne pose pas de conditions ! »

Après avoir, M. Mitterrand avait affirmé : « Une majorité qui prétendrait disposer au chef de l'État les pouvoirs que la Constitution lui confère, une majorité qui prétendrait briser l'élan aujourd'hui entrepris et dont, je crois, on peut attendre de bons résultats, commettait une très grave erreur (...). Je pense qu'il est dangereux pour la France de briser cet élan. »

« Moi, je suis là : je suis le président de la République ; j'ai été élu à cet effet, quel qu'il advienne ; ce qui veut dire que j'assume mes responsabilités et que je les assumerai quelle que soit la majorité politique et quels que soient les événements. Bref, je remplis mon mandat. »

« Si c'est la majorité actuelle, ce ne sera naturellement pas facile - mais il y aura harmonie. Si c'est une majorité de combat, et particulièrement de combat contre le président de la République, alors il y aura naturellement une sorte de désordre, une très grande difficulté - les Français veulent qu'il y ait une certaine concordance, qu'il y ait un certain accord, une certaine harmonie, pour conduire les affaires de la France - nous aurons une période difficile (...). Quel qu'il en soit, je prendrai la majorité que le peuple français me donnera, qu'il se donne lui-même, et avec laquelle je dois conduire les affaires de la France. »

A propos du choix du premier ministre, il déclare :

« Je crois que mon devoir, c'est de tenir compte de la volonté populaire. Si les électeurs ont désigné une majorité claire, dont les contours seront précis, mon devoir est de chercher à désigner comme premier ministre une personnalité sortant de ce milieu (...). Le président de la République nomme qui il veut, il doit naturellement se placer en conformité avec la volonté populaire (...). Je devrai m'adresser à une personnalité de la majorité pour former le gouvernement. »

« Le président de la République nomme qui il veut comme premier ministre, et le premier ministre s'organise avec les différentes formations de sa majorité pour savoir comment il peut gouverner (...). Personne ne désignera le premier ministre à ma place, croyez-moi ! (...) Bien entendu, il faut désigner quelqu'un qui ait toutes les chances d'avoir la majorité à

l'Assemblée nationale tout aussi tôt, tout au moins si un vote de confiance ou un vote de censure devait être proposé. »

A propos des « conditions » posées par M. Chirac à une éventuelle cohabitation, M. Mitterrand affirme : « On ne pose pas de conditions au président de la République ! On ne pose pas de conditions ! (...) Je fais le sourd, à ce moment-là. »

Interrogé sur la marge de manœuvre financière ouverte par la baisse du prix du pétrole et la chute du dollar, M. Mitterrand déclare : « Ce qu'il faut en tout cas, quelle que soit la majorité, c'est que ce bénéfice serve au développement de l'emploi et à préserver un taux extrêmement faible d'inflation. (...) Avant d'augmenter les taxes sur l'essence, qui sont déjà très importantes - elles représentent peut-être 70 % du prix total - je pense qu'on doit concevoir toute une série de politiques, et, après tout, si les entreprises en profitent, c'est une bonne chose pour la France, parce que ce sera des emplois en plus. »

« On ne m'entendra plus »

Au tout début de l'émission, M. Mitterrand avait donné son point de vue sur la polémique engagée à propos de son intervention pendant la campagne officielle ouverte le 24 février : « Moi, j'ai demandé à parler, mais je n'ai interdit à personne de le faire, jamais. D'ailleurs, on va bien s'en occuper dans les deux semaines qui vont suivre. On va beaucoup parler. On entendra beaucoup les mêmes. Mais, moi, on ne m'entendra plus. Les trois présidents qui m'ont précédé à la tête de la 4^e République sont chaque fois intervenus. Et ils sont intervenus

après la clôture de la campagne électorale, c'est-à-dire la veille du jour où les électeurs devaient se prononcer. J'ai trouvé cette méthode incorrecte, inadmissible, et je l'ai dénoncée. Je ne suis donc pas prêt à agir de même. A la veille des élections de 1967 et de 1968, c'est le général de Gaulle qui l'a fait. A la veille des élections de 1973, c'est M. Pompidou qui l'a fait. A la veille des élections de 1978, c'est M. Giscard d'Estaing qui l'a fait. A la veille du scrutin. Et vous savez que plus personne n'a le droit de parler l'avant-veille, ce qui veut dire que, personne ne pouvait répondre. »

« Alors, je trouve assez mal venu que des groupes politiques qui se réclament des personnalités en question viennent, aujourd'hui, s'ériger en juges. Je trouve même que, dans ce concours d'hypocrisie, j'hésiterais à donner la palme. »

Le chef de l'État a également répondu aux accusations selon lesquelles il « bétonne » son univers et son monde : « tous ses copains ».

« Un médecin affecté à une fonction médicale, c'est assez normal, et ce n'est pas parce qu'on ne soigne que l'on doit être interdit d'une situation correcte », dit-il, à propos de la nomination de son médecin personnel au poste d'inspecteur général de la Sécurité sociale. Il rappelle que M. Poniatowski parlait « des copains et des copains », à propos des gaullistes et ajoute : « Il y a sans doute des copains autour de moi, mais il n'y a pas de copains. »

Il précise que, quant aux nominations au Conseil économique et social, dix-sept concernent des membres de l'opposition.

« M. Badinter au Conseil constitutionnel : « La loi m'impose - m'imposait - de nommer mon représentant au Conseil constitutionnel entre le 18 février et le 24 février. Si j'avais manqué à cette obligation, j'aurais manqué à la loi. Je l'ai nommé le 19, donc exactement pendant le temps qui m'était imparti, et j'ai nommé Robert Badinter. Qui peut contester les qualités professionnelles, en tant que juriste, et les qualités morales, de Robert Badinter ? Personne n'aurait trouvé mieux. »

L'économie maltraitée

La synthèse est toujours gouvernementale à l'heure de François Mitterrand. M. Mitterrand a montré, dimanche soir, dans les réponses données à Yves Mourouet, que la synthèse pouvait aussi être présidentielle.

M. Mitterrand a indiqué que nos réserves de change étaient actuellement plus élevées qu'au début de 1985. C'est exact : 409 milliards de francs contre 359,6 milliards en mai 1981, du fait d'importantes sorties enregistrées au cours des mois qui précéderont les élections.

Le président de la République a cependant oublié une chose importante : pour l'essentiel, les réserves accumulées de la France sont empruntées ou résultent de mouvements favorables de capitaux à court terme attirés en France par des taux d'intérêt très élevés. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement puisque les opérations commerciales et de services - les seules qui permettent de gagner réellement des devises - ont été constamment déficitaires ces dernières années ? L'équilibre de la balance des paiements courants est resté négatif - il se produit au deuxième semestre 1985 - et trop étroit (3 milliards de francs l'année dernière) pour infirmer cette évidence.

Si, contrairement à ce qu'avancent certains membres de l'opposition, l'endettement extérieur de la France n'est pas une charge insupportable - la baisse du dollar l'a réduit d'ailleurs sensiblement - il n'en constitue pas moins une lourde contrainte pour les années prochaines. C'est évident : cette dette étatique modeste fin 1980 (27 milliards de dollars) soit 122,9 milliards de francs avec un dollar à 4,54 F qu'elle reste supportable malgré sa forte

croissance. Il n'en reste pas moins vrai qu'elle atteignait 62,5 milliards de dollars au 31 décembre 1985 soit 489 milliards de francs.

M. Mitterrand a, par ailleurs, tort d'affirmer que la baisse du pétrole n'est pour rien dans les bons résultats enregistrés en 1985 avec l'indice du prix. La hausse du coût de la vie, qui avait été de 6,7 % entre janvier et décembre 1984 est revenue à 4,7 % entre janvier et décembre 1985. Ce freinage de deux points s'explique pour moitié par la baisse des coûts du pétrole importé. L'INSEE, dans sa publication de février - *Situation et perspectives de l'économie française* - donne à ce sujet d'intéressantes précisions.

Au lieu de contester l'impact de la baisse du dollar-pétrole sur les résultats de 1985, le chef de l'État aurait été plus avisé de s'interroger sur les raisons qui permettent maintenant à l'économie française de profiter de la désinflation mondiale, ce qui n'était pas toujours le cas auparavant. Une question d'autant plus importante que la France n'est mieux l'année dernière que beaucoup de ses partenaires comme le montre la réduction sensible de l'écart d'inflation entre notre pays et les nations industrialisées. La réponse à une question non posée est probablement à chercher dans la politique salariale adroite et tenace menée par les pouvoirs publics depuis 1982 (déindexation).

On pourrait multiplier les exemples. Dans ce genre de débat, les faits économiques continuent d'être bousculés tronqués, maltraités. Mais s'agit-il d'un débat et sommes-nous là pour apprendre quelque chose ?

ALAIN VERNHOLLES

Le président n'exclut pas de remettre en jeu son mandat

(Suite de la première page.)

A écouter M. Mitterrand, ce fut plutôt moi et le choc : je reste, selon l'hypothèse la plus vraisemblable, mais ce sera le désordre au sommet, dès lors que vous aurez désigné une majorité de combat contre le président.

La plaidoyer présidentiel contre la dyarchie institutionnelle ressemblait, naturellement, une part tactique, à l'égard de M. Chirac comme des Français.

Calmez-vous, a-t-il dit en substance à un président du RPR, qui a, plus que tout autre, besoin non seulement de cette phase de cohabitation, mais aussi d'une fonction présidentielle préservée. Or M. Chirac ne sert ni l'une ni l'autre en édictant ses « quatre conditions » au chef de l'État. En outre, il prend le risque de l'incohérence : pourrait-il continuer de briguer une fonction qu'il se serait, au préalable, employé à affaiblir ? (N'a-t-il pas récemment et imprudemment découvert que, dans un cas de figure tel que l'intervention militaire au Liban, c'est le premier ministre qui décide ?)

M. Mitterrand a aussi voulu faire pour aux Français, du moins à ceux qui, légionnaires, souhaitent le garder, à ceux qui pensent qu'un président c'est fait pour présider. A eux d'éviter le désordre. Cet argumentaire à la puissance servit tous ses précédents. Aussi a-t-il, pour rassurer plus large, comme on dit, changé de terrain. Alors qu'il se présentait, auparavant, comme l'ultime rempart contre ceux qui souhaitent liquider les « acquis » de cinq ans de pouvoir de la gauche, ou « dilapider le patrimoine national », il se veut aujourd'hui, ni plus ni moins, le meilleur défenseur de la 4^e République ; celui qui n'acceptera pas l'abaissement de la fonction présidentielle, clé de voûte des institutions.

Au-delà de ces aspects tactiques, l'avertissement présidentiel recèle également une part de réalisme : rien ne garantit, en effet, qu'une dyarchie composée d'un président champion d'un bord et d'un premier ministre champion du bord opposé puisse fonctionner.

Nouvelle donne

Mais surtout, la donne économique, et donc politique, est en train de changer, au point que l'opposition s'installe à nouveau dans une euphorie telle que M. Giscard d'Estaing a pu annoncer, récemment, la sortie de la crise, le bout du tunnel (sous l'effet du « contre-choc » pétrolier).

Jusqu'à présent, les jeux étaient simples. Pour M. Mitterrand, laisser gouverner M. Chirac jusqu'à ce qu'il échoue, faute de pouvoir disposer d'une marge de manœuvre économique suffisante pour obtenir des résultats rapides sur le chômage. Pour M. Barre, laisser gouverner M. Chirac et être le greffier impitoyable d'un échec d'autant plus pénalisant que le président du RPR s'est engagé sur la voie redoutable des promesses électorales. Mais voilà que, pour la première fois depuis 1974, la France, et donc son gouvernement, quel qu'il soit, retrouve une réelle marge de manœuvre, et donc des chances de conduire une politique économique enfin populaire. Voilà comment

M. Chirac pourrait se jouer de MM. Mitterrand et Barre...

Cette perspective d'une amélioration de la conjoncture internationale est d'ailleurs à l'origine d'un débat sur le meilleur usage possible de la somme - 50 milliards à 100 milliards de francs, selon les hypothèses - que la baisse du dollar et celle du prix du pétrole permettront d'économiser. M. Laurent Fabius estime qu'il faudra consacrer ces ressources « d'abord à la lutte contre l'inflation et pour l'emploi », tandis que M. Lionel Jospin envisage la possibilité de distribuer de nouveau du pouvoir d'achat. Pour M. Michel Rocard, prudence et rigueur sont de mise ; adjoindre les impôts des entreprises lui paraît prioritaire ; s'écarter, aussi, les pays du tiers-monde les plus endettés.

La président de la République a donné raison au premier ministre, dimanche, en accordant la priorité à l'emploi et à la maîtrise de l'inflation. La rigueur, décidément, n'est plus une « parenthèse » (comme disait M. Jospin), ni même une « méthode » (M. Mauroy), mais bien, selon M. Mitterrand, l'objet même de la politique économique socialiste.

Socialiste ? M. Barre insiste, lui aussi, pour que le maître du dollar et du pétrole en baisse serve d'abord aux entreprises, à l'amélioration de leur compétitivité. Mais ce n'est pas à M. Mitterrand ni à M. Barre que l'on voit le plus de chances de gouverner après le 16 mars. La tentation de la facilité sera pour les autres... qui ne disent rien, et se frottent les mains. Or chacun se souvient qu'aucune des mille et une recettes du saupoudrage, ou de la rance, n'échappe à M. Chirac.

Dans ce débat, qui est le seul véritablement nouveau de cette campagne, M. Mitterrand est cependant moins dénué qu'il n'y paraît. En premier lieu parce que le gouvernement a multiplié les effets d'annonce. De sorte que l'action du nouveau gouvernement s'appréciera par différence avec ce que les socialistes avaient annoncé qu'ils feraient (2 % d'inflation cette année, etc.). La barre, si l'on ose dire, de la réussite a donc été relevée. En second lieu, les désordres financiers et monétaires mondiaux incitent à la prudence sur le durcissement de l'embellie. Le président a, en outre, pris les devants : si vous voulez distribuer, ou saupoudrer, a-t-il dit en substance à M. Chirac, vous devrez taxer. Autrement dit, vous devrez reprendre cette manne « pétrolière » à ceux qui y gagnent spontanément. C'est-à-dire aux petits consommateurs et aux entreprises. De cette méthode, M. Mitterrand ne veut pas. Car plus personne n'ignore l'existence de ces milliards, chacun va en vouloir sa part, et il sera difficile de satisfaire tout le monde.

Pour toutes ces raisons, et profitant de sa meilleure santé dans les sondages, le chef de l'État s'est senti assez fort pour menacer de s'en aller. Mais il est guéri par un effet que nul ne peut mesurer aujourd'hui : celui d'une défaite électorale, dont on ne voit plus, maintenant, comment elle pourrait ne pas l'atteindre.

JEAN-MARIE COLOMBANI

« Les recommandations du RECOURS. - Réuni le samedi 1^{er} mars en congrès extraordinaire à Montpellier, sous la présidence de M. Guy Forzy, le mouvement du RECOURS (rassemblement et coordination unitaire des rapatriés et spolies d'outre-mer) a estimé que « la législature n'a tenu que partiellement ses engagements à l'égard des rapatriés » et que « ceux-ci doivent d'autant plus en tenir compte qu'ils n'ont jamais eu leur a-messe été donné ». Il a recommandé aux rapatriés de faciliter l'alternance en votant le plus efficacement et utilement possible. » En

effet, estime le RECOURS, seule celle-ci permettra l'application rapide des engagements pris par l'opposition parlementaire pour résoudre une fois pour toutes l'ensemble des contentieux. Toutefois le mouvement lève « exceptionnellement » cette « recommandation » dans trois cas précis : ceux de MM. Georges Frêche, tête de liste du PS dans l'Hérault, Jean-Michel Baylet, chef de file du MRG en Tarn-et-Garonne, Raymond Combarès, secrétaire d'État aux rapatriés, candidat dans l'Aude, « qui n'ont jamais démenti en restant fidèles à la défense des rapatriés ».

« LE MONDE » A L'ENVERS

Dans nos éditions défilées 2-3 mars nous avons fait dire à M. Mitterrand que la plateforme UDF-RPR expose « le programme des pauvres contre les riches ». Nous ajoutions docilement que l'opposition, blessée par cette forte accusation, y avait discerné des relents de « lutte de classes ».

On ne prête qu'aux riches, pauvres M. Mitterrand l'écrivait le Monde à l'envers.

J.-Y. L.

3 POINTS = 1 BON POINT

16 mars 1986 première élection régionale au suffrage universel au cœur de l'enjeu LE CONSEIL REGIONAL



Janvier 86 un premier livre pour mesurer l'enjeu préface Maurice Pourchon Président du Conseil régional d'Auvergne

300 pages, nombreux tableaux, élections, textes législatifs nouveaux, finances... Ed. Syros 6, rue Montmartre 75001 95 F, en librairie Information Tél : (1) 46.33.26.22

Responsable de collection Jean-Pierre Muret

UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS EN CHINE dans une grande université Pékin, Shanghai, Canton... UN AN 17 000 F. UN SEMESTRE 9 000 F + droit inscription. Logement compris CEPES, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly, 47-45-06-19 ou 47-22-84-94

EN EUROPE UN ARBRE CREE UN NOUVEL ESPACE DE LIBERTE.

BULL est européen par ses engagements dans les grands projets européens. Ainsi, dès l'origine, BULL a participé activement au programme Ariane en y apportant le meilleur de ses techniques.

BULL est européen par sa réalité économique.

BULL emploie hors de France 6000 professionnels. Sur plus de 16 milliards de francs de chiffre d'affaires, le Groupe réalise 6 milliards hors de France, dont 80 % en Europe.

BULL est européen par son activité. Dans chaque pays, BULL coopère avec les meilleurs partenaires locaux pour enrichir son offre et l'adapter aux marchés nationaux.

BULL est européen par sa volonté de construire une Europe technologique. Avec d'autres industriels européens, BULL participe à 35 projets du programme "Esprit" (European Strategic Program on Research in Information Technologies). BULL participe également à plusieurs projets retenus dans le cadre d'Eurêka.

BULL est européen par sa détermination dans la

promotion d'un espace européen de communication. Avec onze constructeurs européens, BULL a contribué à la définition des standards O.S.I. (Open System Interconnection) qui offrent la possibilité de relier entre eux des matériels d'origines différentes. Adoptées en janvier 1986 par dix-sept constructeurs américains, ces normes sont aujourd'hui universellement reconnues.

BULL a adopté ces standards pour son architecture de réseaux de communications ISO/DSAdont l'efficacité et la souplesse sont reconnues dans le monde entier.

BULL est européen car il organise, à l'échelle de l'Europe, une informatique plus ouverte, plus flexible, plus communicante. Une in-

formatique donnant aux entreprises davantage de liberté d'évolution et de communication pour leur permettre d'être plus compétitives.

D. Ruffat
Directeur Général
des Réseaux
Commerciaux



هكذا من الأصل



POLITIQUE

LA DERNIÈRE INTERVENTION DE M. MITTERRAND AVANT LE 16 MARS

Les réactions de l'opposition et du PC

Le secrétaire général du Parti républicain, M. François Létour, qui avait saisi la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et de l'audiovisuel, comme les autres dirigeants de l'opposition, un droit de réponse le soir même, a notamment déclaré :

« Je suis très attristé par ce genre d'émission : une heure d'image et un silence assourdissant (...) Pourquoi le président de la République n'accepte-t-il pas un débat contradictoire plutôt qu'un monologue ? S'il fallait résumer cette émission, ce serait par approximation, illusion, monologue. Le désordre, c'est aujourd'hui, cela fait quatre ans que cela dure. Le désordre, c'est trois millions de chômeurs, un million de jeunes Français aujourd'hui à l'ANPE, les entreprises nationales qui se font affaiblir sur elles-mêmes. Présenter la nouvelle majorité, l'actuelle opposition, comme porteurs de désordre quand on est François Mitterrand (...) Je trouve que l'opposition est singulière. Je souhaite que les Français comprennent que nous avons le droit de changer de politique, j'allais dire nous en avons le devoir. »

« La parabole du bon jardinier, c'est une mauvaise fable pour les Français. Ce jardinier-là a commencé à semer du déshérent (...) M. Mitterrand n'a employé qu'une seule fois pendant une heure le mot chômeur (...) Malheureusement la présidence de la République croit que l'emploi vient de l'Etat, nous,

nous pensons qu'il vient des entreprises. »

Selon le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, « le président de la République ne peut pas nier aujourd'hui qu'il doit tenir compte, comme tout le monde, de la volonté du peuple telle qu'elle se sera exprimée et donc, dans la mesure où une nouvelle majorité sera créée, que le gouvernement, issu de cette majorité gouverne ». M. Toubon relève, toutefois, que M. Mitterrand a « refusé de s'exprimer sur un point essentiel : la politique qui sera conduite par le gouvernement. Acceptera-t-il qu'elle soit ce que les électeurs auront voulu ? Le minimum de la démocratie, c'est de faire cette politique et non pas d'écouter (...) d'en faire une qui ne soit pas tout à fait celle d'aujourd'hui mais pas tout à fait celle de la nouvelle majorité. »

« Sur ce point, a estimé M. Toubon, M. Mitterrand n'a pas été aussi clair que ses prédécesseurs. » Le secrétaire général du RPR a ajouté : « Nous avons toujours dit - et M. Mitterrand a d'ailleurs repris cette interprétation - qu'il faut maintenir les pouvoirs constitutionnels de chacun. Il est très important de ne pas contester les pouvoirs du président, c'est-à-dire la Constitution, mais en même temps d'appliquer la volonté du peuple. »

Le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, a estimé

que, « depuis plusieurs mois, on assiste à des manœuvres tendant à dénaturer nos institutions » et que « les interventions répétées du président de la République dans la campagne, au mépris des usages, pour tenter de ramener un PS défaillant » en font partie. « Trop, c'est trop », a-t-il ajouté. « En 1981, la preuve a été faite que l'alternance était possible. Ceux-là mêmes qui avaient critiqué les choix et les options des fondateurs de la V^e République se sont parfaitement accommodés d'institutions combattues depuis toujours, et même, ils semblaient maintenant s'en considérer les propriétaires définitifs. » Parmi les « manœuvres » de la gauche, M. Pasqua a cité également « le refus du suffrage majoritaire », les nominations sur des critères « idéologiques », « la manipulation des sondages », la publication de chiffres rassurants sur la sécurité, l'économie, le chômage, au mépris des victimes et des chômeurs. Il a appelé les Français à « ne pas se laisser impressionner ni abuser, à rester vigilants et attentifs ». « Dans une démocratie, c'est au peuple souverain qu'appartient le dernier mot », a conclu le sénateur des Hauts-de-Seine.

Pour sa part, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, M. André Lajoinie, a affirmé que l'intervention présidentielle « ajoute encore au caractère politicien de la campagne. La véri-

table question, a-t-il ajouté, c'est de savoir si l'on va poursuivre cette politique d'austérité ou bien mettre en œuvre une autre politique. C'est possible, nous avons fait des propositions. Mais « le président de la République a laissé entendre qu'il se plaçait dans le cadre de la collaboration avec la droite. La droite est pour une politique d'austérité, c'est la sienne, et le Parti socialiste dit qu'il va continuer (...). Nous, nous n'acceptons pas le retour de la droite. Nous voulons un changement de politique, nous voulons rétablir la gauche », a souligné M. Lajoinie.

Quant au Parti socialiste, par la voix de son porte-parole, M. Jean-Jack Querry, il a jugé que « le président s'est exprimé en garant de la stabilité des institutions, de la paix sociale et de l'indépendance nationale ».

« A la veille de la campagne officielle, a déclaré M. Querry, le président de la République a tenu tout à fait normalement à souligner l'urgence de l'élection du 16 mars. Il donne une bonne leçon de démocratie aux dirigeants de la droite qui rivalisent d'arnâmes et d'hypocrisie (...). Il faut éviter à notre pays le désordre, les disputes et la régression sociale que promettent les partis de droite. Le président a besoin d'une majorité de progrès qui se constituera autour du Parti socialiste. »

LA DÉCISION DE LA HAUTE AUTORITÉ

Changement de planète

« Comme le veut la tradition de la V^e République, les interventions des présidents n'ont jamais figuré dans les comptes des temps de parole. » Dans sa réponse à M. François Létour, M^{me} Michèle Cortis, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, rappelle « une pratique qu'on peut regretter mais qui est largement antérieure à la création de la Haute Autorité ». Les neuf sages « toutefois n'ont pas voulu en rester là, ils ont tenté de calmer le jeu. En indiquant aux dirigeants de l'opposition qu'ils pourraient régler les 2 et 3 mars, dans les journaux télévisés des trois chaînes publiques, ils ont voulu marquer un petit point supplémentaire vers la « moralisation » des campagnes électorales à la télévision. »

Les interventions des présidents présidentiels, à la veille des scrutins législatifs, avaient été autrement dramatisées. Et là, pas de possibilité de réponse. L'opposition semble toujours frappée d'amnésie lorsqu'il s'agit de l'audiovisuel, et plus spécialement des pratiques antérieures à la loi du 29 juillet 1982. Les déclarations de l'opposition, notamment celles de M. Jacques Toubon, le inquiètent à l'égard de M. Alain Madelin (le secrétaire), pourraient choquer, sauf

à considérer qu'ils se placent enfin dans le cadre de la nouvelle législation, avec une Haute Autorité-tampon entre le pouvoir et les chaînes. Mais alors, pourquoi ont-ils combattu la loi et pourquoi proposent-ils de revenir, en matière de télévision publique, à une chaîne d'Etat échappant au contrôle d'un quelconque organisme indépendant ?

Le citoyen-télespectateur, lui, constate sans doute que les chaînes publiques sont de plus en plus soucieuses d'équilibre et de neutralité, que la Haute Autorité fait bon travail, la plupart du temps bien, et que les journalistes n'y sont pas serviles. Yves Mourouci l'a prouvé dimanche soir, avec des impertinences, voire des trivialités qu'on n'aurait pas tolérées il n'y a pas si longtemps. Les militants du Syndicat national des journalistes (SNJ) s'indignent d'une « entrave à l'indépendance » dans la décision de la Haute Autorité de permettre des réponses dans les journaux télévisés ? Ils s'estiment suffisamment responsables pour savoir ce qu'ils ont à faire. Une preuve encore que nous avons changé de planète. On peut souhaiter que ces « acquis » ne soient pas remis en cause.

Y.A.

M. TOUBON AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Les premiers mois du gouvernement Chirac

M. Jacques Toubon, interrogé le dimanche 2 mars au « Grand jury RTL-Le Monde », sur les premières décisions que prendrait un gouvernement Chirac, a expliqué qu'il commencerait par proposer au Parlement un projet de loi rétablissant le scrutin d'arrondissement pour l'élection des députés. Mais il a précisé que le découpage serait effectué par « une commission composée d'experts et de sages » qui fera un travail « honnête et public », c'est-à-dire qu'elle communiquera « les éléments de son étude ».

En revanche, pour « les mesures d'ordre économique et social », le secrétaire général du RPR envisage le vote « de trois grandes lois cadres » permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances. L'une « porterait sur les libertés des travailleurs, c'est-à-dire tous ce qui concerne la souplesse du travail, la participation, l'organisation sociale des entreprises ». La deuxième porterait « sur la liberté des citoyens ». « Nous réglerions, a-t-il dit, les questions qui concernent la sécurité, l'immigration, la famille, la démographie, l'information et la communication. »

La troisième loi cadre concernerait « la liberté des entreprises

dans laquelle, par exemple, nous abrogerions l'ordonnance de 1945 sur la police économique et le contrôle des prix pour instaurer une liberté des prix d'une part, un nouveau droit de la concurrence d'autre part (...). C'est dans cette loi que nous pourrions prévoir un code de conduite des impôts et des douanes pour éviter que les douanes ne soient alourdies, comme aujourd'hui, des pouvoirs totalement exorbitants. »

M. Toubon a aussi précisé que « les licenciements se feront non pas après une autorisation de l'administration (...), mais, le cas échéant, après une négociation à l'intérieur de l'entreprise », celle-ci devant se faire avec tous les syndicats représentatifs dans l'entreprise et non pas seulement avec les cinq grandes confédérations. Il a aussi annoncé que les suppressions de la loi Quilliot et de la loi de 1948 sur les loyers se feraient en préservant « le maintien dans les lieux des personnes âgées qui bénéficient aujourd'hui de la loi de 1948 », et que la libération des loyers se ferait « dans une certaine limite ». « Nous exercerons un contrôle », a-t-il dit, mais simplement en émettant des « recommandations ».

Propos et débats

M. Fabius : récolte

« Réduire l'inflation à 2 % fin 1986 et aller plus loin dans le programme prioritaire de l'emploi. » Tels sont les deux objectifs fixés par M. Laurent Fabius, dimanche 2 mars, à Rennes (Ile-et-Vilaine). Le premier ministre, qui présidait un banquet républicain de mille cinq cents couverts, a averti les Français que, s'ils le votent pour la droite le dimanche [16 mars], il ne faudra pas qu'ils viennent se plaindre le lundi. « Faisent référence à la baisse du dollar et du prix du pétrole, M. Fabius a estimé qu'il serait injuste » que la gauche « ne soit pas là au moment de la récolte » et qu'elle ne puisse pas « récupérer les fruits du travail accompli ».

M. Jospin : fourmi

« Il faut convaincre. Faites un travail de fourmi », a lancé M. Lionel Jospin, samedi 1^{er} mars, lors d'un meeting à Fourmies (Nord). Le premier secrétaire du PS a affirmé : « Il faut que nous soyons capables de pousser le score socialiste à un point tel que nous puissions rassembler une majorité de progrès », afin que le président de la République puisse poursuivre « son action jusqu'à la fin de son septennat dans des conditions d'harmonie politique, de tranquillité sociale et de progrès économique ». Incitant les socialistes à faire du porte-à-porte, M. Jospin a souligné que les législatives se joueraient « peut-être à quinze ou vingt sièges ».

M. Lang : punching-ball

« Il faut éviter que la France ne devienne un punching-ball. Les Français en prendraient plein la figure, et la France en ferait les frais », a affirmé M. Jack Lang, samedi 1^{er} mars, à Brest, en évoquant l'après-16 mars et les problèmes posés par la cohabitation. Le ministre de la culture, qui présidait un banquet républicain de plus de six cents convives en compagnie du comédien Laurent Malet, a ajouté : « Les deux années à venir peuvent être deux années tranquilles, de consolidation ou, au choix, deux années de pagaille et de désordre. »

M. Dumas : collaboration

« Entre l'UDF et le RPR, c'est l'esprit de la collaboration qui l'emporte sur l'esprit de Londres », a affirmé M. Roland Dumas, dimanche 2 mars à Maastricht, haut lieu de la résistance de Dordogne. Le ministre des relations extérieures a insisté sur le fait que l'opposition tourne le dos à ce que fut le gaullisme, c'est-à-dire « des institutions, un chef de l'Etat élu de voûte de ces institutions et l'indépendance nationale ».

Gaullistes de gauche : le progrès

Après l'émission télévisée du chef de l'Etat, le Mouvement gaulliste populaire se félicite dans un communiqué que « François Mitterrand se soit incontestablement affirmé comme le gardien des institutions de la V^e République face aux prétentions des partis de droite d'annuler la fonction présidentielle ». Cependant M. Jean-Louis Delcourt, secrétaire général de ce mouvement, regrette que « les propos présidentiels se limitent à un simple plaidoyer de la législation » et souhaite « le rassemblement de toutes les forces de progrès autour du président de la République ».

M. Giscard d'Estaing : le risque

M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré dimanche 2 mars que le président Mitterrand pouvait toujours s'exprimer publiquement « s'il a quelque chose à dire aux Français », mais qu'il prenait un risque en intervenant dans la campagne électorale. Parient depuis Chirac, l'ancien chef de l'Etat a estimé que son intervention après la clôture de la campagne des législatives de 1978 était « tout à fait différente » de celle de M. Mitterrand, car il n'avait parlé que sept minutes « pour expliquer très simplement les conséquences du vote des Français ». Se félicitant des modalités de réponse de l'opposition fixées par la Haute Autorité de la communication, il a précisé le remplacement de cet organisme par une « commission de la communication » nommée par des magistrats et non par des responsables politiques, comme c'est le cas actuellement.

M. Le Pen : Les Six jours

« A partir du moment où François Mitterrand est sorti de son rôle de président, il n'est plus président de la République. Il est le président du Parti socialiste », a déclaré M. Jean-Marie Le Pen, samedi 1^{er} mars, lors de l'ouverture des Six jours de Paris. Cette manifestation non-stop du Front national devrait accueillir, selon les organisateurs, plus de soixante mille personnes à l'hôtel de Paris. Après les journées de la jeunesse et de la famille, samedi et dimanche, celle de lundi devrait être consacrée aux professions libérales ; mardi sera celle de l'entreprise, mercredi celle de l'enseignement, de la culture et du sport. Le président du Front national, qui affirme « toujours tabler sur un minimum de cent députés », tiendra un grand meeting pour la clôture de ces Six Jours, jeudi soir, en compagnie de M. Edouard Frédéric-Dupont, second de liste à Paris.

Manifestation antinucléaire à Tahiti

Une marche pour l'indépendance de la Polynésie et contre les essais nucléaires, organisée, samedi matin 1^{er} mars à Papeete (Tahiti) par le maire de cette commune voisine de Papeete, a rassemblé environ neuf cents personnes. Commencée par une prière et un cantique, le défilé, interdit à Papeete par un arrêté du haut-commissaire de la République, s'est achevé à l'entrée ouest de la ville. Un important mais discret service d'ordre avait été mis en place, et aucun incident ne s'est produit. Le professeur Jean Chevenet, représentant des communistes du Larzac, M^{me} Annie Malgouët, néo-zélandaise, représentant différents mouvements pacifistes, dont l'organisation Greenpeace, M^{me} Marie-Adèle Joré, épouse du président de la région Centre de la Nouvelle-Calédonie, M. Cotra Uregat, secrétaire général de l'Union des syndicats des travailleurs kanaks exploités, et M^{me} Dorothée Fiermont, député européen, représentant les écologistes et pacifistes « allemands », figurant parmi les orateurs, qui ont dirigé la marche des essais nucléaires et la présence française dans le Pacifique.

« Attentat à Nouméa. - L'explosion d'une bombe a provoqué des dégâts matériels au domicile d'un dirigeant indépendantiste d'origine européenne, M. Jean-Jacques Bourdin, samedi 1^{er} mars à Nouméa. La voiture de celui-ci, qui représente également la Ligue des droits de l'homme en Nouvelle-Calédonie, avait déjà été saisis par un cocktail Molotov lancé par des inconnus dans le garage de sa ville le 15 janvier dernier. »

VICTOIRE AUX POINTS!

la politique économique de la France
Les Instruments

MICHEL PÉREAU

« Le lecteur ne peut qu'être séduit par la précision et la multiplicité des informations, par la qualité de cette synthèse et par un incontestable sens de la mesure. »

LE PÉREAU
138 F

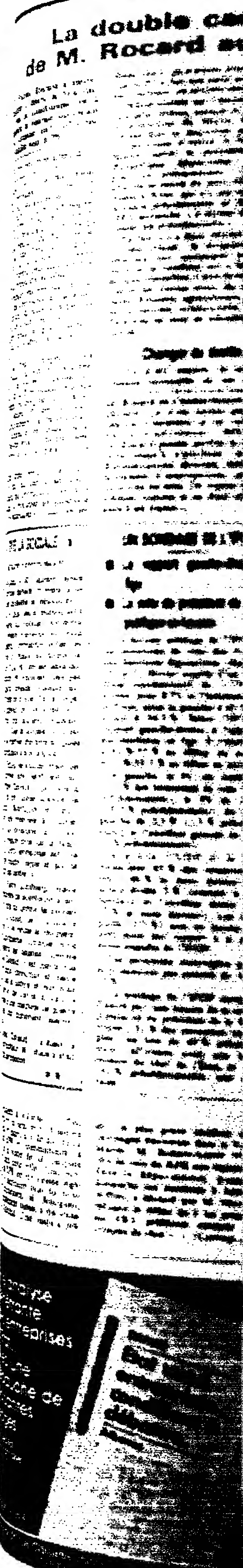
ARMAND COLIN
103, bd Saint-Michel 75005 Paris

JE VOYAGE COMME JE VEUX AVEC NOUVELLES FRONTIERES

LE SEJOUR. UNE SEMAINE EN GRECE EN DEMI PENSION A PARTIR DE 2270 F VOYAGE COMPRIS

5 AV DE L'OPERA 75001 PARIS 42 60 36 37

NOUVELLES FRONTIERES



POLITIQUE

La double campagne de M. Rocard aux Antilles

M. Michel Rocard a quitté dimanche 2 mars, la Martinique pour la Guadeloupe, où il terminera la tournée électorale d'une semaine qu'il effectue aux Antilles pour le PS.

De notre envoyé spécial

Poinc-a-Pitre. — La Martinique terre de contrastes ? Terre de clins d'œil, en tout cas, quand M. Michel Rocard vient y faire campagne. Officiellement, l'ancien ministre remplissait la mission dont il a chargé le bureau exécutif du Parti socialiste. Point final. Donc, il « cogne » très fort sur la droite, accusée d'être l'importé qui dans son programme à propos des Antilles.

Il ne manque pas non plus, à chacune de ses interventions, de souligner l'ampleur du bilan de la gauche pour ces îles d'outre-mer, qui, dit-il, ont gagné, grâce au gouvernement socialiste, le « droit à la différence ».

Tout au plus s'épargne-t-il les appels rituels à la constitution d'une « majorité de progrès » autour du président de la République. Adapte-t-il, M. Rocard a reconnu plusieurs fois publiquement en Martinique, comme dimanche en Guadeloupe, que le pouvoir peut « déchoquer temporairement » la gauche le 17 mars.

Hormis cette petite « bavure », qui n'en est pas une à ses yeux, M. Rocard est impeccable, unanime en diable. Il répond aux questions sur les « rocardiens ».

« Mais, dit-il, ça n'existe plus. Depuis que le PS a fait son unité au congrès de Toulouse, en octobre dernier. »

Même silence sur l'élection présidentielle. Même, lorsque le maire de la commune du Marin lui dit : « Vous êtes la deuxième personnalité politique à visiter la mairie du Marin, après le président de la République Mitterrand. »

En fait, il y a deux Michel Rocard en Martinique : le dirigeant socialiste qui fait campagne pour son parti, et le candidat qui a besoin de se faire connaître. Celui-ci rencontre toutes les forces vives du département. Artisans, agriculteurs, gros ou petits patrons, syndicalistes, jeunes. Personne ne peut se plaindre d'être oublié.

Changer de destin

Clin d'œil encore, le scénario presque immuable de ces rencontres. Les interlocuteurs de M. Rocard se s'embrassent pas de discours. Ce n'est certes pas à un pauvre « ministre à la retraite » qu'ils s'adressent. Même si M. Rocard pousse parfois la coquetterie jusqu'à s'attribuer ce titre. Revenant à la charge, pleuvent dans tous les sens. On expose les problèmes, comme si on était sûr qu'il aura à les traiter.

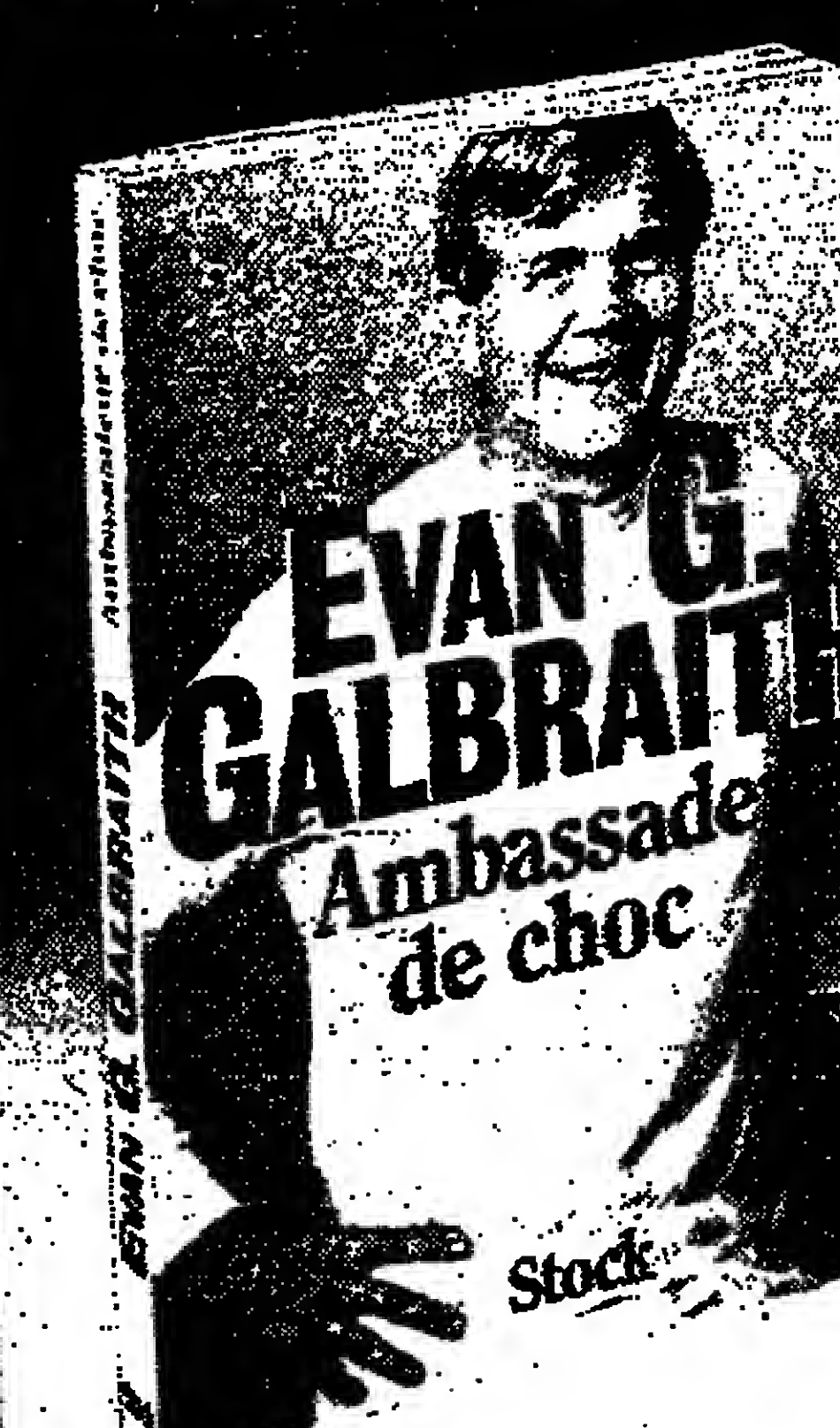
Des clins d'œil, M. Rocard n'en est pas avare. Il promet de « passer des coups de téléphone », remercie pour tout ce qu'il découvre, assure d'agir « si la responsabilité m'en est donnée », s'enthousiasme devant la chambre d'agriculture, jusqu'à lâcher : « S'il m'arrive de changer de destin, et de revenir aux affaires... »

Clin d'œil encore, très appuyé cette fois : les Martiniquais ne vivront plus sans savoir que M. Rocard est l'inventeur d'une foule de choses, toutes plus utiles les unes que les autres, pour les Antilles : les contrats de plan État-région, ou État-entreprise, la régionalisation, l'économie sociale.

Depuis l'arrivée en Guadeloupe, la tournée semble cependant de voir changer de courant. L'ancien ministre est pris en charge par des socialistes plus implantés qu'en Martinique, et qui ne sont pas forcément prêts à entendre les mêmes discours que leurs voisins.

Le problème indépendantiste, beaucoup plus présent en Guadeloupe qu'en Martinique, pourrait aussi rendre sa tâche délicate. Ainsi, lors de sa première intervention publique en Guadeloupe, a-t-il affirmé que le mot « indépendance » l'inquiète, mais qu'il ne peut le condamner a priori, « car les Antilles ont été très maltraitées par la République ». Si certains, a-t-il dit en substance, pensent au divorce, l'outil régional pourrait être l'instrument de la réconciliation.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



La France vue par l'Amérique de Reagan

EVAN G. GALBRAITH
Ambassadeur de choc

Stock



CHUTE DE CHEVEUX PAS DE MIRACLE

Lors d'un entretien gratuit, Dominique L'AVIGNE s'efforcera avec vous, d'en trouver les raisons et de vous apporter des solutions.

INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE, 231, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.
Tél. 42-60-69-02. - Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30.

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BBM, 8, rue de Barri - 75008 Paris

« VIVE LA SOCIALE ! »

(De notre correspondant.)

Moulins. — M. Laurent Fabius a participé samedi 1^{er} mars, à un « dîner socialiste et républicain » dans la plus vieille municipalité socialiste du monde. Ancienne cité minière d'environ dix mille habitants, Commeny (Allier) se donna, un maire socialiste le 4 juin 1982 et l'ancien sénateur socialiste et historien Georges Rougeron préside toujours aux destinées de la ville. Cette longévité appelle un clin d'œil. « Et comme nos anciens disaient jadis : « Vive la sociale ! », s'est écrié le premier ministre en guise de conclusion à son propos.

M. Fabius ne pouvait manquer de donner son sentiment sur l'affaire Clavaud, qui porta le nom de cet ouvrier licencié de Dunlop à Moulins pour avoir donné une interview à l'Humanité. « Je considère, a-t-il dit, que la mesure prise par la direction de cette entreprise est une mesure injuste, inique et qui ne devrait pas exister. »

M. Pierre Goldberg, maire communiste de Montluçon ayant pris le titre du comité de soutien à M. Clavaud, M. Fabius a ajouté : « Je refuse la récupération politicienne. Lorsque nous soutenons les salariés, comme Daniel Clavaud, c'est parce que c'est notre conviction et parce que c'est la justice et non pour se servir de cette situation comme d'une machine à guerre, à des fins purement électorales. »

Daniel Clavaud ? « Alain ! » cria un auditeur. M. Fabius s'était trompé de prénom.

P. R.

UN SONDAGE DE L'IFOP

- Le rapport gauche-droite se fige
- La cote du président de la République en hausse

Le dernier sondage de l'IFOP sur les intentions de vote des Français aux élections législatives, réalisé du 17 au 22 février auprès d'un échantillon représentatif de 1 171 personnes, pour RTL et l'hebdomadaire Le Point, situe la gauche à 42 % et la droite à 54,5 %. Selon l'IFOP, le rapport gauche-droite, à l'approche des élections, se fige. Il s'établissait à 42 % 55 % au début du mois, à 41,5 % 55,5 % au début de janvier.

A gauche, le PC est crédité de 10,5 % des intentions de vote (10 % précédemment), le PS de 27,5 % (28,5 % précédemment), les divers gauche de 2,5 % (3,5 % précédemment) et l'extrême gauche de 1,5 % (2 % précédemment).

A droite, l'UDF et le RPR recueillent 45 % des intentions de vote (46 % le mois dernier), les divers droite 2 % (comme le mois dernier), et l'extrême droite 7,5 % (7 % le mois dernier). Les écologistes (3,5 %) sont en hausse d'un demi-point par rapport à la précédente enquête de l'IFOP.

Les personnes interrogées qui ne se prononcent pas passent de 16 % à 17 %.

Ce sondage de l'IFOP enregistre d'autre part une hausse de la cote de popularité du président de la République : 51 % des personnes interrogées (au lieu de 49 % précédemment) affirment avoir une bonne opinion du chef de l'État, et 40 % (43 % précédemment), une mauvaise.

Incidents à Villejuif. — Des incidents ont eu lieu, vers 19 heures le samedi 1^{er} mars, à Villejuif, entre militants RPR et communistes, à l'issue de la visite de M. Jacques Toubon dans cette ville. Cinq supporters du RPR ont été blessés légèrement, le secrétaire local du mouvement chiracien, M. Bourguet, plus sérieusement blessé, a été transporté à l'hôpital. C'est jusqu'à présent le plus grave incident de la campagne électorale dans le Val-de-Marne. M. Robert-André Vivien, tête de liste du RPR aux législatives dans le département, évoquant dimanche ces incidents à Joinville-le-Pont, a déclaré que M. Marchais refusait le débat qu'il lui proposait sur FR3, préférant envoyer « ses troupes de choc ». — (Corresp.).

Une analyse pénétrante... des entreprises d'Etat... avec une débauche de plaisantes images.

René Sédalot
La Vie Française

192 pages - 65 F

Albatros 21 rue Cassette 75006 Paris (Tél. : 42 22 77 00)
Distribution Hachette

ORDINATEUR IBM 6150 C.A.O. ET APPLICATIONS SCIENTIFIQUES.

Codée à sa puissance, le nouvel ordinateur IBM 6150 permet au concepteur d'accéder à la C.A.O. en solo... Selon ses besoins, il choisit un écran couleur ou monochrome à haute résolution ou le poste de travail graphique IBM 5080. Il pourra lui adjoindre imprimantes et traceurs. Il bénéficiera d'une grande interactivité par la rapidité du nouveau processeur IBM 32 bits et son architecture « RISC » (Reduced Instruction Set Computer).

Mais la C.A.O. n'est pas le seul champ d'application du nouvel ordinateur IBM 6150 : des langages et de nombreux logiciels autorisent aussi l'analyse de données, les calculs mathématiques, le traitement de texte technique. Ces applications peuvent s'exécuter en même temps que la C.A.O. grâce au fonctionnement multipostes, jusqu'à 8 simultanés.

D'autres informations : l'ordinateur IBM 6150 est géré par le système d'exploitation AIX, basé sur UNIX (®) système V. Il est compatible aux ordinateurs IBM des séries 43XX et 30XX. Un coprocesseur PC AT, sur option, donne accès à la bibliothèque de logiciels PC. C'est donc bien un grand confort qu'offre l'IBM 6150 à tous les ingénieurs, concepteurs, techniciens, dessinateurs. (®) UNIX est une marque commerciale d'AT & T.

Pour recevoir une documentation sur l'ordinateur IBM 6150, appelez gratuitement notre « Numéro Vert 16.26.19.77 » ou retournez ce coupon-réponse à Syntex Diffusion - Actel, 40 rue des Vignobles 78000 Chateaufort, en indiquant :

Nom _____

Adresse _____

Société _____

Activité _____

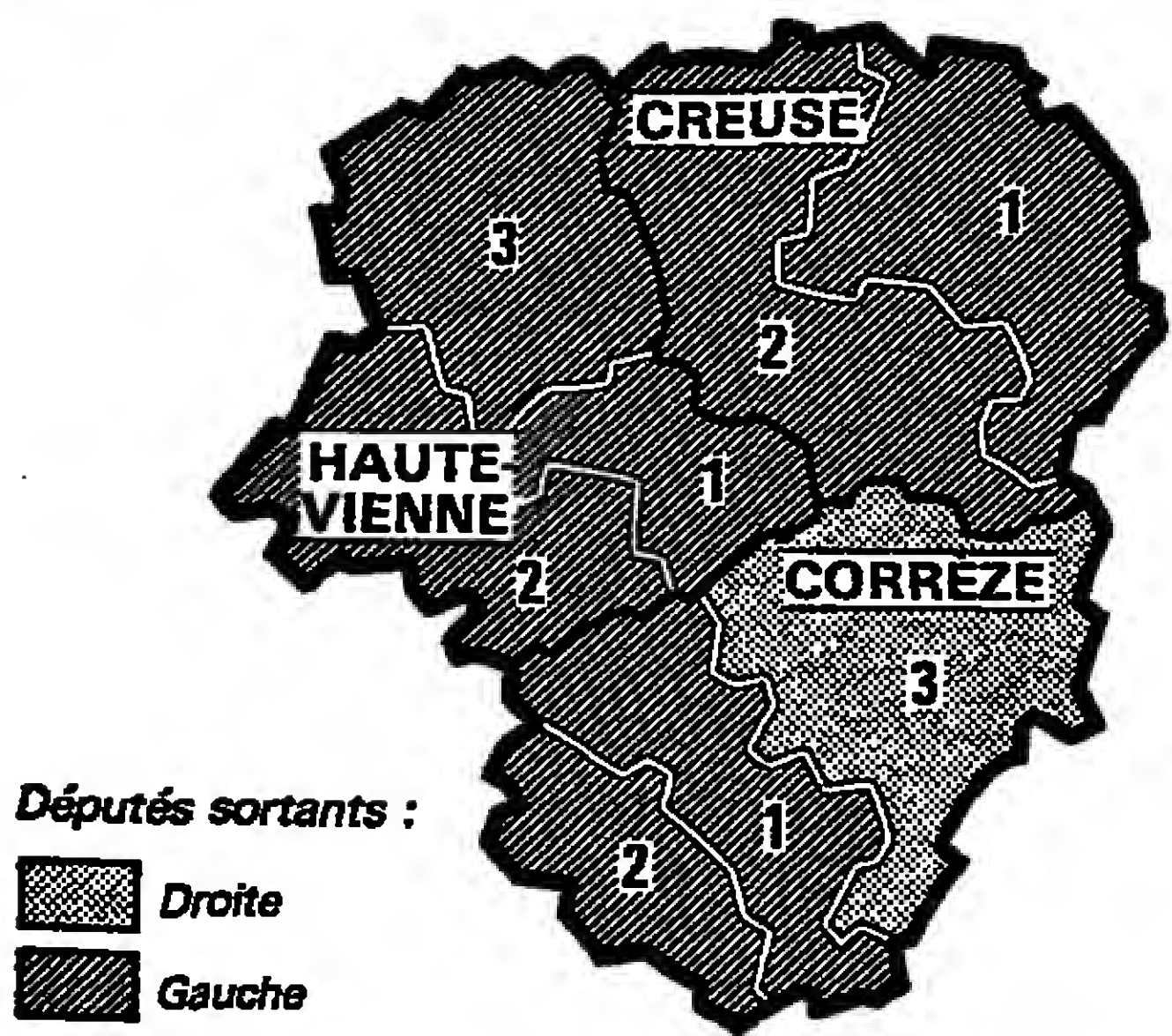
Tél. _____

IBM

CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

هكذا من الأصل

LIMOUSIN



Députés sortants :

- Droite
- Gauche

Une seule vraie question et une curiosité

Vieille terre de tradition républicaine radicale, socialiste, laïque et franc-maçonnique, progressiste mais soumise à de fortes pesanteurs paysannes, le Limousin sait à peu près à quoi s'en tenir pour ce qui concerne les résultats du scrutin législatif, qui traduiront, grosso modo, les rapports de forces antérieurs. La seule question qui se pose vraiment est de savoir si le conseil régional, dominé par la gauche, va ou non être conquis par la droite. Au sein de l'assemblée sortante, le Parti socialiste détenait la majorité absolue. La proportionnelle départementale excédera désormais que cette majorité soit le monopole d'une seule formation politique.

En soi, cette nouvelle donne n'inquiète guère la gauche : socialistes et communistes gèrent la région ensemble, depuis 1972, et le budget de 1986 vient lui aussi d'être adopté en commun, de même que le contrat de plan Etat-région précédemment.

En revanche, ce qui inquiète davantage la gauche, ce sont les calculs qui vont bon train pour tenter d'évaluer les possibilités de renversement de la majorité régionale. Elle part favorite, mais pour une compétition serrée. Les milieux agricoles, très influents, sont très courtisés.

Ce scrutin régional verra s'affronter quatre listes en Corrèze, cinq en Creuse, huit en Haute-Vienne. Outre les trois grands courants ruraux - PS, PC, RPR-UDF - la Front national sera présent dans les trois départements. Les dissidents du RPR et de l'UDF avaient décidé de présenter trois listes, une par département ; les affiches étaient même déjà sur les murs et sur les panneaux lorsque la liste corrézienne conduite par M. Claude Naudin (UDF) et par l'ancien rugbyman Amédée Domenech (radical) a annoncé son retrait « pour ne pas disperser les voix de l'opposition ». L'opposition sera donc une en Corrèze, divisée ailleurs.

La principale curiosité politique du scrutin résidera toutefois dans l'évolution du vote communiste, généralement plus prospère en Limousin qu'ailleurs depuis la Résistance. L'ancien ministre de la formation professionnelle, M. Marcel Rigout, l'un des figures de proue du courant « rénovateur » du PC, espère bien apparaître, au soir du 16 mars, comme le meilleur agent électoral de son parti. Sa fédération de la Haute-Vienne est en effet l'une des trois qui ont repoussé le projet initial de dissolution du 25^e congrès du PC. Alors que la fédération de la Corrèze, dont le maire de Tulle, M. Jean Combaud, est le leader, est l'une des six qui l'ont approuvé à 100 %.

Mais, pour l'essentiel, c'est bien l'affrontement droite-gauche qui anime la campagne, et, dans cette région qui s'ancre à gauche depuis un siècle, le scrutin régional aura une sorte de dimension historique.

GEORGES CHATAIN.

Ces chers paysans...

De notre envoyé spécial

Limoges. - Si la politique de la France ne se fait jamais à la corbeille de la Bourne, comme le sait tout gaulliste qui se respecte, la politique de la Corrèze, elle, passe impérativement par la foire aux veaux d'Objat. Le maire de Brive, M. Jean Charbonnel, qui connaît ses classiques pour avoir servi les gouvernements du père fondateur de la V^e République puis ceux de Georges Pompidou, était donc pré-

sent, le mardi matin 25 février, sous les platanes de cette charmante bourgade où quelques-uns des plus beaux veaux de la nouvelle génération limousine avaient été rassemblés pour le dernier concours d'avant les élections. Certes, quand l'ancien ministre est arrivé sur les lieux, les choses sérieuses étaient terminées depuis longtemps. Le soleil n'avait pas encore dissipé la gelée sur les champs d'alentour que les experts en chef avaient déjà décerné les

récompenses, après s'être livrés, sous les regards amicaux des éleveurs, à ce rite ancestral grâce auquel - si nous avons bien compris les gestes des professionnels en action - la qualité de l'animal se découvre surtout en soulevant sa queue, en lui inspectant les ossements, les yeux, et en le piégeant l'échine. La soumission qui donne le signal de l'ouverture des transactions avait déjà retenti, et dans une fébrile mêlée de bérêts et de caquetteries, ponctuées d'exclamations en patois, les producteurs et les courtiers des bouchers avaient marchandé tout le lot. Le plus beau veau s'était vendu 40 F le kilo.

Mais l'essentiel pour M. Charbonnel, en tant que maire du principal marché régional, était de faire acte de présence, de poser pour les photographes sa silhouette de ces chers paysans, de serrer leurs mains, en prenant note de leurs petits besoins domestiques, bref de faire preuve de conscience professionnelle. C'était bien le moins qu'un pût attendre de la part du second de la liste de l'Union de l'opposition républicaine, conduite aux législatives, dans ce département, par le premier agriculteur de France et de Corrèze, nous le savons, nommé, on l'a deviné, M. Jacques Chirac.

Car le maire de Brive et le maire de Paris font désormais la paire. Ils sont devenus - c'est juré - « deux veaux complices, deux copains ». Oubliées, les disputes doctrinales du passé sur l'opportunité d'un gaullisme de gauche ! « Une séparation de nos efforts locaux aurait été suicidaire », souligne M. Charbonnel pour expliquer ses retrouvailles avec M. Chirac, qui l'avait fait bannir de l'UDF, en 1975, après qu'il eut osé dénoncer sa mainmise sur le mouvement gaulliste. Nous ne pouvons pas nous séparer. D'ailleurs, vous savez, même quand nous étions en conflit au niveau national, nous restions d'accord au niveau local... » Dont acte. Le maire de Brive et le maire de Paris se partagent donc le travail. Le premier occupe le terrain, même une campagne d'arrondissement, en attendant que le second vienne lui prêter main forte. Sur le front rural, de toute façon. Ces deux-là ne craignent personne. L'influence de la fédération départementale des syndicats agricoles leur est acquise, et sur leur liste

régionale figurent deux « poids lourds » du monde agricole corrézien : l'ancien directeur de la chambre d'agriculture, M. René Malmartel, et l'ancien président de l'Office national du bétail et des viandes (ONIVIV), M. Georges Perol. De là à dire que la paysannerie limousine, dans son ensemble, succombe sous le charme chrétien, il n'y a qu'un pas... à ne pas franchir. Car non seulement les agriculteurs de cette région se répartissent plus qu'ailleurs, sur toute la largeur de l'éventail politique, mais ils savent aussi, depuis belle lurette, qu'ils ne sont jamais mieux servis que par eux-mêmes.

Agriculteur et communiste

Le Parti socialiste a donc bien joué en confiant la direction de sa liste régionale en Corrèze à un agriculteur authentique, même si M. Yves Terrien fait désormais partie, à cinquante ans, depuis qu'il est maire de Serilhac et conseiller général, des notabilités départementales. Cet éleveur de veaux, venu à la politique par les mouvements d'éducation populaire et la Convention des institutions républicaines, avait commencé à se faire remarquer en 1974 sous son propre mouvement régional, le MADARAC (Mouvement d'action et de défense pour le revenu des agriculteurs corréziens). Maintenant, il domine le ton socialiste dans le milieu rural, où il se passionne pour les questions d'aménagement. Qui peut le contredire lorsqu'il affirme : « Il y a quelque temps, tout le monde disait ici : il faudra qu'il y ait des agriculteurs sur les grandes listes régionales ! Aujourd'hui, je suis le seul éligible en tête de liste à être rural à 100 % ».

M. Camille Larcher, lui aussi, est un éleveur de pure lignée limousine. Comme son père, il produit du veau et des agneaux sur son exploitation du canton de Veneux. Et comme son père, il est fier de militer au PCF. S'il se figure qu'en dixième position sur la liste régionale des communistes de la Haute-Vienne, et n'apparaît donc pas éligible, cela n'a pas vraiment d'importance : « Je suis candidat pour apporter à mon parti la représentation de la catégorie professionnelle à laquelle j'appartiens. C'est un acte de militan-

tisme. Je n'ai pas d'ambition politique, mais je tiens à défendre les petits producteurs qui sont encore moins bien lotis que moi. » M. Larcher pour sa part, n'a eu, en 1985, que 70 000 F de revenu net. Délégué cantonal de la FIDSEA (dont les communistes et les socialistes se partagent la direction en vertu d'accords historiques), cet éleveur de quarante-trois ans a, toutefois, qu'il commence à souffrir de son étiquette politique. Non qu'il soit en désaccord avec la ligne nationale. Bien au contraire, il tient à souligner que c'est le vingt-cinquième congrès du PCF « qui a raison » et non la ligne rénovatrice de sa propre fédération, dominée par la personnalité de M. Marcel Rigout. S'il éprouve un certain malaise, c'est un peu parce que, dans son milieu quotidien, son engagement lui vaut désormais quelques réflexions désagréables, et c'est beaucoup parce que la mentalité paysanne demeure, à son goût, trop conservatrice pour espérer régler les problèmes de structures foncières dont la solution conditionne à ses yeux l'avenir de l'agriculture limousine : « Chez nous, dit-il, il y a encore des pépés qui soutiennent que la terre appartient d'abord à celui qui la travaille... » M. Larcher restera néanmoins fidèle au parti : « J'y suis à la fois ». Ce maintien de la paysannerie de gauche a d'ailleurs une certitude : « L'influence du parti ne chutera pas ».

Opportunisme

Comme l'indiquent les particularités de son patronyme (mais comme ne le disent pas la bonté de ses bêtes, sa vieille veste de treillis et son pantalon de velours usé), M. Guy de Courthille de Lamberterie perpète, dans la Creuse, une lignée différente. Cela fait mille ans que sa famille règne sur le domaine de la Voreille, à Peyrache-Nonière, commune dont il est le maire depuis 1977. Cet éleveur de cinquante-deux ans à la fine barbe grise se souvient fort bien de sa grand-mère, qui avait l'habitude de célébrer le 14 juillet républicain comme un jour de deuil, en fermant tous les volets de la demeure ancestrale, et des colères que cette attitude provoquait chez son grand-père...

Il n'en est pas pour autant monarchiste. Mais si ce président de la fédération ovine est devenu dans le département le président du Parti républicain et le vice-président de l'UDF, et s'il figure à ces titres en quatrième position sur la liste régionale du RPR et de l'UDF, c'est uniquement par un opportunisme de bon aloi. Étendez par là que, pour cet agriculteur avisé, propriétaire de 140 hectares et d'un troupeau de 800 brebis, qui cumule de nombreuses fonctions professionnelles départementales et régionales, et préside notamment un groupement de producteurs réunissant 450 éleveurs et représentant 60 000 brebis, la politique n'a qu'un seul intérêt : servir d'instrument au service de son métier. « Le revenu des éleveurs de moutons a diminué de 30 % depuis 1981. Ce qui est en cause, c'est la survie des exploitations. Les socialistes ont pratiqué au sein de la Communauté européenne une politique d'abandon devant les intérêts britanniques. Il faut renégocier le règlement avec les communistes, dont M. Pierre Méhaignerie, il est vrai, porte à l'origine la responsabilité... »

Voilà pour l'essentiel. Le reste n'est qu'une affaire de sensibilité personnelle. Pas question, en tout cas, de mélanger syndicalisme et politique : « Je travaille depuis longtemps, dans une association pour le développement du tourisme, avec le maire de Malsat, M. Gaston Bismont, qui est par ailleurs chef du cabinet du ministre de la Santé et qui dirige la liste socialiste aux régionales. Eh bien, à notre dernière réunion, nous nous sommes mis d'accord. On s'est dit : pendant les deux mois de la campagne, on se tape dessus ; puis on recommence à travailler... »

Qu'ils se situent à gauche ou à droite, les paysans de la région se retrouvent ainsi sur les mêmes priorités. Comme le dirait le porte-drapeau du Front national de la Creuse, M. Marie de La Chapelle, cette pétulante jeune femme de soixante ans, éminente héritière d'une famille de vieille noblesse terricienne, adjointe au maire de Gouzon, qui ne sait jamais dire non quand on lui demande un service et qu'on retrouve en première ligne dès qu'il s'agit de manifester sur la voie publique pour la défense de ses amis agriculteurs : Limousin d'abord !

ALAIN ROLLAT.

RÉGIONALES	
Président du conseil régional : Louis LONGUEUE (PS)	
Nombre de sièges à pourvoir : 41	
CORRÈZE : 14	CREUSE : 8
HAUTE-VIENNE : 19	
LÉGISLATIVES	
NOMBRE DE SIÈGES À POURVOIR	
CORRÈZE : 3	CREUSE : 2
HAUTE-VIENNE : 4	
DÉPUTÉS SORTANTS	
CORRÈZE	HAUTE-VIENNE
Jean Combaud (PC)	Alain Rodet (PS)
Jean-Claude Cassaigne (PS)	Roland Mazouin (PC),
Jacques Chirac (RPR)	suppléant de Marcel Rigout,
	ancien ministre
	Marcel Moezner (PS)
CREUSE	
André Lejeune (PS)	
Nelly Commergnat (PS),	
suppléante	
d'André Chandernagor,	
ancien ministre,	
premier président	
de la Cour des comptes	

REPÈRES

LIMOUSIN	CREUSE
PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981)
Ins. 558 051 ; abst. 15,61 % ; suff. ex. 464 016. MARCHAIS, 105 275 (22,68) ; MITTERRAND, 109 238 (23,54) ; MITTERRAND + CREPEAU, 116 689 (25,14) ; GISCARD D'ESTAING, 69 255 (14,92) ; CHIRAC, 140 879 (30,36) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 148 871 (32,06).	Ins. 113 991 ; abst. 20,15 % ; suff. ex. 102 891. MARCHAIS, 18 269 (20,30) ; MITTERRAND, 20 826 (23,17) ; MITTERRAND + CREPEAU, 22 070 (24,55) ; GISCARD D'ESTAING, 17 424 (19,38) ; CHIRAC, 25 317 (28,17) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 26 890 (29,92).
LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981)
Ins. 558 103 ; abst. 24,78 % ; suff. ex. 413 642. PC, 116 503 (28,16) ; PS, 145 207 (35,10) ; UDF-RPR, 146 173 (35,33).	Ins. 113 902 ; abst. 27,22 % ; suff. ex. 81 928. PC, 14 835 (18,10) ; PS, 35 188 (42,94) ; UDF-RPR, 31 905 (38,94).
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)
Ins. 557 807 ; abst. 36,79 % ; suff. ex. 336 626. PC, 67 970 (20,19) ; PS, 78 071 (23,19) ; UDF-RPR, 134 525 (39,96) ; FN, 16 219 (4,81).	Ins. 113 152 ; abst. 41,60 % ; suff. ex. 63 452. PC, 10 306 (16,24) ; PS, 14 650 (23,08) ; UDF-RPR, 27 617 (43,52) ; FN, 3054 (4,81).
CORRÈZE	HAUTE-VIENNE
PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981)	PRÉSIDENTIELLE, 1 ^{er} tour (26 avril 1981)
Ins. 184 072 ; abst. 13,39 % ; suff. ex. 157 637. MARCHAIS, 34 459 (21,85) ; MITTERRAND, 32 362 (20,52) ; MITTERRAND + CREPEAU, 34 424 (21,83) ; GISCARD D'ESTAING, 14 461 (9,17) ; CHIRAC, 63 311 (41,43) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 67 475 (42,80).	Ins. 259 988 ; abst. 15,20 % ; suff. ex. 216 510. MARCHAIS, 52 547 (24,27) ; MITTERRAND, 50 550 (25,88) ; MITTERRAND + CREPEAU, 60 195 (27,80) ; GISCARD D'ESTAING, 37 370 (17,26) ; CHIRAC, 50 251 (23,20) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 54 416 (25,13).
LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981)	LÉGISLATIVES, 1 ^{er} tour (14 juin 1981)
Ins. 184 211 ; abst. 21,03 % ; suff. ex. 143 623. PC, 39 928 (27,66) ; PS, 41 301 (28,71) ; UDF-RPR, 61 588 (42,89).	Ins. 259 990 ; abst. 26,36 % ; suff. ex. 187 891. PC, 62 740 (33,29) ; PS, 68 718 (36,57) ; UDF-RPR, 52 580 (27,98).
EUROPÉENNES (17 juin 1984)	EUROPÉENNES (17 juin 1984)
Ins. 184 797 ; abst. 32,94 % ; suff. ex. 119 298. PC, 24 930 (20,89) ; PS, 24 990 (20,94) ; UDF-RPR, 52 096 (43,66) ; FN, 5278 (4,42).	Ins. 259 858 ; abst. 37,43 % ; suff. ex. 153 876. PC, 32 734 (21,27) ; PS, 38 431 (24,97) ; UDF-RPR, 54 812 (35,62) ; FN, 7887 (5,12).

LA CAMPAGNE DE M. MARCEL RIGOUT

« Marcha dré per se fà honoûr »

De notre envoyé spécial

Limoges. - Limoges est une drôle de ville ! Les trois grandes listes (RPR-UDF, PS et PC) se battent pour une seule chose : l'adhésion du quatrième et nouveau siège de député de Haute-Vienne. Avec la proportionnelle, chacune a un fauteur assuré. Sur les panneaux publicitaires, ce sont donc des paires de candidats qui s'offrent aux yeux des passants. Deux pour le prix d'un. De merveilleux petits couples. La tête de liste, député élu, couve et se bat pour son second, le député potentiel. Chef de file du PC, MM. Marcel Rigout et Jacques Joue ont fait d'avoir les pieds - ou ne les voit pas - bien accrochés à la glaise. Deux pères tranquilles qui respirent le soleil torré.

Tout d'abord, ils ont fait de la rénovation serena du PC, la « fédération » conduit une campagne new look, ici, pas de grands meetings-circus, pas de vedettes télévisées. Ceci explique peut-être cela. « Marcel » et « Jacques » font leur office à la petite cuiller. Un gigantesque travail de fourmi en petits convits. Les deux com-

ités, décidés à marcher droit pour « se faire honneur », selon l'expression limousine (1) mise en œuvre de leurs affiches, multiplient les visites de courtoisie chez les commerçants, la distribution de la propagande nationale à la sortie des usines et les réunions de quinze à trente personnes.

Ces dernières ont un funt de veillées paysannes autour d'un être de cheminée remplacé pour l'occasion par une télévision accompagnée d'une vidéo.

Parfois ébahis, souvent interrogateurs, les têtards-deux regardent deux clips étonnants fonctionnés par Lucie SA. « Les réalisateurs ont fait ce qu'ils voulaient », précise-t-on à la fédération, avant d'ajouter : « Bien sûr, on a dit notre mot puisque nous payons ». Le résultat vaut son pesant de réalisme. Le hors-d'œuvre s'intitule « si je vous dis communiste... ». Réponses volées au hasard de la rue. « Moi, il n'y a qu'une seule chose qui m'intéresse, dir l'une, c'est le 31, quand mon mari a du travail. » « Y'a pas assez de cornettes faites, non ? », lance l'autre. Un troisième se demande si le PC n'est pas « com-

mandé par ailleurs ». Par ailleurs ? « Peut-être par l'URSS, moi je sais pas... » Si un interviewé voit dans le parti le meilleur défenseur de « l'intérêt des travailleurs et surtout des agriculteurs », un autre considère que M. Marchais « donne une mauvaise image du parti ». Pas d'accord, rétorque son collègue : « Je trouve que ce mec-là a beaucoup de culot... S'il veut dire merde, il dit merde. »

Le plat de résistance - « Pronom : Marcel » - débute sur les chapeaux de roue. « Donnez-moi les raisons positives de vivre à Moscou », demande-t-on à l'ancien ministre de la formation professionnelle. « Comment ? répond le jeune grand-père interrogé. S'il pense que l'Union soviétique est « un beau pays » dont on ne peut pas rayer l'histoire d'un « coup de plume », il n'a eu pour sa peine être « beaucoup mieux en Limousin ». Très à l'aise dans le parti, et y compris avec des camarades qui ne pensent pas comme lui », M. Rigout est « très fier du milieu de bouées de sauvetage » qu'il a lancées aux jeunes quand il était au gouvernement. « Marcel » aurait voulu « pouvoir continuer », mais il n'avait « plus les moyens de pou-

voir effectivement conduire ce grand dessin ».

Rafale de questions sur des personnalités. Platin ? « Bravo... et vive l'immigration ! » Christine Ockrent ? « Très bien, beaucoup de talent ! » Gorbachev ? « Très bien. Continuez ! » Reagan ? « Arrêtez ! » François Mitterrand ? « Domage ! » Le masque prend la place du sourire. Plus question de coups de coude et de cins d'œil complaisants. Et la conclusion tombe comme la lame d'une guillotine : « L'expérience de gauche reste à faire. »

La discussion terminée, la veille d'achève comme une veillée. Par une histoire que les vieux racontent aux jeunes. Dans un silence cristallin, « Marcel », conteur hors pair, lit de sa forte voix cavernieuse une lettre que lui a fait parvenir son ami, l'écrivain du cru, Fernand Dupuy. Une très belle missive aux phrases ciselées où « Fernand » évoque la « marcha dré » pour « se fà honoûr ». Marcher droit pour ne jamais avoir à dire qu'on a avancé en zigzag.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) En occitan, « se faire honneur » se dit « se fà honoûr ».

Apple a le regret de vous annoncer qu'il y a plus puissant que Macintosh.



Apple

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

société

SELON L'ENTOURAGE DU PREMIER MINISTRE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

La libération des « époux Turenge » reste soumise à de nombreuses conditions

De notre envoyé spécial

Auckland. — C'est sans hâte excessive que l'on semble continuer ces temps-ci, au commissariat central de la police d'Auckland, en Nouvelle-Zélande, l'enquête sur certains aspects du rôle des services secrets français dans le sabotage du *Rainbow Warrior*.

Le superintendant Alan Galbraith et son adjoint Brian Davies, qui ont dirigé l'enquête depuis le début, sont en congé. Voici quelques jours, nous disait un journaliste du *Auckland Star*, « plus de cinquante policiers travaillaient sans relâche sur l'affaire. Aujourd'hui, trois ou quatre seulement classent des papiers la concernant ». Parmi les récents développements, le superintendant Mills fait état de l'intention de la justice locale de lancer des mandats d'arrêt internationaux contre les trois agents de la DGSE venus de Nouméa à bord de l'*Ouvea* pour participer à l'opération. Des mandats d'arrêt ont déjà été établis à leur encontre mais sous leurs faux noms. On attend, dit-on, d'en rédiger de nouveaux, cette fois-ci avec leurs vrais noms. Cependant, ceux-ci étant connus depuis la publication du rapport de M. Tricot, il y a déjà plusieurs mois, tout semble indiquer que l'on prend son temps...

« Grenouilles » et hommes-grenouilles

Cela étant, les responsables de la police d'Auckland ne croient pas aux hypothèses avancées récemment par *Paris-Match* (1). « Vérifications faites, les arguments en faveur d'un transport des explosifs par le cargo français *Hébé-Dolmas* ou d'un détournement de l'*Ouvea* jusqu'en nord d'Auckland ne tiennent pas debout », nous a dit le superintendant

Mills. Il estime « techniquement impossible que l'*Ouvea* ait pu faire le trajet dans les temps ». Et il ajoute : « Pour autant que l'on puisse en être certain, les explosifs ont bien été transportés par l'*Ouvea* ».

Le port d'Auckland n'est pas moins calme que son commissariat central. Pourtant, si les Néo-Zélandais font preuve avec le Français de passage d'une grande amabilité, ils ne sont pas prêts d'oublier l'« action terroriste » de la France. Sous une forme ou sous une autre, on en parle, on s'y réfère, ici, quotidiennement huit mois après. Une anecdote témoigne de cet état d'esprit : il y a quelques jours, un marin anglais qui repeignait le *Britania*, — le yacht de la reine Elizabeth II (en visite ici), souillé par les opérations de sauvetage à Aden le mois dernier — tomba, paraît-il, dans l'eau du port. Immédiatement cet avertissement fusa du quai : « Beware of the froggies ! » : jeu de mots à double détente se référant d'une part au sobriquet de « mangeurs de grenouilles » (frogs) donné aux Français par les Anglo-Saxons et, aussi, à la visite de leurs hommes-grenouilles.

Non loin de la ville, dans la prison de Paramoreno et dans celle de Christ-Church, dans l'île du sud, le commandant Alain Mafart et le capitaine Dominique Prieur, les deux agents français condamnés en novembre dernier à dix ans de prison, « prennent leur mal en patience ».

Selon leur avocat, M. Daniel Soulez-Larivière, qui se trouvait ces jours-ci en Nouvelle-Zélande pour leur rendre visite, « leurs conditions de détention sont normales. Elles n'appellent pas de critiques, selon que l'on se réfère aux normes néo-

zélandaises ou aux normes françaises, dès lors que l'on prend en considération le fait qu'il n'existe pas en Nouvelle-Zélande de « régime politique », comme c'est le cas en France ». « Chez nous, souligne l'avocat, ce régime est applicable dans le cas de crimes portant atteinte à la sûreté de l'État. » M. Soulez-Larivière précise que « la situation est plus dure pour M. Prieur, détenue dans un établissement pour femmes. Compte tenu du petit nombre de prisonnières, le règlement est appliqué de façon particulièrement stricte ».

Discretion et bonne volonté

D'autre part, dans l'entourage de M. David Lange, premier ministre néo-zélandais, on apporte certaines précisions aux déclarations que ce dernier nous a faites récemment (*Le Monde* du 28 février). On indique d'abord que, « si les deux prisonniers français étaient renvoyés en France, il ne s'agirait pas question qu'ils y soient accueillis en héros nationaux et purement et simplement remis en liberté ». « Une peine de prison d'une durée convenable » — c'est-à-dire acceptable par les autorités et par l'opinion publique néo-zélandaises — serait, dans ce cas, appropriée. Dans cette hypothèse, et en supposant résolues les modalités juridiques nécessaires à un transfert, on convient néanmoins ici qu'il serait extrêmement difficile pour un gouvernement français « quel qu'il soit » d'accepter une transaction ayant pour contrepartie l'incarcération des deux officiers en France. Politiquement la situation pourrait se révéler rapidement intenable.

Reste que, avec de la bonne volonté et de la discrétion — a for-

tiort lorsqu'il s'agit d'agents « secrets », — on peut éventuellement s'arranger. Et puis, le pouvoir politique peut à tout moment, s'il le juge opportun, avoir recours à l'expulsion, même si, dans l'immédiat, il ne semble guère en être question. « Notre gouvernement y perdrait toute crédibilité », dit-on dans l'entourage de M. Lange. Celui-ci a d'ailleurs maintes fois donné à son électoral des gages verbaux en la matière.

Les deux agents français « restent vraisemblablement incarcérés pendant plusieurs années. Il n'y a pas pour nous d'autre solution réaliste », affirme-t-on encore. Mais, si les relations bilatérales s'amélioraient, si les velléités françaises de représailles commerciales cessaient, et si M. Lange était réélu lors des élections prévues en novembre 1987, le gouvernement néo-zélandais pourrait envisager de réexaminer favorablement le sort des deux prisonniers français, indique-t-on encore dans les milieux dirigeants de Wellington.

Alors que, vue d'ici, la querelle sur le blocage, par la France, des importations de cervelles de mouton néo-zélandais paraît s'amplifier, tout cela fait beaucoup de « si » et paraît reporter les espoirs d'une libération des deux agents français au début de 1988 au plus tôt.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(1) NDLR. — Dans son numéro du 6 février, l'hebdomadaire *Paris-Match* avait publié des bonnes feuilles d'un livre de Jacques-Marie Bourget et Yves Stéfanoitch (*Affaires très spéciales*, Plon) selon lesquelles « il n'y avait pas de troisième équipe » de la DGSE le 10 juillet à Auckland. Les auteurs de ce livre imputaient l'attentat contre le *Rainbow Warrior* non à cette troisième équipe mais aux membres de l'équipe de l'*Ouvea*.

DANS LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Cinq attentats sont revendiqués par Iparretarrak

De notre correspondant

Bayonne. — Cinq attentats à la bombe revendiqués par les indépendantistes basques clandestins d'Iparretarrak ont provoqué, dans la nuit du 2 au 3 mars, de nombreux dégâts dans les Pyrénées-Atlantiques. Il n'y a pas eu de victime. Selon des tracts retrouvés sur place, trois objectifs étaient visés : la police, les informateurs qui renseignent les commandos du GAL et les hommes politiques.

A Anglet, la voiture d'un enquêteur de la police judiciaire a été détruite par l'explosion. A quelques centaines de mètres de là, c'est la maison d'un inspecteur du commissariat de Bayonne qui était visée. « Dans un Pays basque quadrillé par d'innombrables forces de répression, les tueurs « anti-Basques » circulent en toute quiétude », déclare Iparretarrak.

A Soule, petit village de l'intérieur du Pays basque, la charge a pulvérisé la porte d'entrée de la mai-

son de M. Simon Elissetche, agriculteur retraité et militant engagé du RPR. Pour les indépendantistes basques, il serait un de ces « nerfs qui cultivent en commun une haine viscérale pour les abotables (patriotes), et qui renseignent les flics sur les faits et gestes des militants ».

A Anglet, également, la permanence RPR a été plastiquée ainsi que celle du député socialiste, M. Jean-Pierre Destruade, à Biarritz. « Toutes tendances confondues, ces politiciens couvrent par leur silence les attentats du GAL, quand ils ne se livrent pas à des déclarations ignominieuses, les justifiant quasiment », affirment les clandestins basques.

Ces cinq attentats surviennent après un relâchement du dispositif policier mis en place dans tout le Pays basque à l'approche du 1^{er} mai, date anniversaire de la mort d'un membre d'Iparretarrak tué il y a deux ans par la police.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

SÉCURITÉ

Deux Parisiens sur trois voudraient une police municipale

Pour 65 % les Parisiens seraient partisans d'une police municipale. Tel est le résultat majeur d'un sondage effectué entre le 6 et le 13 février par la société EVA auprès d'un échantillon de 1286 habitants de la capitale, à la demande de MM. Jacques Dominati et Alain Dumait, les chefs de file de la liste UDF pour les élections législatives à Paris.

MM. Dominati et Dumait, qui sont respectivement maires des deuxième et troisième arrondissements, ont décidé de faire de cette idée la locomotive de leur campagne électorale. Objectif : mordre sur l'électorat chiraquien, et même sur celui de M. Le Pen.

Le sondage EVA montre que 78 % des Parisiens annonçant leur intention de voter pour l'opposition sont favorables à une police municipale, mais que, parmi ceux-ci, les électeurs potentiels de M. Jacques Tonbon en sont partisans à plus de 83 %. Or M. Jacques Chirac ne croit pas qu'il soit utile et opportun de donner au maire de la capitale des pouvoirs réglementaires en matière de police, et moins encore de lui donner la possibilité d'engager une force municipale.

Poussant son avantage, M. Dominati a lancé à 500 000 exemplaires une pétition qu'il propose à la signature des Parisiens, sous le titre « Pour une police municipale à Paris ». Le dirigeant UDF pense que le maire devrait disposer d'une force de 2 000 hommes « enviro », en uniforme, portant un insigne distinctif mais non armés. Ces agents municipaux s'occuperaient de faire appliquer la réglementation touchant à la circulation, au stationnement, à l'affichage, à la propreté, au bruit, à la salubrité, aux espaces verts, à la protection des

écoliers et à la tranquillité des rues.

Or c'est sur ces sujets relatifs à la vie quotidienne que les Parisiens montrent actuellement un certain mécontentement. Selon M. Dominati, les fonctionnaires municipaux recrutés et logés à Paris feraient de l'ilotage. Ils assisteraient également la police nationale dans ses tâches de maintien de l'ordre et de recherche des malfaiteurs. Ils pourraient intervenir en cas de flagrant délit.

Qui paierait ?

M. Dominati rappelle que les sergents de ville municipaux existaient à Paris jusqu'en 1964 et qu'ils donnaient satisfaction. Il invoque l'exemple des 600 communes de plus de 10 000 habitants qui, en province, disposent actuellement d'une police municipale, celle-ci groupant 18 000 hommes.

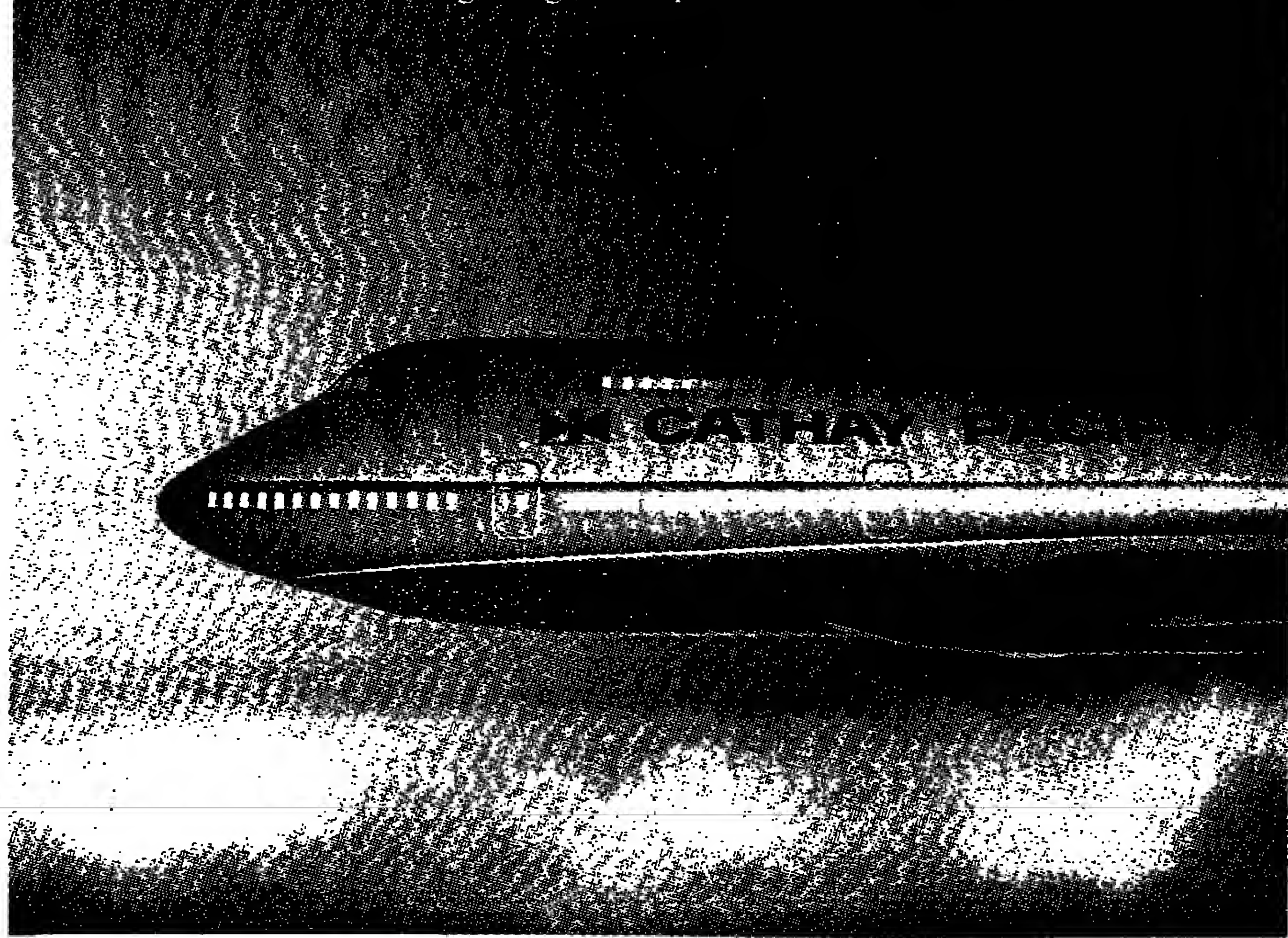
Il cite encore le cas de la ville de Tokyo, où chaque îlot est surveillé vingt-quatre heures sur vingt-quatre par un poste de trois ou quatre policiers municipaux, dont la vie est intimement liée à celle du quartier. Les cambriolages, souligne-t-il, sont sept fois moins nombreux, et les agressions dix fois moins fréquentes à Tokyo qu'à Paris.

Une difficulté cependant pour la campagne de M. Dominati : si les Parisiens sont d'accord sur ses propositions, 40 % d'entre eux seulement (contre 55 %) sont disposés à supporter une augmentation de leurs impôts locaux pour payer cette police. Sur ce point, M. Chirac, qui fait campagne sur la modération de la pression fiscale à Paris (*Le Monde* du 20 février), semble prendre l'avantage.

MARC AMBROISE-RENDU.

L'Extrême Orient Express.

Paris-Hong Kong. Vol express, confort extrême.



Des le 2 avril, volez de Paris à Hong Kong en temps express. La Cathay Pacific ouvre une nouvelle liaison directe avec une seule escale à Rome. Départs : mercredi et dimanche à 11 heures à partir d'Orly Sud. Sur la Cathay Pacific, confort extrême, courtoisie et cuisine raffinée sont toujours au rendez-vous ; pour que vous arriviez au vôtre, en pleine forme. — Cathay Pacific Airways : 42.27.70.05

Arrive in better shape

CATHAY PACIFIC
The Swire Group Ltd

PLANTU ANALYSE



Une condition
La Découverte
Le Monde

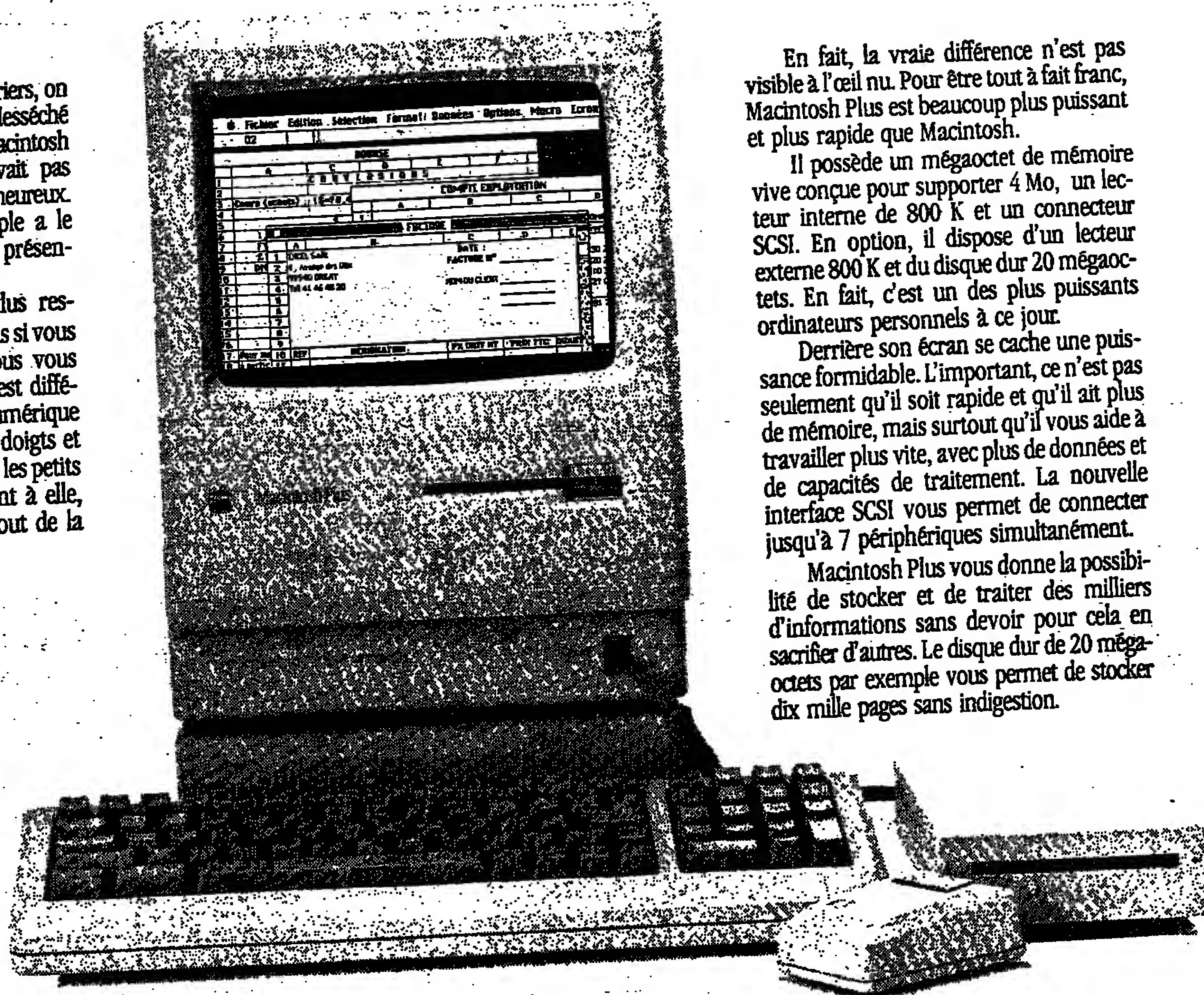


5 ANS DE GAUCHE

Macintosh Plus.

Si on se repose trop sur ses lauriers, on finit un jour par se réveiller aussi desséché qu'eux. Et ce n'est pas parce que Macintosh vous comblait, que l'on ne pouvait pas essayer de vous rendre encore plus heureux. Voilà, c'est chose faite : Apple a le regret tout à fait hypocrite de vous présenter Macintosh Plus.

Apparemment, Macintosh Plus ressemble tout à fait à Macintosh. Mais si vous regardez d'un peu plus près, vous vous rendez compte que son clavier est différent. On y a ajouté un pavé numérique pour avoir les chiffres à bout de doigts et des touches de curseurs pour tous les petits déplacements. Votre souris, quant à elle, sera toujours prête à aller au bout de la page pour vous.



En fait, la vraie différence n'est pas visible à l'œil nu. Pour être tout à fait franc, Macintosh Plus est beaucoup plus puissant et plus rapide que Macintosh.

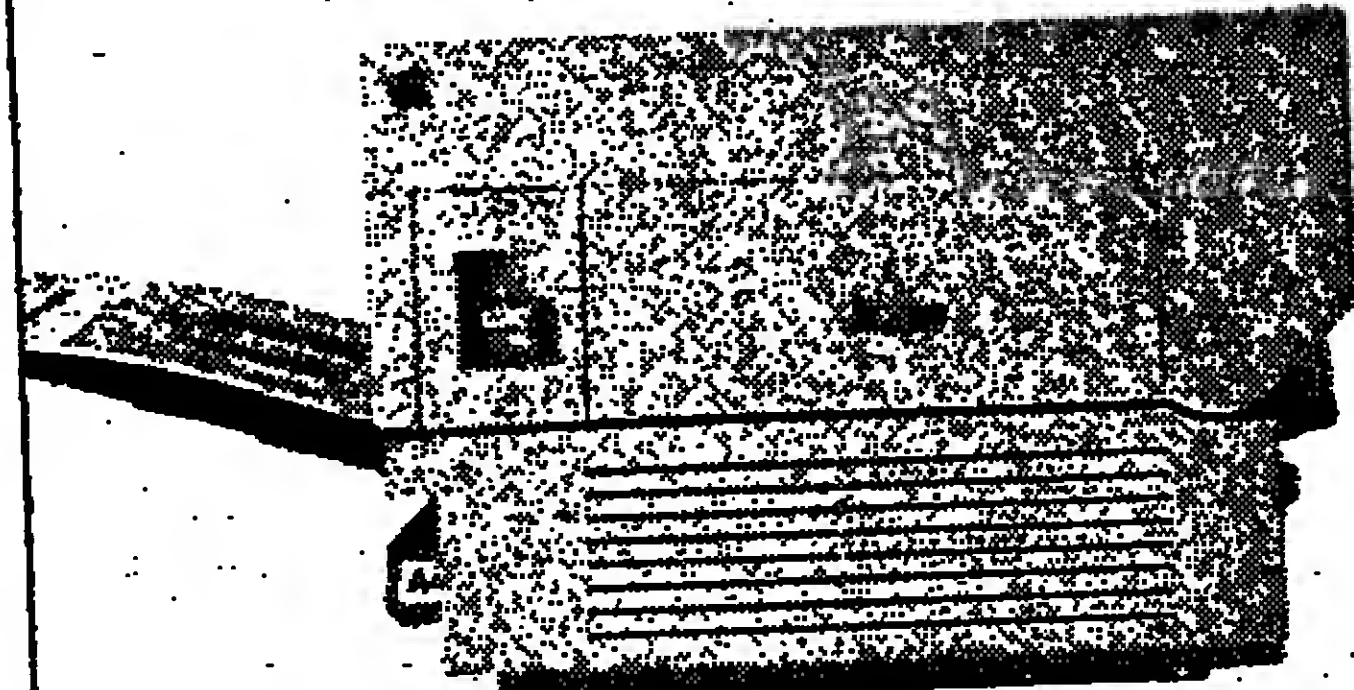
Il possède un mégaoctet de mémoire vive conçue pour supporter 4 Mo, un lecteur interne de 800 K et un connecteur SCSI. En option, il dispose d'un lecteur externe 800 K et du disque dur 20 mégaoctets. En fait, c'est un des plus puissants ordinateurs personnels à ce jour.

Derrière son écran se cache une puissance formidable. L'important, ce n'est pas seulement qu'il soit rapide et qu'il ait plus de mémoire, mais surtout qu'il vous aide à travailler plus vite, avec plus de données et de capacités de traitement. La nouvelle interface SCSI vous permet de connecter jusqu'à 7 périphériques simultanément.

Macintosh Plus vous donne la possibilité de stocker et de traiter des milliers d'informations sans devoir pour cela en sacrifier d'autres. Le disque dur de 20 mégaoctets par exemple vous permet de stocker dix mille pages sans indigestion.

Pour ceux qui ont la maladie des chiffres, Macintosh Plus est un véritable remue-ménages ; grâce à sa puissance et sa rapidité vous pourrez enfin utiliser à fond les logiciels les plus performants tels que Excel et Jazz.

Enfin, pour ne pas faire de jaloux, Apple a aussi ajouté 1 mégaoctet de mémoire morte à sa nouvelle LaserWriter Plus afin de lui faire cadeau de trente-cinq nouveaux caractères. Et sa résolution est toujours quatre fois supérieure à celle d'une imprimante ordinaire.



En associant Macintosh Plus à LaserWriter Plus vous obtenez un véritable service d'édition intégré dans votre société. Quand on a des choses très importantes à dire, mieux vaut les faire circuler sur un support impeccable que dans une feuille de chou.

Mais revenons un peu à Macintosh. Tous les possesseurs de 128 K ou 512 K pourront sans problème "gonfler" leur Macintosh actuel pour bénéficier des avantages offerts par Macintosh Plus.

Le système est comparable à celui d'une voiture, votre concessionnaire Apple vous fera un "échange standard de moteur". Bien entendu, votre nouveau moteur sera plus rapide et plus puissant puisqu'il atteindra 1 mégaoctet.

Si vous pensez être au summum de votre forme et par conséquent de votre capacité de travail, vous risquez d'être déçu en vous apercevant que Macintosh Plus vous permet d'en faire encore plus. Il vous aidera à manipuler et à gérer des informa-

tions de plus en plus complexes, de plus en plus facilement. Vous n'aurez pas à compulser des tas de dossiers remplis de minuscules chiffres pour calculer votre bilan colossal. Demandez plutôt à votre Macintosh Plus de le faire à votre place et de vous les présenter sous forme de diagrammes immédiatement compréhensibles. Vous avez suffisamment besoin de temps pour ne pas en perdre avec de vulgaires problèmes bureaucratiques.

Avec Macintosh Plus, vous serez un homme d'affaires Plus.



Apple

Caractéristiques techniques de Macintosh Plus : Microprocesseur 32 bits MC68000. • 1 Mo de mémoire centrale conçue pour supporter 4 Mo. • Graphisme 512 x 342. • Lecteur de disquettes 3,5" intégré d'une capacité de 800 Ko. • Clavier AZERTY accentué avec bloc numérique intégré et touches de déplacement. • 2 interfaces série RS232C. • Connecteur pour un lecteur de disquettes et ou pour un disque dur. • Connecteur SCSI pour chaîne de périphériques à haute vitesse.

Apple, le logo Apple, LaserWriter, sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. Macintosh est une marque sous licence chez Apple Computer, Inc. Excel est une marque déposée de Microsoft. © 1986 Apple Computer, Inc.

هكذا من الأصل

كذا من الأصل

RTL LEGISLATIVES 86

LA POLITIQUE AU CONCRET

Les Français veulent qu'on leur parle des sujets qui les préoccupent. RTL organise les débats sur les vrais problèmes qui intéressent les électeurs.

LUNDI 3 MARS
L'IMMIGRATION
 F. DOUBIN (MRG) / J.P. STIRBOIS (FR)

MARDI 4 MARS
L'EMPLOI
 M. DELEBARRE (PS) / A. JUPPÉ (RPR)

MERCREDI 5 MARS
L'AGRICULTURE
 P. MEHAIGNERIE (UDF) / H. NALLET (PS)

JEUDI 6 MARS
LA PROTECTION SOCIALE
 J. BARROT (UDF) / G. DUFOIX (PS)

VENDREDI 7 MARS
LA DÉFENSE
 P. MESSMER (RPR) / P. QUILÈS (PS)

RTL 18h30

SOCIÉTÉ

Les ordinateurs devront « parler européen »

De notre envoyé spécial

Tours. — « Nous, citoyens de l'Europe, nous adressons aux institutions scientifiques, aux entreprises et groupes industriels ainsi qu'aux gouvernements, pour que, ensemble et sans attendre, ils entreprennent vigoureusement de développer les industries de la langue, afin de sauvegarder et promouvoir le patrimoine linguistique de l'Europe. »

Cette lettre adresse poutue le « manifeste » qu'ont adopté les participants du colloque sur les industries de la langue, organisé par le Conseil de l'Europe et le ministère de la culture, à l'université de Tours, le 28 février et le 1^{er} mars, et auquel ont participé cinq cents chercheurs et industriels. Patronnée par le *Monde diplomatique et Sciences et techniques* et soutenue par plusieurs entreprises, dont Hasbette, cette manifestation marquait la deuxième étape d'une action dont le coup d'envoi a été donné par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays francophones, réunie à Paris du 17 au 19 février. Cette conférence a en effet adopté le principe d'une recherche sur une « maquette de fonctionnement de la langue », pour laquelle est prévu un budget de 20 millions de francs, dont la moitié assurée par la France.

Préparé par un rapport au ministre de la recherche rédigé par M. Bernard Cassen, cette opération consiste à donner à la France et à l'Europe les moyens scientifiques et techniques d'affronter la révolution technologique qui se prépare dans le domaine de l'informatisation de la langue.

fiçhiers ou des adresses postales, fabrication des dictionnaires, dialogue avec les banques de données, machines à traitement de textes ou à dicter, pilotage vocal des machines, jouets parlants, électroménager, enseignement assisté par ordinateur...

Certains sont réalisables à relativement court terme; d'autres — comme la traduction automatique — exigent des recherches théoriques complexes et sont donc à échéance

voir immédiatement et que le recrutement annuel pourrait représenter ensuite de 25 à 30 emplois.

La première mission de ces instituts sera de procéder à « une mise à plat syntaxique et grammaticale du français » — c'est-à-dire à une description systématique de la langue, aboutissant à l'établissement de « dictionnaires électroniques », syntaxiques et morphologiques. Ces dictionnaires doivent permettre d'isoler

avec une acuité encore plus grande pour les autres langues européennes, en particulier celles qui n'ont pas la même diffusion que le français. « Il est clair », a déclaré M. Marcelino Oreja, secrétaire général du Conseil de l'Europe, que les langues qui ne s'industrialisent pas cesseront à plus ou moins brève échéance d'être des langues véhiculaires, des langues de civilisation. »

C'est pourquoi, répondant à l'appel du « manifeste de Tours », il a proposé la création d'un « groupe de coordination au sein du Conseil de l'Europe, chargé de proposer et d'organiser des actions » et de « favoriser la mise sur pied d'un réseau européen de coopération scientifique et technique en matière d'informatique linguistique ». Ce groupe aurait notamment pour objectif que chaque langue dispose « de grammaires et de lexiques électroniques » et que les « scientifiques européens se mettent d'accord sur une méthodologie commune de description de la langue ».

La multiplicité des langues est certainement un des principaux obstacles à l'unification de l'Europe. Les congressistes de Tours ont émis le vœu qu'elle soit aussi une de ses chances, en tirant profit de la diversité de ses cultures et en évitant que l'union se fasse dans une commune soumission au « tout anglais ». Comme l'a dit M. Jack Lang en ouvrant le colloque : « Il faut que les réseaux futurs soient un instrument de développement pour les langues d'Europe, et non le véhicule d'un « espéranto » au rabais. »

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

Pour lutter contre l'hégémonie de l'anglais les pays d'Europe veulent fabriquer leurs propres machines linguistiques

plus lointaine. Mais elles nécessitent des investissements et des capacités de recherche dans des disciplines diverses (linguistique, informatique, logique, phonologie, intelligence artificielle, psychologie) qui ne sont pas à la portée des entreprises, même des plus grosses.

La France est bien placée dans la compétition scientifique internationale en ce domaine, mais elle risque de perdre son avance si des moyens plus importants ne sont pas déployés et si la recherche n'est pas structurée pour lui permettre de devenir plus performante.

Les scientifiques insistent en particulier sur l'ampleur des travaux nécessaires pour obtenir des résultats significatifs. « Il n'y aura pas d'Einstein de l'informatique linguistique », écrit Bernard Cassen dans son rapport, citant les propos des chercheurs. Le processus qui amènera des ordinateurs à manipuler la langue naturelle est nécessairement cumulatif et s'étendra sur une longue période qui ne fait que commencer.

Pour affronter cette tâche de longue haleine, le gouvernement a décidé de regrouper deux des principales équipes spécialisées dans le traitement de l'écrit — le Laboratoire d'automatique documentaire et linguistique (LADL) de Paris-VII, dirigé par M. Maurice Gros, et une partie du Laboratoire d'informatique théorique et de programmation (LITP) de Paris-VI et Paris-VII, dirigé par M. Maurice Nivat — dans un Institut d'informatique linguistique (IIL) qui sera rattaché au Conservatoire national des Arts et Métiers. D'autre part, les moyens des laboratoires du CNRS spécialisés dans le traitement de la parole — en particulier celui de l'Institut national polytechnique de Grenoble et du Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur (LIMSIS) d'Orsay seront renforcés.

La formation d'ingénieurs-linguistes sera intensifiée grâce à la création d'un « pôle de formation des ingénieurs par la recherche dans les technologies diffusantes (FIRTECH) », autour de l'IL, et au renforcement du FIRTECH existant à Grenoble. On estime que 25 à 50 postes de ce niveau sont à pour-

les unités linguistiques qui alimenteront ensuite les ordinateurs. Ce travail, qui exige une description exhaustive de tous les éléments constitutifs de la langue, est en cours de réalisation, puisque le LADL a mis au point un dictionnaire des 12 000 verbes français. Il doit maintenant être étendu à toutes les autres parties du discours.

Un groupe européen

La réalisation de machines capables de traiter la langue française répond à une forte demande industrielle, mais aussi à des préoccupations politiques et culturelles. L'enjeu est, en effet, d'éviter de devoir utiliser des matériels conçus pour d'autres langues — à savoir l'anglais — et donc de dépendre des constructeurs anglo-saxons, ce qui, à terme, conduirait à une perte d'identité culturelle et à une dépendance économique. Ce problème est posé

Dictionnaires électroniques

Celle-ci touche des domaines extrêmement variés comme la presse, l'édition, la traduction, la bureautique, le dialogue homme-machine, la communication, ou la formation. Les implications concrètes de ces nouvelles technologies sont innombrables aussi bien pour l'industrie ou les services (elles peuvent apporter des gains de productivité importants) que dans la vie quotidienne : correction orthographique, gestion informatisée des



ENVIRONNEMENT

Nouvelle fuite radioactive à Sellafield

Six ouvriers ont été contaminés, samedi 1^{er} mars, par une fuite d'oxyde de plutonium disséminé dans un bâtiment de l'usine de retraitement de Sellafield, au nord-ouest de l'Angleterre. C'est le quatrième incident du genre qui se produit depuis le début de l'année dans cet équivalent anglais de la Hague, où sont retraités les déchets nucléaires de toutes les centrales britanniques, ainsi que des combustibles irradiés en provenance d'Italie et du Japon (le *Monde* du 22 février). La British Nuclear Fuels Limited (BNFL), société d'Etat qui gère Sellafield, a indiqué qu'il n'était pas possible de fermer l'usine, même temporairement, comme l'ont demandé le Parlement européen et plusieurs associations écologistes. Une enquête menée avec diligence par une commission de douze experts déposera ses conclusions dans un délai de trois mois. — (AFP, Reuters.)

Du mazout français pollue Genève

Une chaufferie collective d'Annemasse (Haute-Savoie) a laissé échappé, le 1^{er} mars, une quantité indéterminée de mazout, qui s'est aussitôt retrouvée dans l'Arve, un affluent du Rhône qui se jette dans le fleuve à Genève. Le président du Conseil d'Etat (gouvernement) genevois, M. Christian Grobet, a reproché aux autorités françaises de ne pas avoir évalué la gravité de la pollution — qui a tué cygnes et canards du lac Léman et mobilisé une centaine de pompiers pour établir des barrages flottants — et surtout de ne pas avoir prévu les services de secours genevois malgré l'accord franco-suisse sur la protection du lac Léman.

LES 4 CHANCES DE VOLVO

Du 1^{er} au 31 mars 1986

ESSAYEZ LES VOLVO ET GAGNEZ DES MILLIERS DE CADEAUX!

- 1 Venez faire un essai, nous vous offrons un cadeau surprise.
- 2 Avec votre carte essai vous pouvez gagner un 2^e cadeau.
- 3 Vous pourrez participer au tirage au sort et gagner un 3^e cadeau.
- 4 5 VOLVO 340 Série limitée à gagner au tirage au sort national du 31 mars 1986.

VOLVO

60 - CREIL - S.A.R.L. Lemaire Napéon Creil, 10, rue du Clos Barrois, Z.I. Nogent-Villiers - Tél. : 44.25.85.40 ■ 75 - PARIS 8^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 43.29.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 42.25.60.70 ■ 75 - PARIS 20^e - Els Le Calvez, 6, rue Volpian - Tél. : 45.35.98.69 ■ 75 - PARIS 20^e - De France s.a., 76 bis, avenue de Suffren - Tél. : 47.83.45.22 ■ 75 - PARIS 18^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 47.27.47.37 ■ 75 - PARIS 20^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 45.24.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 47.66.50.35 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Arènes, 3-5, rue des Arènes - Tél. : 42.03.20.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 43.73.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Moulsses, Pomponne, 79, rue du Général Ledere - Tél. : 60.07.24.20 ■ 77 - MELUN - Automobiles Paris-Sud, 32, rue Saint-Liege - Tél. : 64.09.29.73 - 64.09.29.72 ■ 78 - BLANCOURT - Blancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 30.62.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Boris Automobiles, 51, route de Houdeau - Tél. : 34.77.12.12 ■ 78 - PORT-MAIRY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 39.58.61.13 ■ 78 - RAMBOUILLET - Remboullet Automobiles s.a., 51, avenue du Général Ledere - B.P. 38 - Tél. : 64.83.04.87 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 39.13.49.32 ■ 91 - ORSAY-ESSAYES - Garage European, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 60.88.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 69.20.25.80 ■ 92 - ROSSIGNOL - Inter Garage Sufa, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 47.93.36.88 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Farid, 45-48, rue Jean Jaurès - Tél. : 42.42.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAIGNOLLE - Garage Ouest-Autos, 73, av. de Paris - Tél. : 46.55.37.37 ■ 92 - MANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 47.24.37.34 ■ 92 - MEILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 47.47.50.05 ■ 93 - DRAMNY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin Berthelot - Tél. : 48.31.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 43.30.48.78 - Expo : 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Mame - Tél. : 43.88.05.09 ■ 93 - SAINT-DENIS (LAPN), 45, bd Fratelle France - Tél. : 48.20.71.87 ■ 94 - CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 48.90.30.97 ■ 94 - ROBERT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 48.76.62.95 ■ 94 - SAINT-MANR-LE-BOURGNE-SAINTE-MARIE - Garage de l'Alma, 26, rue de l'Alma - Tél. : 46.85.89.89 ■ 94 - VILLERIE - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean Jaurès - Tél. : 47.28.12.53 ■ 95 - MONTMAY-LES-CORNELLES - Garage R.G., 19-25, bd Buxier - Tél. : 39.97.11.95 ■ 95 - PONTAINE - Sté Sogel, 10 rue René Depoin - Tél. : 30.32.55.55 ■

La culture

THEATRE A LOUSE

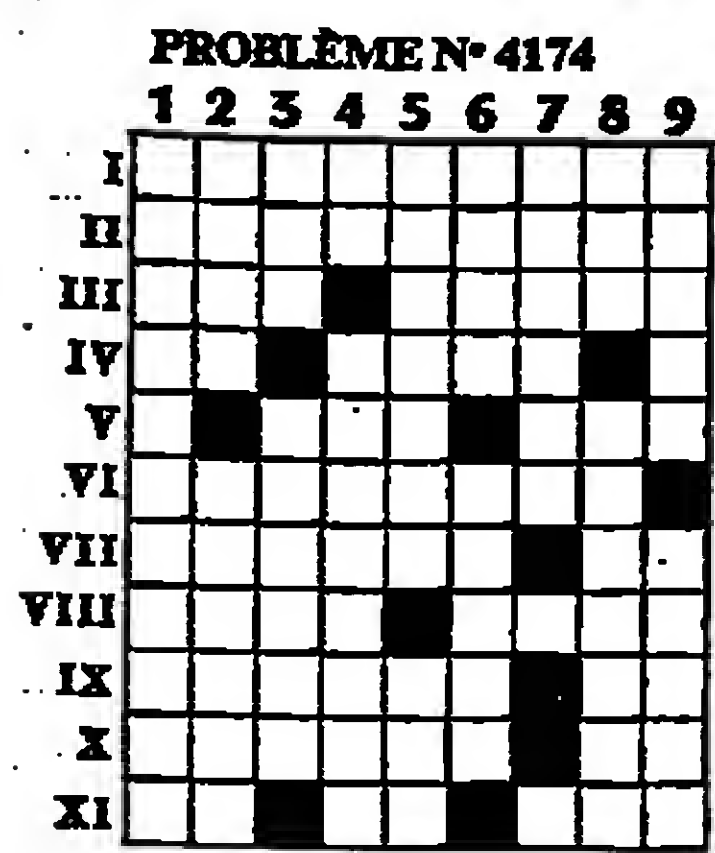
PAGNE

Finalment Quoi

MADAME DE SADO

INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

MOTS CROISÉS



PROBLÈME N° 4174
1. Plus ils font de réductions et plus ils font de chiffre. - II. Donne la charge. - III. Coupe à travers champs. Traiter avec précaution. - IV. Lettre grecque. Travers de « porc ». - V. Peut se faire piquer par le chef. Ne risque donc pas

d'être à « cran ». - VI. N'est donc pas sans pareil. - VII. Fit couler de l'eau en Espagne. Note. - VIII. Espèce de boudin d'ornement. Fait dormir sous le ciel mais pas à la belle étoile. - IX. Ne connaît donc pas la vie. Préposition. - X. Connaît donc une grande misère. Mot d'humour. - XI. Négation. Personnel. Dans l'alphabet grec.

VERTICALEMENT

1. Siffle en riant. - 2. Fut un homme d'argent mais parla aussi d'or. Fait lancer des flèches. - 3. Sa prise ne peut être qu'électrique. Souffrent de vertiges devant les « gouffres ». - 4. Langue ancienne. Disparaissent donc avec le feu. - 5. Peinture française. Barbe. - 6. Opération de change. Intervient dans un acte d'accusation. - 7. Sont condamnés au pieu après avoir volé. - 8. Met en service ou met hors service. Très léger. - 9. Le sherry de ces dames. Peut se faire sur un banc.

Solution du problème n° 4173

Horizontalement
I. Guernica. Aspes. - II. Fardée. Impunies. - III. On. Idem. Arac. - IV. Ut. Fr. Ultra-chic. - V. Rivière. Aa. Képi. - VI. Ne. Causette. Net. - VII. Errata. Zoo. Dece. - VIII. As. Ti. NN. Star. - IX. Rio. Sennet. - X. Pion. Suée. Eve. - XI. Bien. Pierres. - XII. Ru. Pas. Ruelle. - XIII. Passant. Ver. Air. - XIV. Ote. Ecu. Elle. - XV. Testeur. Es. Etés.

Verticalement

1. Fourneau. Pot. - 2. Gantiers. Pirata. - 3. Ur. Riemens. - 4. Edification. - 5. Réfection. Page. - 6. Néo. Rua. Pan. - 7. Nus. Assister. - 8. Ciel. Ez. Eue. - 9. A.M. Tâtouner. Vue. - 10. Paratonnerre. - 11. Aura. Eue. - 12. Snack. D.S.T. - 13. Pichenette. Lait. - 14. Le. Ipéca. Valise. - 15. Se. Citerne. Eros.

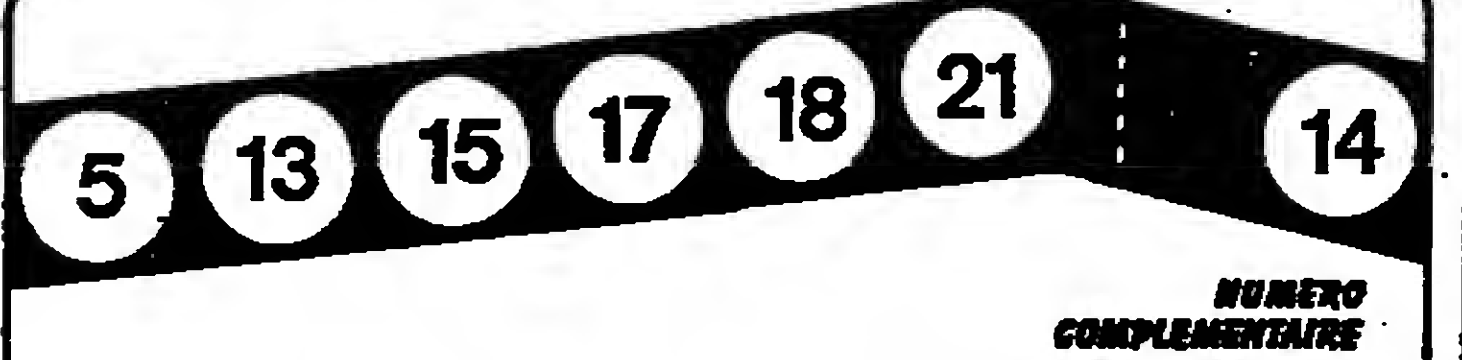
GUY BROUTY.

JEU GAGNANT N°28
LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 MONACO	MARSEILLE	5 STRASBOURG	LAVAL
2 LENS	AUXERRE	10 METZ	LE HAVRE
3 RENNES	NICE	11 THONON	BÉZIERS
4 NANTES	BREST	12 MARTIGUES	MONTPELLIER
5 TOULON	NANCY	13 SÈTE	TOURS
6 SOCHAUX	PARIS-S.G.	14 REIMS	ABBEVILLE
7 TOULOUSE	LILLE	15 R.C. PARIS	ANGERS
8 BASTIA	BORDEAUX	16 VALENCIENNES	CAEN

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 28 Févr. 1986 : 4 5 8 9 11 12 15

NATIONAL LOTO N° 9 TIRAGE DU SAMEDI 1^{er} MARS 1986



PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 5 MARS 1986 ET SAMEDI 8 MARS 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GUILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GUILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	15 528 225,00 F
5 BONS N° + complémentaire	94 39 335,00 F
5 BONS N°	3 105 3 740,00 F
4 BONS N°	172 196 65,00 F
3 BONS N°	2 470 010 6,00 F

BONUS DU SAMEDI 170 793
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE : 6,00 F x 2 = 12,00 F

orientations SERVICE
Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle
Adresse
Code postal
Ville
Niveau d'études

☐ Grandes Ecoles Commerce, Gestion
☐ Ventes, Commerce, Gestion, Distribution
☐ Grandes Ecoles Scientifiques
☐ Informations
☐ Secrétariat, Bureautique
☐ Comptabilité
☐ Expertise-Comptable
☐ Langues
☐ Tourisme
☐ Accueil
☐ Santé Médicale
☐ Sécurité
☐ Transports

☐ Immobilier
☐ Bâtiment, Travaux Publics
☐ Architecture
☐ Marché de l'Art
☐ Formations Artistiques Appliquées
☐ Danse
☐ Communication et Publicité
☐ Communication Audiovisuelle
☐ Communication dans l'Entreprise
☐ Administration Militaire, Commerciale
☐ 1^{er} Cycle de Gestion
☐ Classes Préparatoires
☐ Passer le Baccalauréat

FAITS DIVERS

En Moselle

TRIPLE ASSASSINAT POUR DES... RETRAITES

Romeo Lamboly, trente-trois ans, ancien manœuvre, auteur d'un triple meurtre à Forbach, a été présenté au parquet de Sarreguemines (Moselle) et inculpé d'homicides volontaires. Entendu dans la soirée du vendredi 28 février à l'hôpital Marie-Madeleine de Forbach où il se faisait soigner pour une blessure par balle au genou, Romeo Lamboly y avait avoué le meurtre de Raymond Franzisquet, cinquante-cinq ans, et de René Elhen, cinquante ans, tous deux mineurs retraités des Houillères du bassin lorrain. Il avait aussi avoué le meurtre du fils de Raymond Franzisquet, Yves, vingt-sept ans, après avoir essayé de lui faire endosser les deux crimes qu'il avait commis.

Michel, un mineur de seize ans, qui l'accompagnait dans son expédition meurtrière, a été également présenté au parquet, ainsi que l'épouse de Romeo Lamboly, Marie-Laure, qui a été inculpée de la maison d'arrêt de Metz, pour non-assistance à personne en danger et de recel de meurtriers. Romeo Lamboly avait commis ces trois meurtres pour se procurer le montant des retraites trimestrielles de ses victimes.

RÈGLEMENT DE COMPTES A VILLEURBANNE

Régis Roche, quarante-deux ans, a été tué dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, à Villeurbanne, de plusieurs balles de gros calibre tirées à bout portant. L'assassin attendait Régis Roche au moment où celui-ci rentrait à son domicile, peu après minuit, avec sa compagne et leur enfant âgé de sept ans. Selon le commissaire Claude Catto, chef du groupe de répression du banditisme, Régis Roche, connu pour appartenir au milieu lyonnais, a été victime d'un règlement de comptes.

Monsieur le Ministre,

Les centres de vacances et de loisirs sont des éléments indispensables d'une politique sociale et éducative en faveur de l'enfance. Les animateurs de ces activités doivent être qualifiés. Aussi, après huit mois de concertation, votre projet de réforme du brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA) a enfin été présenté au Conseil de la jeunesse du 24 février 1986, où il a reçu l'accueil favorable d'une très large majorité : 25 voix pour, 4 voix contre, 5 abstentions, une seule association, directement concernée, ayant émis un vote défavorable. Ce projet doit maintenant paraître officiellement le plus rapidement possible car il organise une passerelle entre une formation non professionnelle et une formation professionnelle, puisque les textes prévoient des formations complémentaires, unités capitalisables du brevet d'Etat d'animateur-technicien de l'éducation populaire. Il permet aux dizaines de milliers de jeunes dont la volonté est de consacrer une part de leur temps à la vie sociale de leur pays de la faire en évitant une « course d'obstacles » telle que l'imposait l'ancienne formule longue et onéreuse et qui ne garantissait pas systématiquement aux jeunes une place dans l'encadrement des centres de vacances. Enfin, ce projet de réforme garantit le rôle des associations pour dispenser cette formation. Contrairement à ce qui a été dit, il ne s'inscrit absolument pas dans une démarche étatique. Nous souhaitons que la concertation qui a présidé à l'élaboration de ces textes soit maintenue pour en apprécier les incidences sur la qualité du fonctionnement des centres de vacances et de loisirs afin d'apporter ultérieurement toutes les améliorations qui s'avèreront nécessaires. Dans l'espoir d'une publication rapide de ces textes, Nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre, en notre haute considération.

Fait à Paris, le 27 février 1986.
Pour la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente,
Jean-Louis ROLLAT,
secrétaire général.

Décès

- Paris, Cannes.
M^{me} Nadine Dugue et sa fille.
M. et M^{me} Albert Granot et leurs enfants.
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel ABRAMOVICI,
leur père, grand-père et frère,
survécu à Cannes le 27 février 1986, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Pantin parisien le mardi 4 mars à 11 heures.

Réunion : entrée principale du cimetière.

- M^{me} Antoine Ciceron, son épouse,
Mario-Antoinette et Max Karoubi-Ciceron,
Albert Ciceron et ses enfants,
Pierre et Thomas Karoubi, ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès dans sa quatre-vingt-cinquième année de

M. Antoine Emile CICERON,
boulangier depuis 1911.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale le 25 février 1986 en l'église d'Heureux (Isère).

- M. et M^{me} Claude Corbi,
M. et M^{me} Jacques Corbi,
M. et M^{me} Jean Adam,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Michel CORBI,
née Agathe Tzavara,

leur mère et grand-mère,
survécue le mercredi 26 février 1986 en son domicile parisien.

La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église orthodoxe grecque Saint-Etienne, le vendredi 28 février 1986.

- M^{me} Jacques Dray,
son épouse,
le docteur et M^{me} Jean-Jacques Dray,
Mathilde et Sébastien,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Michel Dray,
Sophie et Jean-René,
ses enfants et petits-enfants.

Sa nombreuse famille,
Tous ses amis,
ont la grande douleur d'annoncer le décès de

M. Jacques Isaac DRAY,
procureur de la République honoraire,
avocat honoraire à la Cour,
vice-président de l'IJRS justice,
chevalier de la Légion d'honneur

Il a prié d'assister aux obsèques qui auront lieu le mardi 4 mars au cimetière du Montparnasse, où l'on se réunira à la porte principale à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.
52, boulevard du Montparnasse,
75015 Paris.

Cours de dessin et d'aquarelle dans les musées

Téléphone : 39-55-29-03

(Publicité)

M. et M^{me} Jacques Fender,
son épouse,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques FENDER,
chevalier du mérite agricole,
directeur de la trésorerie à la Caisse nationale de crédit agricole.

piéusement décédé le 27 février 1986 à l'âge de cinquante-neuf ans, en son domicile.

La direction générale et l'ensemble du personnel de la Caisse nationale de crédit agricole s'associent à la douleur de la famille Fender.

Un message sera célébré à son intention le vendredi 7 mars 1986, à 7 h 45, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1^{er}.

- Le conseil du Marché à terme d'instruments financiers et le conseil d'administration de la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris,
ont le profond regret de faire part du décès de leur administrateur,

M. Jacques FENDER,
survécue le 27 février 1986.

- M^{me} Gisèle de Goutier-Lagouë, son épouse,
Francis, Armand, Jean-Robert et Dominique, ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred-Xavier de GAULTIER-LAGOUË,
fonctionnaire retraité des Communautés européennes, engagé volontaire de la France libre

111, rue Groscaenbourg,
1180 Bruxelles (Belgique).

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Gergette GOUJOT,
survécue le 27 février 1986 à l'hôpital Bonnevilliers.

De la part de ses parents, amis, et des Pères blancs.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Sulpice le mercredi 5 mars à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Catherine et Jean-Luc LEBUY,
Marthe et Jean.
Les familles Lebey, Depardon, Huet, Guillon-Verne, Mounier,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Guillaume LEBUY,
le 23 février 1986, à l'âge de deux mois.

Les obsèques ont été célébrées à Dijon en la cathédrale Saint-Basile.

«Celui qui se fera petit comme un enfant, c'est celui-là qui est le plus grand dans le Royaume des cieux.»
Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue James-Demotry,
21000 Dijon.

- M. et M^{me} Henry Le Besnerais,
M. et M^{me} Yves Le Besnerais,
et leurs enfants,
M^{me} Madeleine et Geneviève Chalmel,
M. André Chalmel,
font part du décès de leur mère, grand-mère et sœur,

M^{me} Robert LE BESNERAIS,
née Cécile Chalmel,

le 25 février 1986, dans sa quatre-vingt-deuxième année, et rappellent la mémoire de leur père, grand-père et beau-frère.

M. Robert LE BESNERAIS
directeur général de la SNCF,
décédé en 1948.

Le service religieux sera célébré dans l'intimité familiale, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, à Paris, le mercredi 5 mars à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

127, avenue de Versailles,
75016 Paris.

- M. et M^{me} Guy Macqueron-Thomé,
M^{me} Monique Macqueron,
M. et M^{me} Jean-Luc Macqueron-Ardouin,
leurs enfants et petits-enfants, parents et alliés,
ont la douleur de vous faire part du décès de

professeur Jean MACQUERON,
survécue le 27 février 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans le caveau de famille à Saint-Nicolas-de-Versée (Haut-Savoie).

Une messe célébrée à l'intention du défunt et de son épouse réunira les membres parisiens de leurs familles à Saint-Cloud (Haut-de-Seine), dans la première quinzaine de juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer la disparition de

M. Alfred SCHLAGENHAUFFEN,
officier de la Légion d'honneur,
professeur émérite de l'université de Strasbourg,
ancien directeur du Centre d'études germaniques,

survécue le 24 février 1986, dans sa quatre-vingt-troisième année.

13, rue de Reims,
67000 Strasbourg.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M. Robert ZAHN,
survécue le 23 février 1986, à Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

De la part de M. et M^{me} Jean-François Zahn.

11, avenue Foch,
94160 Saint-Mandé.

Anniversaires

- A l'occasion de l'anniversaire de la mort de notre collaborateur

Daniel CLAVALD,
décédé le 4 mars 1984, une pensée est adressée à tous ceux qui l'ont connu.

- Il y a quatre ans, le lundi 1^{er} mars 1982, disparaissait

Nathalie STARKMAN,
élève du lycée Camille-Sée.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Avis de messes

- La messe de la présence et du souvenir pour

Eveline-Françoise PERROUX-COSTE
sera célébrée le mardi 11 mars 1986, à 12 h 30, en la chapelle du couvent Saint-Dominique, 29, boulevard Lefranc-Maubourg, Paris-7^e.

De la part de : François Perroux, Marie-Louise Coste, Eveline-Séverine Coste.

SA. TISSUS et FOULARDS
JACQUES FATH
locataire-gérant

STARON
Soldes
coupons couture
foulards

LUNDI 3 MARDI 4
exceptionnellement de 9 h à 20 h
sans interruption

HÔTEL
SAINT-JAMES
D'ALBANY
21, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS
Métro, Tuileries ou Pyramides

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



COMMUNICATION

POLEMIQUES AUTOUR DE LA RÉCEPTION DES NOUVELLES CHAINES

La réception technique des deux nouvelles chaînes de télévision et l'accueil que leur réservent les téléspectateurs continuent de susciter enquêtes et estimations contradictoires. Selon un sondage effectué pour le *Parisien* libéré par l'Institut Louis Harris (1), 68% des personnes interrogées ne peuvent pas recevoir la « 5 ». Sur les 32% qui la captent, 10% seulement la regardent régulièrement. Le sondage révèle par ailleurs que 56% des téléspectateurs jugent très gênante l'interruption des programmes par de la publicité. Le sondage effectué par Ipsos pour le compte de *Télépoche* (2) indique que pour 18% des téléspectateurs, le regard de la « 5 » est une gêne. Le 20 février en totalité et 11,8% en partie, 15% des personnes interrogées déclarent pouvoir recevoir la sixième chaîne.

D'autre part, selon le syndicat Force ouvrière de Télédiffusion de France (TDF), les conditions de réception de la « 5 » sont bien inférieures à celle qu'annonce l'établissement public. Selon FO, 30 millions de francs financeront la mise en œuvre de TDF seraient nécessaires pour indemniser tous les téléspectateurs qui ne peuvent plus recevoir les chaînes publiques à cause de la diffusion de la « 5 ».

Ces nouvelles informations, qui s'ajoutent à celles déjà contradictoires recueillies la semaine dernière (*Le Monde* du 27 février), ne permettent pas de se faire une idée précise de la situation. Cette confusion est loin de faire l'affaire des nouvelles télévisions commerciales, qui, pour vendre des espaces publicitaires à leurs annonceurs, souhaitent bénéficier de données fiables et homogènes sur leur audience.

(1) Sondage effectué les 24 et 25 février auprès d'un échantillon national de mille personnes.

(2) Sondage effectué les 21 et 22 février par téléphone auprès d'un échantillon national de huit cents personnes.

La « 6 » : on s'impatiente

Ils ont certes du talent, les quatre jeunes garçons du groupe Indochine, avec lesquels nous avons passé le week-end. Ils sont jeunes et affichent des mines tourmentées, mais leur charme — jugé ravageur dans les pays scandinaves — a littéralement rendu folle notre télévision. C'est bien simple : durant tout le week-end, il était quasiment impossible de leur échapper ! La 5, la 6, Canal Plus, Antenne 2... toutes les chaînes ont « joué ». Indochine, les hasards de la programmation ayant même conduit la 5 et la 6 à diffuser leurs clips samedi soir exactement au même moment ! La preuve que la multiplication des chaînes, ce n'est pas forcément la diversité des choix.

TV 6, en tout cas, les adore. Et lorsqu'on y faisait un tour, lassés par Drucker, Martin, le président ou Amanda Lear, on avait de bonnes chances de tomber sur eux. On restait, on l'on s'en allait, la sixième chaîne étant par nature ouverte aux quatre vents. C'est son charme et son originalité.

Lancée depuis plus d'une semaine, la 6 commence pourtant à laminer. La boucle du départ était des plus toniques, les kids ont applaudi, mais le saut officiel, promis pour le samedi 1^{er} mars, n'a pas vraiment eu lieu. Les titres de la grille étaient bien annoncés, manquant les émissions.

« On construit notre chaîne bricole par bricole », expliquent les responsables, qui démentent l'indolence. Sans doute ont-ils raison de

dire qu'une télévision ne s'improvise pas. L'élaboration des tranches de programmes, l'ordonnement et le montage des clips, la fabrication des « logos » et « jingles », l'introduction des publicités exigent beaucoup de temps : « Il faut plus de trois heures, dit-on à Publicis, pour une heure de programme de clips. » Mais le public s'impatiente. La chaîne n'est pas prête.

Les émissions en construction seront peu à peu introduites dans la grille, les vidéo-jockeys testés progressivement sur l'antenne, et TV 6 se contentera aujourd'hui, en peaufinant ses modules de clips, d'installer une image, une ambiance, une identité auprès des jeunes. La démarche est intéressante, cohérente si l'on considère le concept de la chaîne. Elle néglige cependant l'impatience croissante des jeunes qui tapotent sans cesse sur leur télécommande en cherchant des surprises, et celle des publicitaires qui ont « joué » la « 6 ». On attend un concert, un sam-bail de direct, du chaud, des gens qui humanisent le petit écran et incarnent enfin ce qu'elle devrait bien être : la télévision nouvelle génération.

ANNICK COJEAN.

POINT DE VUE

Pour une loi multimédia

par HENRI CAILLAVET (*)

La presse a raison de s'inquiéter de son destin, face à l'irrésistible montée en puissance des nouveaux médias. Toutefois, si elle adopte une stratégie défensive, de combat d'arrière-garde, elle s'enfermera très vite dans la médiocrité, la stagnation.

Or la liberté de la presse reste une liberté matricielle. Pas de démocratie véritable sans indépendance de la presse, laquelle garantit le respect des droits du citoyen. En conséquence, la presse mérite une protection délicate, adossée à des recommandations plutôt qu'à une quelconque surveillance. Aujourd'hui, au regard de sa mission, combien ses moyens apparaissent parfois fragiles, sinon dérisoires.

La loi du 23 octobre 1984 vise à limiter la concentration, à éviter la prise de contrôle des médias par des entreprises de presse, à assurer la transparence financière et le pluralisme pour la transparence et le pluralisme de la presse à pour fin de prévenir les

éventuelles agressions de l'argent et la formation abusive de monopoles. Il est généralement admis, dans nos sociétés modernes, que la liberté de la presse relève essentiellement d'un choix éthique. Dans ce domaine, nous ne pouvons pas laisser jouer brutalement les mécanismes économiques, ni laisser se développer le rapport souverain du fort au faible. L'ultra-libéralisme porterait atteinte à la liberté de la presse, précisément parce que celle-ci n'est pas une marchandise ordinaire, un bien économique neutre. La presse est chargée de puissance, de pouvoir, de rituel.

Force est bien d'admettre que le respect dû à la démocratie propose le respect d'une autorité indépendante en œuvre d'une autorité indépendante. Interlocuteur de la profession, et garante de la liberté de tous. Nous avons l'obligation, d'une part, d'éviter un dérèglement sauvage, d'autre part, un dirigisme insupportable. D'ailleurs, autour de nous, des législations éprouvées tendent à surmonter la contradiction redoutable, savoir l'indépendance des éditeurs et la liberté de choix du lecteur. Aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale, en Italie, etc., des mesures antitrust ont été mises en œuvre. Les résultats obtenus sont convenables, et les républicains de ces pays reconnaissent la nécessité de ces commissions autonomes, lesquelles échappent aux pressions du pouvoir comme à celles des professionnels.

En France, d'aucuns proposent l'abrogation de la loi de 1984. Ce serait une faute. Depuis que la commission de la presse a été installée, elle s'est efforcée avec prudence et esprit de mesure de définir les règles d'un consensus. De fait, la situation comparable à celle d'un hebdomadaire local : celle d'un périodique à un journal gratuit. Or, par nature, la loi est générale. La commission a donc reçu beaucoup de responsables de la presse, écouté, dialogué et formulé ensuite des observations pratiques, jugées acceptables par le plus grand nombre.

Au-delà de quelques modifications portant sur les seules et la publication de certaines informations, pour l'essentiel, il conviendrait d'ajouter à la loi un volet économique, pour en compte les distorsions provo-

quées par la fiscalité de la presse. Les taux différents de TVA, l'application de l'article 39 bis du code général des impôts, par exemple, profitent aux éditeurs de presse faisant des bénéfices ou aux plus fortunés, non indéfiniment extensibles, la télévision ne fait pas payer le « juste prix » de son audience, déséquilibrant la concurrence. Toutefois, je conviens que ces débats sont dédiés à aborder, d'autant que la presse est multimédia et que ses intérêts sont diversifiés.

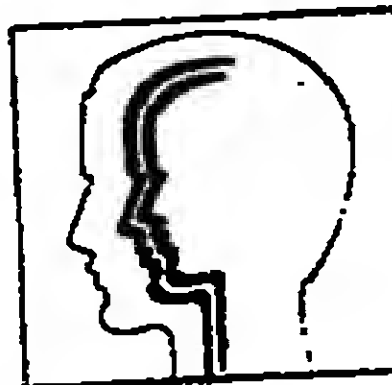
Présentement, la presse ne préservera ses ressources, c'est-à-dire son développement, qu'en acceptant le défi que lui lance chaque nouveau média : télévisions privées, réseaux câblés, satellites, radio. La presse écrite doit être présente dans toutes les inter-réactions médiatiques, actrice audacieuse dans les mutations technologiques, comme dans la diversification multimédia. En un mot, l'entreprise de presse a l'obligation de devenir une entreprise de communication. A la vérité, la plupart des responsables de la presse savent que la maintenance, puis l'indispensable reconquête du lectorat — sans écrit, la conceptualisation et le jugement sont impossibles — passent par des initiatives dans les principaux registres de la communication, même si ces derniers sont à la limite de leurs moyens financiers pour des résultats incalculables.

Les années 1986 et 1987 sont des années charnières pour la communication. Idéalement, mais non chimiquement, seule une Haute Autorité médiatique, couvrant les domaines de la presse, de la radio et de la télévision, composée des représentants du Parlement, des grands corps de l'Etat et de personnalités qualifiées, sera l'organisme susceptible de faire franchir sans dommage à l'information, au sens large du terme, les mutations qui assaillent, menacent et, paradoxalement, exaltent la liberté démocratique.

Le vote d'une loi multimédia, loin de diviser les républicains, devrait les rassembler. Que le Parlement s'engage ! Il fera preuve ainsi de lucidité et de réalisme, mettant en harmonie le droit avec l'évolution technologique.

(*) Ancien ministre, président de la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse.

dans le cadre de la
SEMAINE FRANÇAISE DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE
du 16 au 23 mars 1986



TV86

Première Convention Nationale des Télévisions Privées

FM86

Deuxième Convention Nationale des Radios Locales Privées

INTERACT 86

Troisième Convention Nationale de la Communication Interactive

du 16 au 21 mars 1986

CNRT - PARIS LA DEFENSE

Coopération/Recherche, 19860 moulins - Aurbach 9220 Bagny - An. 01 46 23 47 71

SINGAPOUR, JAKARTA, SYDNEY. UN CONSEIL, PARTEZ AVEC LE BIG BOSS.



Le Big Boss est le dernier-né des Boeing. Le plus moderne, le plus grand de tous les avions de ligne existants. Un 747 où la célèbre bosse est devenue un véritable pont supérieur qui abrite désormais les 42 fauteuils de la super classe affaires UTA Galaxy. Plus de place donc, toujours plus d'espace et de confort. C'est le principe auquel une compagnie privée ne peut que souscrire, pour que ses passagers se sentent considérés comme des hôtes. Un principe qui permet à UTA de vous offrir trois vraies classes, bien

distinctes : une Classe Économique qui sert de référence à toutes les compagnies du monde. Une classe affaires, la Galaxy, dans laquelle le plus long voyage semble toujours trop court. Et la Première de Luxe, toujours située dans l'espace privilégié que constitue l'avant de cet appareil.

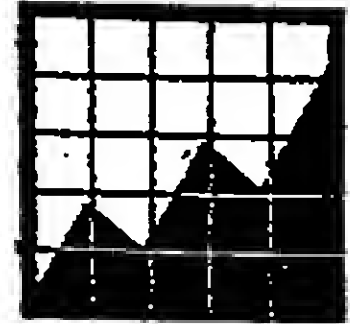
Alors, un conseil, partez avec le Big Boss. Vous verrez qu'entre la France et les grands centres d'affaires du Sud-Est Asiatique il n'existe pas de meilleur hôtel que l'hôtel de l'air UTA.

UTA

NOS PASSAGERS SONT NOS HÔTES.

Doyle Dane Bernbach

هكذا من الأصل



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

UNE FONCTION A "PART ENTIERE"

SOCIÉTÉ FRANÇAISE (4000 personnes) dont l'activité s'exerce dans plusieurs secteurs de l'industrie, filiale d'un Groupe International, recherche son :

DIRECTEUR COMPTABLE ET FINANCIER

Vous participerez aux choix stratégiques de la Société.

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge sur le plan technique et politique, l'ensemble de la fonction (comptabilité, finance, contrôle de gestion).

Vous serez le conseil des différents managers de la Société et de ses filiales.

De formation Grande Ecole de gestion ou équivalent, vous pouvez justifier d'une expérience similaire réussie dans une entreprise industrielle.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
HAVAS CONTACT, 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS,
sous référence 79000 LM

directeur administratif et financier

Après quelques années d'expérience dans un Cabinet anglo-saxon, c'est le poste que nous proposons à un jeune dirigeant, brillant, ambitieux et pressé de faire ses preuves sur le terrain. Vous entrez dans une entreprise (150 MF) récemment reprise par un groupe anglo-saxon et en fort redéploiement. Votre mission est de diriger les services comptables et informatiques mais aussi de mener à bien une action de réorganisation.

Gestionnaire avisé et compétent, notre P.D.G et le Directeur Financier du groupe comptent sur vous. A terme, vous pouvez devenir un généraliste dans l'une de nos filiales.

Votre lieu de travail est situé dans une ville moyenne, à 90 km de Lyon.

Notre consultante, G. CROUZET, vous remercie de lui écrire (réf. 1145LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

ORGANISER, ANIMER,
DIRIGER, GERER,
COMMUNIQUER...

Si depuis environ 10 ans des verbes d'action constituent votre vocabulaire quotidien, et si vous désirez prendre pleinement conscience de la puissance de leur signification devenez notre

DIRECTEUR DU PERSONNEL

Basé à NEUILLY, nous sommes la Direction Commerciale FRANCE d'un grand groupe industriel français de dimension internationale : vous serez donc directement rattaché au Directeur Commercial France et la Direction Centrale du Personnel et la Direction des Affaires Sociales. Une formation supérieure et une expérience de « Responsables Personnels » dans le secteur commercial industriel constitueront donc des atouts puissants de réussite et porteront la rémunération annuelle à environ 300 KF. Ecrivez sous réf. 3115 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Concevoir et manager notre produit

Pour répondre aux impératifs de développement du marché et faire face à notre forte évolution notre Société (60 MF) filiale d'un groupe industriel crée aujourd'hui le poste de

Directeur du produit

Concevoir les nouveaux produits (équipements pour véhicules industriels) et améliorer la gamme existante, apporter une réflexion approfondie sur l'optimisation de notre technique et de notre gestion de l'outil de production, manager la structure technique et humaine sont les 3 volets d'une mission que vous mèneriez avec nous. 10 ans d'expérience dans un environnement similaire vous confère une maîtrise technique affirmée (XAO, Productique...) et un sens aigu de la transformation d'objets marketing en objectifs industriels.

Responsable de l'encadrement des services : études, essais, méthodes, qualité, ordonnancement et production, nous vous donnons les moyens de votre réussite. Elle est directement liée à vos capacités de manager.

Votre participation active aux processus de négociation avec nos clients induit votre maîtrise de la langue anglaise.

Ce poste est basé en province. La rémunération prévue devrait attirer un candidat de valeur. Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, sous réf. 8186/M, à Conexhom 212, Avenue Paul Doumer 92508 Reuil Malmaison Cedex.

Conexhom
Conseil en Recrutement

MATTEI
Location de véhicules
région sud-est

DIRECTEUR COMMERCIAL

bac + diplôme école supérieure de commerce + anglais courant + expérience location véhicules, 35 ans environ, bonne présentation.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé + photo et prétentions à MATTEI Direction du personnel BP 25, 13266 Marseille Cedex 06.

LE LEADER DU MARCHÉ FRANÇAIS ET EMPLOYONS PLUS DE 3.000 PERSONNES.

Nous recherchons pour plusieurs sociétés de notre groupe, un :

DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Basé dans l'est de la France

SA MISSION :

- Orienter la politique du personnel : recrutement, formation, administration des salaires et des régimes sociaux.
- Mettre en oeuvre cette politique en matière de relations sociales.
- Assurer les relations avec nos partenaires sociaux et l'administration.

NOUS DEMANDONS A CE CANDIDAT :

- Une bonne formation de base et une expérience réussie de la fonction.
- Un esprit ouvert et un excellent contact à tous niveaux.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 1977 à : LEH-Tourmay/Assom 14, Bd. Bonne-Nouvelle 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

Société Industrielle en croissance (50 personnes) développant des produits à fort contenu technologique (mécanique, optique et optoélectronique) recherche son

DIRECTEUR DE PRODUCTION

FORMATION INGENIEUR (A & M, CENTRALE...)
35 ans d'expérience.

C'est un homme ouvert, rigoureux et méthodique capable d'organiser et de développer l'outil de travail, d'entraîner les équipes, d'améliorer la productivité et la rentabilité économique de l'entreprise pour poursuivre l'expansion rapide de la Société.

Possibilités d'évolution intéressantes pour candidat de valeur.

Lieu : Provence - Côte d'Azur.

Ecrire avec C.V. et prétentions à/réf. 3797, qui seront transmises par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75003 PARIS Cedex 02

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Pour faire face à son expansion,



Larousse recrute :

1. Son directeur(trice) des dictionnaires bilingues.

Rattaché au directeur de l'édition, le candidat(e), âgé d'au moins 35 ans, aura acquis une expérience d'au moins cinq ans; soit dans un poste similaire, soit, après de solides études linguistiques, dans des postes de responsabilité dans des organismes internationaux ou culturels en France ou à l'étranger. Connaissance parfaite de l'anglais exigée; connaissance d'une autre langue appréciée. Le candidat(e) choisi assurera l'animation d'une équipe éditoriale et la réalisation d'ouvrages méritant en oeuvre des budgets importants. Il devra s'intéresser particulièrement à la lexicographie et à l'informatique éditoriale et témoigner d'une aptitude réelle pour le marketing. Il pourra être ressortissant français ou citoyen d'un autre pays de la CEE, mais devra, dans ce cas, justifier de titres universitaires en français. Position cadre pour ce poste motivant appelé à un réel développement.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Larousse, Direction du Personnel, 17 rue du Montparnasse, 75298 Paris Cedex 06.

2. Son responsable des livres pratiques.

Rattaché au directeur de l'édition, le candidat(e) choisi devra animer la réalisation d'ouvrages variés pour des canaux de vente différents, et requérant une bonne connaissance du marketing. Il devra définir et contrôler les budgets et animer des équipes de collaborateurs, en utilisant les techniques modernes de l'impression en couleur. Anglais souhaité. Le candidat(e) choisi aura acquis une expérience dans un poste similaire dans l'édition ou la presse spécialisée. Position cadre.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Larousse, Direction du Personnel, 17 rue du Montparnasse, 75298 Paris Cedex 06.

Ces deux postes sont à pourvoir à Paris, dans une grande maison d'édition qui connaît une phase de développement importante.

Les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

Vous voulez élargir votre horizon...

Alors, sachez que l'agence du Havre d'une importante société maritime d'armement, d'attelage, de transport et de construction recherche son

Directeur Administratif et financier

- Vous avez une formation supérieure de commerce avec option comptable et financière ou un DECS.
- vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
- vous avez, de préférence, l'expérience réussie du management d'une PME (si possible dans le secteur maritime).

Alors nous vous attendons.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. 5764M à notre Conseil qui traitera confidentiellement votre candidature.

impact développement

IMPACT DEVELOPPEMENT 26 rue Brunel 75017 PARIS

Direction générale

PARIS

pour une société spécialisée dans la location de camions avec chauffeur et la distribution de colis. Notre siège de Paris et nos agences de Bordeaux et Marseille représentent 165 personnes. Dans le cadre de notre développement nous recherchons aujourd'hui notre Directeur Général. En relation directe avec le PDG, il prendra en charge la responsabilité complète de l'entreprise. Secrétaire par le Directeur Administratif et le Directeur d'Exploitation, il interviendra à tous les niveaux de l'entreprise, sur les plans de la gestion, de l'administration... De formation supérieure, type HEC, ESSEC... vous avez prouvé au cours d'une expérience professionnelle réussie et confirmée (15 ans minimum) dans une Société de Services vos réelles compétences en matière de gestion, votre autorité naturelle, votre esprit d'initiative. Si vous avez l'envie de l'homme que nous recherchons, nous vous proposons une rémunération de haut niveau.

Pour un premier contact confidentiel, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 9645 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CREER UNE FILIALE POUR LANCER UN NOUVEAU SERVICE AUX PARTICULIERS

Nous sommes une grande compagnie d'assurance française et c'est le challenge que nous proposons à un entrepreneur de 33 ans minimum, qui a déjà dirigé un centre de profit et estime avoir une vocation de créateur et de chef d'entreprise.

Totalement responsable de son activité, il disposera dès le départ de moyens importants puisqu'il s'appuiera sur le réseau d'agents et de courtiers de la compagnie pour commercialiser son service et sur des partenaires extérieurs pour le mettre en oeuvre.

Le poste est à pourvoir à Paris et bien-sûr de nature à motiver une personnalité de tout premier plan.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature, sous la référence 137 L, au Cabinet H.B., 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS, qui garantira une stricte confidentialité pour ce recrutement.

DIRECTION

Directeur de filiale

etap

Directeur des études

LECP Mines. AM. MSA.

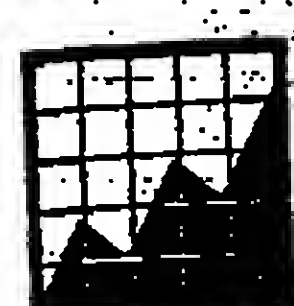
etap

Directeur juridique

Responsable développement ressources humaines

PA

REPRODUCTION INTERDITE



DIRECTIONS

Nationales et Internationales

Directeur de filiale

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS LEADER (prestations de services destinées au grand public) recherche le Directeur d'une de ses filiales.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou de gestion, ayant environ 10 ans d'expérience professionnelle et l'expérience de la direction d'un centre de profits, capable d'animer et de gérer une unité de 350 personnes. (l'habitude de travailler en liaison avec les collectivités locales serait un atout). La réussite dans ce poste implique: bonnes capacités d'animation et d'organisation, sens prononcé de la gestion, goût des relations extérieures.

Poste: ville de province ouest France.

Ecrire sous réf. 25 387 AM

Discretion absolue
Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



Directeur des études

X, ECP, Mines, AM, INSA...

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL, filiale leader sur ses marchés et spécialisée dans la construction d'équipements sophistiqués (matériel de manutention, ingénierie hydraulique, installations aéroportuaires... recherche son Directeur des Etudes.

Rattaché à la Direction Générale, il dirigera le département études comprenant 120 personnes dont 25 ingénieurs et cadres avec pour missions principales:

- l'élaboration et la mise en place d'actions privilégiant la recherche et le développement sur les produits futurs;
- l'organisation, la planification des études et l'animation des hommes;
- la coordination avec les clients et les services intérieurs (commerciaux, production, méthodes...) pour le bon déroulement des affaires.

Ingénieur diplômé X, ECP, Mines, AM, INSA... minimum trente ans, il possèdera une expérience technique (direction bureau d'études, conduite de projets...) acquise si possible dans la manutention, le matériel TP ou l'armement... Doté d'un fort rayonnement technique, d'une personnalité dynamique et de bonnes capacités de communication et d'animation, il sera le moteur de l'innovation technique.

Anglais nécessaire.
Lieu de travail: Rhône-Alpes
Ordre de grandeur de rémunération: 450.000 F.

Ecrire sous réf. BU 389 AM
Discretion absolue

Membre de Syntec
4, rue Massenet 75116 Paris



Directeur juridique

American Express France, c'est aussi bien la carte de crédit, que la banque, que des agences de voyage et de tourisme. Pour gérer à Paris tous les aspects juridiques relatifs à chaque société du groupe, nous recherchons notre Directeur juridique.

Vous serez notre conseil au plus haut niveau sur les activités du Groupe et notre négociateur avec les Administrations et les tiers. Vous êtes titulaire d'un DEA de Droit des Affaires, vous avez une expérience réussie d'au moins 3 à 5 ans en cabinet ou en entreprise et vous êtes un spécialiste du droit commercial, du droit des sociétés et du droit bancaire. Vous maîtrisez parfaitement la langue Anglaise.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae et vos prétentions à la Direction des Ressources Humaines, 11 rue Scibbe, 75009 Paris.

Responsable développement ressources humaines

Futur directeur du personnel et des relations humaines - 250.000 F +

Cette entreprise de la région lyonnaise fabrique des produits techniques destinés à l'industrie. Filiale d'une société multinationale, elle étend son activité à l'Europe du Sud où sont déjà implantées d'autres unités, notamment en Espagne et en Italie. Elle recherche pour la société Française (200 personnes) un responsable du développement des ressources humaines. Il aura pour mission de mettre en œuvre une politique sociale dynamique, d'assurer la gestion évolutive du personnel, particulièrement en termes de formation, et de mettre en place des structures de communication performantes en relation étroite avec l'encadrement. Il interviendra comme conseil auprès des directions opérationnelles à l'étranger pour l'harmonisation de cette gestion. La réussite dans ce poste permettra à moyen terme une évolution vers la direction du personnel et des ressources humaines pour toute l'Europe du Sud. Cette opportunité s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur. Il apportera l'expérience indispensable d'un responsable du personnel ayant la pratique d'au moins 5 ans de la gestion du potentiel humain acquise dans une entreprise à caractère industriel. L'anglais très courant est nécessaire. Ecrire à Marie-Odile VACNON en précisant la référence A/3922M.



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L'UNIVERS DE LA GESTION

contrôleur de gestion 230 000 F / an +.

Leader dans notre spécialité, nous construisons des bâtiments à ossature en bois lamellé-collé (300 MF, 220 p., 6 agences constituées en centres de profit. Nous souhaitons accueillir à Paris, auprès de notre Directeur Général, notre contrôleur de gestion. Votre mission: faire vivre l'outil budgétaire en consultant les opérationnels dans le suivi de leurs objectifs économiques. proposer des mesures correctives, mettre sur pied les tableaux de bord, optimiser les coûts. (Réf. 4783 LM)

A 32 ans minimum, Sup de Co + DECS, vous avez exercé une activité similaire dans le bâtiment.

chargé de recrutement

Nous sommes l'un des premiers groupes français d'entreprise dans le bâtiment, le génie civil et les travaux publics. Fortement décentralisée, nous comptons à Paris une direction des relations sociales apportant son concours à toutes nos sociétés.

Notre responsable "EMPLOIS ET CARRIÈRES" souhaite renforcer sa cellule "recrutement". En liaison avec les directeurs de filiales et directeurs régionaux et avec la plus large autonomie, vous conduirez des missions de recrutement tous niveaux et toutes qualifications: ingénieurs, techniciens, gestionnaires, monteurs d'affaires, etc... pour la France et l'étranger. Votre poids dans la décision est important.

A 30 ans minimum, de formation supérieure, vous avez déjà exercé une fonction similaire en entreprise ou en cabinet, pendant au moins 2 ans. Votre réussite à ce poste conditionne votre évolution de carrière.

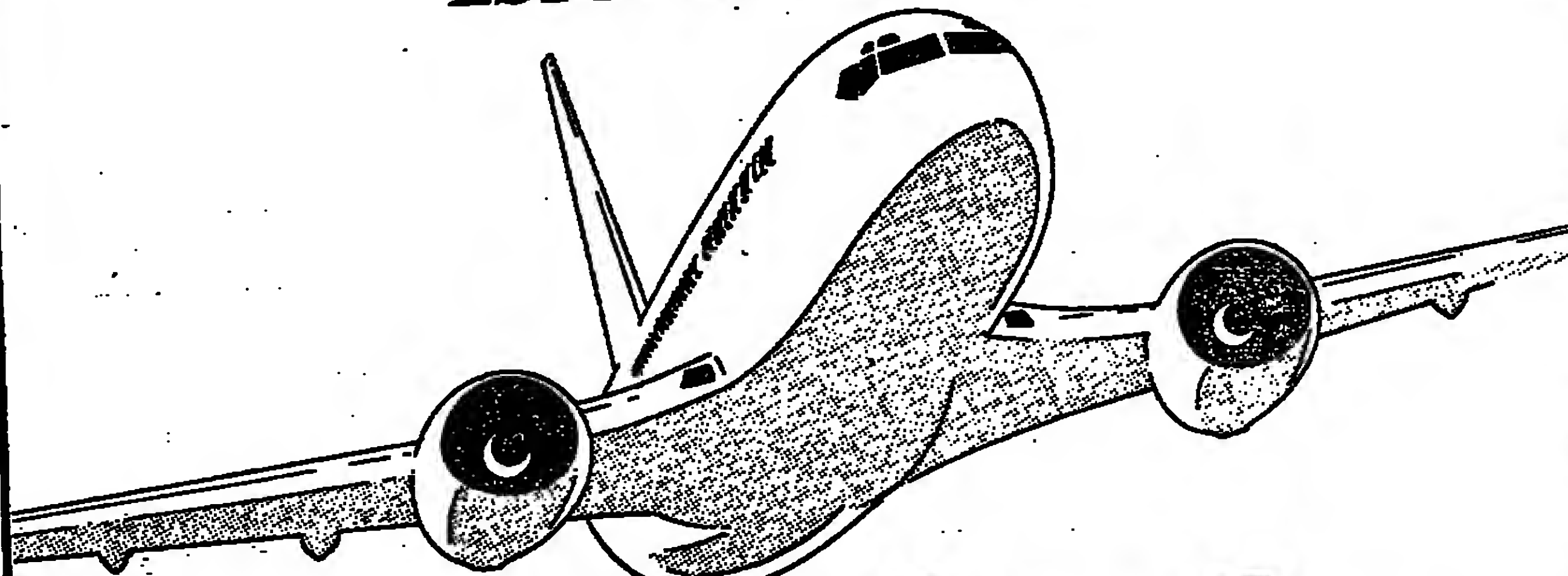
Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire sous référence correspondante.



ALEXANDRE TIC SA
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

LA GESTION COMPTABLE INDUSTRIELLE DU FUTUR EST A LA SNECMA.



Être payés 1/3 en barils d'or noir, 1/3 en Dollars, 1/3 en Francs pour un moteur d'avion sorti de nos usines, est l'une des nombreuses situations originales auxquelles peuvent être confrontés nos Gestionnaires Comptables.

Notre Groupe réalise un C.A. consolidé de 14 milliards de Francs avec un effectif de 28 000 personnes. Dans un contexte international très dur, il a su conquérir une position de leader sur les marchés des produits de haute technologie destinés aux industries aéronautique et spatiale.

Chef Adjoint du Département Comptabilité Générale.

Diplômé d'une école supérieure de gestion complétée d'un DECS, vous avez une expérience de Gestion Comptable industrielle d'au moins 8 ans.

Vous dirigerez quatre groupes comptables (50 personnes). L'évolution liée à ce poste réclame un professionnel de haut niveau.

10 Gestionnaires Comptables.

Diplômés d'une école supérieure de gestion complétée d'un DECS, vous avez une expérience du milieu industriel de 2 à 3 ans. Vos compétences en comptabilité générale, analytique, et bien sûr informatique, vous permettront d'évoluer, à travers notre filière Finances-Comptabilité, vers des postes de haut niveau au sein du groupe.

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

VERITABLES OPPORTUNITES DE CARRIERE POUR JEUNES DIPLOMES(EES) (HEC, ESCP, ECO-FI, AGRO) AMBITIEUX ET A FORT POTENTIEL.

2 ANALYSTES FINANCIERS

1 ECO-FI • 1 AGRO
Ils prennent en charge, avec des objectifs de développement, la gestion d'un portefeuille de PME-PMI ou Entreprises Agricoles. Le goût de la négociation, de l'aisance dans les contacts à tous niveaux, une capacité d'analyse rigoureuse et de synthèses rapides sont nécessaires. (Réf. 333/LM)

FUTUR CHEF D'AGENCE

ADJOINT dans un premier temps, il prendra progressivement la Direction d'une Agence sur les plans financier, commercial, humain. Une autorité naturelle, le sens des contacts et des aptitudes d'organisateur et de gestionnaire sont indispensables. (Réf. 332/LM)

COMMERCIAL BANCAIRE

ANIMATEUR COMMERCIAL, il dynamise la Force de Vente. Il conçoit et met en place les moyens qui s'imposent pour permettre aux Responsables d'Agences d'atteindre leurs objectifs. (Réf. 331/LM)



dica sélection
69, rue Lecourbe
75015 PARIS

هكذا من الأصل

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde

Porte ouverte sur une banque internationale.

Nous sommes un important groupe bancaire, disposant d'une implantation exceptionnelle à l'étranger. Nous serions heureux de vous accueillir au sein du département "Particuliers" qui a pour mission de développer et de conseiller une clientèle privée à hauts revenus ou gros patrimoine dans le choix de ses investissements. Une vente-conseil passionnante, où vous vous révélez un interlocuteur de plus en plus compétent et écouté. Des postes sont disponibles à Paris et en province. Ensuite ? Les possibilités sont multiples : l'étranger, le département "Entreprises", les investisseurs institutionnels...

Diplômé(e) Sciences Po, ESC, Sciences Eco... vous avez le goût des affaires, une excellente qualité de contact, un tempérament mobile et entreprenant. Au travers de deux à quatre années d'expérience, de préférence, déjà dans la banque, mais pas forcément, vous avez pris de la consistance et abandonné sans regret votre look d'étudiant.

Voilà pour vous l'opportunité de vous introduire dans une banque de dimension mondiale, par une filière opérationnelle. A vous d'exprimer votre intérêt sous référence 507 517 M aux consultants du cabinet SIRCA, 64 rue de la Boétie - 75008 Paris. Merci de joindre photo et de mentionner votre rémunération actuelle.



Sirca

Membre de Syntec

Ingénieurs

DEVEZ-LE RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT !

Groupe Industriel de premier plan, nous recherchons aujourd'hui, pour l'une de nos sociétés regroupant plusieurs secteurs d'activité, un manager.

Agé d'environ 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur Grande Ecole. A la fois gestionnaire et homme de développement, vos compétences en matière d'animation et d'encadrement font de vous un véritable patron de PME.

Valoriser votre expérience et donner une nouvelle impulsion à votre carrière, voilà le challenge que nous vous proposons.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre lettre manuscrite, curriculum vitae, photo exigée et prétentions, sous la référence 4000/LM, à :

MEDIA PA
9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra

INGENIEUR CONFIRME

Alliez vos qualités de gestionnaire à un sens aigu des affaires

A 35 ans environ, vous souhaitez élargir votre expérience industrielle et développer vos qualités de gestionnaire et votre sens aigu des affaires.

Nous vous proposons, au sein d'un grand groupe industriel français, une mission variée :

- gérer et rentabiliser un ensemble de sociétés,
- développer des activités nouvelles,
- analyser la rentabilité de sociétés du secteur et étudier des possibilités de rachat.

Vous l'avez compris, il s'agit d'une responsabilité globale de gestion concernant différents centres de profit.

Si l'envergure de cette fonction vous motive, adressez votre lettre manuscrite, curriculum vitae, photo (exigée) et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 4002/LM, à :

Communiqué
9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.



COGEMA
GROUPE CEA

Importante Société du secteur nucléaire (9600 personnes) recherche pour son siège social de VELIZY (78) un

cadre gestion/finances H/F

Il assistera le Responsable de la gestion administrative et financière d'une branche technique de notre Société pour le suivi et le contrôle des filiales dépendant de cette branche.

Il devra en particulier suivre et analyser les budgets et résultats de ces filiales, et participer directement à la gestion de certaines d'entre elles.

Par ailleurs, il sera amené à effectuer des études ponctuelles et variées dans le domaine financier.

Pour ce poste, nous recherchons des candidats de formation **Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion ou Sciences Eco**, avec 2 à 3 ans d'expérience dans un secteur de gestion à dominante comptable et financière, en milieu industriel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous référence MP 492 à Pascale BEAUCHENE
COMPAGNIE GENERALE DES MATIERES NUCLEAIRES
2, rue Paul Dautier - B.P. 4 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

CONTROLEUR DE GESTION

H A U T N I V E A U

Important groupe industriel recherche un collaborateur de haut niveau.

A 30 ans environ, vous avez une formation ingénieur grande école (+ gestion) ou grande école de commerce.

Votre formation et éventuellement votre première expérience profes-

sionnelle vous ont permis d'acquies des connaissances de base dans les domaines comptabilité et finances.

Vous souhaitez valoriser ces compétences dans une fonction plus large.

En effet, vous serez chargé du contrôle budgétaire de 27 de nos filiales. Rattaché au Directeur Général

de cet ensemble de sociétés, vous travaillerez en liaison étroite avec la Direction Financière et la Direction Comptable du groupe.

Voire dynamisme, vos qualités d'initiative et d'autorité, vous permettront de donner sa dimension à cette fonction de haut niveau.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'envoyer votre lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous la référence 4001/LM.

MEDIA PA
9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

THOMSON COMPOSANTS

Une technologie en pleine évolution, un chiffre d'affaires de 5,5 milliards, 15.000 personnes, 25 usines et 10 filiales commerciales internationales, une fonction financière décentralisée et animée par une équipe performante s'appuyant sur des outils sophistiqués, voilà le cadre passionnant que nous offrons à nos futurs collaborateurs.

JEUNE FINANCIER A FORT POTENTIEL

(Ref. 81733/1)

Analyste au sein de la Direction Trésorerie et Changes, en liaison avec le siège du groupe et les filiales, vous participerez, à l'aide d'un système informatique développé, aux missions suivantes :

- étude du risque de change des filiales françaises et étrangères;
- analyse de la conjoncture économique et budgétaire;
- mise au point de tableaux de bord.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune diplômé d'une école de commerce - HEC, ESSEC, ESCP option finances... Des stages ou une première expérience en milieu bancaire constituent un atout important.

JEUNE CADRE DE GESTION

(Ref. 81733/2)

Assistant contrôleur budgétaire au sein du service budget et contrôle de gestion, vous participerez à l'analyse des résultats de gestion des unités opérationnelles françaises et étrangères et à la préparation des informations transmises au Groupe : vos missions seront :

- le suivi et la validation des résultats mensuels, du budget et du plan des unités;
- la gestion du système informatique de suivi budgétaire, son amélioration et le développement des analyses de gestion sur micro-informatique;
- la collaboration à l'établissement du budget et au suivi budgétaire de la direction et des services centraux.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune diplômé d'Ecole Supérieure de commerce option comptabilité-contrôle de gestion. Une expérience même courte d'audit est un atout.

Pour ces deux postes, les candidats devront nous convaincre de leurs qualités humaines et techniques. L'anglais est indispensable et de larges possibilités d'évolution peuvent être envisagées.

En précisant la référence du poste qui vous intéresse et vos prétentions, merci d'adresser votre candidature à : THOMSON COMPOSANTS
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES - 101, boulevard Murat - 75016 PARIS.

THOMSON
COMPOSANTS

Investisseur Institutionnel

Société financière française multinationale, nos investissements représentent plus de 4 milliards en valeurs mobilières dont 75 % à l'étranger. Nous recherchons le jeune Adjoint du responsable du service

Administration comptabilité

Vous aurez, au sein d'une équipe à assurer à l'aide d'un outil informatique le suivi des placements en valeurs mobilières : comptabilisation, règlements et livraisons de titres, gestion des revenus financiers et de leur fiscalité.

La trentaine, de formation supérieure, type ESCAE ou équivalent et comptable (DECS), vous avez une expérience comptable ou financière acquise dans une banque ou chez un agent de change. Vous parlez anglais et bien sûr, vous aimez dialoguer avec un terminal ou un micro ordinateur. Votre salaire sera de l'ordre de 150 000 francs.

Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous réf. 2328 M 24, rue Eugène Flachat - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Juhiet
Psycom

Membre de Syntec

BANQUE
POPULAIRE
FEDERALE DE
DEVELOPPEMENT
BXPFD

Établissement spécialisé du groupe des BANQUES POPULAIRES recherche dans le cadre du développement de son activité affacturage

CADRES COMMERCIAUX

- Ils établiront et maintiendront des relations personnalisées avec les Banques Populaires afin de favoriser la diffusion du produit.
- Ils seront chargés de l'approche des prospects (PME), de la négociation des contrats et seront responsables de l'étude et du diagnostic de ces prospects.
- Résidant à Paris ils interviendront régulièrement en province.
- Agés de 28 ans environ, ils auront une formation supérieure en gestion et de bonnes connaissances comptables.
- Ils feront preuve de dynamisme commercial et seront des négociateurs confirmés.
- Ils justifieront d'une expérience de 3 à 5 ans soit dans l'affacturage soit dans la banque ou en entreprise.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à
BPF - Service du Personnel - réf. 650
31, quai de Grenelle - 75738 PARIS Cedex 15.

L'U

National

Jeune C

ALFAPA

Responsa

comptabilité et in

COITROLEUR DE GEST

Seecon

Crédit manager

Bernard Juhiet Psycom

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde



Crédit National

Crédit National : un des grands noms dans le financement des entreprises. Une gamme de produits et services souple et variée, une recherche permanente d'idées et de ressources nouvelles. Des équipes jeunes et d'excellent niveau.

Participer à la collecte des ressources

Notre Département des Opérations Financières recherche un jeune collaborateur pour l'assister dans sa mission - passionnante mais difficile - de collecte de ressources sur les marchés domestiques et étrangers.

Il souhaite un Cadre débutant (ou avec un à deux ans d'expérience professionnelle) accrocheur et rigoureux.

● doté d'une formation solide : grandes écoles de commerce ou IEP

● maîtrisant parfaitement l'anglais.

C'est avec le plus grand soin que le Service du Personnel et des Relations Sociales étudiera votre candidature. Merci de la lui adresser au 45 rue Saint Dominique, 75006 PARIS.

Jeune Cadre
(HEC - ESSEC - ESC - IEP)

ALFAPAC

SP METAL

Responsable comptabilité et informatique.

Dia nos cette année et une position de leader sur le marché Grand Public des emballages ménagers : nous sommes une société de Distribution avec deux (bientôt trois) filiales de production. Déjà 150 personnes et 200 millions de francs de chiffre d'affaires en 1985 (140 en 1984); nous poursuivons une politique systématique d'investissement en hommes et équipement.

C'est dans ce contexte particulièrement évolutif que nous recherchons le (la) responsable comptable et informatique qui devra non seulement maîtriser les techniques comptables, mais aussi être capable d'organiser, de contrôler et de prévoir avec une grande souplesse d'adaptation. La collaboration avec les autres services, distribution et production, est une nécessité.

Son profil : ESC + DECS ayant 4 à 7 années d'expérience dont 2 au moins dans la direction de services comptables. Nous étudierons aussi les candidatures de cadres comptables confirmés connaissant si possible l'univers de la bio. Nous privilégierons les candidats informaticiens. (IBM 36). Localisation : Paris 8^{ème}. Merci d'adresser votre dossier complet sous référence 506 512 M à notre conseil SIRCA 64 rue La Boétie, 75008 PARIS.



Membre de Syntec

CONTROLEUR DE GESTION PARIS

Dans un environnement international

La trentaine ou un peu plus, diplômé d'une grande Ecole de commerce ou de gestion, vous avez une formation DECS ou EXPERTISE COMPTABLE. Vous maîtrisez l'anglais courant, et l'espagnol serait apprécié.

Vous avez une expérience de 5 ans minimum dans un contexte industriel international, et vous justifiez d'une connaissance pratique de l'audit et du contrôle de gestion.

Ces 3 atouts déterminants vous permettront d'accéder à de véritables responsabilités. En effet, nous vous proposons d'intégrer la Direction Internationale d'un très grand Groupe français. Dans ce cadre, vous aurez la responsabilité du contrôle de gestion et du reporting pour chacune de nos implantations à l'étranger, et ce, en animant une petite équipe. Enfin, vous devrez détecter les problèmes éventuels, en faire le diagnostic et proposer les solutions adéquates.

Ce poste constitue une étape pour un candidat à fort potentiel.

Si ces perspectives et ces responsabilités vous intéressent, merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. 845 14/IM, à SELECOM - 226, r. du Foulbourg-St-Honoré - 75008 PARIS.



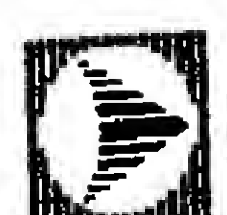
Filiale du groupe Néerlandais BORSUMIJ, nous sommes présents en France à travers SHARP (Audio, télévision et vidéo) et BORSUMIJ (sonorisation, vidéo surveillance...) 100 personnes, 350 MF de CA réalisés à 60 % dans la grande distribution et à 40 % dans un réseau de détaillants plus traditionnels, nous recherchons notre :

Crédit manager

Vous établissez et tenez à jour un système d'informations d'ordre financier et commercial attentant à la qualité de nos clients. Vous êtes alors à même de déterminer le niveau optimal de crédit acceptable pour chacun d'eux. Vous surveillez aussi les recouvrements et savez qu'en diminuant les délais de paiements, vous réduisez ainsi la durée des crédits et donc des risques que nous provisionnons nous-même. En priorité, une centaine de clients vous seront confiés. Bien entendu, vous collaborerez étroitement tant avec notre comptabilité clients qu'avec nos services commerciaux.

28 ans environ, diplômé d'une école de commerce et de gestion, nous souhaitons que vous ayez déjà au moins 2 ans d'expérience dans cette fonction d'avenir. Rigueur et méthode, alliées à votre sens du contact et à votre dimension de responsable, seront vos atouts pour réussir dans ce poste basé en banlieue Sud.

Merci d'adresser lettre, CV, photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7323 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Juristes d'affaires une carrière de haut niveau à Lyon

LE CABINET RATHEAUX, établi à Lyon, première place financière régionale, compte actuellement 25 Juristes et Fiscalistes. Il poursuit une prise de développement nouvelle, en association depuis un an et demi avec PEAT MARWICK, l'un des premiers cabinets mondiaux de conseil d'Entreprises. De larges opportunités sont ainsi ouvertes à ses professionnels.

Ses clients, qui en apprécient l'éthique et les compétences, sont en majorité des groupes français d'envergure nationale et internationale nés dans la région Rhône-Alpes.

Le Cabinet accompagne leur croissance et participe aux restructurations juridiques et financières qu'elle implique (opérations sur le capital, pressés de contrôle, fusions, accords de vente capital).



13 rue Grégoire - 69289 LYON Cedex 02

Les interlocuteurs habituels sont les Directeurs généraux d'entreprises, leurs services juridiques et fiscaux, leurs banquiers, et parfois d'autres conseils extérieurs. Deux juristes du droit des affaires (droit des sociétés, droit des contrats) sont actuellement recherchés :

Un Juriste confirmé ayant une expérience professionnelle de 5 à 8 ans.

Un Juriste stagiaire ayant une expérience professionnelle de 2 à 3 ans.

Les candidats de formation supérieure Juridique ou Gestion ont acquis leur expérience dans un Cabinet de conseil d'entreprises national et/ou dans un grand groupe. Leurs connaissances en matière comptable et financière ainsi que de l'anglais seront très appréciées. Ils sont capables de s'intégrer dans une équipe motivée et performante. Ils veulent réussir et maîtriser pleinement leur évolution de carrière.

COFROR, notre conseil en recrutement, étudiera votre dossier de candidature en toute confidentialité et vous remercie de l'adresser à Anne PALPANT sous réf. JAR 950.

A unité de production pilote Contrôleur de gestion de talent

L'une des toutes premières sociétés européennes (350 MF, 600 pers.), possède une unité de production des plus modernes dans son activité, un service Recherche et Développement qui s'appuie sur la DAO-CAO, une gestion de production informatisée, des équipements entièrement automatisés : un contexte dynamique et stimulant pour un Contrôleur de Gestion astucieux et créatif passionné d'informatique.

Responsable de la comptabilité analytique, il dirige et anime une équipe de 8 personnes. Il a pour mission essentielle de développer l'organisation informatique appliquée au contrôle de gestion industrielle (budgets prévisionnels, évaluation des stocks, analyse des encours...). Impliqué dans la vie de l'usine, il travaille en étroite collaboration avec les différents services et développe des outils de gestion performants. Responsable du service informatique, il assure la liaison entre les sociétés extérieures et les différents départements de l'usine.

A 30/35 ans environ, le candidat est diplômé d'études supérieures (DECS, maîtrise de gestion), il possède déjà une bonne expérience du contrôle de gestion industrielle et souhaite développer cet acquis dans un contexte stimulant fortement informatisé où il pourra faire preuve de créativité. Le poste est situé en Mayenne où une qualité de vie l'attend.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence NLB 51903 M à TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.



FRANCE

Jeune contrôleur de gestion

Société de Services, filiale d'un groupe international important, en expansion rapide, offre à un/une jeune diplômé(e) d'études supérieures (SUP de Co Paris/ESSEC option finances) + 1 à 2 ans d'expérience, l'opportunité de prendre en charge son contrôle de Gestion en liaison directe avec le Directeur Administratif et Financier et la Direction Générale.

Il (elle) sera responsable notamment de

l'élaboration et du contrôle du budget ainsi que de son suivi auprès des principaux Directeurs.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo + prétentions de salaire), sous la réf. 86069, seront adressés à

Sonia Lipoyez
HAY Manager

13, rue Alphonse-de-Neuville - 75017 PARIS

GRAND GROUPE INDUSTRIEL HAUTE TECHNOLOGIE développant ses activités à l'export

Recherche pour son Département Fiscal :

UN (E) FISCALISTE EXPÉRIMENTÉ (E)

pour s'intégrer dans une petite équipe.

Le candidat sera chargé de dossiers très variés en matière de fiscalité française et internationale.

L'entreprise souhaite rencontrer des candidats ayant 4/5 ans d'expérience en cabinet ou entreprise, de formation Maîtrise de droit + DESS de fiscalité parlant parfaitement l'anglais.

Merci d'adresser dossier de candidature (C.V., photo et prétentions) sous réf. 79985 M à HAVAS-CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

DSA INTERNATIONAL

Nous sommes une société d'Expertise Comptable.

Nous recherchons

dans le cadre de notre développement

COLLABORATEURS CONFIRMES

Formation : école supérieure de commerce

2 à 3 ans d'expérience en cabinet.

Ces postes conviendront à des candidats à potentiel, souhaitant évoluer rapidement vers la fonction de CHEF DE MISSION.

ASSISTANTS DEBUTANTS

Formation : école supérieure de commerce ou maîtrise de gestion.

Les candidats retenus participeront à notre développement au sein d'une équipe jeune et motivée.

Nous offrons de nombreuses possibilités d'évolution.

Adresser lettre + C.V. s/réf. CCI et AB1 à

DSA INTERNATIONAL

22, place du Général Catroux - 75017 PARIS.

22, place du Général Catroux - 75017 PARIS.

fiduciaire juridique et fiscale de France

recherche

Conseil en Droit des Sociétés

HF

Formation Universitaire, bonnes connaissances en droit des affaires et comptabilité.

Le candidat retenu aura une expérience de trois ans minimum dans un cabinet, une entreprise ou une banque.

Pratique des Sociétés cotées appréciée.

Rémunération très motivante.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, sous références 3388 F, à : FIDAL PARIS

18 bis, rue de Villiers

92300 LEVALLOIS-PERRET

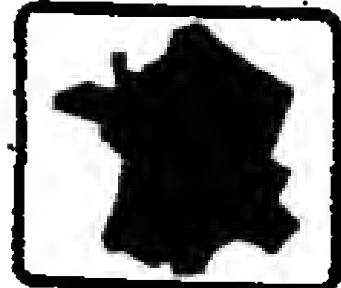
LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE IMPORTANTE BANQUE AMERICAINE recherche

DIRECTEUR COMPTABILITE

possédant une expérience confirmée de plusieurs années dans un poste similaire. Des connaissances fiscales ainsi que l'habitude des relations avec la société-mère seront appréciées. Anglais courant indispensable, esprit d'équipe souhaité.

Adresser lettre manuscrite et curriculum-vitae avec prétentions à Média-Finance, réf. OP 750 (à indiquer sur l'enveloppe), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

هكذا من الأصل



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



SOLEX, Branche Electronique Automobile du GROUPE MATRA, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements moteurs, recherche pour son usine d'EVREUX (700 personnes) : (H/F)

Un Ingénieur Diplômé (Centrale, AM, ENSI...) Responsable du Service Gestion de la Production

Directement rattaché au Directeur de l'usine, il aura pour mission d'établir les programmes de fabrication. Il en suivra la réalisation et s'assurera du respect des délais prévus, dans le souci constant d'une utilisation optimale des moyens de production. Il aura également la responsabilité de la gestion des stocks.

Cette fonction qui s'adresse à un candidat de valeur offre, à terme, de réelles perspectives d'évolution au sein du Groupe. Une expérience de quelques années dans la gestion de production informatisée est nécessaire.

Réf. A.

Le Chef du Service Entretien - Maintenance

Ingénieur diplômé (AM - ENSI - ENI ...), il sera responsable de l'entretien et de la maintenance du parc machines et des bâtiments de l'usine (entretien préventif, dépannages, exécution des travaux neufs, modifications ...).

Pour réussir dans la fonction, une expérience industrielle de 5 à 7 ans est indispensable.

Réf. B.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, prétentions) en précisant la référence du poste choisi à la Direction du Personnel - 19 rue Lavoisier - 92000 NANTERRE



Calor

Chef de Produit International senior, branchez-vous...

Diplômé ESC (ou équivalent), bilingue anglais/français, vous nous apporterez votre expérience multiculturelle et internationale ouverte au développement de nouveaux produits. Vous l'avez acquise en tant que Chef de Produit, depuis impérativement 5 ans au moins dans le monde des biens de consommation techniques. Votre pratique de l'électroménager est un atout supplémentaire.

L'un des fers de lance du Groupe SEB (7 000 personnes - 3 milliards de CA dont la moitié à l'export), CALOR est leader en France et n° 2 en Europe dans l'univers des produits électroménagers destinés au soin du linge (50 % du CA pour le seul fer à repasser).

Notre succès est le fruit de deux dynamiques privilégiées : une stratégie permanente de projets-produits innovants, un

management participatif par autonomie et décentralisation des responsabilités.

Notre Directeur des Produits cherche à intégrer le nouveau Chef de Produit International « SOIN DU LINGE » au sein de notre équipe jeune et branchée.

Pragmatique et homme de stratégie à la fois, l'interlocuteur du futur entre le marché et l'industrie, ce poste apporte tout d'abord son imagination et son intuition pour concevoir en permanence de nouveaux produits.

Pour créer et exporter ensuite leur développement, il sait stimuler et convaincre tous les interlocuteurs internes et externes de CALOR.

Enfin, confirmant la réussite de cette famille de produits stratégiques tant en France qu'à l'étranger, il assurera la sienne chez CALOR et dans le Groupe SEB.

Si vous vous reconnaissez dans cette approche, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (avec votre rémunération actuelle), sous référence 461 M, à ARCHE CONSEIL, 68 rue Duquesne, 69006 LYON. François NICOLET vous recevra en toute confidentialité soit à Paris, soit à Lyon.

ARCHE CONSEIL

RHÔNE-POULENC

Recrute pour son Département PROCÉDÉS

INGÉNIEUR CONFIRMÉ ETUDES SÉCURITÉ

Au sein d'une équipe spécialisée, vous serez plus particulièrement chargé de :

- conduire des études théoriques ou expérimentales,
- assurer des examens sécurité de procédés chimiques existants ou en études,
- intervenir comme expert sur incidents,
- calculer et proposer des moyens de prévention et protection.

Ce poste basé en région lyonnaise intéresse le diplômé d'une grande école scientifique que vous êtes. Vous avez déjà une expérience en études de sécurité et danger, complétée par des connaissances en physico-chimie, thermodynamique, résistance des matériaux.

Vous pratiquez couramment l'anglais.

Une réussite dans cette fonction vous permettra d'évoluer au sein de l'unité ou du groupe.

Adresser dossier de candidature et prétentions s/ réf. 29413 à : HAVAS CONTACT, 11, rue Pdt Carnot, 69002 Lyon qui transmettra.

Banque Populaire Auvergne et Corrèze

RECHERCHE POUR LES ASSOCIER A SON DÉVELOPPEMENT

DIRECTEUR D'AGENCE
ADJOINTS AUX DIRECTEURS D'AGENCES

(hommes ou femmes)

Ces postes préparent à des fonctions de DIRECTION D'AGENCE dans la circonscription de la Banque :

CANTAL - CORRÈZE - HAUTE-LOIRE - PUY-DE-DOMÉ

PROFIL :

- aptitudes commerciales :
- aptitudes au commandement et à l'animation :
- expérience bancaire acquise auprès d'une clientèle d'entreprises et de particuliers.

Candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, boulevard Jean-Moulin - 63002 CLEMONT-FERRAND CEDEX.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Contrôleur de gestion

Avec 500 personnes et 3 usines en France, notre société, filiale d'un groupe américain, se développe de façon satisfaisante et fait du profit.

Le Contrôleur de Gestion que nous recherchons aura la responsabilité des éléments chiffrés consolidés de l'entreprise : budgets, reporting, tableaux de bord. Il aura une attitude moderne et dynamique et anticipera les besoins des opérations.

Si vous avez 2 à 6 ans d'expérience de la fonction, en milieu anglo-saxon, si l'informatique vous est familière, si vous parlez couramment l'anglais et êtes un habitué du reporting, alors adressez vite votre CV et niveau de rémunération sous référence SIM/101.02/DL à :

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES

CE RA

33, rue Galilée 75116 Paris.

Groupe chimique français en expansion opérant au niveau international recherche pour son siège PARIS

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé Ecole Ingénieur, de Commerce ou de Gestion.

Ayant 3 à 5 ans d'expérience industrielle.

Il sera responsable, dans un premier temps, du contrôle de gestion des filiales et de leur consolidation sur micro-ordinateur.

Il fera un large appel aux outils informatiques y compris à l'informatique centrale et participera à l'élaboration de nouveaux projets.

Il est demandé une expérience d'un contrôle de gestion très proche du terrain, si possible en milieu industriel.

Anglais ou allemand courant.

Adresser C.V. et prétentions s/réf. 4798, qui seront transmis par :

Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75003 PARIS Cedex 02

Société de France et de Promotion filiale de groupe MULTIMEDIA recherche

GESTIONNAIRE « H. ou F. »

Il ou elle assistera le Directeur Général dans la totalité des travaux d'administration et de gestion de la Société.

Profil souhaité : 30 ans minimum avant d'être une expérience de la fonction en P.M.E.

DIPLOMÉ (S) D'ETUDES SUPÉRIEURES. Adresser C.V. lettre manuscrite et photo.

Ecrire sous le n° 7 063 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

SANDVIK SERVICES

Filiale commerciale d'un groupe industriel international, recherche

CADRE COMPTABLE

Titulaire du DECS

Possédant une première expérience acquise dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise. Sa mission principale sera d'assurer la responsabilité de service. De réelles perspectives d'évolution existent au sein du groupe. Anglaise indispensable.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. à :

SANDVIK SERVICES
Service du personnel
4, avenue Buffon
45100 Orléans-le-Source.

RALLYE

Un Grand de la distribution.

Ce groupe, en pleine expansion en France et à l'étranger (CA 9 milliards de francs, 7 500 personnes) exerce son activité dans de nombreux secteurs : hyper et supermarchés, restauration, bricolage, sport, prêt-à-porter.

Il cherche le numéro 2 de son

CONTROLEUR DE GESTION

Ses principales missions :

- prendre progressivement en charge la consolidation et l'analyse des écarts et plans des filiales ainsi que le suivi des investissements,
- participer à l'harmonisation des outils et procédures de gestion spécifiques à chaque activité,
- assurer leur application dans les filiales.

De formation supérieure, option finance comptabilité, vos 3 ou 4 ans d'expérience de contrôleur de gestion en entreprise ou en cabinet vous ont permis de prendre connaissance des particularités du secteur de la distribution.

Votre compétence, votre autorité et votre dynamisme vous permettront d'évoluer rapidement vers des postes à hautes responsabilités dans le cadre du groupe.

Poste à pourvoir à BREST.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 602.125 M (à mentionner sur l'enveloppe).

B K C **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

USINOR ACIERS DUNKERQUE

No 1 de la sidérurgie française.
No 1 européen.
20 milliards de C.A. en 1985.
9000 personnes, une image forte.

Responsable du service technique électricité

Au sein des services techniques centraux d'entretien, le Service Electricité a pour mission : « de fournir à tous les services concernés une aide technique de haut niveau » de connaître l'évolution technologique en vue d'applications dans l'usine.

Ces missions sont à mener à bien dans des domaines diversifiés : distribution haute et moyenne tension, machines tournantes, régulation, automatismes... Les actions sont à développer en matière d'études techniques, de méthodes d'entretien, de spécifications, de sous-traitance, d'analyse de fiabilité, de normalisation, réglementation, standardisation.

L'intéressé aura un sens relationnel développé car les interlocuteurs sont multiples : demandeurs, constructeurs, services travaux, neuf, organismes officiels, etc. Il doit, pour être efficace, avoir une dizaine d'années d'expérience comme responsable de maintenance électrique d'une grande unité, ou avoir en la responsabilité de grands chantiers.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence 45 M.281 à notre Conseil : Charles-Emmanuel Koehrer, CPA 3, rue de Liège 75009 Paris.

CP

MEMBRE DE SYNTIC

capitole regio nou

Jeunes diplômés de l'enseignement

PLASTQUES BAS

Ingénieur chimiste

AXONE

COMMERCIAL EXPORT

GRH conseils

AGENCE CONFIE

GENERALISTES EVOL

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

DIRECTION DES TELECOMMUNICATIONS D'ILE-DE-FRANCE

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur

Universités : Licence ou Maîtrise Scientifique
I.U.T. : D.U.T. de génie électrique, mesures physiques, génie civil.

Les Télécommunications vous offrent en Ile-de-France des emplois de cadre dans divers secteurs d'activité de l'entreprise : commutation, transmission, recherche, technico-commercial.

Un concours vous est ouvert les 17 et 18 avril 1986.
(Conditions de participation : nationalité française - 30 ans maximum au 01-01-86).

Inscriptions closes le 17 mars 1986.
Pour obtenir toute information et un dossier de candidature :

NUMERO VERT 05 21 11 11

APPEL GRATUIT

Société de premier plan dans le domaine de l'électronique, nous connaissons une forte croissance et notre ambition est de relever le défi de la concurrence internationale. Nos futurs collaborateurs pour l'un de nos centres situés en province devront nous convaincre de la réussite de leur expérience professionnelle, de leurs qualités de manager et de leur capacité à s'impliquer totalement dans nos projets. Dans tous les cas, la pratique de l'anglais est indispensable.

Directeur de la qualité
300.000 F (réf. B/5865M)

Missions : Rattaché au Directeur du Centre, il doit élaborer le plan qualité du centre et y développer la motivation qualité; contrôler l'application des programmes qualité au niveau des activités et des coûts; être l'interface des clients et le garant de l'adéquation des méthodes de contrôle et de l'évolution des technologies.

Profil : Ingénieurs électroniciens; une expérience d'environ 5 ans dans un univers de production.

Responsable informatique industrielle
300.000 F (réf. B/5866M)

Missions : Réaliser la mise en place et veiller au bon fonctionnement des moyens informatiques nécessaires à une gestion claire et rigoureuse de la production et de l'automatisation des lignes de fabrication.

Profil : Ingénieurs en informatique; expérience de 4 à 5 ans dans un contexte de production très automatisée.

Responsable planning
250.000 F (réf. B/5867M)

Missions : Interface de tous les services du centre et en relation constante avec les autres sites industriels, il gère le carnet de commandes internes, définit l'ordonnement des programmes de production, assure la gestion des expéditions, est le garant des délais.

Profil : Grandes écoles (Arts et Métiers, Centrale, HEC...); expérience de 3 ans au moins en organisation industrielle ou gestion de la production.

Pour ces postes, les réponses seront transmises directement à notre client; prière d'indiquer le nom des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées. Ecrire en précisant la référence du poste choisi :

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PLASTIQUES ELASTOMERES

CONCEPTION ET DEVELOPPEMENT DES PRODUITS - SUVI QUALITE

La compétence de notre personnel et les équipements ultra-modernes de notre PME nous permettent de fabriquer des produits à usage industriel de grande qualité dans des conditions très performantes.

Pour demeurer leader dans nos fabrications, nous créons ce poste :

Ingénieur chimiste

chargé de la définition et du développement des produits.

Rattaché au Directeur Général, cet ingénieur diplômé en CHIMIE ORGANIQUE sera chargé de la mise au point des produits et responsable de la qualité.

Constantement à l'écoute des besoins du marché, il aura le souci d'adapter les produits de l'entreprise en fonction des évolutions scientifiques et technologiques. Il définira les règles et procédures de qualité et animera la petite équipe chargée d'en assurer le suivi.

Le candidat devra avoir une première expérience des plastiques et élastomères acquise en laboratoire de recherche ou en fabrication.

La disponibilité, l'innovation, le sens du contact, une parfaite maîtrise de la langue anglaise, l'entraiment pour un poste en PME sont indispensables.

Pour ce poste, basé à proximité de VALENCIENNES, nous avons chargé notre Conseil, J.-P. PERNAK, de traiter confidentiellement votre candidature s/réf. 86043.

AXONE

20, place Salvador-Allende
59650 VILLENEUVE D'ASCO
Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - Marseille

Important groupe industriel français - 4500 personnes, 1,5 Milliard de C.A.
recherche
pour une de ses Divisions située dans la NIEVRE (2300 personnes)

UN INGENIEUR INDUSTRIALISATION
débutant ou 1 à 2 ans d'expérience.

Il sera chargé de l'étude et de la mise au point du produit et des procédés de fabrication dans les meilleures conditions de productivité et de fiabilité.

Le poste requiert :
• une formation ingénieur mécanique grandes écoles (A.M. - I.N.S.A. Mécanique ICAM et ECAM...)
• une connaissance de l'outil informatique serait appréciée.
• des qualités d'animateur et de réalisateur.

Possibilités d'évolution de carrière au sein du groupe pour candidat de valeur.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence 1975 à Lévi-Tournay/Assoom 31, Bd Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. Discretion assurée.

COMMERCIAL EXPORT EST Agro-Industrie

Un des premiers groupes français du secteur «CEREALES-APPROVISIONNEMENTS» (C.A. 8 milliards de Francs), qui, à partir de racines régionales, a, de par la volonté de réussir de sa direction générale, de ses cadres et de l'ensemble de son personnel, développé ses activités dans le monde entier, recherche UN COMMERCIAL EXPORT. Pour des produits agro-alimentaires industrialisés, il sera chargé de prospecter et développer une clientèle sur l'Allemagne, la Belgique, le Luxembourg, en vue d'écouler les tonnages actuellement commercialisés sur ces pays. Il sera responsable de la négociation des contrats et il prendra en charge les problèmes de logistique. Son analyse des marchés lui permettra de faire évoluer la gamme des produits. A ces attributions, s'ajoutant celles de gestionnaire, me des produits. A ces attributions, s'ajoutant celles de gestionnaire, me des produits. A ces attributions, s'ajoutant celles de gestionnaire, me des produits.

chargé de superviser le fonctionnement d'une usine (45 personnes), en étant secondé par un Directeur de Production et un responsable administratif. Ce poste conviendrait à un candidat de 30-35 ans, ayant une bonne culture générale, bilingue français/allemand, et possédant quelques années d'expérience de négoce de produits agro-alimentaires. Il sera un excellent gestionnaire. Un homme de valeur peut se créer une situation extrêmement rémunératrice. Ecrire sous référence 802/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.
Discretion assurée.

Groupe Multinational Américain
recherche pour sa Direction export basée à AIX-EN-PROVENCE

BUDGET MANAGER (junior) M

Elaboration, contrôle et suivi des budgets des régions. Appui en organisation.

Une formation très solide en contrôle (par exemple : ESCA, option contrôle de Gestion) ainsi que l'anglais courant seront exigés. Une première expérience dans un groupe international sera très appréciée. Connaissances en informatique.

Des voyages en Afrique sont prévus.

Evolutions possibles pour candidat de valeur. Adresser CV, photo sous référence 10588 à

a.m.s. sélection
5, avenue Foch 13004 Marseille.

Mutuelle Assurance des Instituteurs de France

l'une des premières mutuelles d'assurance (C.A. 5 milliards de francs, 3 000 salariés)

recherche
pour le département informatique de son siège social situé à Niort (79), son futur

ADJOINT AU RESPONSABLE DU SERVICE STATISTIQUE (h/f)

- développer et coordonner les moyens informatiques, matériels et logiciels, du service.
- réaliser des analyses de données destinées aux directions opérationnelles.
- utiliser les matériels : Bull DPS 8, Compaq 286, Tektronix 4109.

Voilà ce que nous proposons à un jeune diplômé d'école d'ingénieur ou DESS, d'une filière à dominante informatique, avec une solide formation en statistique, débutant ou ayant de 1 à 3 ans d'expérience.

Rémunération : 140 000 +

Si vous êtes tenté par la technicité et les responsabilités, merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) à :

Jean-Marie GUILHOT, département Gestion du Personnel
MAIF, 79038 NIORT CEDEX

BANQUE DE DEPOTS - 500 PERS.

DIRECTEURS D'AGENCE CONFIRMES
SAINT-ETIENNE - NIORT (réf. 4018/DA)

EXPLOITANTS GENERALISTES EVOLUTIFS
ORLEANS - PAU - AMIENS - PARIS - NICE (réf. 4018/EG)

- Si vous êtes titulaire d'une formation supérieure solide (ESC, ITP, CESB).
- Si votre expérience bancaire (3 ans min.) témoigne de vos aptitudes commerciales et de votre maîtrise de l'analyse financière.

VOUS POUVEZ SANS DOUTE PARTICIPER A NOTRE DEVELOPPEMENT.

Adresser votre dossier de candidature (lettre man., photo et prêt.) en précisant la réf. et la ville choisie à :

AXONE 20, place Salvador-Allende - 59650 VILLENEUVE D'ASCO

Chargée de Communication

CCI de la région Centre, la qualité de nos prestations est reconnue dans les milieux économiques et industriels.

Chargée de communication, votre mission sera très diversifiée : élaboration d'une stratégie de communication interne et externe, rédaction et présentation graphique, édition de tous les supports d'information, harmonisation du "plan MEDIA" des actions de la CCI, participation aux manifestations régionales.

De formation supérieure, niveau maîtrise (Sciences-Eco, Droit ou Sciences-Po) avec une orientation ou une expérience des relations publiques, du journalisme ou de la publicité, vous avez une excellente culture générale, un bon sens des relations humaines (à haut niveau) et surtout des qualités rédactionnelles indéniables.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous réf. 86073 M, à Ph. GAUTIER, Delalandre et Gauthier Consultants, 3, rue du Maréchal Foch - 37000 TOURS

مكتبة من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DÉCOUVRIR ET FAIRE DÉCOUVRIR



L'Éducation d'Achille - E. Delacroix.

Toutes les enquêtes auprès des jeunes diplômés des grandes écoles concordent : l'acquisition d'une bonne formation de départ figure parmi les principaux critères de choix d'une première entreprise. Nous avons consacré en 1984 plus de 12% de notre masse salariale à la formation de notre personnel. La formation initiale de nos nouveaux collaborateurs représente une part importante de cet effort.

DÉCOUVRIR...

Nos nouveaux collaborateurs suivent une formation d'un an, normalement rémunérée, suivant un programme alterné dans nos centres d'Éducation de la Région Parisienne et sur le terrain dans le cadre d'une agence parisienne ou d'une Direction Régionale. Cette formation est conçue pour leur permettre d'acquérir les connaissances professionnelles les plus à jour nécessaires à l'exercice de leur métier. Le paysage informatique change chaque jour : notre activité est en constante évolution, nos métiers se renouvellent sans cesse. Nous offrons à chacun

la possibilité de réaliser ses aspirations et son potentiel par un accès à une formation permanente.

... ET FAIRE DÉCOUVRIR

Nous les formons aussi pour qu'ils transmettent leurs connaissances à nos clients. Du cahier des charges initial à la mise en œuvre d'une solution, ils doivent s'exprimer dans un langage accessible à des interlocuteurs variés. Ils doivent être de bons pédagogues, c'est-à-dire savoir écouter, expliquer, conseiller et convaincre.

QUI RECRUTONS-NOUS ?

De JEUNES DIPLÔMÉS(ES) D'ÉCOLES D'INGÉNIEURS OU DE COMMERCE ET DE GESTION (Bac + 4 minimum), débutants.

Pour des postes d'INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET D'INGÉNIEURS TECHNICOMMERCIAUX.

Merci d'adresser votre lettre et un C.V. détaillé à notre Département Recrutement, 2, rue de Marengo, 75001 Paris, sous référence 511.

IBM France
le bon départ

intel

Manager et gestionnaire de nos services généraux

Filiale d'un important groupe multinational du domaine Micro-informatique, INTEL France, également siège européen, est implantée sur un nouveau site à Saint Quentin en Yvelines. Nous recherchons le futur responsable de l'ensemble des services généraux : bâtiment, télécommunications, achats et assurances. Ingénieur Arts et Métiers ou équivalent ouvert à la gestion, il a nécessairement acquis une expérience d'environ 5 ans dans une fonction proche : maintenance, logistique, suivi des sous-traitants. Rapportant à un manager européen, basé en Allemagne, il doit agir avec un assez large degré d'autonomie dans l'animation d'une équipe de plusieurs collaborateurs, l'organisation de ses activités et

la gestion d'un budget de 10 MF. Ponctuellement il pourra piloter des projets d'investissements nouveaux. On attend de lui qu'il formalise, au travers d'études, les résultats de sa propre gestion (mise en place de tableaux de bord, d'indicateurs, de standards et procédures). Un excellent niveau d'anglais doit lui permettre d'assurer son rôle d'interface avec les managers européens. Des possibilités d'évolution vers des fonctions de gestion peuvent ensuite être envisagées. Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier à notre Conseil sous la référence FI/01 : INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail 75006 Paris.

MEMBRE DE SYNTIC

INFRAPLAN

Jeune ingénieur pour organiser le développement

Nous sommes une société privée et performante ayant pour objet exclusif la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières. Notre développement exige aujourd'hui un important effort d'organisation. Dans ce cadre, nous mettons en place une informatique, en collaboration avec un partenaire de notre Groupe à l'étranger qui vient d'achever son installation sur IBM 38.

Jeune ingénieur, vous voulez valoriser une première expérience en organisation au sein d'une entreprise dynamique, évoluant dans un secteur en pleine croissance.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV détaillé et prétentions) à Guillaume Astier qui étudiera personnellement votre candidature. 4, rue Saint-Florentin - 75001 Paris.

Dans un premier temps, nous vous proposons de :

- mettre en œuvre notre stratégie informatique,
- assister les utilisateurs dans la formalisation de leurs besoins,
- superviser les réalisations correspondantes,
- nous aider à optimiser nos procédures de fonctionnement par la promotion de la micro-informatique.

Vos perspectives d'évolution seront ensuite à la mesure de notre développement.

CMF

COMPAGNIE DE GESTION MOBILIERE ET FINANCIERE

هكذا من الأصل

LA R.F.A. : UN VASTE MARCHÉ POUR UN INGENIEUR GRANDE ÉCOLE

Appartenant au secteur Mesure et Régulation de Schlumberger, SEREG est le spécialiste français du Contrôle Industriel. Ses produits (capteurs, instruments, systèmes, vannes de régulation) s'imposent sur les plus grands marchés européens. La R.F.A., premier pays économique de la France représente à elle seule un potentiel très étendu. Déjà implantés, nous savons qu'il y a encore des places à prendre. C'est un pôle prioritaire de nos activités export.

INGENIEUR EXPORT

Un challenge que nous ne confierons qu'à un Ingénieur Grande École, confirmé depuis au moins 3 ans à un poste d'ingénieur international dans le domaine des biens d'équipement industriels. Bref, un acquis qui va lui permettre de suivre et développer nos clients les plus importants, en leur fournissant en toute autonomie 50% du temps sur le terrain, il connaît la langue et la culture industrielle allemande et peut même résider en R.F.A. s'il le souhaite.

La mission bien menée, il peut à terme concrétiser une carrière encore plus européenne. À ce titre la connaissance de l'anglais est indispensable. En outre, notre groupe, résolument tourné vers l'innovation, ouvre de très larges perspectives d'évolution pour ses cadres les plus performants.

Veuillez préciser la référence 218 M dans le dossier de candidature que vous adresserez à Marc Caron, Direction du Personnel, SEREG, 100 rue de Paris, 91342 MASSY CEDEX.

SEREG
Schlumberger

Responsable export



Moyet Pécia - Notre société (250 personnes) fabrique et distribue des articles de présentation et de décoration destinés principalement aux professionnels de la restauration, de l'hôtellerie et de la pâtisserie. Leaders en France, sûrs de nos produits et de notre outil industriel, nous souhaitons, aujourd'hui, conquérir de nouveaux marchés, et créer la fonction de responsable export. Dans ce domaine et en relation avec la direction, il définira la stratégie, mènera les études de marché, choisira les modes de distribution et proposera les adaptations de nos produits. Nous recherchons un professionnel de l'export, à la fois vendeur et homme de marketing, ayant au moins cinq ans d'expérience. Une formation supérieure commerciale est souhaitée. La maîtrise de l'anglais est indispensable, une troisième langue serait un atout. Le poste est basé en région Rhône Alpes. La rémunération sera fonction de l'expérience. Envoyer curriculum-vitae et prétentions en précisant la référence S/8068M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE (Siège PARIS) recherche pour son Département ASSURANCES COLLECTIVES CADRE

POUR ASSISTER LE RESPONSABLE DE LA GESTION

Sa mission : contrôler et coordonner le fonctionnement des secteurs production, rédaction, cotisations et sinistres. Il devra également assurer la liaison avec les services informatique et comptabilité.

Son profil : Cadre de 35 ans environ, une expérience confirmée de 5 à 10 ans dans la branche avec de grandes capacités d'organisation et d'encadrement. Une bonne compréhension des besoins informatiques de son secteur sera vivement appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo (restituée) et prêt sous réf. 3502 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

UNION CARBIDE est l'un des leaders mondiaux spécialisé dans la production et la commercialisation de GAZ INDUSTRIELS, par le biais d'applications technologiques de pointe. Pour faire face à notre expansion rapide (+ 30% de CA/an), nous recherchons

VENDEURS DE HAUT NIVEAU

SI VOUS AVEZ

- Soit une formation supérieure (école d'ingénieurs, école de commerce, Université, ...) avec deux à trois ans d'expérience technico-commerciale, soit un BTS et une forte expérience de la vente de produits techniques.
- Une personnalité affirmée, une grande disponibilité, un esprit ouvert et la volonté de réussir.
- La maîtrise des contacts humains et des négociations à haut niveau.
- Une bonne connaissance de l'anglais.

NOUS VOUS PROPOSONS

- Un poste motivant dans une équipe jeune et dynamique. Après plusieurs années, de larges possibilités d'évolution dans le groupe pour des candidats de valeur.
- Des produits (Oxygène, Azote, Argon), services et applications de qualité.
- Des responsabilités commerciales dans des domaines d'activités variés et à fort potentiel.
- Des contacts avec d'importants industriels français.
- Une formation technique et commerciale approfondie.
- Une rémunération attractive et une voiture de fonction.

VOUS AVEZ BIEN LU ET VOUS ÊTES INTÉRESSÉS ?

adressez CV, photo et rémunération actuelle à

UNICAR
UNION CARBIDE

M. le Directeur du Personnel
UNION CARBIDE FRANCE
4, place des États-Unis
91114 KUNING CEDEX
(discrétion assurée)

OFFRES D'EMPLOI

UN INGENIEUR
METHODES MAINTENANCE

DEUX INGENIEURS
PROJETS TRAVAUX NEUS



Jeune adjoint(e)
au contrôleur de gest.

BETEL INGENIEUR

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

INGENIEURS GRANDES ÉCOLES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNISABI premier fabricant français d'aliments préparés pour animaux familiers.

UNISABI société française du groupe international Mars inc., leader sur son marché avec des marques performantes : CANIGOU, PAL, FROLIC, WHISKAS, LOYAL, BREKIES, KITKAT, RONRON.

UNISABI ce sont 1000 collaborateurs, 3 usines récentes aux installations de production performantes, 3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Une croissance annuelle soutenue, un volume à l'export de 25%.

Dans le cadre du développement de notre principale usine et de nos investissements très importants, nous recherchons :

UN INGENIEUR METHODES/MAINTENANCE

Réf. BT1

Votre mission : en étroite relation avec les services Production, Travaux Neufs, Recherche et Développement, il/elle définira et gèrera les méthodes et les moyens pour l'optimisation technique et financière des équipements à dominante mécanique et automatisée. Il/elle rejoindra une équipe existante de 3 ingénieurs mécaniciens et électriciens.

Votre profil : de formation supérieure - Ecoles d'ingénieurs techniques (Centrale, AM, ENSI ou équivalent) avec une expérience de 2 à 4 ans.

DEUX INGENIEURS PROJETS/TRAVAUX NEUFS

Réf. BT2

Votre mission : en liaison avec l'ensemble des services de l'usine Production, Maintenance, Organisation Industrielle et Recherche et Développement, il/elles assureront la réalisation de projets de développement industriel depuis l'étude (conception, planification, suivi financier) jusqu'à la mise en service.

Votre profil : de formation supérieure - Ecoles d'ingénieurs techniques (Centrale, AM, ENSI ou équivalent). Débutants ou 2 à 3 ans d'expérience.

Il/elles auront le goût du travail en équipe. Il/elles sauront écouter et convaincre dans une entreprise où la communication est directe et facile et qui privilégie l'initiative, l'initiative et l'innovation.

De larges possibilités d'évolution existent, tant dans le domaine industriel que dans d'autres départements de l'entreprise.

Ces postes sont à pourvoir dans un environnement agréable de la région d'Orléans (1h 1/2 de Paris).

Salaires motivants selon l'expérience et la compétence des candidats.

Adresser C.V. et photo en précisant la référence du poste choisi à UNISABI
Département du Personnel/BT
BP 7
45550 Saint Denis de l'Hôtel.



Jeune adjoint(e) au contrôleur de gestion

Venez rejoindre un Groupe qui se développe, leader sur le marché des aliments énergétiques.

Vous participerez à l'ensemble de la mission de contrôle de gestion : contrôle des coûts, contrôle budgétaire, étude de rentabilité, participation à l'élaboration des budgets et plans à 3 ans, analyse statistiques.

Homme de contact, votre présence active sur le terrain et votre sens de la communication favoriseront une relation de qualité avec les différents services de la Société.

Diplômé(e) d'une Ecole de Gestion type ESC ou DECS, vous êtes débutant ou avez une courte expérience en Entreprise. Vous aimez l'analyse chiffrée et une ambiance de travail dynamique, envoyez votre C.V. + photo + lettre manuscrite sous références M 24F à notre Conseil :

ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

ARCO

BETEL INGENIERIE

recherche pour son département

INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

(systèmes embarqués, avionique, imagerie, logiciels de base...)

INGENIEURS GRANDES ECOLES
(MINES, ESE, ENST, ENSIMAG, ENSEIHT...)
(Option Informatique ou Automatique)

ayant acquis une première expérience temps réel sous l'un des environnements suivants : 68000, UNIX, C, PASCAL, VAX, 8086, 8088, RMX, PDP, MITRA, SOLAR.

Merci d'adresser votre candidature et liste de disponibilité à :
BETEL INGENIERIE (s. réf. B031)
23, rue de la Paix - 75002 Paris



BSN : portes ouvertes sur votre avenir.

BSN, premier groupe alimentaire français, 80 Sociétés, 30 Milliards de francs de C.A. en 85, 37000 personnes au service de centaines de millions de consommateurs dans le monde, de quoi alimenter bien des ambitions, les vôtres.

BSN, un univers industriel qui vous offre aujourd'hui tout un ensemble d'opportunités, autant de portes ouvertes sur l'avenir.



GERVAIS DANONE

Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1^{er} producteur mondial de produits laitiers français. Qualité, fiabilité et rapidité, 3 règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Responsable de production

Trente ans et déjà les épaules solides, ingénieur de formation généraliste ou alimentaire, une première expérience opérationnelle sur le terrain vous a préparé à assumer des responsabilités. Disponible, vous avez du « répondant » et cette étape est pour vous l'occasion d'affirmer votre tempérament de patron.

Au sein d'une des premières usines de produits laitiers au monde, située au Plessis-Robinson, Gervais Danone France vous propose de prendre en charge sept lignes de fabrication et 120 personnes pour assurer la production de 35000 tonnes de yogourts par an.

Dans un contexte dynamique et évolutif lié à une automatisation accrue et à des méthodes de management participatives, il vous faudra être attentif à l'organisation, à l'animation dans un domaine où l'efficacité implique non seulement le respect des délais, mais aussi un souci constant de la qualité ainsi qu'une réflexion prospective sur le plan technique. Réf. C 12 M.

Contrôleur de gestion central

Vous avez acquis une solide expérience du contrôle de gestion au sein de plusieurs sociétés industrielles et vous cherchez à présent un poste tremplin vers une Direction Administrative et Financière.

Nous vous proposons de concevoir, de mettre en place, puis de piloter un système de contrôle de gestion unifié pour la nouvelle société VMC. Basé au Siège, à Reims, rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous travaillerez en étroite collaboration avec les contrôleurs de gestion des 3 usines dans le cadre de la fusion des systèmes actuels. Réf. Y 1 M.

Responsable relations sociales

Professionnel des Relations Sociales, vous pouvez aujourd'hui envisager la responsabilité pleine et entière de la fonction au sein d'une importante unité. Nous vous proposons de réaliser ce projet à l'usine de Reims (1200 personnes) et d'animer une équipe de 10 collaborateurs sur l'ensemble de la fonction : gestion et administration du personnel, dialogue avec les partenaires sociaux, communication, information, formation, expression des salariés... Une réussite à ce poste de premier plan constituerait un atout majeur dans votre évolution vers une Direction des Relations Humaines et Sociales. Réf. Y 2 M.

Ingenieur organisation

Jeune ingénieur, vous avez 2 ou 3 ans d'expérience en production, méthodes ou organisation au sein d'une usine et vous êtes familiarisé avec la mise en place de systèmes micro-informatiques.

Nous vous proposons d'animer, sur l'ensemble de l'usine de Givors (69), les actions d'organisation, de formation et d'information qui accompagnent l'évolution des techniques, des méthodes, des structures, avec l'objectif permanent d'améliorer productivité, efficacité et conditions de travail. Ce poste, au carrefour de la technique, de l'humain et de l'économique, vous ouvrira de larges perspectives d'évolution. Réf. Y 3 M.

Ingenieur débutant

Pour conforter son rang de leader français et élargir son activité à l'export, Kronenbourg attache une importance capitale au développement intensif de nouveaux produits, process, contenants et emballages.

Une démarche marketing guide cette politique mais les recommandations marketing ne deviennent produits que grâce à ses ingénieurs de Développement qui les enrichissent et les modulent par leur approche faisabilité, qualité, production jusqu'à leur naissance industrielle.

C'est précisément la mission que la Direction du Développement Technologique souhaite vous confier.

A l'interface des directions Marketing et Industrielle, vous définirez en synthétisant les recommandations, puis mettez au point des applications nouvelles dans le domaine du conditionnement (bouteilles, boîtes, fûts, nouveaux contenants, ...) et du packaging (films plastiques, packs, cartons, ...).

Animateur d'équipes-projets pluridisciplinaires réunissant les directions concernées, vous savez créer une synergie efficace autour des projets dont vous gérez les budgets et menez la réalisation jusqu'au lancement industriel, en liaison étroite avec les fournisseurs.

Vous assurez par ailleurs une mission permanente de proposition d'innovations technologiques et d'information auprès des différentes directions. Une mission exigeante, passionnante, au carrefour des enjeux futurs du marché, dans laquelle votre engagement personnel vous permettra d'élargir rapidement le champ de vos compétences et d'évoluer vers la production où l'on aura su apprécier la pertinence de vos propositions. Poste basé à Strasbourg. Réf. P 4 M.

Merci d'adresser votre candidature en précisant le poste choisi, sa référence et votre rémunération actuelle à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran 75381 Paris Cedex 08.

BSN

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

INGENIEURS système IMS

Notre centre équipé d'ordinateurs type 308X sous MVS-JES3, au cœur d'un réseau international en pleine extension, renforce son équipe télétraitement.

Nous recherchons des Ingénieurs de formation Grande Ecole ou Universitaire, disposant d'une expérience IMS dans un contexte MVS-VTAM.

Vous disposerez de nombreuses possibilités de formation et d'intéressantes perspectives d'évolution dans notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 3003 à SAINT GOBAIN INFORMATIQUE - Les Miroirs Cedex 27 - 92096 Paris La Défense.

SAINT-GOBAIN

Ingénieur commercial broadcast

SONY

Au sein de SONY FRANCE, la forte croissance des ventes en électronique professionnelle nous conduit à créer le poste d'ingénieur commercial pour notre activité BROADCAST. Directement rattaché au Responsable du Département, le collaborateur prendra en charge la commercialisation de nos différents gammes de produits (caméras professionnelles, magnétoscopes, monteurs, systèmes vidéo...) auprès d'une clientèle de professionnels de l'image et de grandes entreprises. Il devra peu à peu intégrer notre technologie de façon à pouvoir élaborer avec nos clients les systèmes de communication les mieux adaptés à leurs besoins spécifiques. Le haut niveau des négociations nous conduit à intégrer un jeune professionnel de la vente, de formation technique ou économique supérieure, justifiant d'une première expérience réussie de la commercialisation de matériels et systèmes informatiques ou électroniques sophistiqués voire bureautiques. Dynamisme et passion pour la communication sont nécessaires pour réussir ! La maîtrise de l'anglais est indispensable pour ce poste. Notre fort développement nous permet d'envisager de réelles possibilités d'évolution pour ce nouveau "partenaire" de notre entreprise ! Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 552.86 M à notre Conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron s.a.

AMBASSADEUR... CREEZ L'EVENEMENT !

Avez tout homme de communication, devenez notre homme public.

Il s'agit pour vous de promouvoir l'image de notre société d'économie mixte et de nos produits en créant l'événement dans la région Midi-Pyrénées tout en conjuguant art de vivre et professionnalisme.

Directement rattaché à notre Direction Générale, votre mission sera :

- de créer le plan de communication interne et externe de notre entreprise : house organ, audiovisuel, documentation, plan média...

- d'établir des contacts avec les chefs d'entreprises les responsables et les élus locaux.

De formation type Sciences Po, écoles de commerce, ou CELSA... vous avez acquis une expérience des relations publiques et commerciales dans le secteur de la publicité ou une entreprise.

Ce poste, évolutif, fondamentalement intégré à la stratégie de notre entreprise, ne peut convenir qu'à un candidat de valeur. Vous serez basé dans la région Midi-Pyrénées.

Notre conseil J.-P. POHU étudiera confidentiellement votre candidature s/réf. 602, à l'adresse suivante : SCA Perspectives - 55, rue de Clichy - 75009 PARIS.

SCA Perspectives

Groupe des Fromageries BEL PARIS SAINT-LAZARE

(6 300 personnes - 18 usines)

recrute pour son Département Organisation Informatique - doté d'un réseau de matériel IBM articulé autour d'un centre serveur 43 (VM, VSE, CICS, SGBD) et de nombreux IBM 36 :

CHEF DE GROUPE DE DEVELOPPEMENTS

Entouré d'une équipe d'ingénieurs et techniciens, il aura pour mission de mener un ou plusieurs projets de la conception à la mise en exploitation.

De formation INGENIEUR GRANDE ECOLE (Centrale, Ponts, ...), le candidat aura une solide expérience en informatique de gestion (3 à 5 ans minimum).

Le poste requiert outre des compétences techniques, de réelles qualités de contact, d'animation d'équipe, de la créativité, sous-tendue par un bon sens de l'organisation.



Merci d'écrire avec C.V. et prétentions à Fromageries BEL Chef du Personnel - 4, rue d'Anjou, 75008 Paris.

JURISTE

Il sera appelé à exercer des responsabilités importantes au sein de la Division Juridique. Sa compétence devra pouvoir s'étendre à l'ensemble des problèmes juridiques de la Société et de ses filiales françaises et étrangères.

Il justifiera d'une solide expérience, d'au moins 5 années, dans le domaine du droit des affaires et

du droit des sociétés, acquise de préférence au sein d'un groupe à vocation internationale. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. + photo + prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3014 à

MEDIA BA
9, bd des Italiens - 75002 PARIS

PHARMACO-TOXICOLOGUE

Centre de recherche, région parisienne recherche jeune pharmacotoxicologue pour développer recherches fondamentales et appliquées en toxicologie.

Formation : pharmacien, vétérinaire, médecin, docteur Es-sciences. Expérience 1 à 2 ans dans le domaine de la toxicologie.

Adresser CV et tirés à part des publications sous réf. 2787 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

consultant confirmé HF

J'exerce avec passion, depuis 25 ans, le métier de conseil en recherche de cadres.

Sous mon nom depuis octobre 1978, JACQUES TIXIER S.A. a acquis de bonnes références dans l'industrie pharmaceutique et chimique, l'informatique, l'électronique, l'ingénierie et la BTP.

Nous pratiquons avec succès la méthode de recherche par approche directe, tout en faisant appel à des supports de communication comme la presse, bien sûr.

Aujourd'hui, je cherche un nouveau consultant. Je le vois rigoureux et intuitif, 30 ans minimum, ayant un diplôme d'études supérieures (Ecole ou Université) avec, de préférence, une première expérience dans notre métier ou en entreprise.

Réellement autonome, il prend en charge la responsabilité complète de ses recherches et est capable de développer sa clientèle. Je lui propose une rémunération composée d'un fixe et d'un intéressement.

Le poste est basé à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 469, à JACQUES TIXIER - JACQUES TIXIER S.A. - 7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.



jacques tixier s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

Jeune Commercial responsable de la diversification

Cette Société (150 MF de C.A.) est une des toutes premières entreprises mondiales au sein du secteur d'activités. Elle propose une gamme complète de services hautement technologiques, destinés à des industries de pointe. Son développement, basé sur la rentabilité, la conduit à diversifier ses activités en France, principalement dans le domaine du service.

Pour préparer et piloter les diversifications, nous recherchons aujourd'hui un jeune cadre dont les missions seront les suivantes : étude et préparation des plans de développement ; activation des projets par la recherche de partenaires ;

promotion du développement des nouvelles entités notamment sur le plan de l'animation commerciale.

Pour ce poste très évolutif, nous souhaitons rencontrer un jeune cadre de haut niveau (diplômé de l'enseignement supérieur : Sup de Co, par ex) qui possède une première expérience commerciale, très motivé par tout ce qui est du domaine de la création d'entreprises ou de la création d'activités.

Les conditions offertes, et notamment le niveau de rémunération sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et rémunération actuelle, sous référence 9708 M, à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Responsable Promotion-Publicité

PRODUITS INDUSTRIELS

Société Commerciale, spécialisée dans les biens d'équipement industriel, filiale d'un grand groupe international, recherche un collaborateur de formation supérieure, âgé d'au moins 30 ans, possédant une solide pratique des actions publicitaires liées à des produits industriels et parlant l'anglais.

Dans le cadre du plan marketing et de son budget, il définira et mettra en oeuvre la stratégie en matière de publicité, de communication et de promotion des ventes : relations avec l'agence publicitaire, suivi des réalisations, documentations publicitaires, image de marque, participation à des salons et expositions...

Pour mener à bien ces tâches, il sera assisté par deux personnes.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 1911 à AXIAL Publicité, 27 rue Taillout 75009 Paris, qui transmettra.

CLECIM

JEUNE JURISTE HAUT NIVEAU

Nous sommes une importante Mutuelle d'Assurances en pleine expansion. Nous recherchons pour notre service juridique un

Juriste en Droit des Sociétés (H/F)

Rémunération attractive. Poste à PARIS.

Vous avez une maîtrise en droit des affaires, une bonne connaissance en droit des sociétés, une expérience de 5 ans, une grande rigueur et le sens des contacts.

Vous serez l'adjoint de notre spécialiste de droit des affaires. Votre mission sera essentiellement : créations de sociétés filiales, organisation de conseils d'administration et d'assemblées générales, modification de statuts et, plus généralement, suivi juridique de nombreuses sociétés.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 1978 à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75008 Paris Cedex 02 - qui transmettra

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune analyste financier

Le département Services d'Investissement de la Société Générale recherche un jeune analyste financier pour son service de conseil en investissement.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire (Ecole ou Université) et posséder une première expérience dans le domaine de l'analyse financière.

Il devra être capable de travailler en équipe et de communiquer efficacement.

Adresser CV et photo à : Société Générale, Direction des Services d'Investissement, 1, rue de la Harpe - 75001 Paris.

Hybrid Systems

BEIR TECHNO-COM

BEIR TECHNO-COM recherche un ingénieur commercial pour la région de Paris.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur et posséder une première expérience commerciale.

Adresser CV et photo à : BEIR TECHNO-COM, 10, rue de la Harpe - 75001 Paris.

WENS

Ingénieurs

Ingénieurs de formation supérieure, nous recherchons des candidats pour nos services de conseil en ingénierie.

Adresser CV et photo à : WENS, 10, rue de la Harpe - 75001 Paris.

Serve SA

Gilbarco

DEVELOPPEMENT LAG

DEVELOPPEMENT LAG recherche un ingénieur commercial pour la région de Paris.

Le candidat devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur et posséder une première expérience commerciale.

Adresser CV et photo à : DEVELOPPEMENT LAG, 10, rue de la Harpe - 75001 Paris.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Un Important Groupe d'Assurances recherche à Paris

un jeune analyste financier

Le candidat s'intégrera dans une équipe financière restreinte dont le seul permanent est celui de l'efficacité. Il devra, pour ce faire, avoir un esprit particulièrement mobile et ouvert et posséder de grandes facultés d'adaptation. Sa mission principale sera d'aider aux prises de décision en matière de gestion de valeurs mobilières. Il recevra, en outre, des missions ponctuelles qui couronneront les multiples aspects d'une direction financière. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat :

- de formation supérieure (Sup. de Co., Sciences Eco...)
- ayant le goût des contacts humains
- connaissant parfaitement l'anglais
- titulaire d'une expérience significative (1 à 2 ans minimum dans le domaine de l'analyse financière).

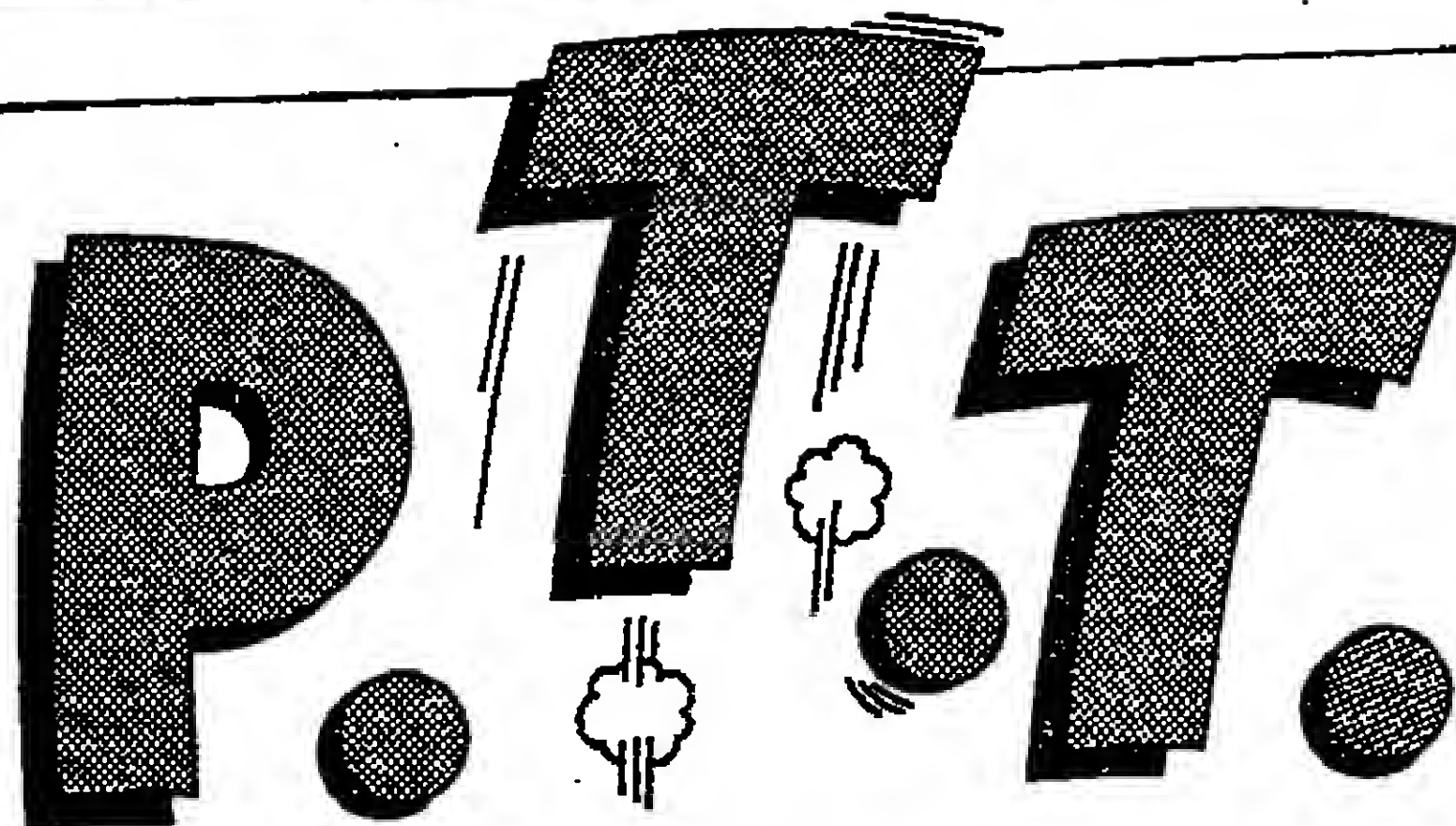
Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et résumés récents) sous réf. 1935 à L.T.A. 31, Bd Bonne Nouvelle 75003 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

Hybrid Systems

Filiale de société américaine de composants électroniques, nous créons un poste :

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

De formation électronique, le candidat n'aura pas obligatoirement une expérience de la vente, mais il fera preuve d'une réelle volonté d'orientation vers une carrière commerciale. Sur la base d'une clientèle déjà existante, il élargira la prospection et la promotion de nos produits auprès des ingénieurs concepteurs d'équipements électroniques sur la région parisienne et en province. La pratique de l'anglais écrit et parlé est indispensable. La rémunération comprend fixe + pourcentage + voiture fournie. Merci d'adresser votre dossier complet à HYBRID SYSTEMS, 14, rue du Morvan, Silié 525, 54653 RULINGIS Cedex.



Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP...

ET SI C'ÉTAIT VOUS ?

CONCOURS DE L'ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P.T.T.

Et si c'était vous qui bénéficiez de la formation d'une grande école de management public donnant accès à des postes de décideur au sein d'une entreprise qui se consacre à la communication sous toutes ses formes et applique les technologies de pointe dans un secteur en plein développement. C'est ce que propose la Poste et les Télécommunications aux lauréats du concours de l'Ecole Nationale Supérieure des P.T.T.

Devenez Administrateur P.T.T.

Une sélection de très haut niveau, à la mesure des plus ambitieux, vous ouvrira les portes d'une école unique en France.

Une formation rémunérée de 3 ans dont 17 mois à l'ENSA vous préparera à exercer des responsabilités de cadres dirigeants.

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP...

La clôture des inscriptions est fixée au 26 MARS 1986.

Les épreuves se dérouleront les

28 - 29 - 30 AVRIL 1986

3 jours pour entrer en contact avec tout l'avenir.

Ecole Nationale Supérieure des P.T.T. 46 rue Barault 75634 PARIS CEDEX 13.



SIEMENS

recherche pour son département Technique Médicale à Paris

des Ingénieurs de Maintenance

pour installations, mises en service, maintenance préventive et dépannages d'appareils d'imagerie nouvelle (type scannographie RX, RM, radiologie Numérique).

Diplômés en électronique, avec si possible une spécialisation en informatique.

La connaissance de l'allemand est souhaitée, celle de l'anglais est indispensable.

Une formation complémentaire en Allemagne sera assurée.

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur dossier de candidature sous la référence 1467/M à :

Département du Personnel, B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS cedex 01

Siemens S.A.



Partir en campagne, ce n'est pas forcément partir à l'aventure...

Nous sommes les MUTUELLES UNIES, et nous constituons, avec d'autres partenaires, l'un des tout premiers groupes privés français d'assurance, mais aussi et surtout l'un des plus dynamiques : CA 12 milliards de francs, plus de 6 000 collaborateurs, sans oublier un important parc d'informatique de gestion (4 IBM 4341 - 2 IBM 4381 - 1 200 terminaux en France).

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (Ingénieurs, ESC...), vous êtes débutants ou vous avez déjà une première expérience.

Rejoignez-nous pour participer activement à notre développement !

Aujourd'hui, nous vous offrons 3 types de postes. A vous de choisir en fonction de vos acquis et de vos objectifs.

AUDITEUR INTERNE

Responsable de l'efficacité des procédures de contrôle, vous saurez détecter les problèmes éventuels, en faire le diagnostic et proposer les solutions adéquates. Votre action - contrôle et conseil - sera menée dans un souci constant de protection des actifs de la Société d'une part, et d'accroissement de la rentabilité, d'autre part. (Poste basé à ROUEN.) (Réf. AH/08)

INGENIEUR EN ORGANISATION

Au sein de notre service Organisation et en liaison permanente avec les services techniques, vous participerez à la conception de nouvelles procédures de gestion de nos contrats d'assurances. En outre, vous serez chargé de la formation des utilisateurs. (Poste basé à ROUEN.) (Réf. AH/08)

ANALYSTES EN INFORMATIQUE

Vous aurez pour mission l'étude, la conception et la mise en place d'applications de gestion, en liaison permanente avec les services utilisateurs. (Postes basés à ROUEN ou à PARIS.) (Réf. AH/10)

Nos structures vous garantissent une formation de qualité, quel que soit le poste choisi. C'est donc votre esprit ouvert, votre sens des contacts qui feront la différence !

Au niveau du Groupe, il existe de larges possibilités d'évolution vers des postes de management opérationnel ou fonctionnel dans les secteurs commerciaux, techniques ou financiers.

Jeunes diplômés, partez en campagne et adressez votre lettre manuscrite + C.V. en précisant la référence du poste choisi à MUTUELLES UNIES - Mlle PAVAGEAU - 76029 ROUEN Cedex.

(Réf. AH/08)

Mutuelles Unies



UNE FILIALE INOTEC

Nous sommes une jeune société française de 50 personnes en forte croissance et bénéficiant de l'appui de groupes industriels et financiers.

Nos produits font appel aux technologies électroniques et informatiques les plus modernes. Notre marché est la distribution pétrolière.

Pour concrétiser et poursuivre notre développement, nous recherchons :

INGENIEURS DEVELOPPEMENT LOGICIEL

De haut niveau, diplômés d'une grande école (ECP, SUPLEEC, ENSEIHT...). Les candidats H. ou F. sont débutants ou ont de préférence 2 à 3 ans d'expérience dans le domaine.

Nous leur proposons de prendre en charge le développement de logiciels sur des applications intégrant aussi bien le temps réel que la gestion et faisant appel entre autres au système d'exploitation UNIX.

TECHNICIENS DEVELOPPEMENT LOGICIEL

Titulaires d'un diplôme BTS ou DUT et ayant 2 à 3 ans d'expérience. Nous vous proposons de participer au développement de logiciel d'exploitation sur des matériels à base de microprocesseurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à :

GILBARCO DISTRIBUTION S.A.

19, rue de la Jeanne-Fille, B.P. 10223, 95703 ROISSY, Aéroport CDG.

EXPLOITANT H/F

pour assurer au sein d'une équipe la gestion et le développement d'une clientèle d'entreprises industrielles et commerciales.

Diplôme d'Etudes Supérieures ou équivalent requis.

Personne, qui offre de réelles responsabilités et de bonnes perspectives d'évolution, requiert dynamisme et sens commercial.

Expérience de 3 ans minimum dans une fonction similaire.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. photo et résumés récents à : B.P. 35, place de l'Indépendance, 95703 ROISSY, Aéroport CDG.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL LEADER SUR SON MARCHÉ
Siège à Paris - usine dans la Région Parisienne - PMI produisant et commercialisant des ENGRAIS, recrute à PARIS CENTRE

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL

POSSIBILITÉS CERTAINES DE PROGRESSION

Relevant du Directeur Commercial et en relation fonctionnelle avec le Directeur Usine, il bénéficiera d'une large autonomie - au sein de l'équipe commerciale de 13 personnes - pour :

● OPTIMISER la répartition des produits aux Délégés Régionaux de ventes, distributeurs et agents et leur apporter toute l'assistance nécessaire sur le terrain ;

● DÉFINIR la gamme des produits et en assurer la promotion et la publicité ;

● NEGOCIER les contrats avec les fournisseurs nationaux et étrangers de produits non fabriqués par la Société ;

● ÉTUDIER la concurrence et PARTICIPER à la définition des objectifs commerciaux.

Convention collective des industries chimiques.

Le candidat - 30 ans minimum - de formation supérieure, aura une expérience analogue en secteur industriel. La connaissance de l'anglais est appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. 971/M, en précisant votre salaire actuel, à notre conseil Richard BENATOUIL - GROUPE HBC - 1bis, place de Valois, 75001 Paris. Réponse rapide et discrétion absolue assurées.

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

V.A.G France : vos compétences pour notre politique commerciale.

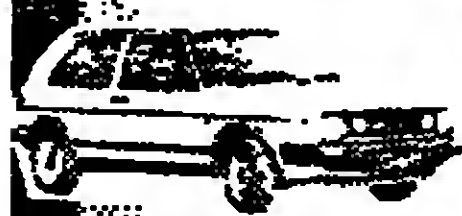
Vos résultats et votre valeur personnelle favoriseront votre évolution dans une Société qui privilégie la promotion interne, la polyvalence et qui investit 2,5 % de la masse salariale en formation.

inspecteur commercial

Responsable d'un réseau de concessionnaires (15) que vous gèrerez sur le plan commercial et financier, votre mission s'étend de la négociation des objectifs, et plans d'actions jusqu'à leur réalisation : application de la politique commerciale, résultats des ventes, contrôle des résultats financiers.

De formation ESC, vous réussirez dans ce poste, avec une expérience commerciale et de gestion de 2 à 3 ans, le goût d'entreprendre et de réussir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous la référence 3993/M, à V.A.G France, Division du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 02600 Villers-Cotterêts.



CONSULTANT

Au sein du Groupe Daniel Porte Consultants, KEY MEN est la structure spécialisée dans le recrutement de cadres par voie d'annonces. En croissance régulière depuis 6 ans, nous souhaitons intégrer 3 nouveaux consultants (H/F) à Paris, Lyon et Strasbourg. Nous vous proposons de venir rejoindre une équipe performante et de vous associer à son expansion, en développant avec autonomie vos interventions techniques et commerciales auprès de nos partenaires et clients.

Pour vous enrichir professionnellement et personnellement avec nous, vous devez posséder une solide formation de base (si possible avec une orientation "psycho") et au moins une première expérience significative de notre métier, en cabinet ou en entreprise. Votre aisance dans les contacts, votre sens de l'organisation vous seront nécessaires dans l'accomplissement de vos missions.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 823 M à Elisabeth GREFF qui vous garantira une totale confidentialité, en précisant la ville pour laquelle vous êtes intéressé.

KEY MEN
10 rue de Rome - 75006 Paris

MEMBRE DE SYNTHEC



RANK XEROX

COMMERCIAUX EN MICRO-INFORMATIQUE, RENCONTREZ NOTRE FORCE DE VENTE POUR L'INITIER A VOTRE METIER.

(Libres très rapidement)

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. I.L.M.85, à Jean-Pierre Brun, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

Notre Société (110 personnes CA = 100 millions) filiale des régies audiovisuelles sur le plan national, a essentiellement une vocation commerciale mais compte sur la rigueur de son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et COMPTABLE 250 000/AN

pour soutenir son développement.

Dépendant de la Direction Générale des maisons mères, vous aurez l'autonomie nécessaire pour accomplir votre mission dont le premier objectif sera l'application de la réorganisation des services comptables et administratifs définie par les sociétés mères et la prise en charge de :

- la comptabilité générale,
- le recouvrement des créances (3 500 clients),
- les relations avec les banques,
- le suivi administratif du personnel,
- l'informatique.

Ce poste varié pourra être le tremplin vers une direction financière et exige un D.E.C.S., une expérience de 5 ans minimum à un poste d'encadrement où vous aurez prouvé toutes vos connaissances comptables, juridiques et fiscales.

Lieu de travail : PARIS.

Pour plus d'informations, envoyer votre C.V. + photo s/réf. 374 à VALENS RECRUTEMENT - Christine d'AUBIGNY 50, rue de Fichieu - 75002 PARIS qui vous assure de sa totale discrétion.

LA FEDERATION DES MUTUELLES DE FRANCE
Siège PARIS

recherche le Responsable de son
Laboratoire de Mutualisation

CONCEPTEUR - LANCEUR DE PRODUITS NOUVEAUX 200.000+

Il assurera le lancement de produits de services Grand Public, depuis l'analyse des besoins, la mise au point de prototypes, leur test jusqu'à la stratégie de distribution et de dynamisation.

- La connaissance des besoins de plusieurs milliers d'adhérents détenue par la F.M.F.
- La possibilité d'intégrer dans la gestion de projets de lancement les compétences de 300 spécialistes de domaines divers : santé, loisirs, prévoyance, logement, éducation, retraite, épargne, vacances, juridique, télématique... réparties dans les 180 sociétés du Groupe.

- Un réseau de 600 agences, 10.000 prescripteurs, un appui multi-média : presse, télévision, bande FM, vidéos...
sont des moyens que votre créativité saura mettre à profit.

Des études supérieures (HEC, SUP de CO...), une expérience du marketing, de la distribution, une sensibilité aux techniques financières d'évaluation des risques, un don pour la communication, du réalisme et de la rigueur, vous permettront de réussir.

Votre intérêt pour l'économie sociale, pour l'évolution de la société civile, votre appétence pour la gestion vous ouvriront des perspectives à la hauteur de vos ambitions.

Pour un examen confidentiel, merci de nous envoyer votre dossier (lettre, CV et rémunération actuelle sous réf. n° 248 en indiquant le support).

DIVISION RECRUTEMENT CONSEIL

SIGMA-FORMATION

Tour Rond-Point 93 - 05, rue du Général Gallieni, 93100 Montreuil

Centre hospitalier et de recherche banlieue sud PARIS

recherche pour son

SERVICE D'ELECTRONIQUE

INGENIEUR ELECTRONICIEN DIPLOME

(même débutant)

pour participer au sein d'une équipe à la maintenance et au développement des appareils médicaux. (Le parc comprend une centaine d'appareils.)

Envoyer candidatures, c.v. détaillé et prétentions sous n° 7 043 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, PARIS-7.

Caisse de retraite complémentaire

recherche pour Paris

L'ADJOINT D'UN CHEF DE SERVICE

chargé de secondar le responsable d'un service, il devra commander une équipe de 30 gestionnaires répartis dans les différents secteurs d'un régime de retraite.

Il manifestera de très bonnes qualités dans les domaines de la communication, de l'organisation, de la gestion et devra faire preuve de bonnes connaissances en informatique.

Ce poste de cadre convient plus particulièrement à une personne de formation supérieure, 30 ans minimum, qui justifiera d'une expérience antérieure d'encadrement acquise, de préférence, dans un secteur équivalent.

Salaire annuel brut : 160-180.000 F.

Adresser C.V. + lettre manuscrite + photo sous n° 7048 M - LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy - 75007 PARIS.

La ville de Gennevilliers

recrute pour son service Urbanisme, Affaires économiques

UN CHARGE D'OPERATIONS

en matière économique pour la revitalisation du tissu économique local et les relations avec les entreprises.

La possession d'un diplôme de 3^e cycle en aménagement est nécessaire. Une expérience comparable serait appréciée.

Les candidatures accompagnées d'un c.v. détaillé devront être adressées au plus tôt en Mairie de Gennevilliers Direction de l'Aménagement et des Services Techniques CAC 177, avenue Gabriel-Peri, 92230 Gennevilliers.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIEES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

هكذا من الأصل

GRUPE INTERNATIONAL implanté dans 40 pays (effectif : 38.000 personnes) recherche pour son service central d'audit interne (15 personnes)

1 Auditeur confirmé et 1 Auditeur débutant

• L'auditeur confirmé (H/F) devra posséder une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans l'audit (interne ou externe). Après quelques mois, il devra assurer la supervision de missions courantes - la prise en charge directe de missions plus difficiles.

Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis à vis des auditeurs les plus jeunes et participera à la définition de la politique de l'audit.

• L'auditeur débutant (H/F) aura de préférence une expérience professionnelle même courte (1 ou 2 ans) et devra avoir une réelle motivation pour ce métier auquel il sera formé dans le service.

Les candidats parlent plusieurs langues, ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/Province ou son équivalent.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents et prolongés (2 à 4 semaines) en France et à l'étranger.

Envoyer CV et photo + lettre manuscrite avec prêt sous réf. 1986 à LTA - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

COGEDIM

Nous sommes une grande entreprise de promotion immobilière, filiale de la Banque PARIBAS et de Compagnies d'Assurances (UAP, AGF, PATERNELLE...).

Dans la crise immobilière actuelle, nous réalisons un chiffre d'affaires de 2 M. de F. (+ 27% par rapport à 1984).

Pour poursuivre notre croissance, nous avons besoin de cadres de haute qualité.

CHEFS DE PROGRAMMES

Vous avez une trentaine d'années, un diplôme d'études supérieures juridiques et financières, quelques années d'expérience immobilière, et vous vous sentez capable de diriger un projet immobilier de l'achat du terrain à la commercialisation.

NEGOCIATEURS FONCIERS

Vous avez une certaine expérience de la recherche, de l'invention et de la négociation de projets immobiliers.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. COG/MO à L.T.A. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

SOCIETE DES CIMENTS FRANÇAIS

La Société des Ciments Français - un CA de 2,8 milliards (consolidé 4,6 milliards) - des résultats régulièrement brillants, recherche pour son département immobilier (30 sites sur le territoire français)

l'Assistant du chef du département immobilier

28 ans minimum

Votre mission : secondar le Chef du département pour prendre progressivement en charge la responsabilité de missions précises dans des domaines variés : participation à des négociations en milieu rural pour l'achat et la vente de terrains ; constructions et entretiens de logements ; locations ; baux commerciaux ; relations avec les Administrations (DDA - DDA), les S.A.F.E.R.

Ce poste convient à un candidat de formation géomètre ou équivalent Bac + 2 complétée par une expérience de 4 à 5 ans dans un poste analogue. Pratique de l'utilisation de l'informatique appréciée.

Qualités requises : bon négociateur - compétent en matière d'expertise - familier des questions juridiques - disponible (50% du temps en déplacements). Formation complémentaire assurée si nécessaire.

Lieu de travail : Paris la Défense

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé s/réf. 73817/M à

S&L CEGOS

Mme CLERE, S&L-CEGOS, Tour Chénouzeaux

204 Rond-Point du Port de Sévres

92518 BOULOGNE BILLANCOURT

Ingénieur d'affaires export

Biens d'équipement

Cette société française (1000 personnes environ) a acquis une excellente notoriété dans le secteur des biens d'équipements lourds concernant les lignes et procédés de soudage élaborés destinés à la carrosserie (automobile, aéronautique...). Elle a su s'imposer dans un marché fortement concurrentiel et réalise actuellement 60% de son CA à l'export.

Rattaché au directeur commercial, cet ingénieur aura en charge : - le suivi d'affaires complètes sur un secteur essentiel pour l'entreprise comprenant la RFA, la RDA, la Tchécoslovaquie et la Hongrie : mise au point des propositions et cahiers des charges, négociations, suivi des études et des réalisations, essais.

- la liaison entre les clients, les responsables commerciaux de la filiale allemande, ou les agents des pays concernés, et les services de la société.

Ce poste, basé dans la proche banlieue sud de Paris, convient à un candidat d'au moins 30 ans ayant acquis une solide expérience dans une fonction soit de technico-commercial, soit d'ingénieur de production (BE, méthodes, fabrication). Le goût des relations avec les clients et une maîtrise courante de l'allemand sont indispensables. Déplacements de courte durée.

Si vous répondez à ces critères, écrivez en envoyant CV, références et prétentions sous n° 86022 M à

CAPIC 18 Rue Volney, 75002 Paris

OFFRES D'EMPLOIS

Une nouvelle génération de conseils en recrutement

GI RA

Jeune assistant de direction

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA

OFFRES D'EMPLOIS CA

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

Chaque mercredi, une sélection des offres d'emploi dans le Monde, les offres du Herald Tribune, les documents de synthèse, les offres qui voyagent et les offres locales ou internationales.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une nouvelle génération de conseils en recrutement

LES CONSEILS
Nos consultants sont des professionnels. Ils agissent comme conseils auprès de leurs clients.
EN RECRUTEMENT
Le recrutement des cadres est notre spécialité. Nous mettons tous les moyens en oeuvre pour réussir les missions qui nous sont confiées.
ASSOCIES
Nos consultants sont associés. Ils sont motivés par la pérennité de leur entreprise. La qualité du service est leur préoccupation majeure.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

**CE
RA**

35 rue Galvée 75116 Paris
Tél. 47.23.72.24

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT Pour un jeune ENSIA, AGRO ou équivalent

Dans notre Groupe - l'un des leaders européens de la restauration - vous serez responsable de la centralisation des données et de la recherche sur les nouveaux produits les nouvelles technologies et l'ingénierie.
Vous aurez à diriger des essais et à aider à la mise en oeuvre des solutions.
Une mission qui intéresse un jeune spécialiste de l'alimentation qui a fait ses premières armes (3 à 5 ans) dans le secteur restauration, produits frais ou surgelés.
L'agence DESSEIN nous transmettra le dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) que vous voudrez bien lui adresser sous pli 4965 (mentionné sur l'enveloppe) : 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

CISI télématique

Responsable du service "organisation et système d'information"

Importante Société de services en informatique en pleine expansion, 600 personnes, nous sommes filiale d'un grand groupe industriel, et nous recherchons pour PARIS le Responsable du service "organisation et système d'information".
Cette fonction-clé de l'entreprise est rattachée directement au Directeur Administratif. De formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP DE CO...), vous avez environ 30 ans.
Nous vous demandons :
- de réelles compétences en matière d'organisation, de systèmes de gestion (comptabilité, facturation...) et d'informatique (choix des outils, définition des développements, suivi des réalisations)
- une expérience, acquise de préférence en Cabinet de Conseil et en Entreprise
- des qualités d'animation, d'encadrement (équipe informatique interne) et de dialogue dans l'entreprise.
Ce poste est à pourvoir immédiatement.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à CISI TELEMATIQUE - Direction des Relations Sociales - CEN Saclay - B.P. 24 - 91190 Gif-sur-Yvette

IMPORTANTE ASSOCIATION

RESPONSABLE DE SECTEUR HAUT NIVEAU

(elle) devra avoir :
- une expérience confirmée de la vie associative,
- un intérêt particulier pour les problèmes du 3^e et 4^e degrés et des 60/80 ans en état de présence,
- des qualités de gestionnaire,
- le sens du travail en équipe, mais un tempérament de leader,
- l'expérience de l'animation de bénévoles et de la direction de travailleurs sociaux,
- une ouverture d'esprit et une créativité prêts à épouser et mettre en oeuvre les lignes de force de la politique de l'association.
Une expérience de quelques années dans le domaine social et une solide connaissance du secteur sanitaire et social.
Adresser, lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, à : C.I.P.E.S. (BB) 8, pl. de la Madeleine 75008 PARIS, qui transmettra.

CENTRE PERSAN DE DOCUMENTATION

recherche spécialisée de longue expérience personnelle en informatique documentaire. Docteur Sc. de l'information, maîtrise angl., fr., allem. souhaité : 5 ans d'exp. min. Env. à l'É.S. - B.P. 225 75125 Paris Cedex 03.
Sté d'Engineering recherche **INGENIEUR**
PLANNING expér. 5 ans PERT. demandée. Anglais courant exigé. Lieu de travail : PARIS-SINGAPOUR. Envoyer CV et prêt. à AMP 17 1222 F 40, rue Olivier de Serres PARIS 15^e qui transmettra.
Laboratoire de Marcoussis Centre de Recherche de la Cofélec Electricité, rech. INGENIEUR GRANDE ÉCOLE confirmé dans le domaine de la connaissance par les méthodes de conception et de réalisation. Adresser, lettre manuscrite, CV, photo, prétentions, à : AGO 180 au Serv. Pers. Laboratoire de Marcoussis rue de Noisy, 91460 Marcoussis.

secrétaires

Entreprise Bâtiment recherche **UNE SECRÉTAIRE**
STENOGRAPHIQUE expérimentée pour secrétariat technique et administratif.
Désireux s'abstenir.
Adresser CV, photo et prêt. à : A.M.P. sous réf. : 230/MS 40, rue Olivier de Serres 75015 PARIS qui transmettra.

GOHIL AMERICAN CO. LD.

Cherche **UNE SECRÉTAIRE TRILINGUE JAPONAISE**
FRANÇAIS ET ANGLAIS
- Langue maternelle français ou anglais
- Excellente présentation
- Grande disponibilité : horaires irréguliers, nombreux voyages
Tél. à M^{me} Miyashita : 8-25-96-05 - avant le 7 mars 1986, pour un rendez-vous le 8 mars 1986.

automobiles

ventes

de 12 à 16 C.V.
R 30 TX 1981 120 000 km
tout confort électrique
30 000 F 43-58-09-20/19 h.

CABINET CONSEIL CHERCHE

H. ou F. à vocation commerciale pour poste évoluant dans le domaine financier.
Rémunération : fixe + participation aux résultats.
Institut de Documentation Financière
Téléphone : 45-24-28-58.

L'immobilier

appartements ventes

17^e arrdt
ROME 980 000 F
4 P., 77 m², S.E.I. 3 CHÈRES
Bel int., armoire 45-52-22

20^e arrdt
(20^e arrdt) Sté pousse vend : 3 pav. + 1 studio indép. en anfilade sur même terrain. Idéal gde famille ou vente séparée. Important prêt à sérieux et sérieux. Tr. à fin. choix matériaux pos.
Tél. : 49-97-49-48.

appartements achats

Recherche 1 à 2 pers Paris, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez nous
45-75-20-87 même le soir.

locations non meublées offres

Paris
45-04-20-00
Nbre offres locat. Paris-banl.

locations non meublées demandes

Paris
EMBASSY SERVICE
8, avenue de la République 75008 PARIS - recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés multinationales.
Tél. : 45-62-78-99.

Pour l'ensemble des Salariés Cadres et Employés
STÉ FRANÇAISE PÉTROLES
rue de la République 2 à 6 P., Pav. Paris et environs. Loyers assurés. Tél. 45-04-04-45.

Région parisienne

Pour stés européennes, cherche villas, pavillons pour Cadres
(1) 48-88-88-88/43-83-57-02.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres meublés Paris rive gauche, du STUDIO au 5 P., LOYERS GARANTIS par Sté ou AMBASSADE 45-25-18-55

propriétés

Près ARGENTON-S/CREUSE 300 km Paris, belle demeure de caractère, 10 P., gd ch. par 5.000 m² clos, bordé rivière. Urgent, cause reconversion. 1.000.000 F. Cabinet JARREAU, 47500 Montmorillon Libon. Tél. 53-71-01-25.

pavillons

Particulier vend urgent à Chelles
(20 km de la gare de l'Est) PAVILLON 4 P. 80 m² Entrée, cellier, cave, cuisine amén., salon-salle à manger avec cheminée, WC, salle de bain et deux chbres, garage. Prix : 640 000 FRANCES
T. 60-20-41-38 ou 64-21-15-00
Visite sur place, 6, rue Lucien-Gautier, 77500 CHELLES.
(Après rendez-vous par téléphone ou demande de visite chez M. Gauthier au 3, rue Lucien-Gautier à CHELLES.

bureaux

Locations

ÉTOILE

BUREAUX

MEUBLÉS
TRES HAUT NIVEAU
SALES DE RÉUNIONS
DIPLOMATIQUES
SECRETARIAT - TELEX
Tél. (1) 47-27-15-58.

DOMICILIATION 8^e 2^e

Secrétariat, tél. récep. Location bur. Très décentes pour constitution de société.
ACTE 43-59-77-55.

VOTRE SIÈGE A PARIS 17^e
Domiciliation RM
RC - SARL
Constitution ad 47-83-47-14.

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 10 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ X 11 F (sans de port postal)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

Le Monde PUBLICITE

5, RUE DE MONTESSUY, 75332 PARIS CEDEX 07
Tél. : 45-55-91-82

TARIF MARS 1986

	1 colonne	la ligne HT
Offres d'emplois	131,00	
Demandes d'emplois	37,00	
Immobilier	82,00	
Agenda	82,00	

Annonces encadrées

	le m/m colonne HT
Offres d'emplois	71,00
Demandes d'emplois	21,00
Immobilier	54,00
Agenda	54,00

Autres rubriques, nous consulter.
TVA 18,60 %

هكذا من الأصل

ممكن من الأصل

هكذا من الأصل

Ni la croissance...

(Suite de la page 35.)

Une fois constatée la faiblesse chronique de la création nette d'emplois en France, on ne peut se contenter du niveau élevé du chômage lorsque l'on considère les évolutions démographiques : + 200 000 actifs de vingt à cinquante-neuf ans chaque année à partir de 1982, + 350 000 l'an entre 1968 et 1982. Telle a été la conséquence conjuguée du rajeunissement de la natalité pendant les an-

convient donc de revenir sur les liens entre croissance et emploi et de chercher à comprendre les raisons d'une aussi faible relation entre ces deux paramètres.

L'opposition entre l'Europe et les Etats-Unis (voir encadré ci-dessus) rappelle spectaculairement la dualité du travail, facteur de production, certes, mais aussi clé de répartition des revenus primaires entre les travailleurs. En augmentant le re-

tant massivement le nombre des emplois pendant cette même période... Mais la multiplication des prétendants au partage des fruits de la croissance n'a été rendue possible que par la fluidité des règles du marché américain et par la limitation du pouvoir d'achat individuel qui en a résulté. La même analyse peut être développée pour le Japon, à cela près qu'avec une croissance de 475 % les Japonais pouvaient plus

techniques et de la gestion que de la valeur de cette production.

Ainsi ce volume est-il resté stable en Europe quand la production faisait plus que doubler, car la productivité a également doublé. On a perdu de vue le fait que la productivité, c'est tout aussi bien de la richesse en plus que du travail en moins. A vouloir acheter le prix social par toujours plus de pouvoir d'achat individuel, on n'a pas su affecter une partie suffisante des gains de productivité à la diminution de la durée du travail et faire ainsi la place nécessaire aux nouveaux arrivants (femmes, jeunes) qui se pressaient en nombre.

Abaisser la durée du travail, multiplier le temps partiel, développer les loisirs plutôt que la consommation : voilà un projet plus alléchant que le recours aux sempiternelles rançonnements keynésiens, qui stimulent plus volontiers l'inflation et le déficit extérieur que l'emploi, ou la recherche de la compression du coût horaire du travail, qui ne reflète rien d'autre qu'un comportement malthusien face au progrès.

Encore faut-il que le corps social en prenne conscience et cesse de mettre en avant la défense des éléments pour faire croire à une baisse générale du pouvoir d'achat et à l'impossibilité d'un sacrifice - diminution de la durée du travail sans compensation de rémunération - au profit de ces mêmes chômeurs. Depuis le début de cette prétendue crise, en 1973, pendant que 10 % de malchanceux se sont fait licencier

Entre 1953 et 1983

	Croissance du PNB (en PIB) en volume	Emploi	PNB (en PIB) par emploi	Taux de salaire horaire indust. manufact.	Démographie (15-65 ans)
Etats-Unis	+ 115,7 %	+ 52,5 %	+ 41,4 %	+ 28,2 %	+ 44,8 %
Japon	+ 475,6 %	+ 52,2 %	+ 338,3 %	+ 266,5 %	+ 23,1 %
France	+ 162,1 %	+ 11,4 %	+ 133,2 %	+ 140,8 %	+ 23,1 %
Allemagne	+ 105,6 %	+ 1,8 %	+ 109,4 %	+ 112,4 %	+ 7,7 %
Italie	+ 153,1 %	+ 3,4 %	+ 144,7 %	+ 155,9 %	+ 16,8 %
Royaume-Uni	+ 64,7 %	+ 3,1 %	+ 70 %	+ 38,1 %	+ 5,7 %

Source : OCDE

nées 50 et 60, du développement de l'activité des femmes et de l'immigration.

Aussi, malgré l'élargissement de la scolarisation et des régimes de retraite qui a considérablement allégé l'offre de travail, malgré vingt années de croissance économique historique, le chômage atteignait-il déjà un niveau de 500 000 individus avant même la crise de 1973, et l'équilibre du marché du travail était-il particulièrement fragile.

Il a suffi que le rythme des créations d'emplois perde son caractère exceptionnel, quoique très limité, et que les effets de la baisse d'activité aux âges extrêmes fléchissent un peu, tandis que se poursuivait l'accroissement rapide de la population active adulte, pour que le niveau du chômage bondisse en quelques années à 2,4 millions d'individus.

Dans cette optique, l'avenir n'est guère encourageant puisque la population adulte augmentera encore de 140 000 individus par an pendant les vingt prochaines années et que le taux d'activité des femmes n'a pas terminé sa progression. En revanche, les effets d'érosion des jeunes et des plus de soixante ans montrent déjà leurs limites, et c'est le noyau dur qui commence à être attaqué.

Il faut savoir que depuis le début des années 80, il y a plus d'actifs âgés de vingt à cinquante-neuf ans que d'emplois disponibles en France. Or on ne pourra pas baisser dans le futur le taux d'activité de ces tranches d'âge aussi facilement et aussi massivement qu'on l'a fait dans le passé pour les moins de vingt ans, pour qui ce taux a chuté de 42 % à 19 % entre 1962 et 1982, et pour les plus de soixante ans, de 28 % à 10 % pendant la même période.

L'avenir, c'est donc une offre de travail qui continuera probablement de croître, alors même que le stock de 2,4 millions de chômeurs n'aura pas été résorbé. Sauf à se résigner au cheminement inexorable vers le cap des 3 millions de chômeurs, il

veut par travailler dans des proportions équivalentes à la croissance ou, en d'autres termes, en distribuant l'intégralité des fruits de la croissance aux travailleurs en place, il était par construction impossible d'augmenter le nombre de ces travailleurs en Europe. Sauf à diminuer le revenu des autres parties prenantes, ce qui a été fait dans une certaine mesure - la part du revenu primaire des ménages dans le revenu national est ainsi passée de 79,5 % à 84,5 % en France entre 1959 et

aisément se contenter d'une progression de 266 % de leur pouvoir d'achat et créer 32 % de nouveaux emplois, tout en laissant encore une marge résiduelle pour l'investissement.

Est-ce à dire que ces observations confirment les thèses néolibérales selon lesquelles le chômage résulte essentiellement de la rigidité à la baisse du pouvoir d'achat et, pourrait-on ajouter, de sa trop grande fluidité à la hausse ? Oui, d'une certaine manière, car on ne

A l'étranger aussi

L'historique récent de l'emploi chez nos principaux partenaires européens laisse entrevoir peu d'espoir. Malgré une croissance économique comparable à celle de la France (+ 106 %) et en dépit d'une progression régulière des classes d'âge adultes depuis le milieu des années 80, la République fédérale d'Allemagne présente une courbe d'emploi remarquablement plate depuis vingt-cinq ans.

La même observation peut être faite pour l'Italie, où la croissance démographique (+ 17 %) et la croissance économique (+ 153 %) ont été pourtant plus vives. On note également que, dans ces deux pays, l'aggravation du chômage a pu être partiellement enrayée par l'érosion du taux d'activité

global (y compris les effets de l'accroissement du travail féminin), cette érosion ayant cessé depuis 1975 en Italie, depuis 1978 en RFA.

En Grande-Bretagne enfin, la courbe de l'emploi est également plate entre 1959 et 1979, en chute libre depuis (- 7 % en 4 ans), mais on doit prendre en compte le fait que la croissance économique y a été plus limitée (+ 65 %) et la croissance démographique particulièrement faible, l'incitation à créer des emplois étant par conséquent moins forte qu'ailleurs.

Il faut se tourner vers les Etats-Unis - et à un moindre degré vers le Japon - pour trouver un magnifique contre-exemple. Avec une croissance

économique analogue à celle des pays européens, les Etats-Unis ont réussi à augmenter de 52 % le nombre des emplois, pressés par une croissance des effectifs adultes sans équivalent en Europe (+ 44 %). Ce phénomène est à rapprocher immédiatement de l'évolution d'un autre paramètre significatif : le coût du travail.

En effet, alors qu'en Europe le taux de progression du salaire horaire hors inflation a correspondu aux niveaux de la croissance économique, ce taux n'a augmenté que de 28 % aux Etats-Unis, augmentation comparable, non à la croissance économique globale (+ 116 %), mais à la croissance du PIB par travailleur (+ 40 %).

F. T.

ou se sont heurtés à porte close en cherchant un emploi, à 90 % la population active a campé sur ses positions et continué de s'enrichir, le salaire moyen par tête gagnant 22 % de pouvoir d'achat. Telle est la réalité qui replace le « sacrifice » nécessaire dans une plus juste perspective.

FRANÇOIS THIOT.

Aux dirigeants prêts à changer

D'activité ou d'entreprise

Vous assurez des fonctions de haut niveau, vos revenus sont plutôt convenables, et cependant... Plus le temps passe, plus vous éprouvez une envie et même un besoin de changement, vous sentez que vos ressources profondes ne sont pas vraiment mobilisées, que le climat de votre entreprise ne vous convient plus tout à fait.

Quelle solution ? En parler à votre entourage, ou bien, tout seul, vous lancer tête baissée dans la prospection ? Faites d'abord le point sur vous-même. Pour redéfinir vos objectifs, puis mettre en œuvre votre recherche : Forgeot, Weeks peut vous y aider très concrètement. Comment ? Au cours de séances de travail en tête à tête - qui seront aussi nombreuses que votre devenir le justifie -, ensemble, nous ferons émerger vos potentialités, vos dispositions et leur concordance avec le marché. Pour trouver vos nouvelles pistes.

Et après seulement, nous vous accompagnerons dans votre chasse sur un territoire que nous pratiquons depuis 10 ans : la face cachée du marché (soit 2/3 des opportunités). Et cela, systématiquement, jusqu'à ce que vous puissiez vous dire - et nous dire - « c'est exactement l'activité qui me convient ». Et nous le confirmer un ou deux ans plus tard...

Pour un premier bilan confidentiel, vous pouvez prendre un rendez-vous particulier avec l'un de nos consultants.

Forgeot, Weeks

International Career Consultants

Paris : 50, rue St-Ferdinand, 75017. Tél. (1) 45.74.24.24

Genève : 9, route des Jeunes, 1227. Tél. 022.42.52.49

Meetings in English welcomed

Emploi et effectif

La clé de la contradiction qui réside entre la nécessité de limiter le pouvoir d'achat individuel pour faire de la place à tout le monde et l'acceptation sans réserves du progrès, donc de l'augmentation du coût horaire du travail, doit être recherchée dans l'évolution de la durée du travail. On identifie communément emploi et effectif de travailleurs employés. Or l'emploi au sens économique du terme n'est pas un effectif, mais une quantité nécessaire de travail, c'est-à-dire le produit d'un nombre de travailleurs par la durée individuelle du travail.

Sur le moyen et le long terme, peu importe, si l'heure est payée au même tarif, que vingt et un millions d'individus travaillent pendant trente-neuf heures par semaine, comme c'est le cas aujourd'hui en France, ou dix-huit millions pendant quarante-six heures comme en 1960, ou vingt-trois millions pendant trente-cinq heures comme ce pourrait être l'objectif des années à venir. Ce qui compte, c'est le volume d'heures nécessaires à la production demandée dans l'instant, volume qui est beaucoup plus fonction de l'état du stock de capital, du progrès des

... Ni la réduction du temps de travail

(Suite de la page 35.)

En quatrième lieu, enfin, cette réorganisation du processus de production peut être l'occasion - ou la condition - d'une modernisation du capital productif. Elle peut en effet permettre l'achat d'équipements à haute technologie, très productifs mais très coûteux, que l'entreprise ne peut rentabiliser que s'ils sont utilisés par plusieurs équipes de travail successives.

Au total, ces gains induits de productivité peuvent varier de 0 % à 100 % selon les cas.

Les effets de compétitivité. Trois facteurs distincts au moins interviennent dans la variation des coûts unitaires de production : l'effet indirect sur la productivité, la modification du coût d'usage du capital et la hausse des gains salariaux horaires. Les gains de productivité induits par la réduction du temps de travail, qui diminuent l'impact direct sur l'emploi, ont également un effet de sens contraire, parce qu'ils permettent d'abaisser les coûts de production.

Laquelle de ces deux tendances l'emporte en pratique ? On ne peut y répondre en toute généralité. Tout au plus peut-on indiquer que l'effet résultant sur l'emploi apparaît relativement faible dans la plupart des études empiriques que nous avons pu mener. Il peut sembler souhaitable de les encourager, puisque leur rôle est évidemment favorable sur la compétitivité afin de financer les hausses prévisibles des salaires horaires.

En effet, la thèse pure de la solidarité - le partage du travail devrait s'accompagner d'un partage proportionnel des revenus - résiste difficilement à l'examen, en dehors du cas de la volonté individuelle d'un travail à temps partiel qui correspond le plus souvent à un deuxième salaire dans le ménage. Les exemples de réduction du temps de travail sans compensation salariale aucune sont rares, la réduction proportionnelle des rémunérations se heurtant notamment au niveau d'endettement des ménages.

Bien entendu, l'augmentation des coûts résultant d'une compensation salariale est d'autant plus élevée que l'entreprise est moins capitaliste. Cet argument, trop ignoré, devrait faire renoncer à la définition d'un taux uniforme de compensation : il est plus facile d'accorder 100 % de compensation salariale dans une raffinerie

de pétrole que dans un salon de coiffure !

Tout le monde comprend aisément qu'un passage de quarante heures à trente-cinq heures de la durée du travail comporte nécessairement des effets pervers si le temps d'utilisation des machines diminue proportionnellement. Ces effets disparaîtront si, par un aménagement corrélatif du travail, l'entreprise parvient à maintenir les capacités utilisées.

Mais, puisqu'une réorganisation est en tout état de cause souhaitable, il n'y a évidemment aucune raison particulière qu'elle corresponde à un strict maintien de la durée d'utilisation précédente. Le raisonnement théorique confirme l'intuition : il est avantageux d'en profiter pour augmenter le temps effectif de fonctionnement des machines. Mais cela suppose bien évidemment qu'à cette augmentation des capacités corresponde une augmentation des débouchés.

Elasticité

On touche là un point de cohérence crucial dans la réorganisation interne de l'entreprise : la réduction des coûts de production, l'accroissement des débouchés et l'augmentation des capacités doivent être compatibles. Diverses conditions doivent ainsi être satisfaites : la réorganisation devra assurer une contraction des coûts unitaires de production ; la baisse des coûts de production devra se traduire en baisse des prix ; les entreprises ne pourront en profiter pour trop augmenter leurs marges.

Il faut aussi que les baisses de prix - ou les améliorations de qualité qui constituent un aspect de plus en plus important de la concurrence - donnent lieu à une augmentation des quantités vendues. Cette élasticité varie considérablement d'un marché à l'autre. Il y a là d'ailleurs une raison supplémentaire pour ne pas suggérer une réduction uniforme de la durée du travail.

Mais il faut ici aller plus loin : les effets attendus de réorganisation de ce type peuvent être sensiblement plus faibles au niveau de la branche que pour une entreprise donnée. Si les parts de marché gagnées par un producteur installé en France le sont au détriment d'autres producteurs également installés sur le sol national, cet « effet de cannibalisme » vient largement « manger » les gains d'emplois attendus.

On peut dégager de cette analyse trois conclusions principales. En premier lieu, la réduction du temps de travail ne peut réussir à améliorer la situation de l'emploi que si elle est menée de manière décentralisée et sélective, ce qui correspond d'ailleurs aux objectifs fixés dans le IX^e Plan.

En deuxième lieu, le seul élément qui soit en toute circonstance favorable est l'allongement de la durée d'utilisation des équipements, même si son impact est lui aussi variable. Cela nous paraît démontrer qu'on ne devrait pas discuter que des deux durées en même temps : faire travailler plus longtemps les machines et moins longtemps les hommes apparaît pour l'emploi comme un slogan beaucoup plus exact que celui de partage du travail.

En troisième lieu, les effets sur l'emploi de la compensation salariale, même diversifiée en fonction de chaque situation, sont ambigus. Cela renvoie à la nature ambivalente du salaire : en tant que coût de production, il est évidemment souhaitable de la réduire face à une concurrence internationale accrue ; en tant que revenu du plus grand nombre, il faut non moins évidemment souhaiter l'augmenter pour stimuler les commandes.

Face à une crise durable de nature complexe, il n'y a évidemment pas de solution simple : mais la situation justifie bien des remises en cause et des réflexions nouvelles. A côté de la mise en place d'une nouvelle régulation internationale concertée, la réduction du temps de travail peut apporter une contribution décisive à la situation de l'emploi, si elle s'accompagne d'un usage plus efficace de l'outil de production.

DOMINIQUE TADDEI

John K. Galbraith

l'ère de l'opulence

nouvelle édition avec une présentation de l'auteur

Almann-Lévy

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

ISSUE

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

EMPRUNT A Taux fixe DE 4 MILLI DE FRANCS

LES CONFLITS DU TRAVAIL EN 1984 ET 1985

Records à la baisse

La CGT gère la faible fond de combativité qui s'exprime encore. Elle est à l'origine des deux tiers des conflits.

La réalité syndicale qu'il dessine est néanmoins impressionnante. La CGT étant présente dans la quasi-totalité des conflits dits « à initiative intersyndicale » (ce qui n'est pas le cas des autres syndicats), elle se trouve ainsi à l'origine des deux tiers des conflits et des trois quarts des journées de grève.

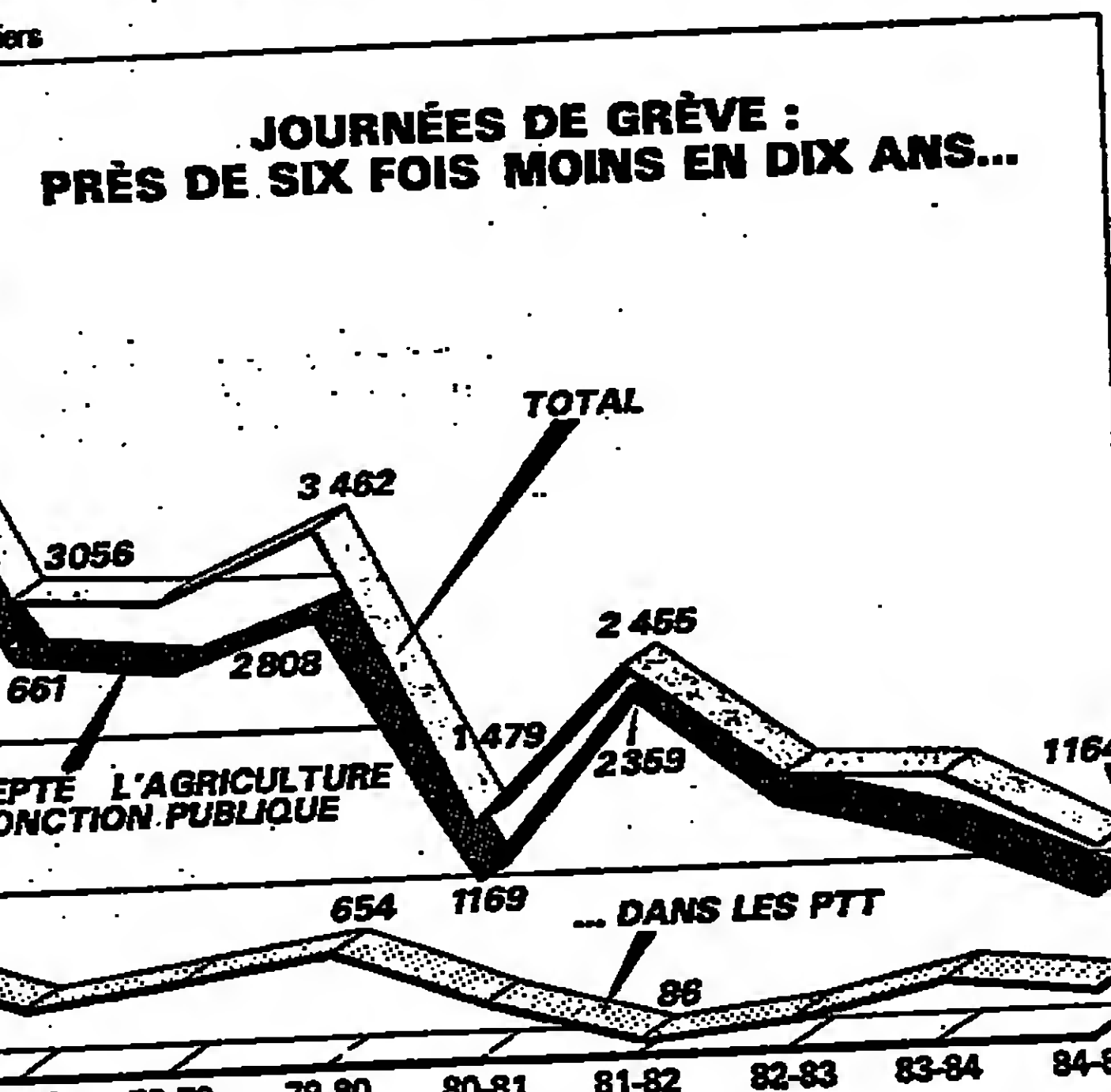
L'examen du taux de participation des travailleurs en fonction de l'initiative syndicale ne confirme pas cette hypothèse. Le taux est, quand il s'agit de la CGT, tout à fait du même ordre que le taux de participation aux conflits dans leur ensemble. La CGT entraîne moins du tiers du personnel dans 32,8 % des cas (32 % pour l'ensemble des conflits), entre un tiers et deux tiers du personnel dans 34,8 % des conflits (35 %) et deux tiers du personnel dans 32,4 % des cas (33 %).

Il apparaît donc que le faible fond de combativité qui s'exprime encore est pour l'essentiel géré par la CGT. Les opérations « type SKF » — qui ont beaucoup nui à l'image de la confédération — masquent la réalité de cette gestion au quotidien.

La situation n'est plus celle où les motifs de conflit étaient quasiment identiques, quelle que soit la confédération syndicale qui les déclenche. Quand la CGT a l'initiative, la proportion de conflits portant sur l'emploi et sur les salaires est sensiblement plus élevée que la moyenne nationale, vécue que la proportion de conflits portant sur la prolongation de la durée de la semaine de travail, à l'aide de piquets de grève aux- quels ne participerait qu'une minorité de travailleurs.

Plus frappante encore est la faible part des autres syndicats dans le démarrage des conflits : Force ouvrière est, comme l'année précédente, à l'origine de 1,4 % des conflits et des journées de grève, tandis que la part de la CFDT diminue : elle est à l'origine de 9,7 % des conflits et de 3,2 % seulement des journées de grève.

Le même constat peut être fait à propos de la durée des conflits. Si l'on prend, en effet, les conflits de plus de deux semaines, la CGT est seule responsable dans 61 %



La part qui prend la CGT dans les simples débrayages (52,9 %) est en effet plus importante encore que celle qu'elle occupe dans les grèves proprement dites, et le décalage avec la CFDT (6,5 %) et Force ouvrière (0,7 %) y est encore plus sensible.

JACQUES KERGOAT.

- (1) Les administrations publiques et l'agriculture ne sont pas prises en compte dans les statistiques du ministère du travail.
- (2) Sous cette rubrique, le ministère classe les conflits concernant notamment les libertés syndicales, le règlement intérieur, les conventions collectives et le droit à l'expression des salariés.

SELON la dernière analyse d'ensemble sur les conflits sociaux en 1984, le nombre des journées non travaillées pour fait de grève se situait à un faible niveau. D'après l'étude de juin 1984 à juin 1985, qui correspond à un rythme plus proche de la chronologie réelle des luttes sociales, il s'agit d'une nouvelle diminution extrêmement sensible (-33,2 %), de ce nombre, qui affecte essentiellement les conflits « localisés ».

C'est à nouveau la quantification des indices qui sont en baisse — le nombre de conflits, le nombre de grévistes, le nombre de journées perdues — alors même qu'il n'est plus possible d'estimer que les grèves sont mieux suivies : le taux de participation diminue également. D'autres indicateurs de l'apogée des luttes sont également en régression : c'est le cas, par exemple, pour le nombre d'occupations qui accompagnent les conflits.

Les records, décidément, ne cessent d'être battus, mais par le bas. Et, en ajoutant aux chiffres fournis par le ministère du tra-

vail (1) les conflits qui ont eu lieu dans les PTT, on n'assiste pas à une modification profonde de la situation. Même si la chute est légèrement moins importante que dans le secteur convert officiellement, le nombre de journées perdues y diminue également de manière nette (-29,2 %).

Ce sont dans les petites entreprises que la diminution du nombre de journées de grève est la plus forte. Quant aux branches — à quelques rares exceptions, comme la construction électrique et électronique, la fonderie et la construction navale, — elles voient toutes décroître leur nombre de jours de grève par rapport à l'année précédente.

Au hiérarchie de la combativité, on trouve toujours en tête la construction navale, puis la sidérurgie et l'automobile. Mais ce classement peut être trompeur : sidérurgie et automobile ont enregistré respectivement une diminution de tiers et de la moitié du nombre de jours de grève pour cent salariés.

Le niveau de combativité des branches s'est évidemment réper-

certain : mais, si on veut maintenir l'emploi, il faut que l'entreprise vive.

Pour M. Briand, les administrateurs salariés bénéficient d'un préjugé favorable. « Les autres administrateurs les considèrent comme des sages », comme s'ils devaient être — fonction oblige — plus crédibles et moins démagogiques que des représentants du personnel. Et, de fait, reconnaît M. Briand, « on vit beaucoup de réalités de l'entreprise qu'on ne vit pas dans d'autres instances ».

Notre regard sur l'entreprise a évidemment changé, souligne M. Bollon. Sur le syndicalisme aussi. Tant qu'il fallait répartir le surplus du gâteau, le syndicalisme avait un rôle simple. Aujourd'hui, alors que le gâteau se restreint, on est obligé d'avoir une stratégie plus économique. Le syndicalisme de crise n'est pas forcément un syndicalisme en crise. »

Moins de conflits, mais une abrogation de la loi de démocratisation qui aurait pour effet de les faire sortir purement et simplement des conseils. Même en période de crise, la participation peut avoir du bon.

MICHEL NOBLECOURT.

Les « ambassadeurs » des syndicats

(Suite de la page 35.)

Solidaires les uns des autres — ils se plaisent à souligner, comme le fait M. Darnaud, la bonne entente qui existe entre eux malgré les divergences syndicales, — les administrateurs salariés minimisent les bavures, telles celles qui se sont produites chez Renault avec la CGT.

« Nous sommes conscients qu'il y a des règles de secret par rapport à la concurrence », affirme M. Calisti, mais sur les stratégies, je ne pense pas que ce qui est débattu est confidentiel. Les positions que je prends ne sont pas confidentielles. « Il peut y avoir confidentialité, renchérit M. Maréchal, sur des procédés de fabrication, la recherche, ou de nouveaux produits. Mais souvent ce qui est décidé au conseil est connu ».

Quand M. Combeau assure qu'il applique la règle de la confidentialité, y compris vis-à-vis de son organisation syndicale, il exprime un sentiment largement partagé par les administrateurs, mais chacun a sa propre définition de la confidentialité et... de la nature des informations qui peuvent être utiles à son syndicat.

Toutefois, les rapports avec le syndicat ne sont pas toujours simples, sauf dans des cas particuliers. Ainsi, M. Combeau, avant d'être élu administrateur, avait sa carte à la CGC, mais n'y militait pas : « Jamais mon organisation syndicale ne m'a donné la moindre orientation. Je suis totalement libre. Je ne vais pas prendre mes directives et je ne vais pas davantage justifier ensuite mes positions ».

M. Briand, en revanche, a abandonné, conformément à la loi, ses responsabilités de délégué national CFCT au Crédit lyonnais, mais il est demeuré secrétaire général adjoint de la fédération CFCT des banques. « Cela n'a posé aucun problème. Quand l'administrateur a une position à prendre, il doit le faire en fonction du programme sur lequel il a été élu. Mais il peut aussi ne pas rendre compte de son mandat à son syndicat. Ce dernier doit donc avoir une grande confiance dans son administrateur ».

Une certaine liberté

« Avant d'être élu, raconte M. Calisti, j'étais représentant syndical au comité central d'entreprise. Je crains qu'on nous prenne encore pour des super-délégués syndicaux. Or je ne tiens pas à me substituer aux délégués syndicaux. Même si je peux souhaiter qu'il n'y ait pas de licenciements ou marquer mes réserves sur l'individualisation des salaires, le problème du social, c'est clairement l'organisation syndicale. Je suis très solidaire de mon syndicat, avec lequel je suis en étroite liaison. » « On discute souvent nos choix avant le conseil avec l'organisation syndicale », affirme M. Bollon, mais une fois que les grandes orientations sont tirées, on a une certaine liberté ».

M. Darnaud, lui, a la particularité d'appartenir à une organisation, FO, qui était hostile à la loi de démocratisation. Il partage cette analyse : « Il ne faut pas mélanger les rôles. Le rôle d'administrateur est totalement distinct

de celui de représentant du personnel, il est de participer à la gestion collective. Dans notre syndicat, il n'est pas rare que les opinions divergent, mais FO n'est pas corporatiste. Je ne prends pas de décision sans l'accord de mon syndicat, mais à près de soixante-cinq ans, je peux quand même avoir quelques idées personnelles ».

Les administrateurs salariés ne jouent donc pas toujours la carte du consensus autour des objectifs de l'entreprise. « Nos positions sur la stratégie sont fondamentalement différentes de celles de la direction », affirme M. Calisti. Pour elle, peu importe l'actionnaire, ce qui est l'Etat ou le privé, l'essentiel est d'avoir une entreprise rentable ».

Et M. Maréchal, qui accuse le « gouvernement socialiste » d'avoir commencé à dénationaliser Saint-Gobain Emballage, souligne : « Dans mon groupe, la direction et les représentants de l'Etat s'orientent de plus en plus vers la rentabilité financière au détriment de l'emploi et de la politique sociale ».

M. Darnaud tient un tout autre langage, digne d'un administrateur : « Il faut assurer la rentabilité de l'entreprise. On ne peut pas faire marcher l'entreprise si elle ne fait pas de profit. Ce mot a des vertus exécrables pour

EMPRUNT A TAUX FIXE DE 4 MILLIARDS DE FRANCS

EMPRUNT A TAUX VARIABLE (T.M.O.) DE 2 MILLIARDS DE FRANCS

ILS VOUS RAPPORTENT TOUS LES ANS ET TOUS LES JOURS.

Prix d'émission : 99,36 % soit 4,968 F par obligation. Date de jouissance et de règlement : 17 mars 1986. Durée : 12 ans. Intérêt annuel : 9,90 % Amortissement : 3 tranches égales après un différé de 9 ans. Taux annuel brut au règlement : 10 % Cotation : Bourse de Paris.

Prix d'émission : 98,60 % soit 4,930 F par obligation. Date de jouissance et de règlement : 17 mars 1986. Durée : 10 ans. Intérêt annuel : égal à 95 % du taux de rendement moyen au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés. Minimum garanti : 6,50 %. Amortissement : in fine le 17 mars 1996. Cotation : Bourse de Paris.

Une note d'information (visite COB n° 86-73 en date du 25 février 1986) est disponible sans frais à la CAECL, 56, rue de Lille, 75356 PARIS. BALO du 3 mars 1986.

Souvent les Français souscrivent à un emprunt sans bien savoir à quoi il servira. Alors découvrez comment, en choisissant bien, un emprunt peut vous servir. La Caisse d'équipement des Collectivités Locales (CAECL) est un établissement public géré par la Caisse des dépôts. Elle prête l'argent que vous lui confiez aux collectivités locales qui ont toujours besoin de fonds pour s'équiper. Votre argent est ainsi placé dans les meilleures conditions de sécurité. Cet argent, le vôtre, est investi dans des projets d'intérêt public : écoles, ports, zones industrielles, hôpitaux... Ainsi à travers ces équipements, vous profitez une nouvelle fois de votre argent. Alors, entre des emprunts quasi-anonymes et les emprunts CAECL, choisissez ceux qui vous permettent de voir travailler votre argent. Sous vos yeux, et pour vous.

Souscrivez aux emprunts CAECL, dans les banques, les bureaux de poste, les caisses d'épargne, chez les comptables du Trésor et les agents de change.

EMPRUNTS CAECL

La CAECL finance les collectivités locales.

مركز من الأصل

La chronique de Paul Fabra

Raymond Barre, Jacques Chirac

APRÈS avoir, pendant la deuxième partie de l'après-midi de mercredi et la soirée du même jour, prononcé trois discours et tenu une conférence de presse à Rouen et dans la petite ville d'Yvetot, important centre agricole, Jacques Chirac attendit le matin suivant à Genève pour s'embarquer aussitôt dans un hélicoptère qui nous conduira d'abord à proximité de Thonon-les-Bains, où l'on se rendra à bord d'une voiture roulant à 120 km/h. Ensuite, la Visite du marché aux herbes pourrait nous intéresser, si quelques ce jour-là par des militants du RPR, très peu nombreux pourtant dans le département de la Haute-Savoie en général et dans le Bas-Chablais en particulier, tant l'accueil est enthousiaste.

Mais le maître de Paris a une façon inimitable d'embrasser. Chaleureusement en passant les enfants et les femmes, de serrer les mains des marchands. C'est comme si l'on voyait un acteur en représentation, jouant son film dans la rue. Fidèle à sa réputation, il marche au pas de course, et tout le monde paraît heureux de reconnaître sa manière. Quand il s'arrête, agrippé par des garçons et des filles qui veulent obtenir de lui un autographe, il veut en griffonner les initiales de sa signature : *« Ici, je commente, je suis fou ! »* (Notez comme on regardait l'horloge), tandis qu'un membre de son entourage plaisante : *« On vous envoie les cartes de Paris ! »* Un camelot lance dans la foule : *« Qu'as-tu fait de ton petit roquet ? »* Il ne recevra aucune réponse.

L'hélicoptère de l'Aérospatiale - le meilleur du monde de sa catégorie - sera l'axe de la direction de Chirac, où une salle comble de quelque cinq cents personnes attend Jacques Chirac. Une heure après, il parlera à nouveau, à Annecy, pour, à nouveau, poser la même question : « Les socialistes ont-ils changé ou non ? » (vous connaissez la réponse), et expliquer à ses auditeurs pourquoi « le renouveau est possible », pour peu que les Français et les Françaises fissent une majorité de députés RPR et UDF (dans le cas contraire, « ils auraient fait cadeau au président de la République d'une

Assemblée nationale qu'il pourra manœuvrer). Dans l'hypothèse favorable, le nouveau gouvernement aura, selon Jacques Chirac, pour objectif l'emploi, ce qui exige, déclare-t-il, de retrouver le chemin de la croissance, « qui devra, dès la première année, être au moins égale à la moyenne de celle de nos principaux partenaires ».

Certaines des mesures sur lesquelles comptent Jacques Chirac et ses amis pour réaliser leur politique sont annoncées non sur le blanc dans la plupart des journaux communs. L'une est la suppression de l'autorisation préalable de licenciement. L'autre est une série d'allègements fiscaux qui comportent, notamment, la suppression de l'IGF (impôt sur les grandes fortunes). Cependant, les hommes de l'opposition, qui, fort sagement en l'occurrence, ne comptent, pour améliorer la situation, ni sur la baisse du dollar si sur celle du pétrole — « elle dit, dit Jacques Chirac, au cas où elle s'accroîtrait encore, pourrait bien détruire le système financier international », — ont, dans leur manche, quelques autres atouts dont on parle moins, bien qu'ils soient, dans leur esprit, appelés à jouer le rôle décisif.

Il s'agirait, en particulier, de provoquer une nouvelle et significative baisse des prix. Une telle opération ne serait pas concevable, dans les circonstances actuelles, sans prendre le risque de relancer à terme l'inflation, qui à la condition d'attirer massivement les capitaux extérieurs, dont une partie importante serait évidemment constituée par le reflux de l'argent clandestinement placé à l'étranger par des Français. Pour susciter ce retour, on procéderait à une amnistie fiscale, dans le style de l'opération faite en juin 1958 par Antoine Pinay (qui repart à nouveau, depuis quelques mois, des visiteurs de marque, émervillés par la lucidité et la sagesse de l'homme âgé aujourd'hui de quatre-vingt-dix ans), dans l'état de retour du général de

Gaulls au pouvoir. Simultanément, on rendrait l'anonymat aux transactions sur l'or (qui pourrait s'investir utilement dans d'autres emplois).

Au vu d'un tel programme, dont on ne donne ici que les très grandes lignes, la question de la cohabitation cesse de se poser en termes abstraits. Même si la finalité des mesures envisagées est la stimulation de l'activité, qui doit profiter au plus grand nombre, et aux chômeurs, elles se présentent toutes comme très favorables aux possédants, dont on cherche à obtenir « la confiance ».

M. François Mitterrand aurait-il parlé en l'air dans son discours du Grand-Quevilly où il a dénoncé « le programme des riches contre les pauvres, des privilèges contre le peuple, des privilèges contre les travailleurs » ? Ou bien au contraire, a-t-il, par ces paroles visant des propositions bien précises, écrites et non écrites, de l'opposition, en quelque sorte prise les devants, fait savoir qu'il ne se priverait pas, en usant de tous les moyens dont il pourra disposer, de par la Constitution (et sa faculté de saisir l'opinion), d'en contrarier l'application ?

TELLE est, on le sait, l'argument de Raymond Barre, qui ne manque pas une occasion de rappeler que François Mitterrand, en annonçant son intention « de ne pas rester inerte », a prévenu son monde. Du côté de l'entourage de l'ancien premier ministre, on va plus loin : aucune chance sérieuse, dit-on, de faire par exemple revenir les capitaux tant que l'actuel chef de l'Etat sera à l'Elysée.

Il pourrait y avoir encore une autre interprétation : Jacques Chirac, qui a posé comme quatrième condition de la cohabitation l'engagement pris « sans ambiguïté » par le président de la République de laisser le gouvernement appliquer sa politique, sait qu'il ne l'obtiendra pas, mais qu'il aura, en allant jusqu'au bout de l'épreuve,

prouvé sa bonne foi. Il est clair que pour Raymond Barre, l'hypothèse la plus probable est différente. L'accord, en cas de victoire des deux partis d'opposition, comportera nécessairement des ambiguïtés, — ainsi le veut la Constitution, — et conduira à la compromission. Et si rupture il doit y avoir, le président sera assez habile pour qu'elle ait lieu sur un thème qu'il lui sera plus facile d'exploiter devant l'opinion.

Quand il visite une rue commerçante de la banlieue de Lyon, le député de la sixième circonscription de cette ville candidate aux élections législatives et défend ses électeurs, nous le voyons se départir pas de son air haïfais et lui dire son obédiente argumentation. Face à son rival, l'homme-qui-aime-les-militants que lui-même se dit, il est dans cette campagne, avec intransigence, l'homme d'une certaine idée de la Constitution (dont la clef est la suivante : ce n'est pas vrai que le premier ministre puisse avoir le pas sur le président de la République, puisque c'est celui-ci, et non celui-là, contrairement à la Constitution de la IV^e République, qui dispose du droit de dissolution).

Légèrement voûté, il monte d'un bon pas, mais sans hâte, l'étroite rue, s'arrêtant ici et là pour s'enquérir auprès de tel boutiquier ou telle petite succursale de banque, de la marche des affaires, du nombre des chômeurs. Si un jeune enfant se présente à lui, il se bannera à lui caresser les cheveux. Jamais d'effusions. Aucune hauteur n'apparaît dans cette réserve, mais visiblement une certaine timidité. Il s'échauffe quand une dame l'interpelle poliment, mais fermement : « M. Barre, vous déroutez les électeurs. »

L'argument de la « division » l'exaspère. Il répond sur un ton très pénétré : « Si ce que vous dites est vrai, cela est grave, cela prouve que vous vous contentez de gadgets. » Comme la dame concède : « Il est vrai que de toutes façons il sera impossible de tra-

vallier avec M. Mitterrand », il a, se dédant enfin, le mot de la fin : « C'est donc moi qui ai raison ! » Il ajoute, comme en aparté, et reprend tout son sérieux : « Ou bien on me fait confiance, ou bien on ne me fait pas confiance, il n'y a pas de moyen terme avec moi. »

SUR plus d'un sujet, les propos tenus par les deux chefs de l'opposition sont pratiquement les mêmes, au vocabulaire près. Pour Jacques Chirac, les « acquis sociaux » dont parle le président sont un « faux problème ». Pour Raymond Barre, « de la poudre aux yeux » : « La cinquième semaine de vacances existait déjà trois fois sur quatre, et beaucoup de gens ne la prendraient plus si ce n'était pas, dans beaucoup d'entreprises, un bon moyen de déguiser le chômage partiel. ».

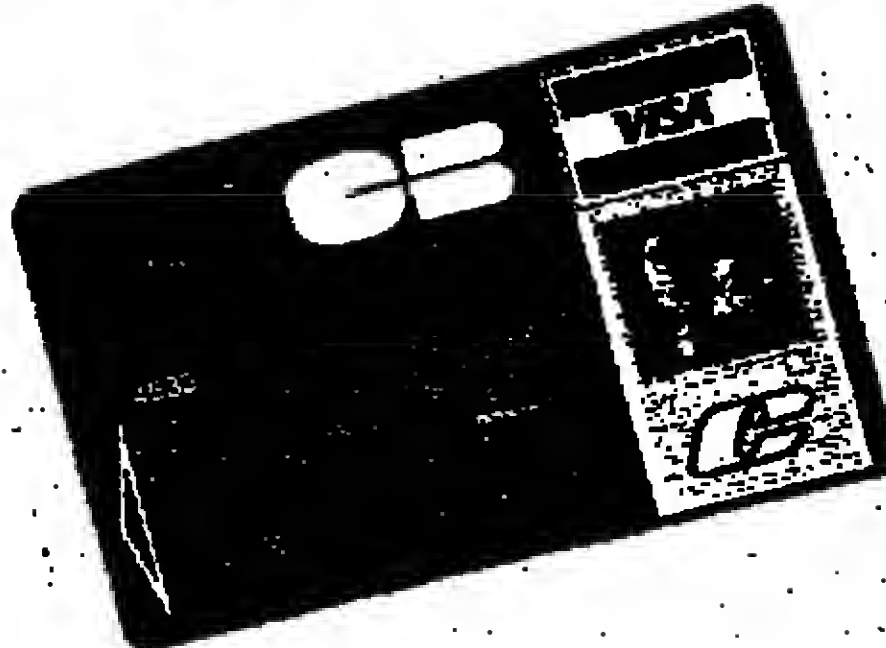
Mais, sur la fiscalité, Raymond Barre dénonce la propension, à la veille des élections, « de promettre un abaissement des impôts à tout le monde ». Lui n'hésite pas à dire tout haut que le rendement de l'impôt sur le revenu est déséquilibré, puisque 10 % des contribuables acquittent 65 % du montant total des cotisations, et qu'il faudra en conséquence — ce qui n'est écrit qu'en filigrane dans la plate-forme — en répartir la charge sur un plus grand nombre d'entre eux.

Personne ne peut savoir quelle politique mèneraient effectivement demain, si le pouvoir leur est donné, Jacques Chirac ou Raymond Barre. La première cite volontiers, en exemple les expériences réussies de redressement du passé (celles de Poincaré en 1926-1927, celle de Pinay-Rueff en 1958, notamment). La question est de savoir : si la référence à ces grands exemples serait une incitation à changer en profondeur les règles du jeu de l'économie française, ou une façon de conduire la guerre-éclat par quelques actions de commando spectaculaires sans portée réelle. Le second préfère exhorter ses auditeurs à « un long effort ». La risque serait, sous prétexte de condamner les faux-semblants, de s'arrêter en chemin sur la voie des vrais changements.

MARCHÉ

AUBON
PARIS
CAEN

**Le Bon Marché
accepte les nouvelles
cartes bancaires du Crédit Agricole
et des autres banques.**



PARIS - 38, rue de Sèvres 75007 - Métro Sèvres Babylone

CAEN - 28, rue St-Jean 14000

[illegible]

économie

3 MILLIONS DE DOLLARS DE RELATIONS PUBLIQUES

Comment redresser l'image que les Américains se font de l'industrie française ?

De notre envoyé spécial

New-York. - Elle ne chôme pas, Edith Cresson. Malgré le sentiment d'échec qui peut donner la proximité des élections, elle a consacré deux petits jours de son temps - entre une communication sur le bilan des nationalisations au conseil des ministres le mercredi matin et un meeting électoral dans la Vienne vendredi soir - à tenter de mettre une dernière main à un projet qui lui tient à cœur à New-York.

Voilà plus d'un an en effet qu'elle a demandé à Jacques Maisonneuve, l'un des rares patrons français à avoir réussi une brillante carrière dans une multinationale américaine, de lui remettre un rapport sur l'image technologique de la France aux Etats-Unis. Ce qui fut fait à la mi-1985. Mais nous ne nous contentons pas de rapport, a-t-elle dit. Cinq agences de relations publiques new-yorkaises furent donc chargées de proposer les moyens de redresser une image que l'on peut qualifier d'incertaine.

Toutes les cinq ont remis leur copie, et un grand dîner était organisé le 27 février pour obtenir des industriels français implantés aux Etats-Unis et des investisseurs américains en France qu'ils finissent ce projet important. Si les représentants outre-atlantiques des grandes firmes françaises sont bien

la, leurs homologues américains sont bien peu nombreux. « On s'y est pris bien tard », reconnaît un organisateur - et rares sont les grands patrons à avoir traversé l'Atlantique. De crainte que les élections ne balayent ce projet ?

Petit soldat du commerce extérieur, Edith Cresson n'en a cure et elle s'efforce de convaincre les présidents, dans un anglais qui fait se pâmer les Américains. Stokke, elle ne relève pas que les agences de « PR » (public relations) attribuent la mauvaise image de la France aux « nationalisations de M. Mitterrand », qui montrent bien que « les Français ne sont pas orientés comme les Américains vers le business », qu'ils ont une mentalité plus collective qu'individuelle. Et elle opte même de la tête lorsque M. Maisonneuve explique que le déclin récent de l'industrie pharmaceutique française dans la découverte de nouvelles molécules a pour cause principale la politique de contrôle des prix menée par le gouvernement.

L'agence de relations publiques qui sera finalement retenue - la décision doit être prise le 4 mars - aura en tout cas bien du travail, même si les industriels réunissent le million de dollars par an nécessaire pendant au moins trois années (à titre de comparaison les Japonais dépensent 14 millions de dollars par an en « PR » et en lobbying). Il suffit pour s'en rendre

compte de consulter quelques chiffres. La France n'est qu'un neuvième rang des fournisseurs des Etats-Unis et ses ventes ne représentent que 2,7 % de l'ensemble des importations américaines. Quant au classement des principaux investisseurs étrangers outre-atlantiques, la France n'y occupe que la huitième place, derrière la Suisse et les Antilles néerlandaises. Une analyse systématique, en 1985, de la presse économique a d'autre part permis de remarquer que sur deux cent trente-huit articles importants consacrés aux sociétés japonaises, allemandes et françaises, quinze seulement avaient trait aux industries françaises.

Les sondages, enfin, ne donnent pas de la France une image remarquable. Ainsi à la question : « Parmi ces pays, quels sont ceux qui auront plus ou moins de pouvoir dans vingt ans ? », la France arrive loin derrière tous les grands pays industrialisés, mais aussi derrière le Brésil, l'Inde, l'Egypte, l'Afrique du Sud ou Israël.

« Nous savons pourtant qu'avec RITA le nucléaire, les services informatiques, le TGV et bien d'autres produits nous sommes capables de faire au moins aussi bien que les Américains et les Japonais », clame le ministre, et M. Maisonneuve de souligner que, sur les cinq premières usines d'IBM par la productivité et la

qualité, deux sont françaises. « L'absence d'image technologique de la France ici, c'est de notre faute », ajoute-t-il. Une manière de dire que, sans changement des mentalités en France, toute campagne de relations publiques aux Etats-Unis sera vaine ou presque.

M. Cresson, qui a profité de son séjour pour remettre l'ordre du jour à M. Michel Roux, un gros importateur de vins et spiritueux, qui a inauguré un « French Fashion Show » et qui a invité au consulat les dirigeants des grandes chaînes de distribution et de la presse de mode, a aussi pu se rendre compte des dégâts provoqués par la chute du dollar. Ainsi M. Wendell L. Ward, vice-président de Garfinkel's, une chaîne de magasins de Washington, qui se rend tous les six mois à Paris pour les collections de prêt-à-porter, avouait-il que, cette année, à budget inchangé, il achèterait 30 % de moins de marchandise que l'an passé.

Après avoir aussi rendu visite aux éditeurs du New York Times et du Wall Street Journal, M. Edith Cresson est repartie de Kennedy Airport vers la France et sa campagne électorale. Voilà le genre d'actions que nous avons menées, se dit-il simplement, expliqué aux quatre journalistes comment dans ses bagages. Non sans déjà quelque nostalgie.

BRUNO DETHOMAS.

REPÈRES

Dollar : stabilité à 6,8250 F

Sur des marchés des changes calmes en début de semaine, les cours du dollar sont restés stables après le coup d'arrêt à la baisse donné à la veille du week-end. Le « billet vert » s'est inscrit aux environs de 2,2250 DM, 3,8250 F et 180 yens, après avoir fléchi, jeudi 27 février, à 2,2000 DM, 6,79 F et 178,50 yens. Les opérateurs attendent d'avoir confirmation d'une réunion du groupe des Cinq sur le problème du dollar, dont la rumour, en circulation à la fin de la semaine dernière, avait provoqué le coup d'arrêt précédemment évoqué.

Café : 20 centimes de plus dans les débits de boissons

La tasse de « petit noir » servie dans les débits de boissons a augmenté de 20 centimes samedi 1^{er} mars, selon le barème publié au Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation. Conformément à un accord de régulation des prix conclu entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles, les débits de boissons peuvent également, depuis le 1^{er} mars, augmenter de 15 centimes les bières dont le prix est inférieur ou égal à 11 F (taxe et service compris). La précédente augmentation du prix du café et de la bière remontait à mars 1985 (respectivement 15-20 centimes et 20 centimes). Le BOCC du 1^{er} mars fixe également le montant des hausses possibles pour la restauration publique, les agences de voyages, les piscines, les parcs et les camping-caravaning.

ENTREPRISES

Sollac : encore 2 000 postes supprimés

Deux mille emplois supplémentaires seront supprimés chez Sollac (groupe Seflor), entreprises spécialisées dans la gestion industrielle et commerciale des produits plats du groupe. Ces réductions d'effectifs s'ajoutent aux 1 100 suppressions déjà prévues cette année. Elles s'inscrivent dans la restructuration du groupe, annoncée par le remplacement du président de Sollac, secteur, par le remplacement de Sollac, M. Claude Juk, par M. Edmond Pachura, déjà PDG de Sollac depuis 1985 (le Monde daté 2-9 mars).

TWA rachète Ozark

La compagnie aérienne américaine TWA rachète Ozark Airlines pour la somme de 250 millions de dollars (1,7 milliard de francs). M. Carl Kahn, président de TWA, a déclaré que ce rachat permettrait de supprimer la concurrence que se font les deux compagnies sur certaines lignes. Cet achat doit encore être approuvé par les ministères des transports.

Le sucre britannique convoité

British Sugar, qui raffine la quasi-totalité de la récolte britannique de betteraves et qui est la filiale de Bristow, groupe spécialisé dans la courtage des matières premières et le financement de l'immobilier. Cette société a indiqué que des pourparlers étaient en cours avec le groupe italien Ferruzzi, qui a des intérêts importants dans l'industrie sucrière italienne et contrôle désormais plus de 50 % du capital du français Beghin-Say. Ferruzzi pourrait lancer une OPA sur Bristow, conserver British Sugar et vendre les autres actifs. Mais à Londres, un autre groupe, Hilldown Holdings, s'intéresse

aussi à Bristow. Il a révélé qu'il venait d'acheter 5,95 % de ses actions.

Fiat va réintégrer 5 750 salariés en chômage technique

Conséquence de la disparition de la casse intégration, Fiat a finalement décidé de réintégrer les 5 750 salariés bénéficiant encore de ce système, les autres ayant été mis à la retraite anticipée. Les cases intégrées sont des employés de la Fiat qui, mis en chômage technique permanent en 1980, ont, depuis, reçu de l'organisme des indemnités, correspondant à 90 % de leur salaire. Cette décision constitue une inversion de tendance depuis les « dégrèvements » de personnel effectués au cours des cinq dernières années. Fiat Auto emploie moins de 100 000 personnes, contre 185 000 en 1980. L'année du redressement du groupe de Turin. Déjà, 500 employés avaient été réembauchés pour faire face au gonflement du carnet de commandes l'année dernière.

L'APPEL D'OFFRES SOVIÉTIQUE AU PRÊT-A-PORTER FRANÇAIS

Un défi

Que représente l'appel d'offres, lancé par l'Union soviétique aux industriels français, pour la rénovation de vingt-sept usines de prêt-à-porter ? Le contrat du siècle, avancent certains. Des négociations comme on en a eues tous les jours, rétorquent les Soviétiques, embarrassés par la publicité faite, en plein salon professionnel, par la Fédération du prêt-à-porter féminin. En tout cas, une révélation prématurée, soulignent-ils : aucun contrat n'est encore signé.

Pour les industriels concernés, l'enjeu est de taille. Les chiffres, modestes en valeur absolue, sont considérables par rapport à la taille des entreprises. Ainsi, la rénovation de deux usines de robes, l'une en Sibérie, l'autre dans le Caucase, proposée à l'entreprise Christiane Laure, représenterait, selon elle, près de 200 millions de francs, soit deux fois son chiffre d'affaires.

C'est la première fois que le prêt-à-porter français est sollicité, sur une telle échelle, par l'Union soviétique. Aujourd'hui, les acheteurs éventuels ont-ils été séduits par la mode française ? Toujours est-il qu'un lien de négociation, à leur habitude, exclusivement avec des grosses firmes, à la réputation depuis longtemps établie, ils n'hésitent pas à s'adresser à des entreprises de moindre importance. Il est vrai que, dans le prêt-à-porter, et en particulier le vêtement féminin, ce choix est imposé par l'émiettement du secteur.

Les Soviétiques, d'ordinaire si lents à négocier, semblent même impatientes. La semaine dernière, le bruit a couru que quelques jours n'avaient plus leurs propositions. Aussitôt démenties, la rumeur n'en a pas moins renforcé l'impression que, sous la nouvelle direction de M. Gorbatchev, quelque chose changeait en URSS. Concrètement, dès le plan quinquennal 1986-1990, défini à la fin de l'année dernière, il a été réservé un budget destiné à la modernisation du prêt-à-porter. Une réforme urgente, reconnaissent les Français, qui, invités à visiter sur place les installations, ont constaté leur état de délabrement.

Les négociations n'en sont pourtant encore qu'au stade préliminaire. Le seul accord récemment conclu ne concerne pas les vingt-sept usines à rénover. Il s'agit de Vestra, qui a signé, en août dernier, un contrat pour la modernisation d'une usine de chemises à Kiev, donc bien avant l'appel d'offres lancé à la suite de la visite en France, en novembre dernier, du vice-ministre de l'industrie légère soviétique, M. Gritsenko.

Tentatives, les propositions soviétiques soulèvent de nombreux problèmes. Celui de la taille des entreprises sollicitées tout d'abord.

Hormis les plus grands, tels Bousac ou Bidman, qui ont déjà réalisé des usines dans les pays en développement, la plupart n'ont pas d'expérience, et doivent se faire assister de cabinets conseils. De la fabrication de vêtements à la rénovation d'usines, le pas est difficile à franchir. Comment consacrer à la réalisation d'un chantier conjoint, sans dégrader l'outil de production en France ? Comment préfinancer les travaux, sans une surface financière suffisante pour convaincre les banques d'apporter les fonds nécessaires ?

La nature du marché soviétique, ensuite, refroidit certains enthousiasmes. Des années peuvent s'écouler, au cours desquelles l'entreprise supporte les frais de prospection. Cela explique la prudence de Bousac, qui a refusé de supporter les frais de l'étude, et en rejette la charge sur l'URSS. La proposition, allant à l'encontre des habitudes soviétiques, pourrait lui faire perdre l'affaire.

C'est une prudence que d'autres industriels ne partagent pas. Ils considèrent l'appel d'offres soviétique comme une chance, qu'il ne faut pas abandonner à la concurrence étrangère, également sur les rangs. Difficile, certes, risquée, peut-être, la négociation en cours est un défi, que le prêt-à-porter français oserait bien relever.

DOMINIK BAROUCHE.

Après les autres grands de la chimie

LE GROUPE ICI ENTRE DANS L'INDUSTRIE DES SEMENCES

L'industrie des semences compte un producteur de plus. Après bien d'autres, les Imperial Chemical Industries (ICI), premier groupe privé de Grande-Bretagne et cinquième grand mondial de la chimie (près de 115 milliards de francs de chiffre d'affaires), s'engagent à leur tour sur la voie encore étroite de cette activité d'avenir. Plus de 50 millions de livres sterling (environ 600 millions de francs) vont être débloqués afin de doter le groupe des outils nécessaires pour mener cette nouvelle politique et figurer en l'an 2000 dans le peloton de tête des fabricants de semences.

Le premier objectif fixé est d'atteindre en 1990 les 500 millions de livres sterling de chiffre d'affaires. Il est ambitieux, dépassant déjà ce que les groupes suisses Ciba-Geigy, allemands Bayer, Hoechst, BASF et français Rhône-Poulenc espèrent réaliser à cet horizon. C'est aussi une gageure. Les ICI s'attaquent en effet à un domaine industriel entièrement nouveau pour eux. En fait, ils ne s'embarquent pas dans cette aventure sans le matériel de base indispensable. A la fin de 1985, dans la plus grande discrétion, le groupe britannique avait racheté Garst Seed, troisième semencier des Etats-Unis, axé sur le développement de variétés nouvelles (céréales, maïs, tournesol).

La Garst Seed servira donc de noyau dur à la mise en œuvre du développement de cette nouvelle branche d'activité. Une bonne partie des capitaux jetés dans la bataille serviront à accroître la capacité de recherche de la nouvelle filiale américaine, à laquelle le nouveau centre en voie d'édification sur la plateforme agrochimique de Jealott's Hill (30 kilomètres au sud-ouest de Londres) sera rattaché. Au total, des deux côtés de l'Atlantique, plus de deux cents personnes seront embauchées.

Cette détermination des ICI de s'attaquer à l'industrie des semences, où les déconvenues sont encore le plus souvent au rendez-vous, n'a rien pour surprendre. Cinquième agrochimiste mondial (environ 7,4 milliards de francs de chiffre d'affaires), le groupe britannique ne pouvait prendre le risque de faire l'impasse sur une activité dont certains spécialistes s'accordent à dire qu'elle prendra peu à peu, au cours du troisième millénaire, par l'intermédiaire des manipulations génétiques, le relais de l'industrie phytosanitaire.

L'annonce de cet engagement survient au moment même où, à cause de conditions économiques moins favorables, d'un été pourri et de la baisse de ses revenus pétroliers (- 223 millions de livres), le milliard historique de profit brut des ICI s'est quelque peu effiloché en 1985, pour revenir à 912 millions de livres (- 11,4 %). Le bénéfice net consolidé n'est plus que de 512 millions de livres (contre 585 millions), en diminution de 12,4 %. Ce qui n'empêche pas de dépenser 12 milliards de francs en investissements.

ANDRÉ DESSOT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$/F	6,8250	+ 35	+ 75	+ 270
DM/F	4,7818	+ 35	+ 346	+ 632
Yen/F	3,7905	+ 68	+ 136	+ 257
DM/\$	3,4739	+ 142	+ 281	+ 629
DM/DM	2,7221	+ 58	+ 115	+ 131
DM/DM	15,0187	+ 318	+ 228	+ 379
DM/DM	3,6460	+ 146	+ 179	+ 360
DM/DM	4,2395	+ 425	+ 481	+ 1910
DM/DM	9,2526	+ 354	+ 339	+ 623

	7 3/4	8	7 1/2	7 1/4	7 3/8	7 1/2	7 1/8
DM/\$	3 3/4	5 5/8	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 1/4
DM/\$	5 1/2	6 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4	5 1/4
DM/\$	9 1/2	10 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
DM/\$	17 1/2	18 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2	17 1/2
DM/\$	12 1/2	13 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
DM/\$	8 3/4	9	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



Plus vite, moins cher !
c'est NEUBAUER

1000 PEUGEOT en stock
205-205 GTI-305-309-505
Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné !

(conditions spéciales sur 150 véhicules en stock au 18 déc. 1985)

NEUBAUER
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42 85 54 34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48 21 60 21

1986. Comment faire cohabiter rentabilité, sécurité et disponibilité ?

La réponse à cette question et à toutes celles que vous vous posez vous seront données au Bureau d'Accueil des Agents de Change. N'hésitez pas.

Venez, écrivez ou téléphonez : Bureau d'Accueil des

Agents de Change, 4, place de la Bourse PARIS 2^e. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Paris 42.97.55.55 / Bordeaux 56.44.70.91 / Lille 20.55.68.20 / Lyon 78.42.54.71 / Marseille 91.90.70.32 / Nancy 83.36.56.97 / Nantes 40.48.41.96.

RENSEIGNEZ-VOUS :
BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE
4, place de la Bourse PARIS 2^e - 42.97.55.55.

هكذا من الأصل

SOCIAL

UN LIVRE DE M. PAUL MARCHELLI

« Les Aventuriers de l'an 2000 »

Quand il était encore délégué général de la CGC, M. Paul Marchelli se voyait reprocher d'être trop fougueux, imprévisible, inconstant même. Devenu il y a moins de deux ans président, l'homme s'est essuyé. Son expression est devenue plus mesurée, plus responsable. Avec le livre qu'il sort ce lundi 3 mars, M. Marchelli accentue son recentrage personnel : *Les Aventuriers de l'an 2000* (1) est un ouvrage de réflexion, rédigé et conçu dans un style alerte. Un livre de syndicaliste mais bien peu syndical.

Ce n'est évidemment pas un hasard si ce livre sort en période électorale. Sévère pour la classe politique, il plaide pour une « véritable révolution culturelle », au risque de banaliser la formule, en l'opposant au « culte du statu quo » défendu notamment par « les intégristes du syndicalisme », parmi lesquels il range MM. Krasucki et Bergeron.

En l'an 2000, M. Marchelli aura soixante-sept ans et il sera à la retraite. Et la « régression démographique » l'obsède. Le constat n'est pas neuf, mais la conclusion n'est guère encourageante : « A l'horizon 2000, la France aspirera de plus en plus à la retraite et à la sécurité. Cette France craintive aura peur des changements, peur de créer, peur des jeunes et des autres. »

Démographie et immigration

Si M. Marchelli fait du défi démographique une « priorité prioritaire », il n'hésite pas à évoquer le sujet tabou de l'immigration, s'abritant derrière le socialiste Jean Poperen pour souligner que « la question centrale est bien celle de notre identité nationale ». Ni l'édification d'une « nation plurielle », ni l'intégration, ni l'assimilation n'ont apparemment ses faveurs. Même la cohabitation lui fait craindre une « consécration de

la mise en marge » d'une population immigrée menacée de « sous-prolétariat ». Il préconise donc une politique de retour « de façon humaine et digne », avec mise en œuvre d'un « plan Marshall pour les pays d'accueil pourrissent être les initiateurs en accord avec les pays d'origine ». Mais il ne propose aucune solution pour les immigrés qui resteront en France.

Le président de la CGC, qui a su ne pas être prisonnier du langage officiel de sa confédération, ne consacre pas moins de trois chapitres à l'Etat, son « envahissement » et sa « crise ». « L'Etat-Moloch » d'aujourd'hui est pour lui le fruit des effets néfastes du corporatisme : « Loin de constituer une rupture, les cinq années que nous venons de vivre ont seulement amplifié les tendances d'une société façonnée par des siècles de dirigisme et d'assistance. Nous avons tous souhaité dormir dans le lit douillet et maternel de la social-démocratie dont le mythe a dominé tout l'après-guerre. » Face à cet « Etat boulimique » qui « dévore notre croissance », M. Marchelli réclame la « frénésie anti-étatiste qui agit certains libéraux fanatiques » et recommande une mise à la diète de l'Etat « qui reviendra à ses missions essentielles : assurer la sécurité intérieure et extérieure, maintenir la concorde, procéder aux arbitrages et garantir le respect des libertés ».

Il faut attendre la troisième partie de ce livre pour basculer dans un certain optimisme. Pour M. Marchelli, nous ne sommes pas voués au déclin, la France a des atouts. Et il rend paradoxalement hommage aux socialistes pour avoir fait découvrir aux Français « l'importance de l'économie » et pour avoir reconnu l'entreprise.

Les cadres « avant-garde »

Parmi les atouts recensés, il y a les cadres, qui en l'an 2000 seront, dans une définition au sens large, « sociologiquement majoritaires ». M. Marchelli leur consacre une dizaine de pages — c'est bien le moins que pouvait faire le président de la CGC — en voyant dans l'encadrement « l'homme de la métamorphose continue ». « L'avant-garde des aventuriers de l'avenir », Mais il dénonce trop le corporatisme par ailleurs pour cultiver les mirages catégoriels. Quand il revendique dans les entreprises « le copilotage économique et social », c'est l'ensemble des salariés qu'il souhaite associer aux responsabilités. Il s'agit de faire de l'entreprise une « démocratie de professionnels », axe majeur de la « modernisation des rapports sociaux » qui lui semble impérieuse. Cette dernière formule est de M. Fabius, mais c'est pourtant, comme tout au long de l'ouvrage, au général de Gaulle qu'il fait subtilement référence. Il tente de remettre une « modernité » gaullienne au goût du jour.

On retrouve dans la fin de l'ouvrage toutes les idées « marchelliennes » de la CGC sur le dialogue social, la décentralisation — là aussi son maître est de Gaulle — ou les dénationalisations, pour lesquelles il n'est « pas question de jouer au Mécène que l'on démonte par simple plaisir », la flexibilité ou la « juste hiérarchie des valeurs ». C'est au moment où l'on retrouve le syndicaliste qu'il abandonne de nouveau cet habit afin de plaider en final pour une relance de l'Europe, qui « n'existe qu'en creux, comme une éternelle attente ». La CGC est trop petite pour M. Marchelli.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Editions Jean-Claude Lattès, 263 pages.

Chez Flaminière à Redon (Ille-et-Vilaine)

LA CGT SIGNE UN ACCORD SUR L'AMÉNAGEMENT DU TEMPS DE TRAVAIL

Chez Flaminière, à Redon (Ille-et-Vilaine), la section CGT a accepté un accord sur l'aménagement du temps de travail.

Approuvé par les soixante et un salariés de l'entreprise, exclusivement CGT, le projet prévoit que le personnel peut travailler quarante heures par semaine pendant les périodes de pointe et trente-deux heures pendant les périodes creuses. En contrepartie, la durée moyenne hebdomadaire sera progressivement ramenée de trente-huit heures cinquante à trente-huit heures, sans perte de salaire.

Pour expliquer leur attitude, les responsables CGT de l'entreprise invoquent les difficultés successives de Flaminière qui, depuis 1974, a connu trois départs de bilan et fait l'objet de reprises sans lendemain. Créatrice du briquet à gaz rechargeable, Flaminière a été mise à mal par l'apparition, sur le marché, des briquets jetables. La dernière tentative pour sauver l'entreprise date de l'été dernier et les salariés ont pris une participation majoritaire (51 %) dans le capital de la société anonyme. Dans les années 60, les effectifs atteignaient les cinq cents pour n'être plus que de cent quarante-deux en 1984. Soixante et une personnes y travaillent actuellement.

DÉPARTEMENT DU CALVADOS

Arrêt d'appel d'offres ouvert

— Procédure d'un contrat avec deux objets (16 et 33 km) d'un lot pour l'entretien des routes.

— Les entreprises doivent adresser leur dossier aux Archives départementales du Calvados : 61, rue de Lincourt-Metz, 14000 Caen. Tél. 31-94-70-85.

— Délai d'engagement des entreprises : six mois.

— RAI à proposer : certificats et attestations pour tous les travaux dans d'autres départements de la région.

— Les et date limite de remise des offres : 10 avril 1986 à 16 h.

Envoyé officiel sous double enveloppe cachetée portant la mention « Appel d'offres, ne pas ouvrir ».

— Date d'envoi de présent avis à la publication : 24 février 1986.

FINANCES

De nouvelles réformes pour rivaliser avec l'étranger

Les innovations financières ou purement techniques vont bon train à la Bourse de Paris, où de nouvelles dispositions vont entrer en vigueur.

La séance du matin : elle commencera le 6 mars prochain. Tous les jours, de 9 h 30 à 11 heures, seront cotées au quatrième étage du palais de la Bourse trente valeurs inscrites à la cote du marché à règlement mensuel (RM) et qui ont été considérées comme les plus actives de la fin de l'année 1985. Ces valeurs sont les suivantes : Compagnie du Midi, Michelin, Thomson-CSF, BSN, Moët-Hennessy, Peugeot, Carrefour, L'Air Liquide, Lafarge-Coppée, Total, ELF-Aquitaine, Club Méditerranée, L'Oréal, Pernod-Ricard, Soupea Perrier, Châteaufort SA, Navigation mixte, Dumez, Tété-mécanique, Accor, Louis-Vuitton, Sanofi, Compagnie bancaire, Alstom-Valeo, Agence Havas, Bouygues, Bongrain, TRT et Essilor.

Il s'agit d'une séance de « blocs de titres » réservée, de fait, aux investisseurs institutionnels et aux gros porteurs de titres puisque la limite inférieure de négociation a été fixée à vingt fois la cote normale (nombre de titres que l'on peut acheter ou vendre pour chaque valeur). Dans la mesure où cette séance matinale (qui s'ouvrira sur les cours officiels de la veille) permettra de déterminer des cotations — et des écarts de cours — avant la séance dite « normale » de 12 h 30 à 14 h 30, il apparaît que l'égalité de traitement des actionnaires ne sera pas respectée puisque les « petits » ne pourront accéder à la séance du matin. Celle-ci n'est toutefois prévue qu'à titre d'expérimentation jusqu'au 4 juin 1986, date à laquelle devrait disparaître cette anomalie (le Monde publiera ces cours dans première édition de 13 heures).

À la contrepartie : on se souvient que cette technique, utilisée sur tous les grands marchés, consiste à permettre aux professionnels de fournir, par exemple, le nombre de titres demandés par un acheteur en

attendant de trouver le vendeur de ces mêmes actions, et réciproquement. Le schéma, après avoir été discuté entre banquiers et agents de change, était prêt depuis plusieurs semaines. En fait, les deux parties butaient essentiellement sur un obstacle : la fourchette dans laquelle pourraient évoluer les cours pratiqués par les « contreparties ». Grosso modo, les boursiers souhaitaient un taux maximal de 0,2 % à 0,3 % alors que les banquiers voulaient le doubler. La chambre syndicale a finalement décidé de fixer ce taux de variation, en plus ou en moins, à 0,50 %. Le feu vert est donc donné à ce type d'opérations, qui doit permettre, à la fois (tout compte fait), d'améliorer la liquidité du marché parisien et de résister à la City.

Les valeurs du comptant à la « criée » : depuis le 3 mars, une trentaine de valeurs du marché au comptant (parmi lesquelles Enx, Machines Bull, Pneus Kléber, Usinor) seront cotées à partir de 14 heures sur le groupe de la séance du matin, au quatrième étage de la Bourse. La « criée » était jusqu'à présent réservée aux actions du RMC aux fonds d'Etat.

Par ailleurs, le Comité de la réglementation bancaire a pris une disposition concernant les agents de change et deux mesures destinées à l'ensemble de la communauté financière, toutes trois applicables depuis le 1^{er} mars :

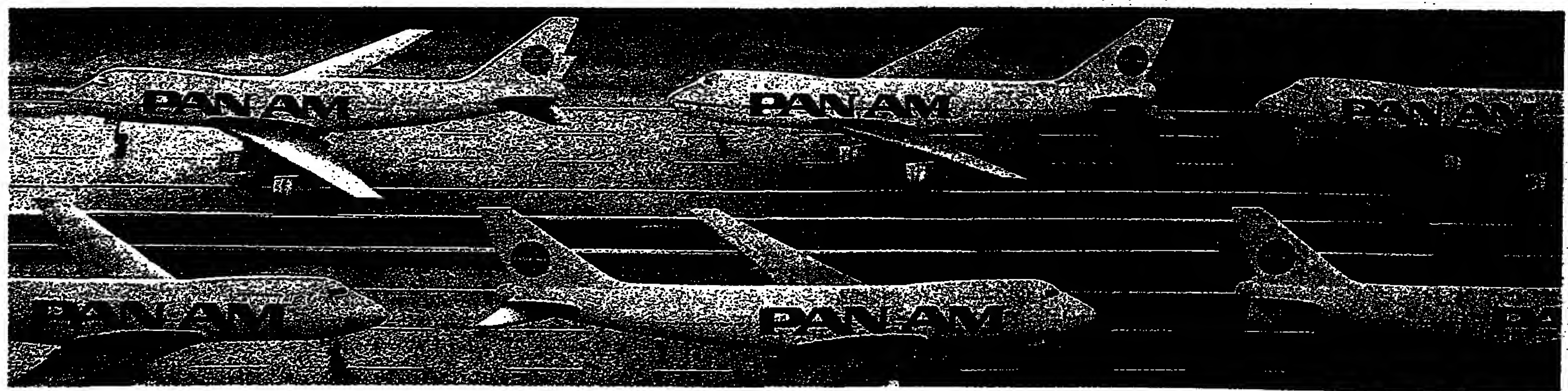
1) La durée maximale des certificats de dépôt a été allongée de deux ans à sept ans.

2) Les agents de change sont désormais autorisés à intervenir dans le placement et la négociation des titres de créance négociables à court terme (billets de trésorerie, bons des institutions financières spécialisées).

3) La grille des taux d'intérêt des bons du Trésor sur formules et des autres bons à intérêt progressif est révisée en hausse pour tenir compte de la réduction des taux sur les marchés obligataires et monétaires depuis juillet 1985.

SERGE MARTI.

France/USA via l'autoroute céleste Pan Am.



1986. L'autoroute céleste élargit ses voies. Plus de vols, plus de villes reliées, plus de services de la part de Pan Am.

Pas moins de 3 nouvelles liaisons seront créées au départ de Roissy-Charles de Gaulle.

Un Paris/Miami sans escale. Départ les lundis, mercredis, jeudis et samedis, à 13h10. Une exclusivité Pan Am.

Un deuxième Paris/New York direct qui décollera quotidiennement à 13h45.

Un Paris/Los Angeles direct. Un Paris/San Francisco sans escale. Départ à 13h45.

Encore une exclusivité Pan Am.

Sans oublier notre Nice/New York quotidien, unique en France.

Jamais les hommes d'affaires n'auront eu

tant d'occasions de goûter à tous nos services exclusifs.

La First Class Pan Am, où luxe et raffinement viennent s'ajouter au confort exceptionnel de nos sièges Sleepereites.

Le confort et l'espace de la Clipper Class Pan Am qui sauront procurer quiétude et détente aux hommes d'affaires enclins au repos.

Sans oublier le service attentif et chaleureux Pan Am, qui fait de chacun de nos passagers un voyageur privilégié.

Et si vous volez sur New York, vous bénéficierez aussi de l'organisation exceptionnelle de Pan Am.

Le Worldport, terminal privatif de Pan Am à Kennedy airport qui vous assure sous le même

toit les liaisons internationales et intérieures vers plus de 40 villes américaines.

Et l'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en First Class ou en Clipper Class, dans le centre de Manhattan ou à Wall Street.

Pour plus de renseignements concernant les trois nouveaux vols, n'hésitez pas à contacter votre agence de voyages ou l'autoroute céleste Pan Am au 42.66.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

1986 JUN

3 Sam

4 Sam

5 Sam

1^{er} SALON MONDE DES A

pour le développement des banques et des assurances, des services financiers, des investissements, etc.

Le Monde

ÉTRANGER

ALLÈGEMENT DE LA DETTE BRÉSILIENNE

L'Amérique latine aménage les règles du jeu

Le problème de la dette latino-américaine, la plus préoccupante pour le monde financier international, vient d'entrer dans une nouvelle phase. En trois jours, les règles du jeu, sans être fondamentalement bouleversées, ont notablement évolué. Le vendredi 28 février, le Brésilien Sarney lançait un « plan tropical » ressemblant comme un cousin germain au « plan austral » qui a permis à l'Argentine de recouvrer une bonne part de sa crédibilité financière. (Le Monde du 28 février). Le lendemain, les principaux pays endettés de la région se retrouvaient à Punta-del-Este, en Uruguay, au sein du groupe de Carthagène, pour rassembler l'importance particulière que l'Amérique latine, qui représente à elle seule 360 milliards de dollars de dette, attache à une réduction des taux d'intérêt. Quelques heures plus tard, les Brésiliens pouvaient mettre la dernière pierre à New-York, à un accord d'allègement de la dette du Brésil comportant, fait majeur, une réduction à 1/8 de point au-dessus du Libor (taux interbancaire de Londres) des taux d'intérêt qui étaient jusqu'à présent de 2 points au-dessus du Libor. Cet accord, qui doit encore être confirmé par quelque

sept cents banques réunies dans un comité de coordination, représente un espoir d'allègement évalué à 150 millions de dollars des échéances annuelles brésiliennes. Les banques créancières devraient en outre rééchelonner sur sept ans 6 milliards de dollars d'échéances 1986, consolider 15,5 milliards de dollars de crédits bancaires et étatiques, et réduire de 9,5 milliards de dollars les paiements de 1985. Les écarts de paiements de 12,45 milliards en 1985, et la reconstitution de solides réserves monétaires - 9 milliards - ne sont pas les seules raisons qui ont poussé les banques à faire preuve d'une nouvelle indulgence envers un pays qui leur doit 66 milliards sur une dette extérieure globale de 104 milliards de dollars, la plus lourde du tiers-monde. La « guerre à la vie, à la mort » contre l'inflation déclenchée par le président Sarney y est également pour beaucoup, même si elle peut paraître paradoxale.

Ainsi que le soulignait sans sans ironie M. Moisés Ilionoff, directeur de recherche au CNRS, lors d'un colloque organisé sur le problème de la dette par la fondation

Pragmatisme

Décidés malgré tout à attendre de mieux évaluer les premiers résultats du traitement de choc brésilien à plus long terme, le monde bancaire, en fait, joue la carte du pragmatisme, préférant perdre un peu, plutôt que toute sa mise, surtout dans un pays aussi endetté que le Brésil. Petit à petit, les pays latino-américains effectuent ainsi des percées imaginées au cas par cas de situations économiques internes aussi différentes que celles du Pérou, de l'Argentine, du Venezuela ou du Brésil. Le groupe de Carthagène a décidé de tenir compte de cette diversité. Comme l'indique notre correspondant Catherine Derivery, les ministres présents à Punta-del-Este ne sont pas allés jusqu'à décider une action commune pour obtenir un allègement de la dette, mais ils se sont déclarés solidaires de toute décision arrêtée par l'un d'eux.

Cette prise de position présente un avantage majeur pour les créanciers comme pour les organisations internationales soucieuses d'éviter une confrontation menaçante : elle confirme la volonté des pays latino-américains de faire évoluer la situation tout en restant au sein du système actuel. Après la ferme prise de position de Buenos-Aires en faveur d'une réduction des taux d'intérêt, après le coin enfoncé par le Brésil, l'attention se tourne désormais vers le Mexique, qui reprend ce lundi ses discussions avec les États-Unis sur les moyens d'amortir les conséquences de la chute des cours du pétrole.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

EN DÉPIT DE L'AMÉLIORATION GÉNÉRALE

Six pays africains ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence

Bien que la situation alimentaire s'améliore sur l'ensemble de l'Afrique, six pays vont connaître en 1986 des difficultés d'approvisionnement, indique la FAO dans son premier rapport spécial de l'année consacré à ce continent. Ce sont l'Angole, le Botswana, qui, contrairement aux autres, devraient souffrir encore de la sécheresse pour la cinquième année consécutive, les îles de Cap-Vert, l'Éthiopie, (où le gouvernement estime à 6,5 millions le nombre de personnes affectées par la crise alimentaire, auxquelles s'ajoutent quatre cent mille réfugiés somaliens et six cent mille autres vivant dans des camps), le Mozambique et le Soudan.

Ces pays devront recevoir, selon la FAO, 2,4 millions de tonnes d'aide alimentaire, dont 900 000 tonnes d'aide d'urgence. L'aide totale nécessaire pour les

quarante-cinq pays d'Afrique au sud du Sahara est estimée par la FAO à 3,3 millions de tonnes (moitié moins que l'année précédente). Les achats commerciaux s'élèveront à 5,3 millions de tonnes. La récolte céréalière pour les quarante-cinq autres pays a été en 1985 jugée excellente : 54,3 millions de tonnes (23 % de plus que la moyenne des cinq dernières années). Plusieurs pays disposent d'excédents exceptionnels, et la FAO invite les pays donateurs à intensifier les « transactions triangulaires » : achat sur place de céréales et transport vers les zones déficitaires. C'est le cas paradoxal du Soudan, qui avec une récolte de 4,6 millions de tonnes dispose de 520 000 tonnes de surplus. Ce pays ne peut s'acheminer pour accourir ses 5,1 millions de réfugiés.

SERGE MART.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE PARISIENNE DE RÉSCOMPTÉ

Le Conseil d'Administration de la Compagnie Parisienne de Rêscômpte, réuni le 26 février 1986 sous la présidence de M. René Casson, a approuvé les comptes de l'exercice 1985.

Les bénéfices cumulée des deux exercices Compagnie Parisienne de Rêscômpte et Paresco-Geston & Co, sa filiale, se sont élevés à quelque 230 millions de francs contre 190 millions de francs pour 1984.

Les produits déduits par Paresco-Geston & Co, Société spécialisée dans le financement des obligations, s'établissent à 115 millions de francs. Ceux de la Compagnie Parisienne de Rêscômpte s'établissent également à 115 millions, ce qui conduit à ajouter le dividende de 55 millions de francs versé par la filiale.

En conséquence, la Compagnie Parisienne de Rêscômpte affiche, pour l'exercice 1985, un bénéfice net, après provisions et impôts, de 170 591 000 francs.

Pour Paresco-Geston & Co, le report à nouveau passe de 109 millions de francs à 169 millions de francs.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale, qui se tiendra le 22 avril prochain au Palais des Congrès, porte Maillot, de distribuer un dividende de 69 045 000 francs en augmentation de 20 % sur celui de 1984. Après affectation aux réserves du reliquat disponible, les fonds propres s'élèveront à environ 560 millions.

MÉTAL-CEMENTS FRANÇAIS

Les conseils d'administration d'Imetal et de la Société des Ciments Français ont approuvé le projet de cession par Imetal à la Société des Sablières Modernes, filiale de la Société des Ciments Français, du contrôle de la société Richemond, producteur, dans l'est de la France, de granulats et produits de béton.

Cette opération permettra aux Sablières Modernes de compléter leur potentiel de production dans une zone géographique et d'activité où elles n'étaient pas implantées. Elle répond, d'autre part, au souci d'Imetal de privilégier certaines filiales dans sa diversification, en France, dans les secteurs des matériaux de construction et des minéraux industriels.

SOCIÉTÉ LYONNAISE DE BANQUE

Résultat net consolidé 1985 : + 30 %

Dans sa séance du 12 février 1986, le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de M. Jean Carrière, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui font apparaître un bénéfice net après impôts et amortissements de 81,4 MF. Le résultat net connaît ainsi, pour la troisième année consécutive, une progression supérieure à 30 %.

Millions de Francs	1983	1984	1985
Résultat brut d'exploitation	321	375	440
Résultat net	44,3	60,7	81,4
Progression	+ 37,2 %	+ 37,0 %	+ 34,1 %

Ces résultats sont obtenus en dépit d'une augmentation sensible des provisions, dans la tradition de prudence de la Société. Le Conseil a noté, par ailleurs, le maintien de la part significative des activités de trésorerie dans ces résultats.

Résultats consolidés

Le Conseil a établi les résultats consolidés du Groupe Société Lyonnaise de Banque, qui s'élevaient à 104,4 MF. Ces résultats illustrent la contribution marquante des différentes filiales de la Société aux performances du Groupe.

Millions de Francs	1983	1984	1985
Résultat net consolidé	64,3	80,3	104,4
Progression	+ 33,1 %	+ 24,9 %	+ 30,0 %
Rentabilité des Fonds Propres	10,6 %	12,2 %	13,6 %
Rappel du taux d'inflation	+ 9,3 %	+ 6,7 %	+ 4,7 %

TECHNOLOGIE AVANCÉE : QUANTEL INTERNATIONAL RACHETÉ PAR SES FONDATEURS ET DIRIGEANTS

Quantel International, la filiale américaine de Quantel France, l'un des leaders mondiaux du laser de puissance, vient de faire l'objet d'une opération de rachat par fondateurs et dirigeants.

Quantel International a procédé à une augmentation de capital importante souscrite par ses dirigeants et par les groupes Bancel, Paribas, la Compagnie Financière du Scribe, Sofimova International et Suez.

Cet apport de fonds propres va permettre à Quantel International de poursuivre ses efforts de recherche et d'accélérer ses développements sur les marchés industriels.

Quantel France et Quantel International entendent maintenant des liens privilégiés qui devraient concourir à conserver leurs positions tant en Europe pour Quantel France qu'aux États-Unis et au Japon pour Quantel International. En particulier, un accord technique a été signé entre la société américaine et la société française. Il donne accès à certaines technologies de produits poursuivis dans la société américaine.

LA VOLONTÉ ET LES MOYENS.

INNOVATION TECHNOLOGIQUE. EXPANSION INTERNATIONALE. DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL. INGÉNIERIE FINANCIÈRE. VOILÀ, POUR PARIBAS, LES IDÉES-FORCES DE L'AVENIR.

Groupe International aux métiers multiples, présent sur tous les continents avec 1 350 implantations dans 60 pays, Paribas occupe une place de premier rang parmi les grandes institutions financières en France et dans le monde. Outre sa compétence industrielle et sa capacité d'innovation, Paribas a la volonté de jouer un rôle de pointe au service de l'économie française et de son rayonnement international. L'année 1985 a été, pour le groupe, placée sous le triple signe du développement, ses activités, de la croissance de ses moyens et de la performance. Le total du bilan du groupe est passé de 288 milliards de francs en 1981 à 600 milliards de francs en 1985, et le résultat consolidé, de 1 359 millions de francs à 2 100 millions de francs, faisant de Paribas l'une des très rares institutions à avoir dépassé les 2 milliards de bénéfice (la part de la Compagnie Financière est, en 1985, supérieure à 1 milliard de francs).

Le groupe s'engage aujourd'hui dans une phase nouvelle de son expansion.

LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIBAS RENFORCE SES FOND PROPRES

Emission de 5 831 775 certificats d'investissement privilégiés de F 100 nominal. Prix d'émission : 625 F par titre. Souscription : A partir du 3 mars 1986 aux guichets de la Banque Paribas. Clôture sans préavis.

B.A.L.O. des 24 février et 3 mars 1986. Une note d'information (visa C.O.B. n° 86.72 du 21 février 1986) est mise sans frais à la disposition du public.



PARIBAS

Compagnie Financière de Paribas - 5, rue d'Antin - 75002 Paris - R.C.S. Paris B 542 055 157



1er SALON DU MONDE DES AFFAIRES

un Salon pour le développement de l'entreprise. Banques et établissements financiers, exportations, subventions, assurances, publicité, joint-ventures, etc.

Pour réserver votre stand, contactez les organisateurs : Société WIN - Tél : (1) 42.96.64.50, 46, rue Sainte-Anne - 75002 PARIS

Le Monde

Patronné par

مكتبة من الأصول

ÉTRANGER

RÉTABLISSEMENT FINANCIER AU VENEZUELA

La victoire tranquille de M. Lusinchi

De notre envoyé spécial

Caracas. — M. Jaime Lusinchi avait bien trompé son monde. À son arrivée à la présidence du Venezuela, il y a deux ans, on ne misait guère sur cet homme rondouillard, bonasse, dont toutes les qualités semblaient disparaître derrière un physique de joueur de pétanque. Il avait alors la réputation d'un politicien habile, sans plus : plus apte pour les joutes internes.

Or il a réussi là où d'autres, plus flamboyants, auraient peut-être échoué. Non seulement il a rétabli les « grands équilibres » économiques, mais il a également habitué ses compatriotes à vivre sans les facilités que leur procurait, auparavant, l'or noir. Sa bonhomie l'a aidé : impossible de se battre avec lui, disent les connaisseurs. Personne ne s'est vraiment battu contre lui. Ni l'opposition démocrate-chrétienne ni les syndicats, malgré l'austérité en vigueur. Sa cote de popularité est restée enviable (plus de 60 %) en dépit d'une récession persistante et d'un chômage en flèche.

L'homme qui risquait de lui faire de l'ombre au sein de l'Action démocratique (AD), M. Carlos Andrés Pérez, a essuyé une défaite cuisante lors des élections internes du parti, à la fin de l'année dernière. Pourtant, le président des années dorées — celles du boom pétrolier — celui qui est un des témoins de l'internationalisme socialiste, est incontestablement l'homme d'appareil. Les candidats de M. Lusinchi ont gagné dans la plupart des instances dirigeantes de l'AD et rendu plus difficile la nomination de M. Pérez comme candidat social-démocrate à l'élection présidentielle de 1988.

Une inflation contrôlée, un budget en équilibre, des finances extérieures redressées : le bilan des deux premières années de mandat n'est pas mince. Surtout si l'on songe au désordre laissé par le gouvernement antérieur. Profitant de l'euphorie financière de l'époque, beaucoup d'entreprises de l'État s'étaient endettées à court terme pour boucler leur budget, et elles l'avaient fait sans autorisation.

Résultat : une des dettes extérieures par habitant les plus élevées du monde (plus de 40 milliards de dollars, pour 16 millions d'habitants) et aussi l'une des plus embrouillées, car elle ne figurait souvent dans aucune comptabilité. « Le pays a donc subi cette humiliation de devoir demander aux créanciers étrangers d'ouvrir leurs livres de comptes pour savoir ce qu'il leur devait », dit le journaliste-écrivain Carlos Rangel.

Les négociations avec les banques ont duré deux ans. Elles ont abouti à un accord signé le 26 février à New York, qui prévoit le rééchelonnement sur douze ans et demi de 21 des 29 milliards de dollars de la dette extérieure publique, lesquels venaient à échéance entre 1983 et 1988. Cet accord a déclenché les polémiques habituelles en pays latino-américain. La droite est allée jusqu'à parler de « trahison de la patrie ».

M. Lusinchi a répondu à ses adversaires qu'il était vital, pour le pays, d'honorer ses engagements, mais dès le lendemain de la signature il a précisé qu'il ferait jouer la « clause de sauvegarde » figurant dans l'accord, laquelle permet une nouvelle négociation en cas de chute brutale des revenus pétroliers, ce qui est le cas à présent. Il s'est ainsi donné une image de chef d'État « responsable ».

Le FMI sous la table

Le Venezuela est resté relativement privilégié dans ses malheurs. Même sous le gouvernement antérieur, il a disposé d'assez de réserves de change pour éviter l'aide, donc les « recommandations », du FMI. « Du moins en apparence », car le FMI est passé sous la table », remarque un observateur étranger, pour qui la purge suivie depuis deux ans n'aurait peut-être pas été plus sévère si les experts du fonds l'avaient prescrite. Aujourd'hui, le Venezuela possède un stock de devises confortable (près de 14 milliards de dollars).

Le FMI est-il vraiment « passé sous la table » ? En tout cas, grâce au contrôle des dépenses publiques, et au prix d'une récession continue, donc d'un chômage élevé (13 %),

M. Lusinchi a réussi à maintenir l'inflation à un niveau enviable au regard des pays voisins (12 % selon les chiffres officiels, au moins 20 % en réalité).

Son programme d'austérité aurait pu lui valoir des canots sociaux. Il

En l'espace de trois ans, les Vénézuéliens ont complètement transformé leur mode de vie sans « clash » politique ou social

les a évités avec adresse. D'abord en créant des instances de dialogue tripartite (gouvernement, patronat, syndicats), ensuite en faisant à temps des concessions salariales soit par un relèvement du salaire minimal, soit par des augmentations modulées des traitements de la fonction publique. En outre, il s'est engagé à relancer l'économie dès cette année, grâce à un plan triennal d'investissements.

Le fait que le bureau syndical du parti au pouvoir soit en position dominante au sein du syndicat unique, la Centrale des travailleurs du Venezuela, a évidemment beaucoup contribué à la paix sociale. C'est de ses rangs qu'est sorti le secrétaire général de l'Action démocratique, M. Manuel Pénalver, qui est le principal allié du président.

Au plus fort de la crise financière, il y a trois ans, bien des dirigeants de parti affirmaient que celle-ci serait profitable, car elle obligerait le Venezuela à bâtir une économie moins dépendante de l'extérieur, plus centrée sur elle-même. Les Vénézuéliens s'étaient habitués, en effet, à acheter à l'étranger la plus grande partie de ce qu'ils consommaient. L'argent du pétrole permettait toutes les facilités. Il était plus courant, à l'époque dorée, de faire jaillir une autoroute ou un gratte-ciel que de lever une récolte de maïs ou de haricots noirs.

Le gouvernement social-démocrate a fait de nécessité vertu et corrigé en partie ces distorsions. Certains secteurs industriels, comme le textile, ont redémarré. La production agricole s'est développée, ce qui a permis de réduire de moitié la dépendance alimentaire, qui était de 60 %.

L'effort pour comprimer les importations a commencé sous le gouvernement antérieur. Il date d'un vendredi de février 1983, que les Vénézuéliens appellent le « Vendredi noir » : c'est le jour où est tombé l'un des « mythes » auxquels

pratique du pouvoir, où ils alternaient avec une belle régularité.

« Le peuple vénézuélien a acquis sa maturité politique », dit Carlos Rangel. Il sait que les partis sont imparfaits, mais que la démocratie est le moins imparfait de tous les systèmes. Selon notre interlocuteur, la prospérité a permis la formation d'une société relativement homogène, d'un niveau d'éducation et de santé élevé.

Ce n'est pas l'avis de M. Alberto Urdaneta, du centre d'études de développement de l'université centrale, qui dit : « Plus de 60 % des familles du pays ont des revenus si bas (moins de 4 000 bolívares par mois, soit moins de 2 000 F), qu'elles vivent en marge, sans accès au logement, aux services essen-

En Espagne

Mesures en faveur de la relance

De notre correspondant

Madrid. — Alors que les banques sont euphoriques après une année 1985 très favorable et que les Bourses viennent d'enregistrer des records historiques de hausse, les autorités espagnoles ont adopté, le 28 février, plusieurs mesures de relance économique. Ainsi le gouvernement a approuvé une baisse générale de tous les produits pétroliers et dérivés qui va de 3,2 % pour le gazole des véhicules automobiles à plus de 20 % pour une certaine catégorie de fuel. Le supercarburant et l'essence ordinaire diminueront de 5 pesetas pour se situer respectivement à 82 pesetas et 76 pesetas.

Ces mesures interviennent en pleine campagne électorale, avant le référendum du 12 mars sur l'OTAN. Mais elles ont une réelle portée économique. Dans le cas du fuel, les industriels vont voir leurs factures réduites de 19,9 % à 20,1 % selon la qualité.

Outre ces ajustements liés à la baisse conjuguée du pétrole et du dollar (139,9 pesetas pour 1 dollar vendredi, contre près de 184 pesetas une année plus tôt), le gouverne-

ment a adopté un ensemble de décisions qui devraient satisfaire le patronat. Les industriels bénéficieront, en 1986, d'une baisse d'un point de leurs cotisations à la Sécurité sociale — une vieille revendication — ainsi que de facilités pour la création d'entreprises.

Ainsi il a été décidé de supprimer de nombreuses formalités et obstacles administratifs dans ce domaine. Un industriel souhaitant fonder une nouvelle société ne devra plus, par exemple, comparaître en personne devant les administrations compétentes et pourra écrire ou téléphoner pour obtenir les autorisations nécessaires.

« Les mesures prises sont plus destinées à rendre flexible l'offre qu'à stimuler la demande », a déclaré M. Solchaga, ministre des finances, qui a en outre laissé entendre certains assouplissements concernant le marché du travail. La reprise de la concertation entre le patronat et les socialistes au pouvoir est en tout cas bienvenue, de l'avis général, alors que, le 1^{er} mars, l'Espagne est entrée vraiment dans la CEE avec les premiers allègements de barrières douanières. — (Infin.)

American Airlines assure déjà avec succès les vols sans escale Paris-Orly/Dallas-Fort Worth.

American Airlines, la compagnie préférée des hommes d'affaires en Amérique. Ces dix dernières années, les hommes d'affaires ont élu American Airlines « Meilleure compagnie aérienne des États-Unis ». Les raisons d'une telle distinction ?

Multiples.

D'abord, le service que nous offrons, à la fois amical, rapide et efficace, aussi bien en vol qu'au sol. Notre système de réservation par ordinateur est sans faille.

Quant à notre cuisine internationale, elle contribue grandement à rendre les voyages littéralement délicieux. Ajoutez à cela un réseau international, couplé d'un réseau national (aucune autre compagnie transatlantique ne dessert plus d'endroits en Amérique). Vous comprenez maintenant pourquoi nous sommes la meilleure compagnie.

Et comme si cela ne suffisait pas, en plus de notre Paris-Orly/Dallas-Fort Worth sans escale, nous ouvrons dès le 2 mai 1986 une liaison quotidienne Paris-Orly/Chicago sans escale. Une exclusivité American Airlines.

Et de Chicago, nous vous proposons plus de 130 destinations aux États-Unis, vers le Canada ou le Mexique. Toujours avec rapidité, efficacité et confort.

Alors, la prochaine fois que vous allez aux États-Unis, prenez American Airlines pour vérifier ce qui nous distingue des autres. Pour plus d'informations ou réservations, contactez American Airlines (M : 1/47.23.00.35) ou votre agence de voyages.

American Airlines
« The American Airline »
* Sous réserve d'approbation gouvernementale.
** La compagnie typiquement américaine.

A partir du 2 Mai 1986*, chaque jour, Paris-Orly/ Chicago sans escale.

MARCHES FINANCIERS

LES MONNAIES

Monnaie	Unité	Valeur
Dollar	\$	100
Franc suisse	Sfr	75
Mark allemand	DM	100
Yen japonais	¥	100
Coréan	₩	100
Indonésien	Rp	100
Malaisien	RM	100
Singapourien	S\$	100
Thaïlandais	฿	100
Vietnamien	₫	100

LES BOURSES

Bourse	Indice	Valeur
Paris	Cote	100
London	Index	100
New York	Dow Jones	100
Hong Kong	Hang Seng	100
Taiwan	Taiwan	100
Philippines	Philippines	100
Indonésie	Indonésie	100
Malaisie	Malaisie	100
Singapour	Singapour	100
Thaïlande	Thaïlande	100
Vietnam	Vietnam	100

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

ACTIF		30/06/2010
1)	OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER	38
	dont :	
	Or	21
	Disseminées à vue	1
	l'étranger	1
	ESU	
	Avenants au Fonds de stabilisation des changes	
2)	CREANCES SUR LE TRESOR	
	dont :	
	Comptes au Trésor public	
3)	CHARGES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT	
	dont :	
	Effets escomptés	
4)	OR ET AUTRES ACTIFS DE RESERVE A RECEVOIR DU FISCAL	
5)	DIVERS	
	Total	

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

**INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES**
Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985
2136L 28 Nov.

Valeurs fixes, à revenu variable	118,9	116,1
Valeurs immobilières	174,4	141,1
Valeurs étrangères	105,9	108,0
Marchés étrangers	107,2	102,0
Or	107,2	102,0
Chèque	127	127
Montepiù, écopiù	115,5	107
Remises, déremises	121,2	119,1
Régimes et autres	115,5	112,0
Act. de commerce et autres	115	110
Agences	114,4	113
Services	122	117
Transport, info, services	140,1	137
Assurances	140,1	137
Crédit, banque	127	127
Monnaie	113,4	111
Immobilier et bourse	126,6	123
Incendies et vols		
Rue 100 : 31 décembre 1995		
Valeurs étrangères à revenu fixe	103,2	1,0
Exportations	102,1	1,0
Importations	102,7	1,0
Exportations et importations	102,7	1,0
Statistiques		
Rue 100 en 1940 :		
Valeurs étrangères à revenu variable	2 898	2 898
Valeurs étrangères	2 329,7	2 329,7
Rue 100 en 1972 :		
Valeurs étrangères à revenu variable	285,5	3
Valeurs étrangères	490,4	4
Rue 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs étrangères à revenu		
fixe	119,8	1
Exportations	119,8	1
Importations	119,8	1
Statistiques	119,8	1
COMPAGNIE DES ORDRES DE CHANGE		
Rue 100 : 31 décembre 1991		
Indice général	312,5	3
Produits de base	270,8	2
Construction	223,9	2
Services	365	3
Marchés étrangers	365	3
Marchés étrangers, devises	373,9	3
Marchés étrangers, non devises	281,6	2
Marchés étrangers	630,7	6
Statistiques		
Statistiques de la zone franc espagnole	236	2
principales	277	2
Valeurs immobilières		
BOURSES REGIONALES		
Rue 100 : 31 décembre 1991		
Indice général	239,7	2

PASSE

1)	BILLET EN CIRCULA- TION	
2)	COMPTES CREDITEURS EXTERIEURS	
3)	COMPTES COURANT DU TREASOR PUBLIC	
4)	COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMI- QUES ET FINANCIERS	
	dont :	
	Comptes courants des administrations provinciales à l'ordre de la trésorerie	
5)	ECU A LIVRE AU RECOUR- S	
6)	RESERVE DE REVALUATI- ON DES AVOIRS PUBLICS EN OR	
7)	CAPITAL ET FONDS DE RESERVE	
8)	DIVERS	
		Total

AUTOUR DE LA CORBEILLE

RADAR : REPRISE DES COTATIONS LE 3 MARS. — Dans un long communiqué, la Chambre syndicale des agents de change indique qu'elle a décidé de ne pas se prononcer sur la décision de la Cote OPA sur la tenue de son office (210 F par titre et maintien de cours pendant quinze séances de Bourse). La Chambre rappelle un passage que trois députés (Galleries Lafayette, société de Radar, et CCF), qui possèdent ensemble 58,65 % du capital de la société au 13 novembre dernier, ont confirmé à Primatès leur décision de présenter leurs titres à l'OPA. Ils ont fait l'autorité boursière confirmer que la cotation de Radar sera suspendue depuis le 28 février 1966, sous reprise le 3. Rappelons que cette OPA de Primatès soumise par la Société générale et BAIRD a déclenché par la suite une souscription concurrente de la part de M. Maurice Ridenand, président-banquier Stern et de l'IFCIS sur la base probable de 230 F par action (1 et 25, jusqu'au 25 mars inclus).

VALEURS	% du nom.	5 c.
2 %	32.40	
5 %		
3 % amort. 48-54		
Emp. 100 % 77	7260.	
8.00 % 70/83	123.10	
2.50 % 78/93	104.50	
10.00 % 78/93	104.50	
13.25 % 80/80	106.78	
13.00 % 80/87	108.83	
16.75 % 81/89	114.20	
16.75 % 81/87	110.40	
16.25 % 82/80	121.50	
16 % juin 82	122.40	
E.D.F. 7.5 % 81		
E.D.F. 14.1 % 80-82	110.30	
CR. Franco-3 %	155.40	
CR. Franco-Paris. 82	101.70	
CR. Paris. 82	104.25	
CR. Paris. 82	104.95	
CR. Paris. 82	101.78	

INDICES QUOTIDIENS
(BASE 100: 31 Dec. 1965)

Valeurs françaises
 Valeurs étrangères
C^e DES AGENTS DE CHANG^e

27 Nov 28
318 31

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	
Effets privés de 3 mois	87
COURS DU DOLLAR A TON	
28 nov.	131

1 dollar (en yens)	180,45	1
--------------------------	--------	---

Dans la quatrième colonne, figures en pourcentages, des données du jour par rapport à ceux

BOURSE DE PARIS Comptant[illegible]

28 FEVRIER

VALEURS	Cotes prix.	DIFFÉ- RENCES	VALEURS	pièces	COU- RANTS
SECONDE MARCHÉ					
Petroleum-R.D.	2801	2596	Hovate-Delmas	717	700
Alcan Aluminium	515	516	Ona. Gen. Fin.	310 50	320
BASF	390	366	Pact. Banque	300	300
S.O.F.	847	860	Rozel	1040	
Solijet Technologies	560	560	St-Gabriel Emballage	800	800
Carillon	516	516	S.C.F.P.M.	222	222
Chabert	1520		Sauva-Mercu	780	784
Cap Général Sogel	1560	1540	S.E.P.	1278	1345
C. Engrs. Elect.	230	230	S.E.P.A.	277	277
C. Ducl. Forestier	122	122	Solinas	317	317
Coisa	203	202	Volcan de France	317	317
Davel	1952	1960	Molins	310 30	310
Dewinter O.T.A.					
Dowling	950	950	Hors-cote		
Dowle	848	860	A.S.P.R.A.	1640	1630
Dowd-Assurances	518	518	Astimp	27 80	30
Eclairage Refroid.	838	845	C.E.M.	81 20	
Eco. S. Desmaré	276	276	Cochary		
Espresso	568	568	Copex	160	160
Figatucci	825	840	Cybernet	580	580
Guy Degrange	410	410	Hydro-Energie	270	
I.C.C.	319	319	Imvasto H.V.	133	133
Inf Information	410	344	Sagolux	122	21
Inter-Immobilier	514	509	S.P.R.	150	141
Inter-Immobilier	514	509	Ulmor		
Interbank, Maritime	782	123	Union Industrielle		
M.A.M.S.	490				

	4. Index	Product	NAUTICS	Emission	R
--	----------	---------	---------	----------	---

VALEURS		VALEURS	
	Frais inc.		Frais inc.
SICAV 28/2			
			747 825
22	Prévisions	254 735	146255 814
23	Prévisions	400 247	236 922
24	Prévisions	682 180	865 54
25	Prévisions	74322 26	74035 97
26	Prévisions		
27	Prévisions		
28	Prévisions		
29	Prévisions		
30	Prévisions		
31	Prévisions		
32	Prévisions		
33	Prévisions		
34	Prévisions		
35	Prévisions		
36	Prévisions		
37	Prévisions		
38	Prévisions		
39	Prévisions		
40	Prévisions		
41	Prévisions		
42	Prévisions		
43	Prévisions		
44	Prévisions		
45	Prévisions		
46	Prévisions		
47	Prévisions		
48	Prévisions		
49	Prévisions		
50	Prévisions		
51	Prévisions		
52	Prévisions		
53	Prévisions		
54	Prévisions		
55	Prévisions		
56	Prévisions		
57	Prévisions		
58	Prévisions		
59	Prévisions		
60	Prévisions		
61	Prévisions		
62	Prévisions		
63	Prévisions		
64	Prévisions		
65	Prévisions		
66	Prévisions		
67	Prévisions		
68	Prévisions		
69	Prévisions		
70	Prévisions		
71	Prévisions		
72	Prévisions		
73	Prévisions		
74	Prévisions		
75	Prévisions		
76	Prévisions		
77	Prévisions		
78	Prévisions		
79	Prévisions		
80	Prévisions		
81	Prévisions		
82	Prévisions		
83	Prévisions		
84	Prévisions		
85	Prévisions		
86	Prévisions		
87	Prévisions		
88	Prévisions		
89	Prévisions		
90	Prévisions		
91	Prévisions		
92	Prévisions		
93	Prévisions		
94	Prévisions		
95	Prévisions		
96	Prévisions		
97	Prévisions		
98	Prévisions		
99	Prévisions		
100	Prévisions		

Étrangères

Spain	950	216	Spanish	1389 26
Spain	436	216	Spanish Association	7287 01
Spain	215	1508	Spanish Capital	7287 07
Spain	1501	201	Spanish-Cuba	1389 28
Spain	520	500	Spanish-Indians	902 58
Spain	200	324	Spanish-Italy	1389 33
Spain	515	144	Spanish-Latin America	189 92
Spain	172	180	Spanish-Life	3070 36
Spain	488	487	Spanish-Literature	331 87
Spain	1138	200	Spanish-Mexico	1196 13
Spain	34900	747	Spanish-Norway	489 17
Spain	63	35	Spanish-Poland	1843 59
Spain	150	260	Spanish-Portugal	241228 68
Spain	325	10	Spanish-Russia	1008 34
Spain	45 30	360	Spanish-Sweden	2465 47
Spain	1185	327	Spanish-Switzerland	300 54
Spain	389	381	Spanish-Turkey	126
Spain	104 50	280	Spanish-U.S.	433 29
Spain	200	280	Spanish-Venezuela	

Règlement mensuel

[illegible]

Company	VALUES	Cash price	Pending issues	Domestic issues	Y-T	sector	VALUES	price	sector
1040	A&S 1973	1581	1536	1880	+ 1.21	226	Algonquin	227	23
1041	A&S 1974	1581	1536	1880	+ 0.77	226	Algonquin	227	23
1042	A&S 1975	1581	1536	1880	+ 0.78	220	Algonquin	227	23
1043	A&S 1976	1581	1536	1880	+ 2.78	365	Algonquin	227	23
1044	A&S 1977	1581	1536	1880	+ 0.80	365	Algonquin	227	23
1045	A&S 1978	1581	1536	1880	+ 1.14	1880	Algonquin	227	23
1046	A&S 1979	1581	1536	1880	- 0.23	1120	Algonquin	227	23
1047	A&S 1980	1581	1536	1880	+ 0.77	1880	Algonquin	227	23
1048	A&S 1981	1581	1536	1880	+ 3.10	400	Algonquin	227	23
1049	A&S 1982	1581	1536	1880	+ 2.18	280	Algonquin	227	23
1050	A&S 1983	1581	1536	1880	+ 0.85	360	Algonquin	227	23
1051	A&S 1984	1581	1536	1880	+ 4.35	192	Algonquin	227	23
1052	A&S 1985	1581	1536	1880	+ 8.11	93	Algonquin	227	23
1053	A&S 1986	1581	1536	1880	+ 1.55	270	Algonquin	227	23
1054	A&S 1987	1581	1536	1880	+ 0.82	880	Algonquin	227	23
1055	A&S 1988	1581	1536	1880	+ 4.18	428	Algonquin	227	23
1056	A&S 1989	1581	1536	1880	+ 0.98	50	Algonquin	227	23
1057	A&S 1990	1581	1536	1880	+ 2.22	540	Algonquin	227	23
1058	A&S 1991	1581	1536	1880	+ 3.77	1780	Algonquin	227	23
1059	A&S 1992	1581	1536	1880	+ 2.73	83	Algonquin	227	23
1060	A&S 1993	1581	1536	1880	+ 2.89	77	Algonquin	227	23
1061	A&S 1994	1581	1536	1880	+ 4.35	2900	Algonquin	227	23
1062	A&S 1995	1581	1536	1880	+ 1.80	1860	Algonquin	227	23
1063	A&S 1996	1581	1536	1880	+ 0.50	1050	Algonquin	227	23
1064	A&S 1997	1581	1536	1880	+ 1.17	1120	Algonquin	227	23
1065	A&S 1998	1581	1536	1880	+ 1.82	310	Algonquin	227	23
1066	A&S 1999	1581	1536	1880	+ 1.38	140	Algonquin	227	23
1067	A&S 2000	1581	1536	1880	+ 8.01	3020	Algonquin	227	23
1068	A&S 2001	1581	1536	1880	+ 1.46	1000	Algonquin	227	23
1069	A&S 2002	1581	1536	1880	+ 1.32	1000	Algonquin	227	23
1070	A&S 2003	1581	1536	1880	+ 4.12	1000	Algonquin	227	23
1071	A&S 2004	1581	1536	1880	+ 5.85	600	Algonquin	227	23
1072	A&S 2005	1581	1536	1880	+ 0.83	1200	Algonquin	227	23
1073	A&S 2006	1581	1536	1880	+ 2.84	200	Algonquin	227	23
1074	A&S 2007	1581	1536	1880	+ 0.56	340	Algonquin	227	23
1075	A&S 2008	1581	1536	1880	+ 5.09	380	Algonquin	227	23
1076	A&S 2009	1581	1536	1880	+ 6.21	310	Algonquin	227	23
1077	A&S 2010	1581	1536	1880	+ 1.97	1800	Algonquin	227	23
1078	A&S 2011	1581	1536	1880	+ 0.40	2200	Algonquin	227	23
1079	A&S 2012	1581	1536	1880	+ 0.50	220	Algonquin	227	23
1080	A&S 2013	1581	1536	1880	+ 2.25	365	Algonquin	227	23
1081	A&S 2014	1581	1536	1880	+ 0.50	680	Algonquin	227	23
1082	A&S 2015	1581	1536	1880	+ 1.45	60	Algonquin	227	23
1083	A&S 2016	1581	1536	1880	+ 1.40	1860	Algonquin	227	23
1084	A&S 2017	1581	1536	1880	+ 4.63	67	Algonquin	227	23
1085	A&S 2018	1581	1536	1880	+ 1.03	825	Algonquin	227	23
1086	A&S 2019	1581	1536	1880	+ 4.11	18	Algonquin	227	23
1087	A&S 2020	1581	1536	1880	+ 2.84	400	Algonquin	227	23
1088	A&S 2021	1581	1536	1880	+ 7.22	350	Algonquin	227	23
1089	A&S 2022	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1090	A&S 2023	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1091	A&S 2024	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1092	A&S 2025	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1093	A&S 2026	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1094	A&S 2027	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1095	A&S 2028	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1096	A&S 2029	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1097	A&S 2030	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1098	A&S 2031	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1099	A&S 2032	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1100	A&S 2033	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1101	A&S 2034	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1102	A&S 2035	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1103	A&S 2036	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1104	A&S 2037	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1105	A&S 2038	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1106	A&S 2039	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1107	A&S 2040	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1108	A&S 2041	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1109	A&S 2042	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1110	A&S 2043	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1111	A&S 2044	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1112	A&S 2045	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1113	A&S 2046	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1114	A&S 2047	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1115	A&S 2048	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1116	A&S 2049	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1117	A&S 2050	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1118	A&S 2051	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1119	A&S 2052	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1120	A&S 2053	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1121	A&S 2054	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1122	A&S 2055	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1123	A&S 2056	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1124	A&S 2057	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1125	A&S 2058	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1126	A&S 2059	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1127	A&S 2060	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1128	A&S 2061	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1129	A&S 2062	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1130	A&S 2063	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1131	A&S 2064	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1132	A&S 2065	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1133	A&S 2066	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1134	A&S 2067	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1135	A&S 2068	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1136	A&S 2069	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1137	A&S 2070	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1138	A&S 2071	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1139	A&S 2072	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1140	A&S 2073	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1141	A&S 2074	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1142	A&S 2075	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1143	A&S 2076	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1144	A&S 2077	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1145	A&S 2078	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1146	A&S 2079	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1147	A&S 2080	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1148	A&S 2081	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1149	A&S 2082	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1150	A&S 2083	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1151	A&S 2084	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1152	A&S 2085	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1153	A&S 2086	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1154	A&S 2087	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1155	A&S 2088	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1156	A&S 2089	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1157	A&S 2090	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1158	A&S 2091	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1159	A&S 2092	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1160	A&S 2093	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1161	A&S 2094	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1162	A&S 2095	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1163	A&S 2096	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1164	A&S 2097	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1165	A&S 2098	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1166	A&S 2099	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1167	A&S 2100	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1168	A&S 2101	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1169	A&S 2102	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	23
1170	A&S 2103	1581	1536	1880	+ 1.92	750	Algonquin	227	

[illegible]

802	320	120	940	Hoechst Akt.	947	985	965	965
803	560	1	235	Ind. Chemical	957	985	985	985
804	560	1	218	Imperial	957	985	985	985
805	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
806	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
807	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
808	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
809	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
810	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
811	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
812	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
813	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
814	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
815	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
816	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
817	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
818	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
819	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
820	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
821	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
822	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
823	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
824	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
825	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
826	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
827	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
828	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
829	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
830	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
831	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
832	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
833	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
834	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
835	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
836	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
837	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
838	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
839	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
840	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
841	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
842	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
843	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
844	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
845	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
846	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
847	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
848	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
849	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
850	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
851	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
852	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
853	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
854	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
855	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
856	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
857	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
858	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
859	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
860	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
861	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
862	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
863	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
864	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
865	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
866	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
867	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
868	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
869	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
870	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
871	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
872	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
873	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
874	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
875	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
876	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
877	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
878	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
879	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
880	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
881	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
882	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
883	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
884	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
885	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
886	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
887	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
888	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
889	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
890	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
891	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
892	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
893	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
894	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
895	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
896	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
897	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
898	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
899	224	224	224	Imperial	957	985	985	985
900	224	224	224	Imperial	957	985	985	985

COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLETS				MARCHÉ LIBRE			
COURS DES BILLE							

+	191
+	101
-	153
-	090
+	4 15
-	035
50	- 173
20	+ 280
	+ 037
50	+ 027
400	+ 082
60	- 178
	+ 454
0	+ 049
	+ 318
2 60	131
55 50	- 0 11
5	- 145
11	- 183
33 30	- 171
17	+ 0 65
45 40	+ 0 88
72 80	- 122
75	+ 1 58
58 80	- 137
43 50	+ 0 34
13 70	- 43
02	+ 0 30
82 50	+ 3 07
25	+ 1 85
05 50	- 0 8 1
03	+ 0 32
603	+ 3 07
1 58	- 3 08

DE L'OR	
COURS etc.	COURS 28/2
500	74800
100	74850
578	578
475
540	540
482	501
623	630
500	3455
1810	1840
1190
3385	3300
530	522
337 85	338 25
338 50	337 50
337 65	337 65
591

هكذا من الأصل

Le Monde

هكذا من الأصل

En Égypte

Poursuite des purges au ministère de l'intérieur

De notre correspondant

Le Caire. — Mieux que tous les communiqués, les embouteillages et les grappes humaines accrochées aux autobus ont témoigné, dimanche 2 mars, du retour à la normale au Caire, malgré la présence d'un nombre, il est vrai réduit, de blindés. Près d'une semaine après la mutinerie des policiers, on vient de mettre sur le cadavre carbonisé d'une touriste danoise de soixante-quinze ans dans une salle de bains de l'hôtel Jolie Ville, le premier établissement incendié mardi 25 février.

Durant le couvre-feu, de 18 heures le soir à 6 heures du matin, les Cairenses se téléphonent, regardent la télévision ou écoutent les films vidéos. Seul le caricaturiste du quotidien *Al-Ahram* est mécontent du couvre-feu. Sur son dessin, un père de famille nombreuse s'écrit : « Le bilan définitif des dégâts, on le recevra sur la tête dans neuf mois ! »

Ce rapide retour à la normale est dû au fait que la police n'a jamais été très populaire, et surtout à la décision du président Mubarak de n'adopter aucune mesure d'exception. Alors qu'il dispose du pouvoir illimité de la loi sur l'état d'urgence, le roi a préféré laisser au parquet la conduite de l'instruction. Seule l'affaire des coups de feu partis juste avant son arrivée, en visite d'inspection, aux Pyramides (le *Monde* du 2 mars) sera instruite par le parquet militaire. Le président Mubarak a, par ailleurs, limogé le chef des ser-

vices de renseignements généraux et nommé, pour la première fois, deux vice-ministres de l'intérieur.

De son côté, le général Zaki Badr a entamé une purge au sein de son ministère. Tous les chefs des départements clés de la police ont été remplacés. En effet, des bruits persistants affirment que « de grosses têtes sont impliquées dans le soulèvement des forces de la sécurité centrale ». Les postes de police sont investis par l'armée. Tous les policiers que nous avons pu voir au poste d'Héliopolis étaient désarmés tandis qu'un blindé traînait dans la cour. Enfin, la presse égyptienne confirme la présence d'extrémistes musulmans parmi les émeutiers qui ont incendié mercredi 26 février les boîtes de nuit de l'avenue des Pyramides. Un film vidéo a permis aux forces de l'ordre de déterminer l'identité des meneurs. Un membre de l'organisation extrémiste musulmane Al Jihad commandait les émeutiers, âgés pour la plupart de dix à seize ans et visiblement pauvres. Les meneurs ont été arrêtés, et le parquet de la sécurité de l'Etat procède à leur interrogatoire.

ALEXANDRE BUCCIANTI

APRÈS LE RETOUR A LA DÉMOCRATIE EN HAÏTI ET AUX PHILIPPINES

Washington met l'accent sur le Chili et le Nicaragua

Washington, (AFP, Reuter, UPI). — Pour amener le Chili à la démocratie, l'administration Reagan aura recours à la politique déjà utilisée en Haïti et aux Philippines, a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires inter-américaines, M. Elliot Abrams. Fondamentalement, la politique est la même, a-t-il dit, « la question est de savoir si les tactiques qui ont été couvertes de succès en Haïti, aux Philippines et au Salvador peuvent aussi fonctionner au Chili (...), nous espérons que cette nation se dirige vers la démocratie », a déclaré M. Abrams dans une conférence de presse retransmise par satellite de Washington en Amérique latine, samedi 1^{er} mars.

Le secrétaire d'Etat adjoint a toutefois ajouté que Washington souhaite maintenir de « bonnes relations » et « travailler » avec le gouvernement en place à Santiago pour organiser une « transition vers la démocratie » au Chili. Depuis un an le Département d'Etat a multiplié les communiqués dénonçant les excoérés répressifs du gouvernement Pinochet et a soutenu publiquement « l'accord national » conclu l'année dernière par onze partis d'opposition

sous les auspices de l'archevêché de Santiago.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, intensifie la campagne du gouvernement américain pour l'approbation par le Congrès d'une aide militaire à la Contra, recommandant de l'accroître « avant qu'il ne soit trop tard ».

Dans un discours très ferme qu'il devait prononcer lundi devant des anciens combattants et dont le texte a été publié dimanche, M. Shultz met en parallèle le Nicaragua et les Philippines en estimant que l'opposition philippine a pu s'organiser parce que le système politique était « fondamentalement pluraliste et démocratique » alors que « les forces de la démocratie au Nicaragua n'ont pas cet espoir lorsque le régime communiste aura consolidé son pouvoir ».

À Santiago, le cardinal Fresno, archevêque de la ville, a affirmé dans un sermon de carême, dimanche dans la capitale, que le Chili devait trouver une voie pacifique vers la démocratie pour mettre en échec la violence politique.

Sur le vif

Talents

Faut que je vous raconte : j'ai un nouveau truc. Ce matin, à la conférence, je me pointe avec un transisteur de poche vissé à l'oreille. Ils l'ont remarqué, les chers. Ils m'ont fait : Ça va ? On te dérange pas ? On parle pas trop fort ? On l'empêche pas d'écouter la concurrence ? Je leur ai dit que si, et je les ai priés de mettre la sourdine pour que je puisse savourer la chronique de Philippe Alexandre sans en perdre un mot. Vous l'avez entendu, vous aussi ? Il a cent fois raison : hier, à la télé, Mourousi l'a sabré, Mitterrand. Il l'a complètement égaré, en lui assénant en pleine poire l'intervention coup de poing de Tapie la veille sur TF 1.

Ce lui a filé un de ces coups de vieux, au président ! Il s'est littéralement fossilisé sous nos yeux. Affreux. Mais, le plus terrible, c'est pas ça. C'est Pasqua utilisant, dans la foulée, son droit de réponse. Ça valait mille fois ! Il était obligé de démentir en énonçant, les yeux baissés sur son pupitre, les termes fougueux, ennuyeux, épuisants de sa réprobation à cet Elysée Show de dernière minute. On était écroulés de rire.

Il ne sont décidément pas doués pour la politique, dites

donc, nos politiciens. Ils ont beau hocher, répéter, prendre des cours de maintien et de diction, suivre à la lettre les leçons de leurs conseillers en marketing, il n'y a rien à faire, ils ne savent pas se vendre. Ils se plantent à tous les coups. Normal, le message, aujourd'hui, c'est l'image, c'est le look, le slogan, le clip, le choc. Et là, désolé, ils sont nuls. Il n'a pas tort, Delon, quand il dit, toujours modeste, une violence, j'ai lu ça dans le *Figaro* ! Domage que Le Pen n'ait pas ma gueule, il ferait un tabac.

Grâce à Dieu, il y a des pros pour prendre la relève de ces amateurs. Des Régine, des Coluche, des Birkin, des Line Renaud, des gens pleins de talent, débrouilles, enthousiasmes, organisés, des gens qui n'ont rien à gagner, pas un sou, pas une voix, des gens capables de nous secourir, de nous réveiller, de nous mobiliser. Contre la drogue. Contre la faim. Contre le faustul rouler. Contre le SIDA. Bravo, très bien, continuez. Parce que, s'il fallait compter sur le ministre de la solidarité ? Faut reconnaître que là, en ce moment, elle a d'autres chats, pardon d'autres gosses, à fouetter.

CLAUDE SARRAUTE

Le ministère des finances va renoncer à son droit de veto sur les OPA et OPE

Le ministère des finances, poursuivant sa politique de dérégulation, va renoncer au droit de veto qu'il détient sur les offres publiques d'achat (OPA) et d'échange (OPE) et qu'il doit exercer dans un délai de trois ans après le dépôt du dossier d'offre. En revanche, la commission de la concurrence pourra se saisir de ce dossier, pour vérifier si l'offre publique, en cas de réussite, ne risque pas de créer une situation de monopole total ou partiel, comme le fait, en Allemagne, le bureau fédéral des cartels (Bundeskartellamt).

Enfin, la Chambre syndicale des agents de change disposera d'un délai limité à cinq jours pour statuer sur la recevabilité des offres sur le plan technique, après avis de la Commission des opérations de Bourse. Ces mesures interviennent au moment où la procédure des

offres publiques d'achat et d'échange très utilisée (surtout pour l'échange) dans les pays anglosaxons, est en passe de se dévoyer avec la bataille que se livrent la Compagnie du Midi et le groupe Axa pour le contrôle de la compagnie d'assurances Providence, et celle qui fait rage entre la société Primistères et M. Maurice Bidemann pour le rachat de Rader.

F. R.

LA CGT ANNULE SON ORDRE DE GRÈVE SUR LES LIGNES DU RER

La CGT a renoncé à appeler à la grève les conducteurs des lignes A et B du RER pour obliger la direction de la RATP à renégocier les règlements de sécurité. Le samedi 1^{er} mars, le syndicat a annulé son mot d'ordre de grève pour le lundi 3 mars, en expliquant sa décision par « les conditions climatiques tout à fait exceptionnelles en région parisienne qui risquent d'accroître les difficultés de transport ».

Ce recul peut aussi s'expliquer par la détermination de la direction de la RATP à sanctionner les grévistes, le préavis de cinq jours francs n'ayant pas été respecté. Après une réunion entre direction et syndicats, sur la sécurité, la CGT annonçait, le 1^{er} mars, qu'elle attendait des précisions écrites de la direction pour décider d'une action éventuelle et que les conversations avaient comporté des « points intéressants ».

● Le sort des Irakiens expulsés de France. — Le ministère irakien des affaires étrangères a assuré, samedi 1^{er} mars, que les deux Irakiens expulsés de France le 19 février dernier sont « vivants et incarcérés pour les besoins de l'enquête » ouverte à leur sujet, a indiqué l'ambassade de France à Bagdad. Un conseiller de l'ambassade de France, M. Gérard de Courson, a été reçu à sa demande par ses interlocuteurs « habituels » au ministère des affaires étrangères, en l'absence de l'ambassadeur de France en Irak, M. Maurice Courage, qui se trouve depuis vendredi à Kirkouk (à 370 kilomètres au nord-est de Bagdad), indique-t-on à l'ambassade. L'enquête est destinée à déterminer s'ils appartenaient effectivement au parti Al Dawra, interdit en Irak et proche de l'Iran, et dont les membres sont passibles de la peine de mort. — (AFP.)

● La station RFO de la Réunion assésée. — La station régionale RFO (Radio-France outre-mer) de la Réunion était assésée, lundi 3 mars, par une centaine de personnes et deux camions emmenés sur place par des partisans de la liste France-Réunion-Avenir (FRA), conduite aux élections législatives par M. André Thien Ah Koon, maire bariste du Tampon, qui contestent la répartition du temps d'antenne à la télévision et à la radio pour la campagne électorale. — (Corresp.)

Le numéro du « Monde » daté 2-3 mars 1986 a été tiré à 449 430 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

EN TOUTE OBJECTIVITÉ. Tout comprendre sur l'économie française. HATIER

Les étonnantes possibilités de la mémoire. Comment valoir la timidité ? A chacun sa réussite.

LES LOIS ÉTERNELLES DU SUCCÈS

Tout le monde devrait avoir lu ce petit livre gratuit

Surprenantes révélations sur une méthode très simple pour guérir votre timidité, développer votre mémoire et réussir dans la vie.

Ce n'est pas juste : vous valez 10 fois mieux que tel de vos amis qui « n'a pas inventé la poudre », et pourtant gagne beaucoup d'argent sans se uer à la tâche : que tel autre, assez insignifiant, qui cependant jouit d'une inexplicable considération de la part de ceux qui l'entourent.

Qui faut-il accuser ? La société dans laquelle nous vivons ? Ou vous-même qui ne savez pas tirer parti des dons cachés que vous avez en vous ?

Vous le savez : la plupart d'entre nous n'utilisent que le centième à peine de leurs facultés. Nous ne savons pas nous servir de notre mémoire. Ou bien nous sommes paralysés par une timidité qui nous condamne à végéter. Et nous nous enroûtons dans nos tabous, nos habitudes de pensée désuètes, nos complexes aberrants, notre manque de confiance en nous.

Alors, qui que vous soyez, homme ou femme, si vous en avez assez de faire du surplace, si vous voulez savoir comment acquérir la maîtrise de vous-même, une mémoire étonnante, un esprit juste et pénétrant, une volonté robuste, une imagination fertile, une personnalité forte qui dégage de la sympathie et un ascendant irrésistible sur ceux ou celles qui vous entourent, demandez à recevoir le petit livre de W.R. Borg : « Les Lois Éternelles du Succès ».

Absolument gratuit, il est envoyé à qui en fait la demande et constitue une remarquable introduction à la méthode mise au point par le célèbre psychologue W.R. Borg dans le but d'aider les milliers de personnes de tout âge et de toute condition qui recherchent le moyen de se réaliser et de parvenir au bonheur.

Méthode W.R. Borg — Chez Aubanel, dpt 798 6, place Saint-Pierre — 84057 Avignon Cedex

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 798 — 6, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Éternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

Age _____ Profession _____

Aucun démarcheur ne vous rendra visite

A B C D E F G



“Le secret des vacances heureuses aux Arcs ? Propriétaire au Pays Ribourel”

“Vous aussi profitez de ce privilège. Écrivez-moi au 120, Champs-Élysées Paris 8^e ou téléphonez-moi au (1) 45.62.56.56.”

A bientôt au Pays Ribourel

Gérard Mayau
Président de Ribourel

STAGE LECTURE RAPIDE 11-12-13 mars 1986 possibilités de stages en entreprises GEICA-FORMATION/42-96-41-12 — 56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris —

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1986 Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la première sélection à Paris Vendredi 28 mars 1986.

école supérieure de commerce de Lyon cesma Centre d'études supérieures de management 23, Av. Guy de Collongue BP 174 - 69132 Ecully Genex Tel 78 33 81 22

FLAMMÉE DE

Les protestations défient l'

L'on

Explo

DES AI

TRES S

Chrysler, Renault, Sa

Autres marques, gé

Chrysler, Renault, Sa

Le camp de la gauche

Chrysler, Renault, Sa

Chrysler, Renault, Sa

main CAMPUS